



CAHIERS UPECISTES

• ETUDES • ANALYSES • DOCUMENTS

Revue politique du Comité Central
de l'Union des Populations du Cameroun

Janvier - Mars 1984

N° 20

SPECIAL

Novembre 1982 - Novembre 1983 :

*Biya arrive au pouvoir :
douze mois de luttes,
d'espoirs et de
désillusions populaires ;
douze mois
d'intense désinformation
par la grande presse.*

C47092PP

1

CAHIERS UPECISTES

**Revue Politique
du Comité Central de l'U.P.C.**

Janvier-Mars 1984 n° 20

Imprimerie Spéciale de l'U.P.C.

**Novembre 1982 - Novembre 1983 : BIYA
arrive au pouvoir. Douze mois de luttes,
d'espoirs et de désillusions populaires ;
Douze mois d'intense désinformation par
la grande presse.**

8

Les auteurs :

Haman BAKO

Membre du Bureau Politique du Comité Central de l'UPC

MENGUE ZEZE, NDICK James, Claudine YANDELE

Membres du Comité Central de l'UPC

SOMMAIRE

— AVANT-PROPOS, par Elenga Mbuyinga	8
— INTRODUCTION, par James Ndick	45
— I. JUSQU'EN DECEMBRE 1982	
par Mengue Zeze	51
1. La crise du régime de l'UNC (rappels) ..	52
2. La presse face à la démission d'Ahidjo ..	69
3. L'UPC et la démission du dictateur	90
— II. PREMIER TRIMESTRE 1983	
par James Ndick	97
1. Les faits les plus marquants du trimestre	98
2. L'activité de l'UPC durant ces mois	112
3. Les réactions de la presse	117
— III. DEUXIEME TRIMESTRE 1983	
par Claudine Yandele	127
1. La question du multipartisme	130
2. Les élections législatives du 29 mai	133
3. Le problème du bicéphalisme	138
4. Les initiatives de l'UPC	147

IV. TROISIEME TRIMESTRE 1983	
par Haman Bako	153
1. Falsification des faits	155
2. Le problème du soutien de l'UPC à Biya	173
3. Août : explosion et confirmations ..	180
4. La contre-attaque anti-démocratique	225
5. Conclusion générale sur la période .	234
— UN BREF BILAN DU REGNE D'AHIDJO	
par Haman Bako	237
1. Le bilan démagogique et mensonger..	240
2. Le même bilan vu après juin 1983 ..	247
3. Conclusions sur le bilan	262
— ANNEXES	269

" Certes, nul n'est prophète en politique. Mais quand on est constamment coupable d'avoir eu raison le premier, il y a une satisfaction morale à rappeler quelques faits du passé ".

Ruben UM NYOBE.

Question : *Quelle est la nature de la guerre qui sévit au Tchad depuis près de 20 ans ?*

Réponse : *Il s'agit de rivalités entre le Nord musulman et le Sud chrétien et animiste.*

Question : *Pourquoi y a-t-il périodiquement des troubles au Nigéria ?*

Réponse : *C'est tantôt un soulèvement des musulmans du Nord contre les chrétiens et animistes du Sud, tantôt l'inverse.*

Question : *Pourquoi l'ancien président Ahidjo du Cameroun a-t-il démissionné en novembre 1982 et a-t-il été remplacé par M. Paul Biya ?*

Réponse : *De source bien informée à Paris, on s'en tient aux raisons de santé avancées ça et là, mais on n'excluait pas l'hypothèse d'une revanche des chrétiens et animistes du Sud sur les musulmans du Nord.*

Question : *Pourquoi M. Ahidjo a-t-il comploté des mois durant contre son successeur Biya, et pourquoi ses "barons" fidèles ont-ils été congédiés du gouvernement par M. Biya le 18 juin puis le 22 août 1983 ?*

Réponse : *A Paris, les milieux compétents citant l'AFP à Yaoundé, penseraient plutôt que M. Biya, originaire d'une petite ethnie chrétienne du Sud, est mal accepté par les musulmans du Nord, d'où la fronde que tenterait de calmer M. Ahidjo. Les mêmes sources autorisées se refusent cependant à spéculer sur les rumeurs concernant d'éventuelles divergences au sein de l'Union Nationale Camerounaise, parti unique.*

(La presse occidentale, citée en vrac...)

AVANT-PROPOS

par ELENGA MBUYINGA

Ainsi tout est à nouveau en place. Presque comme avant, lorsque Ahmadou Ahidjo était au pouvoir. On serait même tenté de dire que tout semble à nouveau en place, pour que se jouent de nouveaux actes du drame kamerunais, si rien ne vient modifier les données de ce début d'année 1984.

C'est que désormais, M. Biya est, à beaucoup d'égards dans la même position que son prédécesseur, avec les mêmes pouvoirs de double président, du parti unique et de la République.

En effet, nommé président de la république le 6 novembre 1982 par le biais de manipulations constitutionnelles d'Ahidjo (et non pas *"porté triomphalement à la tête de l'Etat à la suite d'une mutation harmonieuse"* comme le prétendait alors sottement Henri Bandolo dans son interminable roman à épisodes d'un goût douteux), M. Biya, au terme d'un processus complexe qui a duré beaucoup plus de 12 mois et que nos camarades analysent dans ce travail, M. Biya donc, se retrouve également à la tête de l'Union Nationale Camerounaise (UNC)

Donc, en tant qu'individu, Ahidjo est éliminé de la scène. Mais, comme, à une poignée d'exceptions près, les mêmes hommes qui dirigeaient avec lui restent en place (y compris au plus haut niveau!), que ce soit au Comité Central de l'UNC ou à la tête des fiefs relatifs que

sont les sections départementales, comme les forces sociales qui détenaient le pouvoir économique sous son règne et contrôlaient de nombreux rouages de la société avant le 6 novembre 1982 conservent bel et bien les positions qui étaient les leurs, chacun comprend facilement qu'au fond, *Ahidjo est peut-être parti, mais la bourgeoisie est toujours là*. Et au total, c'est encore, actuellement, le plus important.

I

Ce qui vient de se passer le 14 janvier 1984, puis la semaine qui a suivi, pourrait faire croire à l'observateur non attentif ou novice que désormais, la remarque initiale ci-dessus devient sans valeur. Autrement dit, M. Biya étant désormais "*l'élú du peuple, de surcroît à 99,98%*"..., il ne tient plus son pouvoir d'Ahidjo. Et, serait-on alors tenté de conclure, il faut cesser de lui chercher des poux dans la tête avec cette histoire de succession pas très régulière du point de vue de la démocratie. Eh bien non ! Et c'est M. Biya et ses amis eux-mêmes qui donnent l'argument. Le voici.

A la faveur d'une cascade de manipulations constitutionnelles d'une mesquinerie probablement sans précédent dans l'histoire des Etats, notre pays se trouve désormais doté d'une Constitution que les 3/4 des kamerunais, même sachant lire et écrire, n'ont jamais lue ni même vue. En quoi a consisté le dernier acte ?

Une semaine à peine après son élection (enfin, ... si on veut), M. Biya a convoqué l'Assemblée en session extraordinaire. Le Parlement s'est retrouvé en demeure de modifier encore une fois la Constitution pourtant déjà modifiée à peine trois mois avant, en novembre 1983. L'un des changements de cette session de janvier 1984, c'est la suppression du poste de premier ministre. Il sera intéressant de noter que, depuis 1975, tous les gens de l'UNC vantaient cette trouvaille comme un nouveau

coup génial du "Grand Camarade El Hadj Ahmadou Ahidjo". Mais passons. Un deuxième changement apporté à la Loi Fondamentale du pays en janvier dernier consiste en ceci : le Président de l'Assemblée Nationale, qui assure désormais (à nouveau) l'intérim de la Présidence de la République en cas de nécessité, *ne peut pas être lui-même candidat aux élections qu'il est chargé d'organiser dans un délai maximum de 40 jours en vue de désigner le nouveau chef de l'état.*

Pour quelle raison le Président de l'Assemblée, exerçant par intérim les fonctions de chef de l'état, ne peut-il pas être candidat à ces élections ?

" A l'évidence, on a voulu éviter une situation où l'intérimaire pourrait abuser de sa position au détriment des autres candidats. En effet, dans l'esprit de la modification intervenue, son rôle consiste à expédier les affaires courantes et à organiser l'élection d'un nouveau Président de la République. "

C'est ce que nous explique le journal quasi-officiel *Cameroon Tribune* le 26 janvier 1984. Apparemment, la chose est claire et nette.

Seulement, ce que ne semblent pas remarquer ces messieurs, c'est que leur baratin revient à dire la chose suivante : celui qui est président, même seulement par intérim, s'il organise une élection à laquelle il est lui-même candidat, eh bien il peut abuser de sa position, et se faire élire irrégulièrement, par fraude. D'accord.

Mais alors, que dire de l'élection du 14 janvier 1984, organisée par M. Biya, avec un candidat nommé..Biya (en plus candidat unique !), et alors que M. Biya lui, était déjà Président de la République, et non pas intérimaire, non pas pour 40 jours au maximum ? M. Biya était déjà président, doté des pleins pouvoirs d'autant plus qu'il était (déjà!) également Président du parti unique (aussi) UNC. Même le fait pour lui d'avoir été président de la république seulement depuis environ 15 mois n'était qu'un avantage dans ces conditions, vu

que peu de gens pensaient à mettre un terme à sa présidence après une aussi courte période, et alors même que, de l'avis de beaucoup, *"il commence juste à bouffer sa part"*, comme le rapportait, peu avant la fameuse élection, un hebdomadaire français paraissant le mercredi.

Ainsi donc, de l'avis même de M. Biya et ses amis, de leur appareil d'état et de leurs partisans inconditionnels dans leur appareil de propagande, le fait d'être déjà président organisant une élection à laquelle on est soi-même candidat, dans le Kamerun actuel, est un élément décisif pour assurer sa propre réélection. *Or, qui a fait que M. Biya soit déjà président avant cette élection du 14 janvier 1984 ?* Visiblement, c'est Ahmadou Ahidjo. En effet, celui-ci :

1° a soumis la Constitution (déjà autocratique) de 1972 à de grossières manipulations grâce auxquelles, du Président de l'Assemblée, le droit de succession au chef de l'état est passé à un Premier Ministre que M. Ahidjo était seul à nommer sans aucun contrôle et selon son bon vouloir; et il nomma M. Paul Biya;

2° a également lâché, tout à fait *"à point nommé"* (selon l'expression qui échappa à *Cameroon Tribune* dans son numéro 2762 daté 28-29 août 1983), la présidence du parti unique UNC. Cette seconde démission fut d'autant plus heureuse pour ces messieurs et dames, qu'elle se produisit à un moment où M. Biya, conformément à un penchant à d'incessantes hésitations que de nombreux observateurs croient devoir lui attribuer, ne savait visiblement plus que faire, si Ahidjo continuait avec la mauvaise idée de se cramponner à la tête de l'UNC, en se préparant au combat contre le changement démocratique que réclamait l'écrasante majorité du pays. Une telle éventualité eut en effet obligé M. Biya, soit à se soumettre ouvertement au fondateur de l'UNC et ses partisans, soit à suivre la voie populaire qu'il ne voulait pas mais que lui conseillaient non seulement l'UPC et le MANIDEM, mais aussi en réalité tous les partisans

du changement démocratique y compris ses propres admirateurs : à savoir créer son propre parti. La démission d'Ahidjo de la tête de l'UNC revenait, de toute évidence, à offrir ce parti corrompu à M. Biya sur un plateau d'argent. Aussi, battant le fer tant qu'il était chaud, ce dernier, grâce à une "mobilisation" dont le parti unique a le secret, et dont le détonateur tribal avait été évident (Emah Ottou et compagnie à Yaoundé et ailleurs), s'empressa-t-il de réunir un congrès de l'UNC dans les deux semaines (comme Ahidjo en mai 1972 quand il annexa le West-Kamerun). Le 14 septembre 1983, il se faisait derechef proclamer Ahidjo 2, cette fois au niveau de l'UNC, selon la belle expression de sa tendre maman.

On ne se débarrassera donc pas aussi facilement du spectre du dictateur dans son *"palais de l'unité"*.

II

Si M. Biya se retrouve, en ce début 1984, pratiquement dans une position de double président comme son prédécesseur sanglant, il est pourtant à penser qu'il ne pourra pas et qu'il ne va pas exercer le pouvoir dans les mêmes conditions qu'Ahidjo.

D'abord, parce que, dans le camp populaire, les éléments qui déterminent l'évolution de la situation dans le pays, ne sont pas les mêmes qu'en 1964 par exemple. En 1984 en effet, l'UPC n'amorce pas, comme il y a 20 ans, une phase de reflux (malgré les efforts du parti et de sa Direction à cette époque) et d'affaiblissement. En 1964, le reflux révolutionnaire était pour ainsi dire inscrit dans une certaine logique de l'histoire puisqu'il consistait en un passage avec armes et bagages, de la petite-bourgeoisie semi-nationaliste, des rangs patriotiques en lutte dans les rangs de la réaction du fait du développement du néo-colonialisme dont les sirènes alléchantes furent irrésistibles pour les couches moyennes dans les années 60.

Aujourd'hui au contraire, surmontant les terribles difficultés qu'elle a connues pendant près de 20 ans, l'UPC est déjà entrée dans une phase ascendante, offensive, consécutive aux dix années d'un dur labeur qui ont suivi l'assassinat d'Ernest Ouandié en 1971 à Bafoussam par les extrémistes de l'UNC. Bien qu'il nous reste encore beaucoup à faire, nous avons réussi à engager sur des bases assez solides la reconstruction du Mouvement Révolutionnaire dans notre pays, en souffrant chaque jour d'un isolement presque total, mais avec la ferme conviction que nous réussirons. Malgré des gesticulations sporadiques de quelques "*derniers des Mohicans*" habitués aux réveils brusques après des décennies de torpeur, il est évident aujourd'hui que, plus que jamais, toutes les stratégies convergentes visant à liquider l'UPC ont échoué. Les observateurs de bonne foi, même parfaitement réactionnaires, le reconnaissent désormais.

En deuxième lieu, M. Biya arrive au pouvoir, alors que l'Afrique toute entière (et donc le Kamerun en particulier) est dans une période qu'on peut caractériser comme celle d'une crise générale du néo-colonialisme. Cette crise n'est pas seulement "*la crise économique mondiale qui est désormais une crise de civilisation*", selon les phrases grandiloquentes mais creuses de tel ou tel grand intellectuel kamerunais "bardé de diplômes". Certes, la crise économique mondiale aggrave la crise du néo-colonialisme en Afrique, mais sans s'identifier à elle.

La crise du néo-colonialisme en Afrique est née et s'est développée de façon inégale selon les pays africains. En vérité, la série de coups d'états dans nos pays au cours des 20 années écoulées, était déjà révélatrice de cette crise profonde. Mais comme les patriotes africains en lutte contre la domination étrangère ne sont souvent jamais crus (ou presque) quand ils annoncent à l'opinion internationale les périls manifestes, ou même quand ils décrivent, preuves à l'appui, des situations évidentes, peu de gens hors d'Afrique ont compris réellement

la signification du phénomène des coups d'état en Afrique.

Le remplacement des régimes néo-coloniaux dictatoriaux aux civils par des régimes militaires, souvent eux-mêmes néo-coloniaux et dictatoriaux, signifie avant tout la faillite des premiers, c'est-à-dire du système politique dont ils sont issus, et exprime donc le fait simple que ce système ne peut plus continuer comme avant. Mais, tant que ce phénomène restait limité à quelques pays (jusque vers le milieu des années 60), on pouvait encore discuter pour savoir si ce n'était pas quelque chose lié aux particularités de chaque pays. Mais par la suite, les coups d'état se sont étendus à la quasi-totalité du Continent, et ils sont devenus plus fréquents.

L'analyse minutieuse des divers coups d'état, du contenu des proclamations des militaires qui prennent le pouvoir, des causes annoncées de leur action, de la politique qu'ils déclarent vouloir mener et de celle qu'ils mènent ensuite, tout ceci met en évidence une similitude remarquable qui conduit irrésistiblement à la conclusion normalement incontournable que, derrière des actes apparemment isolés, se profile une seule et même cause : une crise profonde du système social politique et économique qui est en place en Afrique depuis 1960, la crise du néo-colonialisme.

D'ailleurs, il importe de rappeler ici que, déjà en 1969 (donc en gros à la fin de la première décennie) l'UPC avait accordé une grande attention à ce phénomène, comme l'atteste son Séminaire tenu cette année-là et dont les travaux furent résumés dans la brochure publiée par notre parti sous le titre *"Fondements et perspectives de la lutte armée au Kamerun"*.

Ce qu'il y a fondamentalement à la base de la crise générale du néo-colonialisme en Afrique et notamment au Kamerun, c'est que les Peuples Africains sont de plus en plus conscients de leur situation misérable et ne veulent plus rester dans cet état; cependant que

les dirigeants des régimes néo-coloniaux, en 1984, ne peuvent plus tenir aux peuples le langage qu'ils leur tenaient en 1960 : *"on vient juste d'obtenir l'indépendance; attendez un peu et travaillez dur pour que le pays s'enrichisse; ensuite, ça ira mieux"*. Ce qu'il y a à la base de la crise du néo-colonialisme en Afrique, ce ne sont pas de soi-disant machinations de prétendus *"soviéto-cubains"* voulant ainsi *"déstabiliser l'Afrique en voie de développement"*, comme le prétendent toutes sortes de charlatans pourtant considérés comme spécialistes de l'Afrique en Europe. Si les régimes africains changent souvent, c'est qu'il y a nécessité à de tels changements. Et même si, pour le moment, ces changements sont souvent le fait de militaires, c'est quand même une façon d'exprimer le mouvement, l'impossibilité que les choses restent fixes. Ce mouvement exprime le fait que *les dominants ne peuvent plus continuer à dominer comme avant, sans modifier leur système de domination pour au moins l'adapter*; et aussi que les dominés ne veulent plus continuer à subir le même système tel quel.

En troisième lieu, M. Biya arrive au pouvoir alors que cette crise du néo-colonialisme aggravée par la crise économique mondiale (*"qui est désormais une crise de civilisation"* selon les bavardages creux de certains), a poussé l'impérialisme occidental à adapter son mécanisme d'exploitation de nos pays. Pour nous limiter à un seul exemple, celui du Kamerun justement, il est clair que, sous Ahidjo, notre pays, par rapport à la Côte d'Ivoire et au Gabon (et pour des raisons qui lui sont propres, notamment les conditions de son accession à l'indépendance, fort différentes en raison de l'existence de notre parti), a été relativement tenu en *"réserve d'exploitation"*. Or, depuis les années 70, le Gabon et surtout la Côte d'Ivoire sont malades d'exploitation et essoufflés. D'où le projet visible par tous, de monter désormais au Kamerun le même scénario qu'en Côte d'Ivoire dans les années 60-70, et pour les 20 ans qui viennent.

Or, pour cet objectif, la bonne vieille machine politique d'Ahidjo, avec ses Tanko Hassan et autres Sabal Lecco, avec son haut degré de corruption et de vols, ne pouvait plus convenir. Le capital financier a besoin d'un appareil plus "efficace", avec de bons gestionnaires, "intègres, compétents, rigoureux", etc, etc.

Voilà le travail que l'équipe Biya va avoir à faire du point de vue du capital financier international. Or, il se trouve que cet objectif, non seulement est tout à fait conforme aux aspirations propres des hommes d'affaires kamerunais (comme le montre leur motion de soutien envoyée à Biya lors de l'affaire du complot d'août 1983), mais encore, satisfait pleinement les désirs de beaucoup de monde dans la haute administration du pays, où l'on cache souvent volontiers une inaptitude à l'invention et à la résolution des graves problèmes inédits que pose la direction d'un pays comme le nôtre derrière le paravent des "diplômes" pourtant parfois laborieusement décrochés.

III

Ainsi donc, les éléments de base du mouvement de la société kamerunaise aujourd'hui commandent que M. Biya ne puisse pas appliquer la même politique qu'Ahidjo avec les mêmes méthodes. Ou bien il sera amené, même malgré lui, à appliquer "une autre politique", ce qui ne veut pas forcément dire une politique radicalement différente, comme par exemple la politique de l'UPC; une UPC à laquelle il n'a jamais appartenu et n'a jamais voulu appartenir, malgré une insidieuse et malsaine campagne de rumeurs visiblement commanditée et puissamment relayée par des journaux étrangers payés à cet effet. Ou bien alors il devra changer de méthode s'il décide d'appliquer la même politique que son prédécesseur, de sorte qu'il puisse au moins espérer tromper une partie de la population pendant un moment. Jusqu'à présent, c'est plutôt la deuxième éventualité

qui est observée par tous les observateurs qui ne sont pas aveuglés par des considérations partisans ou la nécessité de vendre son journal hebdomadaire.

Jusqu'à présent, M. Biya a surtout tenté, pour l'essentiel, de faire un peu différemment la même chose qu'Ahidjo. Sa profession de foi à l'élection présidentielle du 14 janvier dernier, qui peut être considérée comme son unique véritable engagement officiel un peu clair devant l'ensemble du Peuple Kamerunais, est révélatrice à cet égard.

Cette proclamation commence par une reprise franchement ennuyeuse à certains moments, de thèmes ahidjistes jusques et y compris dans des expressions creuses que l'ex-dictateur empruntait parfois à son ami Senghor — comme par exemple *"la promotion de la civilisation de l'universel"* (sic!) —. Ensuite, le texte expose en 19 points les orientations de la politique que le candidat Paul Biya prétend vouloir appliquer s'il est élu, ou plus exactement, la politique *"pour laquelle on voterait en votant Paul Biya"*. Compte tenu de la démagogie bien connue en pareilles occasions, ce n'est évidemment pas la même chose, puisqu'on peut parfaitement appeler les électeurs à voter pour une politique puis en appliquer une autre... Citons les points les plus significatifs de cette liste de 19 points :

"1) Voter Paul Biya, c'est voter pour le renouveau national caractérisé par l'ouverture démocratique, la rigueur, la moralisation et la responsabilité..."

4) Voter Paul Biya, c'est voter pour la stabilité et la sécurité de nos institutions, la paix et l'ordre public et contre la subversion, l'intoxication, la dramatisation et la propagation de fausses nouvelles..."

8) Voter Paul Biya, c'est soutenir la lutte contre la corruption et les détournements de deniers publics.

9) Voter Paul Biya, c'est réaffirmer notre attachement à notre option fondamentale de libéralisme planifié et de développement autocentré,...

11) Voter Paul Biya, c'est voter pour la promotion de la justice sociale et de l'égalité de tous face aux charges et aux avantages du service public, la protection des travailleurs, l'intégration plus effective de la femme camerounaise...

12) Voter Paul Biya, c'est voter pour la consolidation d'une école camerounaise respectueuse de nos valeurs traditionnelles positives et des principes du pluriculturalisme et du bilinguisme...

13) Voter Paul Biya, c'est voter pour une politique sanitaire plus dynamique et plus cohérente, la couverture sanitaire effective du pays...

14) Voter Paul Biya, c'est voter pour la promotion d'une information responsable...

15) Voter Paul Biya, c'est voter pour la maîtrise de notre développement notamment dans les secteurs de la production, des infrastructures, des échanges de la population et de l'éducation, pour l'amélioration de la qualité des villes et de l'habitat et la dynamisation des communautés villageoises;

16) Voter Paul Biya, c'est voter pour l'indépendance nationale, le non-alignement, la libération totale et l'unité de l'Afrique, la coopération internationale et l'avènement d'un nouvel ordre mondial, plus juste, plus équilibré et plus fraternel;

17) Voter Paul Biya, c'est condamner et combattre le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et l'impérialisme ; (ne riez pas, c'est du sérieux...; E.M.)

19) Enfin, voter Paul Biya, c'est, en un mot, voter pour l'ouverture démocratique dans notre pays..."

(Voir par exemple *Cameroon Tribune*, 31.12.1983)

Il est bon pour le lecteur, que son attention se porte en priorité sur les points 4 et 9. En effet, au point 9, il verra une réaffirmation claire et nette de ce qui fut pendant plus de 20 ans la base de la politique économi

que de l'UNC d'Ahidjo : d'abord le fameux libéralisme planifié, forcément en cercles concentriques de solidarité, puisque l'auteur kamerunais de la théorie des cercles, qui n'est autre que M. Ngango Georges Walter (qui la lança en 1975 à l'occasion du congrès UNC de Douala), se trouve être aujourd'hui ministre conseiller très écouté de M. Biya; ensuite le soi-disant "*deuveaulement autocentreu*", déjà lancé en 1980 par Ahidjo au congrès UNC de Bafoussam, mais qui s'avère finalement être une sorte d'arlésienne (on en parle, mais personne ne le voit au Kamerun). Cette orientation économique, qui a fait la preuve de sa faillite, n'est rien d'autre que la soumission du pays aux multinationales étrangères.

Ensuite, le point 4 est une réaffirmation claire et nette de la "*lutte contre la subversion*", orientation que ne démentent pas (au contraire!) un certain nombre de décisions administratives de M. Biya et son équipe, au sujet de l'affectation de certains hommes qui ont fait toute leur carrière politique ou de fonctionnaire, dans le combat réactionnaire contre l'UPC et les patriotes. Les observateurs attentifs en déduisent tout naturellement que, par delà les discours mielleux, la répression reste une priorité dans les projets de l'équipe de M. Biya.

Dès lors qu'il a ainsi conservé les deux mamelles essentielles du programme d'Ahidjo, M. Biya peut se livrer au jeu relatif qui consiste à promettre plein de choses, précisément tout ce qui est désormais devenu objectivement nécessaire à une gestion plus efficace du capitalisme dans notre pays. Encore prendra-t-il le soin de ne pas "*aller trop loin*" en ce qui concerne les promesses susceptibles d'ébranler même indirectement l'édifice, de remettre en cause les deux mamelles d'Ahidjo, que sont : (1) la soumission économique au capital financier, et (2) la lutte contre l'UPC.

Aussi, la promesse de "*l'ouverture démocratique*", et dans la mesure même où elle est faite deux fois, aux

points 1 et 19 (comme par hasard), apparaît-elle comme une sorte d'os au "chien" lancé au peuple pour qu'il continue "d'y croire", au moment même où M. Biya, dans une malheureuse contorsion intellectuelle, déclare par ailleurs qu'il ne croit pas le Peuple Kamerunais mûr sauf lorsqu'il le soutient contre Ahidjo ou quand il vote pour lui.

Car c'est tout de même étrange, le comportement d'un chef d'état, qui commence par raconter, (1°) que son peuple n'est pas mûr pour un régime démocratique réel, avec plusieurs partis politiques (interview au journal français *Le Monde* à l'occasion de son voyage en France en février 1983); puis (2°), que son peuple est majeur en août 1983 (message sur le complot) quand il appelle sans le dire, ce peuple à le soutenir contre ses adversaires (le clan Ahidjo); puis (3°), que son peuple est décidément majeur après que ce dernier lui ait apporté son soutien contre des adversaires ayant peut-être attenté à sa vie et que le peuple ne voulait plus; (4°), que son peuple n'est peut-être pas encore aussi mûr que cela pour supporter le multipartisme en dépit du fait que cela soit écrit noir sur blanc dans la Constitution du pays (conférence de presse fin novembre 1983); et encore, (5°), qu'il a toujours été totalement convaincu de la maturité de son peuple puisque, dit-il le 19 janvier après avoir été proclamé vainqueur sans adversaire d'une élection à 99,98%, "*le peuple camerounais a confirmé une fois de plus sa grande maturité politique*"...

Que promet M. Biya dans sa profession de foi électorale ?

1. L'ouverture démocratique. Or, dans sa conférence de presse fin novembre 1983, il a clairement indiqué que, malgré la profonde maturité du peuple kamerunais qui l'a aidé à écarter Ahidjo, il ne croyait pas encore notre peuple suffisamment mûr pour jouir de la liberté et vivre dans un régime démocratique, avec plusieurs partis politiques. Alors, qui croire ?

2. La rigueur, la moralisation et la responsabilité...

Ici, on a l'impression d'être, ou bien dans un monde d'amnésiques, ou alors d'avoir profondément raison de penser que M. Biya continuera la même politique qu'Ahidjo. En effet, voyons.

Le 13 février 1980, à Bafoussam, au congrès de l'UNC, Ahidjo prononça *"un discours de la plus haute importance"* selon les griots payés pour ça. Le dictateur parla pendant 4 heures 20 minutes, coupé 70 fois par des applaudissements nourris. De qui ? De ceux-là même qui applaudissent bien fort Biya aujourd'hui. Que dit alors Ahidjo ? Selon leur journal *Cameroon Tribune*, *"Son Excellence Ahmadou Ahidjo trace le profil du Cameroun pour les 5 prochaines années. Cela exige vigilance dans l'action quotidienne, rigueur dans le travail et moralisation dans les affaires"*. C'est Antoine Ahanda qui rapporte cela, le 29 février 1980, en page 2 du spécial UNC de leur journal cité.

Ahanda a-t-il trop bu quand il écrit cela et raconte-t-il alors n'importe quoi ? Pas du tout, puisque la très officielle Résolution de politique économique et financière adoptée par le Congrès raconte que celui-ci a été

"Conscient du fait (...) que l'application de notre libéralisme planifié et de notre deveuleuvement autocentre appelle à plus de rigueur dans la gestion de l'économie et certaines adaptations, notamment la moralisation dans les affaires..."

Il est donc clair que, si les partisans de M. Biya et lui-même, prétendent aujourd'hui, qu'il a inventé une nouveauté en 1982-83, avec sa rigueur, sa moralisation et sa etc, etc, c'est soit qu'une campagne vicieuse de *"déahidjoïsation"* est en cours, visant à ravir à l'ex-dictateur même ses propres inventions creuses, et à les donner après coup à son successeur, soit que ces messieurs prennent les Kamerunais pour des moutons.

3. La santé, l'école et autre chose pour tous en l'an 2000. Il y a quand même quelque chose d'extraordinaire dans la démarche de certaines personnes. Voici un

monsieur qui demande le pouvoir à ses concitoyens, en 1984, pour 5 ans, donc jusqu'en 1989. Il devrait donc normalement dire ce qu'il fera de 1984 à 1989. Au lieu de cela, il raconte ou fait raconter par ses partisans, qu'en l'an 2000, il fera ceci ou cela. Est-ce que le Kamerun a donné le pouvoir à M. Biya pour jusqu'en l'an 2000 ? Bien sûr que non. Alors, pourquoi ne se contente-t-il pas de parler de ce qu'il fera pendant les 5 ans pour lesquels il a pris le pouvoir, et se met-il à raconter ou faire raconter des boniments aux Kamerunais à propos de l'an 2000 ? Est-ce pour commencer déjà à insinuer qu'il sera encore là, en l'an 2000, pendant son 4^e "mandat" ? Si oui, n'est-ce pas là une façon d'indiquer qu'il veut absolument continuer dans la voie de son prédécesseur et parrain Ahmadou Ahidjo ?

Il n'est pas vraiment nécessaire ni utile de continuer l'examen en détail des promesses de M. Biya. La quasi totalité de ces promesses figuraient déjà dans les motions creuses et impossibles à appliquer des congrès et autres conseils nationaux du parti unique corrompu de l'UNC, depuis au moins 1980 et même depuis 1975.

IV

On comprend par conséquent pourquoi le président Biya a catégoriquement refusé et refuse encore le multipartisme, qui serait simplement l'application effective de la Constitution du pays, qu'il a pourtant déjà juré deux fois d'appliquer (6 novembre 1982 et 21 janvier 1984).

D'abord parce que tous ces tripatouillages de l'UNC, dans un système de plusieurs partis, seraient mis en lumière aux yeux du peuple, et à une vaste échelle. Or si actuellement (et avant déjà) l'UPC s'efforce de mener ce combat, le fait qu'elle soit obligée de le faire dans les dures conditions de la clandestinité limite naturellement encore pour le moment la portée de masse de son action. Il est proprement impossible à l'UNC de mainte-

nir son système corrompu une seule année, si elle est en face d'un parti d'opposition populaire qui dit la vérité à notre peuple et, comme l'UPC et le MANIDEM qu'elle conduit, propose une autre politique cohérente et plus attentive aux vœux du peuple et des travailleurs.

Pour tenter de justifier que le pays ne doit pas s'engager dans la voie démocratique, plusieurs arguments ont été avancés. Dans la mesure où l'UNC corrompue tente de monopoliser la circulation des idées dans le pays, il est de la plus haute importance pour le Mouvement Révolutionnaire, à tous les niveaux et chaque fois qu'une occasion se présente, de mener un combat résolu contre les idées rétrogrades de la bourgeoisie qui essaie de tromper le Peuple Kamerunais. C'est pourquoi nous devons démolir les plus significatives des idées fausses avancées par les supporters de M. Biya et lui-même contre le multipartisme.

1. A tout seigneur tout honneur : le président Biya d'abord !

Le président Paul Biya a ouvert son intervention dans ce débat sur le multipartisme au Kamerun, par une théorie attrape-nigauds présentée sous la forme d'une fable de 200 ethnies dont serait composé le Peuple Kamerunais, multitude d'ethnies qui empêcheraient donc de laisser fonctionner plus d'un parti politique légal. Car disait-il, *"aussitôt créés, les partis épouseraient les contours des principaux groupes ethniques"*, ce qui menacerait l'unité du pays. Très bien.

a) On notera d'abord, par l'absurde, que dans les hypothèses de M. Biya, le fait qu'il se crée des partis illégaux, clandestins, ce fait donc, ne diminue pas du tout le nombre des tribus. Or, en toute logique, si toute création de parti au Kamerun devait conduire à des partis ethniques, il est évident que les partis clandestins devraient eux-aussi attrapper la même maladie tribale, et devenir rapidement des partis tribaux. Cela d'autant que, comme ils sont clandestins, les gens pourraient y faire du tribalisme sans que l'ensemble du peu

ple les voient en action. Il semble donc en découler la chose simple suivante que, la meilleure manière encore d'empêcher des partis tribaux de mener leur sale activité serait sans doute plutôt de les obliger à fonctionner ouvertement, légalement. Cela permettrait aux anti-tribalistes dans le pays de dénoncer ces partis tribaux aux yeux du peuple kamerunais tout entier. Il semble donc impossible de lutter réellement contre le tribalisme, uniquement (ni même essentiellement) en se contentant d'interdire le multipartisme, sous le prétexte avancé imprudemment par M. Biya.

La vérité est sans doute que, clandestin ou légal, un parti peut être tribal ou non : cela dépend avant tout de ses objectifs, de son orientation et des gens qui y sont. Ainsi, l'UPC a été légale sous le colonialisme et cela de 1948 à 1955, puis clandestine de juillet 1955 à aujourd'hui, sans pourtant jamais être un parti tribal. Il est vrai que, contre toute cette évidence historique, des gens mal intentionnés, au Kamerun (à l'UNC) et à l'étranger parmi les journalistes payés par l'UNC (comme ce pauvre Philippe Decraene du journal français *Le Monde*) racontaient à gauche et à droite que l'UPC fut d'abord le parti des Bassas (quand Um Nyobe était à sa tête), puis celui des Bamiléké (quand Ouandié fut à sa tête). Cette théorie avait fini par aliéner ses propres auteurs et, la période où Félix Moumié (Bamun) était à la tête de l'UPC leur posant un gros problème (il n'y avait pas alors une grande masse de Bamun au parti, mais ça ne durera pas indéfiniment !), certains décrétèrent purement et simplement que Moumié était un Bamiléké. Oui, oui. Comme ça, "la période Moumié" se rattachait aussi à son ethnie, et la théorie "collait" ainsi sans exception. Et c'est avec des choses pareilles qu'on devient "spécialiste de l'Afrique, expert de l'Afrique, etc..." en Europe.

De son côté, l'UNC est légale depuis 1966. Mais comme c'est un salmigondis introuvable, de multiples "petits partis" coexistent et fonctionnent en son sein. Et plusieurs de ces "petits partis" fonctionnent sur la base

du clientélisme tribal. Il en résulte des luttes sourdes mais permanentes, où chaque clan tribal coiffé par un notable bourgeois voulant faire carrière essaie de s'affirmer. Et cette lutte incessante est répercutée au niveau de l'ensemble du pays par l'UNC, qui incite hypocritement, sans toujours le dire, chaque ethnie à se regrouper derrière ses bourgeois.

b) Dans sa propre profession de foi pour son élection du 14 janvier 1984, M. Biya, au point 2, affirme que, *"voter Paul Biya, c'est voter pour la consolidation de l'unité nationale faite de diversité mais aussi de complémentarité, de solidarité et de foi en un destin commun"* Ainsi donc, M. Biya reconnaît que, au Kamerun, l'unité nationale est nécessairement faite de diversité. Mais quelle diversité ? Tout les gens qui ne sont pas hypocrites pensent évidemment, entre autres, à la diversité ethnique. Par conséquent, cette diversité ne peut pas être considérée comme un obstacle insurmontable à la démocratie. Car cela reviendrait en réalité à dire notamment que l'unité nationale est contre la démocratie, laquelle est impossible sans multipartisme dans les conditions actuelles de notre pays.

c) La théorie attrappe-nigauds présentée par M. Biya sous la forme d'une fable de 200 ethnies dont serait composé le Peuple Kamerunais, composition qui empêcherait ainsi plusieurs partis de fonctionner légalement, fait semblant d'oublier un fait historique incontestable. Jusqu'en juillet 1955, avec l'UPC, il y a eu plusieurs organisations politiques, plus ou moins représentatives il est vrai dans le pays, dans la légalité (l'UC d'Ahidjo par exemple qui pourtant ne représentait pas grand monde, mais qu'il imposa par la suite à tout le monde). Or, il serait absolument faux de prétendre que toutes ces organisations avaient *"épousé les contours des tribus"*, pour reprendre l'expression chère à M. Biya. Il n'y a pas un seul kamerunais sérieux pour dire que les Bassas seuls étaient dans l'UPC ou votaient pour UM. Il n'avait pas que les Dualas pour voter Bebe Eyidi ou même Ndumb'a Duala; il est contraire à la vérité histo-

rique de prétendre que seuls les Bakakas votaient autour de 1952 pour Ekwabi Ewanè; il n'y avait pas que des Bamilékés pour voter, à Douala par exemple, pour Tchoumba Ngouankeu; et tout le Kamerun progressiste (c'est-à-dire ceux qui voulaient l'indépendance) étaient dans une grande joie à l'annonce de l'élection d'Owono Mimbo à Sangmélina, même des gens qui ne le connaissaient pas physiquement, et souvent ignoraient même de quelle tribu il était ; par contre, on pouvait être Boulou, par exemple de Mvo Meka'a, et ne pas aimer Owono Mimbo à cause de ses idées pour l'indépendance du pays. Voilà ce qui se passait. Beaucoup de gens votaient selon des idées, selon les intérêts, selon la politique que les candidats déclaraient vouloir défendre s'ils étaient élus. Or, avec le parti unique UNC, le vote a été complètement transformé en une comédie burlesque, où le peuple doit venir dire (sans le dire d'ailleurs puisqu'on trouve souvent le bulletin déjà à l'intérieur de l'enveloppe) quel gros bourgeois ira s'enrichir pendant 5 ans en gagnant 500.000 par mois à Yaoundé parce qu'il dira "oui amen yess massa" au président de la république. Dans ces conditions, on se demande sérieusement pourquoi un chef d'état peut aller jusqu'à déformer ainsi la réalité pour faire avaler une camelote pareille.

d) Enfin, car il faut passer à autre chose, l'UPC a proposé, depuis septembre 1983, à M. Biya, de faire voter une loi interdisant les partis tribaux. Et, sous cette loi, qu'il autorise le multipartisme : en réalité, qu'il applique enfin la Constitution du pays, qui est *La Loi des lois*.

On connaît un des péchés mignons de M. Biya, qui consiste à modifier en cascade la Constitution, en la "corrigeant" subrepticement au moyen de lois votées en hâte et quasiment par surprise, par une Assemblée peureuse composée de députés sur qui plane la menace d'une dissolution qui, en ce système de parti unique, équivaldrait à un renvoi. On peut donc s'interroger sérieusement sur le fait que la proposition de

l'UPC, dont le caractère anti-tribaliste est évident, n'ait pas encore reçu l'approbation de M. Biya et ses conseillers.

En réalité, chaque Kamerunais sérieux voit bien que ça cloche de partout dans l'argumentation du président Biya sur cette question du multipartisme et de la légalisation de l'UPC. Passons à un autre.

2. Jean-Pierre Fogui, ou le Prométhée peureux.

Avec M. Fogui Jean-Pierre, nous sommes en présence d'un spécialiste de droit, chargé de cours à l'université. C'est dire que ce n'est pas n'importe qui... Et ceci d'autant que, avant même la démission d'Ahidjo en novembre 1982, le professeur Fogui a publié, en co-auteur avec le ministre UNC Charles Doumba, un livre intitulé *"Vers le Mont Cameroun"*. Dans ce livre qui n'a visiblement pas fait date, Fogui et Doumba suggéraient que le pouvoir politique passe aux *"jeunes cadres dynamiques"* appelés par eux *"la jeune génération"*. Mais évidemment, nos deux auteurs, connaissant sans doute le système en place, prenaient la précaution d'ajouter que, *"si les hommes que nous sommes ayant proposé, les dieux, eux, décidaient un jour, hélas, d'en disposer autrement, puissions-nous alors espérer voir surgir à nouveau un archange de la paix, un véritable berger..."*. Un archange et un berger qui devait sans doute conduire le peuple kamerunais vers l'armée des anges qui se trouve au sommet du Mont Kamerun, d'où le titre du livre...

Naturellement, dans leur roman, Fogui et Doumba n'expliquent pas sérieusement au lecteur quel était l'archange précédent, ni comment il avait surgi, lui. Ils se contentent d'espérer un nouvel archange, bien sage ment, tranquillement.

Malgré tout, lorsque Fogui a abordé la question du multipartisme au Kamerun, à l'occasion du premier anniversaire, en novembre 1983, de l'arrivée de M. Biya à la présidence de la république, les kamerunais pou-

vaient légitimement attendre un discours cohérent et sérieux. Le professeur Fogui a exposé ses idées ou ce qui en tient lieu, dans un article publié dans un numéro spécial de louanges au président Biya du journal bien connu *Cameroon Tribune*, publié en novembre de l'année 1993. Que dit-il dans son article ?

a) M. Fogui commence par faire une espèce d'autocritique au nom de tous les intellectuels kamerunais, dans une démarche stupéfiante d'audace dans la mesure où, en ce qui les concerne par exemple, les intellectuels upécistes, ou activistes du MANIDEM, ne se souviennent pas avoir jamais donné mandat à Jean-Pierre Fogui pour parler en leur nom. Le juriste écrit en effet, parlant de l'UNC-bis ou UNC-Biya, la chose suivante:

" Désormais, avec un "parti nouveau style", un parti vraiment démocratique, ouvert aux débats, les intellectuels joueront sûrement ce rôle de militants d'avant-garde qui est naturellement le leur. Ils ne peuvent le faire qu'en jetant ce masque d'hypocrisie qui avait inhibé presque entièrement leurs capacités créatrices, leur audace et leur mentalité prométhéenne ".

En somme, Fogui veut absolument rappeler que lui et ses amis considéraient Ahidjo comme un dieu. Et il avoue maintenant que "les intellectuels" (?) ont vécu jusque là masqués, hypocrites, inhibés, sans faire preuve de créativité ni d'audace, et sans esprit de défi (donc sans courage) face au pouvoir, le pouvoir de l'UNC évidemment.

En effet, rappelons brièvement que Prométhée, dont parle le professeur Fogui, est un être mythologique de la Grèce antique. La légende raconte qu'il a volé le feu aux dieux (grecs) pour le donner aux hommes. A la suite de cet acte, Zeus (le chef des dieux grecs) le fit enchaîner pour le punir. La tragédie de l'auteur grec Eschyle, *Prométhée enchaîné*, a fait que Prométhée est considéré comme le prototype de celui qui ose défier (même) les dieux.

Donc, en plus clair, selon Fogui, les intellectuels kamerunais n'osaient pas défier le dieu Ahidjo. Fogui Jean Pierre ferait mieux de ne pas généraliser son comportement à lui et ses amis politiques à tout le monde. Car, des intellectuels kamerunais (pour ne pas parler des kamerunais qui ne sont pas "intellectuels"...) qui ont passé toute leur vie ou presque, à "défier" Ahidjo, sa bande de corrompus et leur système pourri de l'UNC, il y en a des tas. Certains y ont même laissé leur vie. Le pays les connaît. Que ce soit les plus grands d'entre eux comme Um Nyobe, Félix Moumié, Ernest Ouandié, ou d'autres comme Samba Martin, Bebe Eyidi, Osen de Afana, Mandeng Ruben, Daniel Ewoungouo, pour ne citer que quelques uns parmi les morts, et donc sans parler des vivants. Il est vrai que tous ou presque, furent ou sont de l'UPC, laquelle mérite ainsi bien son surnom d' "*Ame Immortelle du Peuple Kamerunais*" que lui donna Um Nyobe.

b) Jean-Pierre Fogui assimile donc "les intellectuels" kamerunais à des Prométhées enchaînés : lui-même en serait donc un. Conformément à une partie de la légende grecque, que M. Fogui doit connaître très bien, Prométhée enchaîné (*Fogui et ses amis*) sur ordre de Zeus (*Ahidjo et l'UNC*), aurait été libéré par Héraklès (*visiblement Biya et l'UNC-bis*) qui le réconcilia à nouveau avec Zeus (??). C'est un peu ce que le professeur raconte très indirectement bien sûr dans son article où il aborde la question du multipartisme au Kamerun. Il dit notamment :

" Le vent de libéralisation qui souffle sur la scène politique camerounaise depuis un an est aussi porteur de nouvelles interrogations, dont celle-ci : doit-on, sur cette lancée, instaurer le multipartisme ou maintenir le parti unique ?

J'avoue que, posée ainsi in abstracto, cette question n'a pas beaucoup de sens, car tout dépend du contexte socio-politique qu'on analyse.

Le multipartisme s'impose, de toute évidence, là

où s'affrontent plusieurs sensibilités politiques séparées par des différences irréductibles. Ajoutons que ces sensibilités doivent avoir une audience vraiment nationale (là, Fogui introduit subrepticement un des pseudo-arguments chers à l'UNC, ancienne ou bis...) ce qui exclut d'emblée les groupements à base régionale ou ethnique.

Cette hypothèse se réalise là où on trouve par exemple un parti conservateur et un parti marxiste-léniniste. S'ils sont tous deux suffisamment représentatifs, ils ne peuvent que se partager la scène politique puisque les divergences qui les opposent portent sur l'essentiel... C'est généralement la situation qu'on rencontre dans beaucoup de pays développés.

Dans les pays neufs où les clivages sociaux n'ont pas encore atteint ce degré d'irréductibilité, les sensibilités politiques sont très proches les unes des autres. Il est donc relativement facile de s'entendre sur l'essentiel...

Si le consensus national peut être trouvé au niveau de l'essentiel, pourrait-on se payer le luxe d'avoir un parti d'opposition ? (...) Voilà en quels termes le problème doit être posé. Un nouveau parti ne peut logiquement espérer voir le jour (dans l'immédiat) que si l'UNC refuse l'ouverture démocratique et les débats internes; or, son nouveau président nous a tendu la main en ce sens...

Il en est d'ailleurs de la démocratie comme de la noix de cola : si nous la croquons trop vite, elle nous laisse un goût amer; si au contraire nous prenons le temps de la mâcher et de la tourner dans tous les sens c'est alors qu'elle libère cette saveur agréable qui nous donne envie d'en reprendre ".

Avec des choses pareilles, les upécistes et tous les patriotes sérieux doivent se dire qu'ils ont un travail fantastique à faire dans ce pays. Un professeur d'université qui réfléchit avec ses pieds... voilà où l'UNC a con-

duit le pays.

Premièrement, tout se passe comme si Fogui n'a jamais mangé de la cola. Il semble mieux connaître la mythologie grecque que les réalités nationales. Car pour prendre le temps de mâcher lentement la cola, il faut commencer par la croquer. Tous les kamerunais qui ont eu de la cola dans la bouche un jour de leur vie le savent Fogui lui, pour les besoins d'une mauvaise cause, invente une curieuse incompatibilité entre le fait de croquer la cola et celui de la mâcher lentement ensuite si l'on ne veut pas le goût amer. Pourquoi fait-il cela ? Tout simplement parce qu'il a besoin de cet artifice pas très malin pourtant : il assimile la démocratie à la cola et ordonne ensuite de ne pas croquer la démocratie. En clair, il ne faut pas vouloir trop vite jouir de la démocratie, sinon, on aura un goût amer. L'idée ne vient pas à Fogui, que, comme la plupart des choses, la démocratie peut avoir "un goût amer inévitable", lequel serait alors tout simplement "l'inévitable revers de la médaille" : par exemple, pour ceux qui ont le pouvoir, de supporter la critique des autres et plus généralement du peuple. Il est évident qu'en lisant sa prose, on comprend que Fogui n'a jamais mangé de la cola de sa vie. Car ceux qui en ont mangé savent parfaitement que le goût amer est en quelque sorte "le prix à payer" pour, après, atteindre la fameuse sensation...

Mais le conseil de Fogui de ne pas vouloir trop vite jouir de la démocratie-cola ne concerne évidemment pas tous les kamerunais. Il y a des gens qui, comme Fogui et ses amis (les "intellectuels" et autres Prométhée désormais libérés par Biya-Héraklès), auront le droit aux débats, dans le "*parti nouveau style*". Mais la masse ? Jean-Pierre Fogui s'en fout. La masse est trop inculte pour ça : ce ne sont pas des "intellectuels Prométhée".

Deuxièmement, le professeur de droit nous dit très vite que la question du multipartisme au Kamerun, si elle est "*posée in abstracto*", n'a pas de sens. Donc après la Grèce, le latin maintenant.

Or, quelqu'un a-t-il posé à Fogui la question du multipartisme *in abstracto* ? Nullement, puisque c'est Fogui lui-même qui, dans un article destiné à faire des louanges au président Biya, a entrepris la tâche de la poser, cette question du multipartisme, dans le cadre du *"vent de libéralisation qui souffle sur la scène politique camerounaise depuis un an"*. Donc, Fogui Jean-Pierre a posé lui-même la question dans un contexte très précis : dans l'espace (le Kamerun), dans le temps (depuis un an : donc de novembre 1982 à novembre 83 quand il écrit sa prose), et j'ajouterais aussi qu'il a posé le problème de façon bien circonscrite : un vent de libéralisation souffle sur la scène politique du pays. Tout se passe dans un pays donné, à une période donnée, dans un contexte socio-politique donné. Dans ces conditions, pourquoi Fogui fait-il comme si quelqu'un était venu lui poser la question du multipartisme dans l'abstrait *"in abstracto"* etc, etc ? Tout simplement pour faire le savant, tenter d'épater les kamerunais et semer la confusion un instant en jouant au professeur érudit, qui connaît le grec et le latin. Et cette manœuvre a pour but de cacher la faiblesse des arguments que le professeur va avancer ensuite.

Troisièmement, vient ensuite l'argument de Fogui qui est le suivant : quand il y a dans un pays plusieurs sensibilités politiques, ayant chacune une audience nationale (et pas seulement régionale ou tribale, surtout quand on traîne 200 ethnies...), et quand ces sensibilités sont séparées par des différences irréductibles, alors là, *"le multipartisme s'impose de toute évidence"*. Alors, tout kamerunais normal attend la conclusion logique qui est que, dans ces cas là, il faut donc faire le multipartisme effectivement, laisser fonctionner plusieurs partis légalement, sans tourner autour du pot, et sans raconter des boniments aux gens, sur 200 ethnies et compagnie.

Mais non, pas du tout ! Jean-Pierre Fogui ne conclut pas ! Il se cabre, et raconte plutôt ensuite que l'hypothèse précédente (plusieurs sensibilités qui existent)

"se réalise là où on trouve un parti conservateur et un parti marxiste-léniniste".

En somme, le multipartisme s'impose de toute évidence là où il y a déjà deux partis ! Incroyable, mais vrai ! Le multipartisme, selon le Docteur Fogui, professeur d'université, s'impose de toute évidence là où il est déjà en place. Dès lors, on est évidemment tenté de conclure aussi que, là où il n'est pas encore en place, eh bien, c'est forcément qu'il ne s'impose pas. Et le tour est joué. Ce qu'il fallait démontrer. N'est-ce pas professeur Fogui ? Nul ne saura peut-être jamais combien il a été payé pour raconter des inepties pareilles.

Mais il continue sa prose. C'est dans les pays développés qu'on rencontre en général des situations où il y a un parti conservateur opposé à un parti marxiste-léniniste, les deux se partageant la scène politique. Là, il se met le doigt dans l'oeil, tout simplement. Il est évident que son désir (et sans doute la mission qu'on lui a assignée) de disqualifier hypocritement une UPC marxiste-léniniste (de surcroît sans audience nationale véritable, insinue-t-il), et une ex-UNC-Ahidjo conservatrice, pour frayer une voie royale au *"parti nouveau style"* avec des débats (l'UNC-consensus national de M. Biya), ce désir là pousse Jean-Pierre à la grossièreté : il ment tout simplement, quand il raconte sa fable sur les pays développés. Parlons peu, mais parlons clair et concret :

— Aux Etats-Unis d'Amérique, pays développé, il existe deux partis conservateurs tous les deux qui dominent la scène politique. Cependant, le Parti communiste, faible et surveillé de près par le FBI et toutes les autres polices et les services secrets, est quand même légal. Donc, c'est faux de raconter que le multipartisme s'est imposé aux USA, "de toute évidence" parce qu'il y avait un parti conservateur et un parti marxiste-léniniste se partageant la scène politique. Fogui ?

— La situation est pratiquement la même au Canada (au niveau fédéral s'entend)

— Au Royaume Uni de Grande Bretagne (plus connu sous le nom d'Angleterre chez nous), il existe un parti conservateur, un parti travailliste (social-démocrate sans porter cette dénomination) qui se partagent la scène politique électorale. Le parti communiste existe mais il est aussi très faible. Récemment, un autre parti s'est créé, qui porte fièrement le nom de social-démocrate. Tous ces partis sont légaux. Et les choses ne se limitent donc pas du tout à une opposition entre un parti conservateur et un parti marxiste-léniniste.

— En République Fédérale d'Allemagne (ou Allemagne de l'Ouest), un parti conservateur et un parti social-démocrate se partagent, avec un parti dit libéral, l'essentiel des voix des électeurs. Ils dominent tous les trois la scène. Le parti communiste existe, mais il est l'objet de tracasseries de toutes sortes (exemple : on a toutes les peines du monde à être fonctionnaire s'il est connu qu'on est communiste; ça s'appelle le *Berufsverbot* ou quelque chose comme ça). Récemment, les écologistes sont apparus comme une force politique supplémentaire, valable aux élections.

— Au Japon, en France et en Italie, il existe des partis communistes puissants, mais aussi des partis conservateurs, des partis social-démocrates. Dans ces 3 pays développés, la scène politique est très variée, car il existe souvent entre 5 et 10 partis ou plus comme en France notamment. La situation est analogue en Belgique, en Suède, en Hollande, etc...

— En URSS, et dans d'autres pays socialistes, on connaît essentiellement le parti communiste, bien que des cas existent où il y a encore de petits partis (agrairiens ou autres...).

Mais alors, dans quel pays développé imaginaire est-ce que Fogui est allé pêcher son histoire des deux partis (conservateur-marxiste léniniste) se partageant la scène politique, fable qui lui permet de développer sa théorie inepte fondée sur l'idée selon laquelle "le multipartisme s'impose de toute évidence là où il existe de

jà" ? On se le demande encore.

Quatrièmement, Fogui avance ensuite un autre sophisme pour faire avaler sa camelote. Il vient de nous présenter des pays développés introuvables avec deux partis : un conservateur et un marxiste-léniniste. Motif : il en avait besoin pour continuer sa démonstration et prouver aux Kamerunais que, au fond, le multipartisme ne s'impose que quand on n'en a pas besoin (puisqu'il est déjà là). Quand les oppositions sociales sont irréductibles. D'où on tire que, si dans un pays, il n'y a pas (pas encore!) de telles oppositions, il n'y a pas besoin de multipartisme, puisqu'il n'est pas là (!).

Or, justement, poursuit le professeur, c'est le cas du Kamerun, et de tous les "*pays neufs*" (c'est quoi ça au fond, cette notion ?). Fogui, qui a été visiblement payé, Dieu seul sait combien, fait feu de tous bois pour justifier son salaire : il attaque aussi la question des divisions sociales dans le pays, mais évidemment en évitant de son mieux de parler de *classes sociales*. Il nie cette réalité, comme le fait l'UNC depuis toujours.

Son discours aux Kamerunais revient à ceci : il faut attendre que les oppositions soient irréductibles pour que le multipartisme s'impose et qu'on l'accepte alors. Mais c'est quoi au fond, les oppositions ? Naturellement ce sont les oppositions d'intérêts sociaux réels. Nous sommes donc en présence de la situation suivante : un intellectuel ("bardé de diplômes et de compétence", nà) dont la caste aspire au pouvoir politique, à la direction du pays, parle aux paysans, aux ouvriers, aux chômeurs, à tous les pauvres et laissés pour compte du pays; et il leur dit quelque chose de terrible. Il leur dit qu'en ce moment, il n'y a pas encore de grandes oppositions entre les Kamerunais (les gens à qui il parle ainsi, et lui-même, savent que c'est faux, mais il le dit quand même, puisqu'il a été payé pour ça); puis il ajoute : nous les bourgeois intellectuels "bardés de diplômes", nous venons juste de prendre le pouvoir; et nous allons commencer à bâtir nos richesses sur votre dos, mais ce n'est pas encore bien avancé; quand nous

aurons fait, que nous serons bien "assis" comme les capitalistes d'Europe Occidentale ou d'Amérique du Nord par exemple, alors nous pourrons, de toute évidence, vous laisser la possibilité de vous défendre, d'avoir vos propres partis, vos syndicats, etc, etc. Mais actuellement, ce n'est pas encore le moment. Car vous risqueriez de nous prendre le pouvoir et d'en faire à votre tête, selon vos propres intérêts. Cette dernière partie, Fogui ne l'exprime évidemment pas. On ne l'a pas payé pour ça. Il précise simplement que, en ce moment, et dans l'immédiat, dit-il, un autre parti ne sera accepté que si l'UNC refuse le débat. Or, M. Biya accepte le débat. Donc taisez-vous et tenez-vous tranquilles.

Mais quel débat ? Des discussions plus ou moins oiseuses entre les professeurs Fogui, Njoh Mouelle, Bipun Wum, Joseph Owona (celui qui raconte que c'est Dieu lui-même qui a envoyé Biya, jouant ainsi cyniquement sur la forte religiosité des populations pour les tromper effrontément!). Discussions à la radio où ils racontent et se racontent des histoires sur les Prométhée, les *"in abstracto, eligere"* et autres *"ad augusta per angustia"*, tout cela de façon à mettre le peuple hors-jeu vu que tout ça ne lui dit rien puisque c'est très loin de ses préoccupations quotidiennes (santé, école, maison transport,...). Discussions par lesquelles nos intellectuels confirment ainsi que, pour eux, la politique est bien *"l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde"*, selon la belle expression de l'écrivain français Paul Valéry, que Fogui connaît bien.

Ainsi, il ne semble pas nécessaire d'insister encore pour que le lecteur se rende compte du travail de M. Fogui. Il consiste à couvrir du manteau de grand intellectuel très fort la camelote de théorie qu'on veut faire avaler aux travailleurs et à la jeunesse de notre pays, théorie selon laquelle il ne faut pas encore de multipartisme au Kameron aujourd'hui, c'est à dire avant 2000 que dis-je, avant 3000, bref, pas avant que les poules aient des dents. Que signifie fondamentalement toute

cette comédie, ce cirque ? C'est qu'on veut à tout prix empêcher la légalisation de l'UPC. Parce qu'on a peur de l'UPC. Et on en a peur parce qu'on sait que ce qu'elle dit, c'est ce que veut le Peuple Kamerunais. Et ce qu'elle ferait si elle était légalisée, c'est ce que voudraient faire des millions et des millions de kamerunais lucides. Voilà pourquoi on paie des gens pour raconter, pour oser écrire que *"le multipartisme s'impose de toute évidence là où il existe déjà"*, ce qui induit qu'il ne s'impose pas du tout là où il n'existe pas encore... C'est tout.

V

Après avoir reproché aux "intellectuels" kamerunais leur manque de mentalité de Prométhée sous le dictateur sanglant Ahidjo Ahmadou, Jean-Pierre Fogui, lui continue tristement d'en manquer même sous le président pourtant *"nouveau style"* (selon lui) Paul Biya. Il se contente de tentatives de justification, d'ailleurs sans finesse, des thèses essentielles du nouveau président, en se servant d'arguments peut-être nouveaux mais tout aussi faibles. Ces arguties, il tente de les couvrir d'une érudition gréco-latine en mâchant des co la sans les croquer... Il y a lieu de craindre que ce faisant, Fogui n'annonce malheureusement la possibilité d'une deuxième faillite de bon nombre d'intellectuels kamerunais qui, hier sous Ahidjo, n'ont pas voulu ni su rien entreprendre pour que les choses changent en bien dans le pays, et qui, aujourd'hui sous Biya, sont visiblement tentés de recommencer la même chose.

Mais plus important encore est le comportement d'ensemble de la bourgeoisie kamerunaise lorsqu'elle s'est trouvée devant le choix fatidique à propos du multipartisme. Ce comportement a eu son expression la plus nette entre le 22 août et début septembre 1983, avec point culminant entre le 22 et le 27 août.

Comme le rappelle fort justement le camarade BAKO

dans le présent travail, les observateurs attentifs auront remarqué la chose suivante : de l'annonce, le 22 août 1983, du fameux complot contre la république par M. Biya, jusqu'au 27 août inclus, personne ne trouve la moindre trace de l'UNC dans la presse gouvernementale pourtant prompte à vanter quotidiennement "*notre grand parti national*". Si vous relisez tous les numéros de tous les journaux paraissant légalement et contrôlés par le gouvernement, vous serez frappés du silence total fait sur le parti. A la radio également, la consigne semble avoir été donnée de taire "le machin". Rien sur l'UNC ! Dans certaines Sections même, la "disparition de l'UNC" est encore un peu plus ancienne (elle remonte déjà au remaniement ministériel de juin, qui a confirmé brutalement ce que l'UPC disait depuis plusieurs mois, mais que des gens voulaient à tout prix cacher). Où est donc passée l'UNC ? Certains ironisaient sur l'UNC qui aurait pris le maquis à Grasse, dans le sud de la France, où Ahidjo possède châteaux et villas.

Les premiers à condamner le complot et à soutenir Biya furent l'UPC et des gens inorganisés dans les masses populaires. Puis suivirent quelques sections de l'UNC et pas toutes ! Quant aux membres du Comité Central de ce parti unique dont M. Biya était pourtant Vice-Président, ils se taisaient. Pourquoi se taisaient-ils ?

Or, le 27 août, Ahidjo, après un véritable scénario à épisodes, faisait annoncer sa démission de la présidence de l'UNC. Dès le lendemain, l'UNC renaissait miraculeusement. Une quinzaine de membres de son Comité Central trouvaient alors la force nécessaire et la langue pour demander à M. Biya de prendre la présidence du parti unique corrompu d'Ahidjo. Le pays assistait alors à une nouvelle édition du coup du Saint Esprit lorsque, à la faveur d'une mobilisation matraquage sans précédent, les dirigeants de l'UNC faisaient entériner l'idée de réunir un congrès extraordinaire pour le 14 septembre, ce qui équivalait à réaliser une véritable Offre Publique d'Achat sur le parti unique au profit du nouveau

président de la république. Lors du congrès, M. Biya vante et revante l'UNC, tentant ainsi de lui redonner un semblant de virginité politique. Que signifient ces événements ?

Il est permis de penser que M. Biya et ses conseillers ont dû passer des moments difficiles du 22 au 27 août, et sans doute même avant. Car si Ahidjo n'avait pas démissionné, la bourgeoisie se serait trouvée devant le choix fatidique suivant : ou on veut rester dans le système (d'ailleurs contraire à la Constitution, article 3), et alors il faut dissoudre l'UNC d'Ahidjo. Il est tout à fait raisonnable de penser que le silence dessus du 22 au 27 août essayait de préparer l'opinion kamerunaise à cette éventualité. Après quoi, M. Biya aurait réalisé sa propre version du "*vide politique*" que les colonialistes français réalisèrent en 1955 en interdisant l'UPC pour la "remplacer" plus tard par l'UC fantoche d'Ahidjo. Ou bien alors on ne dissolvait pas l'UNC et il fallait briser le système du parti unique en appliquant de la sorte la Constitution si l'on légalise l'UPC et tout autre parti, y compris naturellement celui de M. Biya.

Pour des gens qui, conformément à leurs intérêts bornés de classe, ne voulaient, ni mettre le doigt dans l'engrenage du multipartisme, ni s'attaquer vraiment au système d'Ahidjo ni au dictateur lui-même, le choix apparaissait difficile, et à certains égards, dangereux pour la bourgeoisie en tant que classe. Quant aux individus, préoccupés chacun de sauver sa place, ils se réfugièrent dans un silence opportuniste jusqu'à ce que, tombant "*à point nommé*" comme devait l'avouer leur journal *Cameroon Tribune*, la démission d'Ahidjo vienne délivrer aussi bien M. Biya de ses incessantes hésitations que tous ses amis politiques et la classe entière.

L'importance politique de la démission d'Ahidjo de la présidence de l'UNC le 27 août, dans laquelle les pressions françaises furent loin d'être négligeables, réside dans ceci : elle rendait possible l'escroquerie politique du 14 septembre par laquelle la bourgeoisie pouvait relativement tromper le peuple au moyen de l'opération

UNC-soi-disant renouvée-désormais démocratique, à laquelle M. Biya se livra sans avoir froid aux yeux, avec à nouveau la bénédiction des mêmes néo-colonialistes français dont un pigeon-voyageur était allé menacer Ahidjo de représailles le 24 août s'il se cramponnait à la tête de l'UNC.

Aussi peut-on voir l'opération du 14 septembre comme le résultat de la conjonction de deux éléments : d'une part, le clan du nouveau président parachève son offre publique d'achat sur l'UNC d'Ahidjo (ce qui évidemment ne lui en assure pas encore le contrôle effectif, loin de là); d'autre part, les barons réalisent une opération "coup fourré" par laquelle ils "récupèrent" le nouveau président et l'enferment un peu mieux dans le parti corrompu. Cela permet à tous ces protagonistes d'éviter provisoirement le multipartisme et d'obtenir ainsi, face au peuple inquiet, un nouveau répit.

Chaque camp de la bourgeoisie pouvait être satisfait assez largement des résultats, dans la mesure essentielle où l'UPC avait pu être maintenue hors du système politique légal. L'opération permettait à M. Biya de se livrer à un bavardage écoeurant sur la possibilité de démocratiser l'UNC. Or donc, comme le Comité Central et les directions des sections départementales restent remplies des mêmes ahidjoistes impénitents, chacun se rendait compte de ce qu'il y avait de faux dans les discours. Ceci vient d'être confirmé encore une fois par la décision de maintenir Sabal Lecco à son poste de Secrétaire Politique du Comité Central de l'UNC après la comédie du 14 janvier 1984.

VI

Le travail auquel se sont livrés nos camarades Haman BAKO, Membre du Bureau Politique, MENGUE ZEZE, James NDICK et Claudine YANDELE, Membres du Comité Central de notre parti, met en évidence l'activité parfois scandaleuse de la grande presse occidentale,

spécialement quand il s'agit de l'Afrique Nègre. Il met aussi en évidence le comportement indigne de bon nombre de nos compatriotes qui sont devenus de véritables machines à motions dès qu'il s'agit de soutenir le puissant du jour.

Quand on lit aujourd'hui ce que la presse kamerunaise légale et diverses personnes écrivent sur M. Biya, on a une nausée d'autant plus vive que les mêmes personnes et les mêmes journaux écrivaient hier encore, sur Ahidjo, dès choses comme celles-ci :

" — Considérant que le caractère providentiel de sa mission lui a permis, dès le début de sa carrière politique, d'entrevoir les aspirations d'unité nationale du peuple camerounais et que, au stade actuel de notre évolution, sa vision, sa clairvoyance légendaires lui permettent de conduire le développement total et irréversible de la nation camerounaise vers des cimes de progrès encore plus élevés... (A djé ! Ongo to !)

Lui réitérent leur appui indéfectible pour toute initiative qu'il peut prendre en vue de consolider les acquis de la révolution pacifique du 20 mai 1972... "

Ce sont les députés qui parlaient ainsi d'Ahidjo dans une motion qu'ils lui adressèrent le 18 juin 1982, soit à peine plus de 4 mois avant sa démission, et peu avant que les mêmes gens ne découvrent au dictateur corrompu les péchés qu'ils lui reconnaissent aujourd'hui.

Il convient cependant, avant de terminer, d'attirer encore une fois l'attention de nos compatriotes sur un des points les plus importants. C'est que nous sommes désormais, pour parler le langage des cinéastes, en présence d'un "Paul Biya superstar !" et théoriquement tout puissant. Du coup, nul ne pourra plus faire avaler au Peuple Kamerunais qui attend le changement, que c'est Ahidjo et ses barons, ou quelqu'un d'autre, qui empêchent M. Biya d'appliquer sa propre politique, de démocratiser réellement le pays, d'améliorer les conditions de vie misérable des kamerunais les plus pauvres.

Le double président, élu à 100,98%, ne pourra plus dire que quelqu'un l'empêche de faire son renouveau et sa "nouvelle société" toute faite de *"rigueur, de moralisation, de compétence et d'ouverture démocratique etc.."*. Ayant décidé, en connaissance de cause, de faire renaître de ses cendres une UNC corrompue à mort et dont personne ne voulait plus, M. Biya a par là même montré qu'il se sentait à l'aise au milieu de ces barons d'Ahidjo, dont le représentant Sabal Lecoco vient d'être *"maintenu dans ses fonctions de Secrétaire Politique du Comité Central de l'Union Nationale Camerounaise"*, selon les termes même des décisions prises le 4 février 1984 par M. Biya après son élection. Ayant lui même choisi, tout puissant, ses collaborateurs, il ne pourra plus faire admettre la rumeur selon laquelle *"le président est bon, mais c'est son entourage qui est mauvais"*.

Bref, M. Biya et ses collaborateurs et conseillers se trouvent désormais au pied du mur. Ils doivent faire voir de quoi ils sont capables. Et il faut préciser que la capacité dont il est question ici, n'est pas celle de diplômes qu'on aime vanter dans les cercles officiels ou dans les milieux néo-coloniaux d'Europe. Il s'agit de l'aptitude de la politique de M. Biya et ses amis et conseillers, à résoudre les problèmes cruciaux élémentaires du Peuple Kamerunais et de notre pays.

En réalité, on est fondé à dire que, contrairement à ce qu'une réflexion superficielle peut pousser à penser, l'année 1983, finalement, aura été l'une des plus faciles pour M. Biya et son équipe. Cette année là, il a eu tout ce qu'il a voulu. Et quand il a demandé au peuple son soutien pour éliminer Ahidjo, le peuple lui a donné ce qu'il voulait. A la fin de l'année et au début de 1984, il a voulu son élection : il l'a eue; il l'a organisée comme il l'a voulue; il a proclamé les résultats qu'il a voulus : 99,98% !

Et maintenant ? Le Peuple Kamerunais n'a pas écarté Ahidjo pour n'importe quelle politique. Désormais, il

tiendra son cahier de comptes vis-à-vis de M. Biya, à qui il demandera des résultats. Il ne laissera pas les prix monter sans cesse, la spéculation battre continuellement ses propres records, les gros caïds continuer à faire les paons avec leurs richesses mal acquises, alors que la soi-disant rigueur frappera les petits malheureux. M. Biya ne pourra pas continuer à claironner et à faire claironner qu'il est le président de l'ouverture démocratique, en se contentant de petites opérations au lieu d'appliquer honnêtement l'article 3 de la Constitution. Il ne suffira même pas, c'est évident, qu'il fomenté quelques candidatures multiples aux prochaines élections législatives (partielles ou non), pour se considérer comme quitte avec la Constitution et la légalité. La démocratisation de notre pays, la légalisation des partis politiques non tribaux, ce n'est pas un cadeau que tel ou tel président (en l'occurrence M. Biya) fait au Peuple Kamerunais comme pour le récompenser d'une bonne conduite comme on fait avec des écoliers : M. Biya n'est pas le père du Peuple Kamerunais. La démocratie est un droit que le Peuple Kamerunais a gagné, a conquis de haute lutte, en combattant les colonialistes allemands, puis français et anglais pour l'indépendance et l'unification du pays. Cette lutte continue et doit continuer, car le pays n'est ni réellement indépendant, ni véritablement unifié. Car, chacun sait bien que "*la triple révolution pacifique du 20 mai 1972*" n'a été qu'une imposture de plus du règne d'Ahidjo. Il semble malheureusement, que M. Biya s'engage dans la même voie que son ex-parrain : il croit que c'est en changeant par une loi le nom officiel du pays, que se fera une véritable intégration nationale, une meilleure unité que la politique tribaliste de l'UNC a été incapable de faire. Il se trompe. Mais le peuple, lui, ne s'y trompera pas.

M. Biya a eu tout ce qu'il voulait. Soit. Mais "*celui à qui il a été beaucoup donné, il sera beaucoup demandé*". Le Peuple Kamerunais est donc en droit de demander que beaucoup soit fait, pour satisfaire son attente et améliorer sa vie, surtout qu'il attend depuis 25 ans.

D'ailleurs, de Bamenda, pour ne citer ici qu'un seul exemple, montent, vers tout le pays, des murmures inquiétants, qui confirment (pour nous autres upécistes et activistes du MANIDEM) ou révèlent (pour d'autres), que le pays est comme sur une poudrière... Et qu'on doit répondre, et vite, à son attente.

S'il devait en être autrement, si l'on devait préférer continuer à abreuver les Kamerunais avec des fables de 200 ethnies et autres romans feuilletons où excellent des griots payés pour ça, alors, les manifestations anti-Ahidjo (et ses barons et son UNC pourrie), les émeutes de Bamenda et toutes ces grèves qui ont ponctué la fin de 1983 et le début de 1984, ne tarderaient pas à apparaître comme de pâles répétitions générales qui annoncent des lendemains d'actions populaires toujours aussi légitimes et qui, elles, finiront tôt ou tard, par l'inévitable victoire des travailleurs et des masses déshéritées de notre pays.

L'UPC et le MANIDEM appellent inlassablement les travailleurs, manuels et intellectuels, les femmes et les jeunes de toutes les régions et ethnies du pays, à s'organiser et à agir, pour que leurs droits soient reconnus et respectés, que leurs aspirations soient satisfaites. Nous leur demandons de n'écouter aucun discours mielleux, qui leur demanderait d'attendre encore, de patienter, etc, etc. Il faut s'organiser pour se préparer à faire face à la politique éventuellement bornée de la bourgeoisie corrompue et sans coeur, si M. Biya refuse continuellement d'engager réellement le pays dans la voie du changement véritable.

ELENGA MBUYINGA.

INTRODUCTION

James NDICK

Depuis la démission d'Ahidjo, la vie politique dans notre pays a été ponctuée d'évènements particulièrement nombreux et riches.

Nous avons choisi de consacrer ce n° des *Cahiers Upécistes* à cette actualité politique.

On pourrait nous faire observer que nous écrivons ainsi l'Histoire à chaud; et qu'une telle entreprise peut être handicapée par le fait qu'on y participe avec un risque élevé de subjectivité. C'est possible, dirons-nous tranquillement, avant de nous empresser d'ajouter :

1°) que l'objectivité, c'est essentiellement les faits et le langage qu'ils parlent eux-mêmes;

2°) qu'il n'y a pas de raison que nous laissions à d'autres le soin, soit de masquer, de cacher, de taire, des éléments absolument capitaux pour comprendre le cours des évènements, soit d'en faire une présentation manifestement guidée par des intérêts d'argent évidents, et avec la claire intention de nuire à notre peuple et aux peuples africains;

3°) qu'il est dans ces conditions un devoir urgent, face à de multiples forces, visibles et invisibles mais généralement convergentes, d'oser dire ce qui se passe, ce qui est significatif pour nos peuples; précisément parce que personne d'autre ne le ferait si les patriotes a-

fricains se dérobaient à ce travail.

Un autre aspect de ce travail est le *"le récit d'une expérience"*. Nous n'avons pas cessé de dire et de faire partager depuis au moins une dizaine d'années, l'idée selon laquelle une stratégie de lutte, définie comme *"une ligne de conduite générale visant à assurer la victoire"*, est absolument fondamentale pour une organisation révolutionnaire. *"Bien critiquer (ou connaître) la situation du moment et faire de bonnes options, de bons choix finaux, relève de la politique. Définir une ligne de conduite permettant de progresser effectivement d'une situation donnée à des objectifs finaux relève de la stratégie... On peut donc parler de la stratégie comme politique en mouvement, comme politique d'un niveau supérieur où la maîtrise des principes est traduite en mouvement, en mouvement orienté"*.

Notre stratégie, la stratégie du MANIDEM, a donc intégré comme donnée capitale le blocage du régime néo-colonial de l'UNC. Ce blocage s'aggravant, les contradictions au sein du régime se sont exacerbées. Déceler chacune de ces contradictions devenait nécessaire, de même que la mise en évidence de ce que chacune pouvait avoir de spécifique. La dialectique matérialiste enseigne que, *"lorsqu'on a décelé différentes contradictions qualitativement différentes, on doit les résoudre par des méthodes qualitativement différentes"*. Armés de ce guide pour l'action, nous sommes intervenus, pour résoudre la contradiction entre la fraction de la bourgeoisie se disant libérale et se voulant social-démocrate, et la fraction féodale archaïque et brutale. La concentration de nos efforts sur la lutte pour la démocratie, nullement inventée ou découverte en novembre 1982 (puisque constituant notre Programme Minimum depuis toujours), la formulation actualisée des principaux points de ce programme minimum (libération des prisonniers politiques et amnistie générale, multipartisme et application de l'article 3 de la Constitution avec légalisation de l'UPC, respect des droits de l'homme), tout cela était de nature à cristalliser les aspirations propres

de la fraction technocratique de la bourgeoisie, et ainsi à créer les conditions d'un pas en avant de notre pays dans la voie du changement démocratique. Cela nous permettait d'avancer dans notre stratégie, dans la mesure où les conditions de mobilisation de notre peuple en auraient été améliorées; sans oublier que la pratique d'une "autre" expérience aurait été rapidement concluante pour les travailleurs kamerunais.

Cette démarche d'ensemble, où la saisie des nuances est capitale pour bien agir et finalement faire progresser la lutte, a accru l'audience de notre parti. Le Peuple Kamerunais, mobilisé pour le changement qu'il souhaite, a réussi à faire mordre la poussière à Ahidjo, et à remporter d'autres petites victoires.

o

o

o

A la lumière de ce qui se passe au Kamerun depuis 15 mois environ, la question du changement démocratique tel que nous le définissons dans notre Programme Minimum (résumé plus haut), se révèle être une question d'importance stratégique. L'importance de cette question a amené des théoriciens de pacotille à s'entêter, contre les faits clairs et évidents, à répéter qu'en Afrique il n'est question, sur l'arène politique, que de tribus qui se bouffent. Les grands défenseurs des droits de l'homme en Occident chrétien avaient voulu faire du thème de la défense des droits de l'homme, essentiellement un axe de la campagne anti-communiste. Mais, les droits de l'homme, ça existe aussi en Afrique coloniale et néo-coloniale, et ça a besoin d'y être défendu aussi. A moins bien sûr, de présupposer que les nègres ne sont pas des hommes, ce que n'excluent pas certains négriers.

Un certain Favilla nous apprend par exemple dans le journal français *Les Echos* du 21 janvier 1983, ceci :

" L'Afrique n'est pas la France. Morcelée en ethnies que la colonisation a regroupées artificiellement au sein

d'Etats fragiles, elle est travaillée par des forces politiques obscures (sans doute les sorciers ! J.N.) que seul un pouvoir fort, pour ne pas dire autoritaire, peut contenir. La démocratie n'a pas et ne peut pas y avoir le même visage que dans les pays de tradition humaniste (le morceau est lâché!) constituant la vieille Europe. Vouloir emporter vers de jeunes nations(?) les principes qui nous gouvernent — équilibre des pouvoirs, indépendance de la justice, répartition équitable des richesses (c'est ça Favilla!), respect strict des droits de l'homme (!!), c'est courir le risque délibéré de se brouiller avec les responsables africains. Tout simplement parce que l'exercice quotidien du pouvoir s'accommode mal, dans ces contrées inhospitalières (souligné par Favilla !!) où la civilisation n'a pas encore profondément pénétré, de la moindre faiblesse. Incompatible avec le tribalisme qui continue de régner en maître sur la majeure partie du continent, l'idée même de l'alternance au pouvoir — donc d'une opposition — est synonyme de désordre politique. Elle débouche inévitablement sur l'anarchie et la dictature".

Il y a des moments comme cela où vous avez toutes les peines du monde à ne pas faire de commentaire. Mais ici, ce serait faire trop d'honneur à un monument de bêtise. Donc sans commentaire.



Se consacrer à l'étude de l'actualité politique présente un autre intérêt. De nombreuses forces se battent en ce moment dans notre pays, pour imposer le changement démocratique. Et, en dépit de tous les efforts que notre parti doit encore faire, l'UPC joue pour toutes ces forces de progrès un rôle moteur incontestable. Pendant ce temps, quelques personnes qui, par un abus de langage audacieux, osent se prétendre upécistes, racontent à gauche et à droite, que "la vraie lutte" n'a pas encore commencé. La théorisation de la torpeur at-

teint des sommets inégaux.

Dans ces conditions, il est nécessaire de clarifier les positions des uns et des autres. Car ce ne sont pas seulement les retombées positives de la lutte que les "légitimeurs" de circonstance devront venir partager le moment venu aux diverses "tendances" pour entretenir la confusion.

La stratégie du MANIDEM est juste. Les patriotes kamerunais, tous les démocrates dans le pays doivent la mettre en oeuvre dans toute sa richesse, pour réaliser le changement démocratique, et engager la construction d'un régime vraiment populaire c'est-à-dire qui s'occupe des problèmes des millions de kamerunaises et de kamerunais.

Aux forces étrangères obscures ou visibles mais puissantes qui, quoiqu'instruites par l'Histoire (mais apparemment pas assez), ne veulent connaître que la politique dite des blocs, nous devons dire clairement que les oeillères d'une politique à courte vue, conduiront tôt ou tard mais inévitablement, à une néo-décolonisation explosive et brutale.

J. N.

I - JUSQU'EN DECEMBRE 1982

par Mengue Zeze

1. La Crise du régime de l'UNC (rappels)

Avant d'examiner ce qui s'est passé en Novembre et Décembre 1982, il importe de rappeler quelques éléments du décor politique avant la démission de l'ex-dictateur. Cela permettra au lecteur de comprendre toute la signification de la citation de Ruben Um Nyobé donnée au tout début de cette brochure.

I - LA DEMISSION D'AHIDJO RESULTE DE LA CRISE DU PARTI UNIQUE U.N.C.

Le 15 janvier 1971, Ernest Ouandié, alors Président du Comité Révolutionnaire de l'UPC (la Direction de notre parti à cette époque), était assassiné à Bafoussam, par Ahidjo et ses maîtres néo-colonialistes français. Moins de 5 mois plus tard, le camarade Woungly Massaga, Membre du Comité Révolutionnaire, écrivait dans la brochure "L'Afrique Bloquée : l'exemple du Kamerun; problèmes de la lutte populaire après l'assassinat d'Ernest Ouandié", la chose suivante :

" En dépit de leur importance latente, les deux problèmes de la réunification et de l'étouffement des populations sous le système du parti unique dont le caractère fasciste est particulièrement évident au Kamerun, ne constituent pas des menaces directes ou évidentes pour le pouvoir. Le problème du mécontentement populaire qui prend actuellement de l'ampleur, et celui de la démission d'Ahidjo et, dans la meilleure des perspectives pour l'impérialisme, de sa succession, sont nettement plus préoccupants pour les stratèges du néo-colonialisme".

Il est donc simplement conforme à la vérité de dire que

pour notre parti, et pour les patriotes kamerunais sérieux, les problèmes de la démission et de la succession d'Ahidjo, étaient déjà posés dès 1971 ! Et seuls les néo-colonialistes et leurs agents les posaient uniquement dans les cercles restreints du pouvoir. Le camarade poursuivait au sujet du mécontentement populaire :

" Ce mécontentement populaire ne se traduit pas seulement à l'heure actuelle par l'entrée en scène des travailleurs dans des actions revendicatives puissantes comme celles de mars 1971. Il atteint d'importantes couches de la petite-bourgeoisie qui ont jusqu'alors apporté leur soutien plus ou moins actif au régime Ahidjo. C'est précisément en cela que l'extension du mécontentement populaire est significative. La petite-bourgeoisie bureaucratique, les petits commerçants, les cadres intellectuels du régime (dont la plupart désertèrent le mouvement révolutionnaire pour assouvir leurs intérêts personnels) s'effraient actuellement de l'arbitraire dictatorial du régime.

Dans l'ensemble, ces éléments ont cautionné la politique d'Ahidjo avec l'espoir qu'une fois écartée ou affaiblie la menace révolutionnaire face à laquelle ils avaient préféré les avantages matériels qu'offrait l'installation de l'appareil d'Etat, l'on en viendrait rapidement à une forme de gouvernement démocratique bourgeois. Outre le besoin de sécurité et de paix sociale, cette aspiration des couches moyennes exprimait aussi leurs propres ambitions politiques... "

Ce passage est instructif, dans la mesure où il contient déjà en germe l'explication d'un certain nombre de dispositions tactiques de l'UPC après la démission de l'ancien dictateur et son remplacement par M. Biya, issu de la petite-bourgeoisie intellectuelle précisément.

En ce qui concerne l'UPC, la démission d'Ahidjo faisait donc partie des hypothèses retenues dans l'élaboration de notre plan de travail d'ensemble depuis plus de 10 ans ! Il y a ainsi des évidences qu'il importe de rappeler à l'opinion, à nos compatriotes comme à des

amis à l'étranger.

Le 8 Août 1974, le Comité Révolutionnaire de l'UPC adressait un *"Message à tous les patriotes kamerunais"*. Cela se passait donc plus de 8 ans avant la démission d'Ahidjo. Ce message commençait comme ceci :

*" Camarades upécistes,
Kamerunaises et Kamerunais avides de liberté, de démocratie, de progrès et de paix,
Chers compatriotes,*

(...) En cette fin d'année 1974 qui marque le terme du troisième "mandat" présidentiel usurpé par Ahmadou Ahidjo, notre pays connaît une situation politique d'une exceptionnelle gravité. Le problème de la succession du dictateur est pratiquement insoluble dans le respect du jeu constitutionnel du système, jeu qui n'a d'ailleurs jamais été respecté sur aucun plan et qui, en l'occurrence, se heurte au caractère spécifique d'un régime de pouvoir personnel, autocratique et régionaliste, façonné et mis en place par la puissance colonisatrice pour ses desseins néo-coloniaux, avec des politiciens de son propre choix et de sa propre facture...

Aussi, le Kamerun est-il actuellement le théâtre de toutes sortes de manoeuvres d'une classe politique plongée dans le désarroi, dont les clans s'affrontent sourdement mais rageusement pour le partage du pouvoir, et qui cherche à préserver le système dictatorial sous lequel les kamerunais étouffent depuis quinze années...

A l'exception des couches dirigeantes aveuglées par l'égoïsme et acharnées à sauvegarder leurs privilèges scandaleux, les Kamerunaises et les Kamerunais s'interrogent.

Est-il de l'intérêt du Kamerun que le système sanguinaire d'Ahmadou Ahidjo survive au dictateur ? N'est-il pas possible aujourd'hui, et plus opportun que jamais, que le pays passe sans heurt du système dictatorial néo-colonial mis en place par les français et dont il a si cruellement souffert, à un système démocratique pro

gressiste réellement instauré par les Kamerunais eux-mêmes ? Comment y parvenir ? (...) QUE FAIRE ?... "

La réponse de l'UPC à cette question était qu'il fallait que tous les patriotes sérieux se regroupent dans un vaste front de lutte : le Manifeste National pour l'Ins-tauration de la Démocratie, en abrégé MANIDEM. Pour quoi faire ? Nous répondions aussi à cette question, en particulier et pour abrégier :

"...Le MANIDEM stigmatiserait la politique aveuglé-ment égoïste de la classe bureaucratique et affairiste qui, grâce à l'appareil de l'UNC et grâce à l'utilisation des forces armées et de la police contre la population, a empêché les profondes mutations et la véritable poli-tique de développement qui auraient pu s'engager sous l'impulsion de l'UPC dès l'accession de notre pays à l'indépendance, afin que notre peuple, dans ses larges masses laborieuses de la ville et de la campagne, émer-ge enfin de l'état de misère et d'abandon dans lequel il vit encore aujourd'hui comme au jour du colonialisme ancien..." (Voir Le Courant du MANIDEM, t. 1, 1976)

Tout ceci montre donc clairement que l'UPC n'a nulle-ment été surpris par la démission d'Ahidjo. Au contrai-re. Certes, sur la manière dont cela se passerait, ou sur le moment précis où l'évènement allait se produire, il est évident que seuls des prétentieux peuvent dire qu'ils pouvaient tout savoir d'avance.

Aussi, lorsque des personnes, kamerunaises ou non, avec un air de celui qui vous nargue, vous interrogent comme pour vous mettre au pied du mur sur cette dé-mission, et sur ce va faire l'UPC maintenant qu'elle est soi-disant "prise de court", nos camarades doivent gar-der leur sang-froid, car ils ont de quoi répondre. En l'occurrence, nous continuons notre stratégie du MANI-DEM. Dans toute sa justesse et son opportunité, en l'enrichissant à la source intarissable de la pratique quo-tidienne.

Ainsi, entre le mois d'août 1974 et la fin de 1979, beau

coup de choses se sont passées dans le pays. Dans le camp de la révolution, le MANIDEM est devenu une réalité, comme en témoignèrent les opérations d'agitation et de propagande fin 1975 et tout le premier semestre de 1976; comme en témoignent aussi les puissantes grèves de janvier 1976 à Douala et Yaoundé, qui confirment le développement du mécontentement populaire, et la détermination des travailleurs face au régime en crise.

Cette crise, qui s'approfondissait, pouvait de plus en plus difficilement être cachée à l'opinion nationale, au moment où se réunit, en février 1980, le congrès de l'UNC à Bafoussam. Nous reviendrons sur l'analyse détaillée des travaux de ce congrès plus loin. Mais peu avant le congrès, le camarade Elenga Mbuyinga écrivait déjà dans *La Voix du Kamerun*, la chose suivante :

" A travers le pays, chacun sait pourtant que tout va se jouer (au congrès) dans les luttes de clans que se livrent — plus encore qu'il y a 5 ans — les gens de la clique dirigeante de l'UNC. L'observateur attentif n'aura pas manqué de noter toute une série de faits qui ne sauraient être tenus pour de la routine.

Le premier fut l'amendement constitutionnel imposé par Ahidjo il y a quelques mois. Par cet artifice, le dictateur ôtait le droit à Muna Tandeng, en sa qualité de Président de l'Assemblée-croupion, de succéder automatiquement à "Son Excellence". Le fond de cette affaire tient d'une part au risque dû au mécontentement sourd mais grandissant, que provoque, parmi nos compatriotes du West-Kamerun, la politique infâme et aberrante de l'UNC; et d'autre part, à la nécessité d'éviter que le contrôle du pétrole — dont les grosses réserves, désormais avouées (quoique timidement), se trouvent pour une bonne part dans la partie occidentale du pays — ne passe aux mains des fantoches d'un autre impérialisme ...

Après avoir essayé de faire démentir, par ses amis touchant des chèques dans la presse étrangère, les in

formations concordantes faisant état de tentatives de coups d'état, l'autocrate, dans une série de décisions d'une brusquerie maladroite et même franchement grossière, a, non seulement procédé à un remaniement de sa clique gouvernementale, mais encore à un mouvement d'officiers responsables de haut niveau, à Ebolowa, Ba fousam, et au "Grand Quartier Général" à Yaoundé. Seuls des tarés notoires (tels ce pauvre Jos Blaise Alima, arriviste de bas niveau dont les chèques sans provision sont la distraction préférée à Paris et qui, de ce fait, trône à "Jeune Afrique"), les pauvres responsables de certaines sections UNC, ou les journalistes-griots de Cameroon Tribune, peuvent tenir de tels événements pour rien du tout, ou tenter de les présenter comme de nouveaux "coups de génie dont le Président a le secret". Alors qu'il est maintenant de notoriété publique que les divers clans se livrent depuis plusieurs mois une lutte acharnée pour la succession". (Voir le numéro 14, janvier 1980, de *La Voix du Kamerun*, p.20)

Alima, dont il est question ici, a été pendant plusieurs années, chargé, au journal *Jeune à Fric*, de la diffusion des pensées intimes d'Ahidjo. C'est ainsi qu'en juillet 1979 (*J.A.* n° 965 du 4.7., pages 27-28), peu après la réforme constitutionnelle mentionnée ci-dessus, le journal publiait un article sibyllin annoncé en couverture par une interrogation "*Cameroun : qui succèdera à Ahidjo*". A l'intérieur, on lisait :

" *La course à la succession. La réforme de la Constitution fait du premier ministre le dauphin. Qui sera cet homme ? Les intentions du président Ahidjo sont insondables*".

Bien que les intentions du dictateur fussent insondables (alors que, comme d'habitude, Ahidjo avait visiblement inspiré l'article pour voir le comportement des prétendants), Alima affirmera quand même sans détour dans son article que, "*par-delà le réajustement administratif, se profilent des problèmes politiques*". Et il ajoutera dans le même article où il venait

d'écrire que les intentions d'Ahidjo sont insondables, la chose suivante :

" Reste à savoir pourquoi le chef de l'état a choisi ce moment précis pour dévoiler ses intentions (n'importe quoi !). Car il est peu vraisemblable que le président Ahidjo renonce à briguer un nouveau mandat de cinq ans l'année prochaine. Rien n'indique, non plus, qu'il ait l'intention de se retirer avant 1985. Sans doute sollicitera-t-il un autre mandat à cette date, quitte à l'interrompre et à passer le relais à celui qu'il aura choisi et qui ne sera pas forcément le prochain Premier Ministre. Mais les intentions du leader camerounais sont insondables (le lecteur peut maintenant juger lui-même Jos Blaise Alima !) et il est vain de se hasarder à un pronostic. La liste de ceux qui peuvent être désignés est longue. Mais les éventuels prétendants plus ou moins déclarés devraient avoir en mémoire la sacro-sainte règle qui prévaut au moment de l'élection du successeur de Saint Pierre : lorsqu'on entre Pape au conclave, on en sort cardinal". Amen Alleluia !

Quand on sait que les articles d'Alima étaient parfois écrits directement à la présidence à Yaoundé (quelquefois par Senga Kuo sinon par Ahidjo lui-même), on comprend mieux la profondeur de la crise de l'UNC à la veille du congrès de Bafoussam.

Ici, le régime admet qu'il y a des problèmes politiques dans le pays. Mais Ahidjo avertit clairement ses adversaires qu'il est peu vraisemblable qu'il renonce à briguer un nouveau mandat de 5 ans (1980-85). Mieux, il n'a aucune intention de se retirer avant 1985. Après, on verra. C'est clair, c'est net, bien que le petit Alima pour gagner son fric, ajoute par ci par là, sottement, que les intentions du dictateur sont insondables, alors même que le gars "dévoile ses intentions" !

Ce que Alima ne dit pas, c'est le nom de celui qui a été mandé à Ahidjo de ne pas se présenter en 1980, et la raison d'une telle démarche. Quoi qu'il en soit, l'UNC porte ainsi sa crise interne sur la place publique. Pour

ceux qui connaissent la manie du secret et du mystère du dictateur, cette démarche ne pouvait que signifier que la crise avait atteint un niveau de gravité exceptionnel.

Du coup, se trouve mise à nu la comédie du départ et des suppliques des congressistes demandant au "Père bien-aimé" de rester, que le dictateur joua à Bafoussam après l'avoir déjà joué à Douala en 1975 au congrès précédent.

II - LE CONGRES DE BAFOUSSAM (1980) OU LA CRISE EST BIEN MURE

Bien qu'il ait annoncé qu'il serait vain de se hasarder à un pronostic, Alima, qui écrit ses articles en mâchant un chewing-gum, donne quand même 4 noms de prétendants, qualifiés de "*hommes du président*". Il s'agit de Paul Biya, Samuel Eboua, Sadou Daoudou et Victor Ayissi Mvodo. Dans la présentation des quatre, la préférence d'Alima va visiblement à Biya. Je fais remarquer qu'à aucun moment dans cet article, Alima ne fait état d'une quelconque maladie d'Ahidjo, encore moins d'une quelconque "lassitude du pouvoir". Au contraire...

Le 3^e congrès de l'UNC se tient du 12 au 17 février 1980 à Bafoussam. C'est une étape importante dans la maturation de la crise que connaît le parti unique depuis plusieurs années. Il serait extrêmement intéressant que les observateurs de la politique kamerunaise refassent une lecture attentive des discours, motions résolutions et autres compte-rendus de ces assises. Ce la leur permettrait certainement d'écrire moins de bêtises sur le Kamerun, l'UNC et notre parti.

Il n'est pas possible ici, de relever tout le flot de contradictions et de mensonges masquant mal la crise désormais irréversible dans le parti unique. Nous nous limiterons donc ici à l'essentiel pour que le lecteur com

prenné la suite de ce travail. Dans un n° spécial UNC le 29 février, Antoine Ahanda "griote" comme ceci :

" Mercredi 13 février. Le discours de politique générale du Président National occupe toute la matinée. Pendant 4h 20mn, de 9h 15mn à 13h 25mn, interrompu 70 fois par des applaudissements nourris, S.E. Ahmadou Ahidjo trace le profil du Cameroun pour les cinq prochaines années. Cela exige vigilance dans l'action quotidienne, rigueur dans le travail et moralisation dans les affaires ". (page 2) (Cameroon Tribune).

Au cours de cette journée, après avoir parlé de tout et de rien, après avoir brossé, comme d'habitude, un tableau idyllique du Kamerun sous son règne, le dictateur poursuit en ces termes :

" La course à l'enrichissement rapide à tout prix et par tous les moyens, l'arrivisme forcené érigé en système ne peuvent qu'entraîner dans une spirale fatale de l' avoir, de la jouissance et de l'accumulation, avec comme viatique, la pente douce de la corruption, des actes in délicats de détournements, d'abus de confiance, de trafic d'influence, de fraude, etc...

De même serait-il dangereux qu'un pays consacre trop de moyens à des consommations improductives : alcoolisme, fétichisme, sorcellerie et surtout dans des dépenses de prestige à l'occasion de cérémonies familiales, religieuses ou traditionnelles dont le caractère dispendieux et le faste ostentatoire sont de loin disproportionnés à leur utilité et, plus grave, aux revenus de leurs initiateurs. Ce ne peut être qu'aux dépens d'autres utilisations, notamment de celles qui permettraient d'augmenter par la suite la production des biens et des services utiles ou bienfaisants pour tous. (Et le palais ?)

Il est évident qu'une nation engagée dans cette voie ne peut qu'affronter des difficultés aiguës, psychologiques, morales, sociales, causées en partie par les immoralités, les contrastes choquants de nature à exaspérer les malaises....

Il s'agit donc pour nous de lutter pour faire disparaître des freins objectifs de toutes natures qui pourraient apparaître et dont l'effet serait de perpétuer la stagnation. Il s'agit de combattre l'opportunisme, l'irresponsabilité, l'arrivisme, la corruption, les fraudes, la démagogie, qui conduiraient à une grave déliquescence des valeurs d'une société en émergence...

C'est donc à une véritable révolution culturelle qu'il nous faut recourir pour extirper les maux sociaux qui ternissent l'image du pays..." (page 16).

Les résolutions adoptées par le congrès sont tout aussi édifiantes. La plus significative est à coup sûr la résolution de la politique économique et financière. Elle constitue un véritable réquisitoire contre la politique de l'UNC, version Ahidjo. Elle considère par exemple que "le développement économique du Cameroun doit reposer sur l'objectif de justice sociale de l'UNC, c'est-à-dire sur une meilleure répartition du revenu national et un développement équilibré de toutes les provinces du pays". Dans la mesure où l'UNC a toujours prétendu avoir réalisé tout cela, on est en droit de se demander s'il n'y a pas discordance quelque part. Le texte poursuit, en disant que le congrès,

" Conscient du fait (...)

— que l'application de notre libéralisme planifié et de notre développement autocentré appelle à plus de RIGUEUR dans la gestion de l'économie et certaines adaptations, notamment la MORALISATION dans les affaires

... Condamne énergiquement la corruption, les détournements des deniers publics, la fraude fiscale et douanière...

Invite le gouvernement à concentrer ses efforts au cours de la nouvelle période quinquennale :

(...) Dans le domaine industriel et énergétique, (à) la réévaluation et le redressement des sociétés d'état en difficulté (un aveu de taille, l'UPC l'a dit depuis!)

(...) Dans le secteur commercial, (à) la réglementation du commerce intérieur, de manière à y faciliter l'accès aux nationaux (!!); la maîtrise des prix de denrées de première nécessité; la lutte efficace contre les causes structurelles du déficit de notre balance commerciale...

Dans le domaine financier et bancaire (à) l'assainissement des banques et des compagnies d'assurances dont la gestion pose des problèmes à l'heure actuelle; la poursuite de la lutte contre la fraude douanière et fiscale, de manière à éviter des inégalités fiscales et des pertes de recettes budgétaires... Etc, etc...

Pour mémoire, fait à Bafoussam le 17 février 1980. Et redécouvert génialement par "Le Grand Camarade Paul Biya" en 1983. Etc , etc.

Toutes ces choses, Ahidjo et son gouvernement dans lequel les mêmes hommes qu'aujourd'hui occupaient déjà des postes importants n'ont pas pu les réaliser, ni même les amorcer. Cette situation économique et sociale, que nous devons à des années de règne de l'UNC, on se demande comment la même UNC fera maintenant pour s'en débarrasser. Voici le volet social :

"La santé est le capital le plus précieux de l'homme et elle doit faire l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics. (Donc le congrès) Encourage le gouvernement à redoubler d'efforts en vue d'assurer une meilleure couverture sanitaire du pays, notamment par une plus grande maîtrise de la gestion des établissements sanitaires existants en même temps que la formation des cadres spécialisés, l'acquisition et la maintenance du matériel nécessaire au bon fonctionnement de ces établissements..."

Quand on connaît la situation des hôpitaux et dispensaires dans le pays, on ne peut qu'être écoeuré en lisant une telle résolution. Et encore plus en la comparant à la profession de foi de M. Biya à son élection du 14 janvier 1984 (point 13, cité en partie page 18 ci-dessus).

Cette situation économique et sociale conduit naturellement au mécontentement des masses qui la subissent les premières. Qui plus est, ce mécontentement s'exprime de plus en plus de manière organisée, sous l'impulsion de l'UPC et du Manidem, comme l'atteste par exemple l'extrait suivant d'un texte paru sous forme d'encastré sous la signature de M. Ombga Etoundi en annexe des travaux du congrès, et visiblement inspiré par les dirigeants de l'UNC :

" Les succès enregistrés dans tous les domaines (!!), la stabilité et le prestige dont jouit notre pays, ne nous attirent pas qu'éloges et admiration. Loin s'en faut. Nos prouesses suscitent des envieux et mettent en point nos détracteurs. Ceux-ci rêvent depuis longtemps de voir le Cameroun "sombrier dans les ornières des rivalités, les méandres des critiques, l'abîme de l'anarchie", comme le relevait justement notre guide éclairé (à quoi bon commenter ? M.Z.)

Las de voir se réaliser leurs funestes desseins (??), ils tentent désespérément d'y parvenir en versant dans l'intoxication, la subversion, la calomnie(sic)etc. D'où cette condamnation sans appel de ces égarés tant par le Président national que par les congressistes, représentants de l'immense majorité de nos masses laborieuses. D'où aussi cet appel à la vigilance pour contrecarrer les manoeuvres souvent subtiles de ces prophètes de malheur.

La vigilance doit d'autant plus être de rigueur que ces professionnels de l'intoxication et de la subversion, qui se trouvent tant parmi nous qu'à l'extérieur, usent de beaucoup d'ingéniosité pour induire en erreur des citoyens de bonne foi..." (Voir Cameroon Tribune, n° cité)

Peu après le congrès, en mai 1980, le Conseil National de la Révolution (CNR), Direction du MANIDEM qui avait été proclamé au début de l'année, annonçait que sa première session s'était tenue (dans la clandestinité évidemment). Cette réunion, venant après l'adoption

du Programme Général du MANIDEM, témoignait de la progression méthodique du Mouvement Révolutionnaire qui se reconstruisait dans notre pays. Plus que jamais l'UNC devait compter avec "les égarés" qui avaient été dénoncés à tour de bras à Bafoussam.

Le CNR rendait publique une *Déclaration sur le 5è "mandat" présidentiel du fantoche Ahidjo*. Le CNR faisait, "avec tristesse, la triple constatation suivante : 1°/ *La situation des masses kamerunaises, notamment des ouvriers, des paysans, des petits employés, surtout les jeunes et les femmes, est catastrophique sur tous les plans, après 20 ans d'une gestion de l'UNC qui se solde par un bilan de faillite.*

2°/ *Le régime tout entier est au service d'un petit groupe bourgeois, complètement soumis aux intérêts de l'étranger, et pratiquant une politique d'enrichissement effréné dans une ambiance de corruption générale...*

3°/ *Le 5è "mandat" présidentiel d'Ahidjo marque la dernière étape du blocage de l'UNC..."*

(Voir *La Voix du Kamerun*, n°16, mai-juin 1980, p.6)

A l'époque, qui a cru en l'affirmation du CNR selon laquelle le 5è mandat d'Ahidjo était "*la dernière étape du blocage de l'UNC*"? Pas grand monde. Surtout pas ceux qui ont cru devoir écrire des romans feuilletons pour expliquer la démission du dictateur.

III - 1982 : LA CRISE DE L'UNC ECLATE

Maintenant que le lecteur s'est convaincu que la crise de l'UNC était prévisible, et que l'UPC l'avait prévue et intégrée dans son plan de lutte, nous pouvons en arriver à la première phase de son éclatement ouvert, devant tout le pays d'abord, puis, petit à petit, devant toute l'opinion internationale, tout au moins la partie de celle-ci formée de gens que des intérêts divers n'aveuglent pas et ne rendent pas sourds face aux faits.

1. Un énorme fiasco diplomatique

Le 20 mai 1982, le régime décide de fêter pompeusement le 10^e anniversaire de quelque chose qui s'est passé en mai 1972 : l'annexion du West-Kamerun, réalisée en raison du pétrole qui se trouve dans cette partie du pays, et que la France entend absolument garder sous son contrôle. Mais l'UNC appelle cela la fête de l'unité, la fête de *"la triple révolution pacifique du 20 mai 1972"*.

Ahidjo a invité plusieurs chefs d'état d'Afrique et du monde entier à sa kermesse. Ce fut un fiasco mémorable ! Aucune de ces dignités n'a voulu se déranger, faire le voyage pour l'un des *"sages de l'Afrique"*. Même pas son vieil ami Houphouët Boigny, dit Le Vieux Suisse. Seul, Bongo se présenta à l'aéroport et, informé de la situation, reprit immédiatement l'avion pour Libreville. Il a beau être comme il est,...

Mais les caïds de l'UNC ne s'en laissèrent pas conter. Chacun emporta chez lui une partie des mets préparés. L'opinion, à Yaoundé, et rapidement dans le pays, se disait qu'il devait bien se passer de drôles de choses.

2. Des motions plus pour défendre que de soutien

Le 21 juin, soit un mois après ce fiasco lamentable, la 4^e session du Comité Central de l'UNC doit se réunir. Elle doit normalement être présidée par un Ahidjo plutôt affaibli, ne serait-ce que sur le plan international. Or, peu avant la réunion, le Bureau de l'Assemblée Nationale, conduit par son président Muna Tandeng, estime nécessaire et utile de se rendre chez Ahidjo, porteur d'une *"motion de soutien au Père de la Nation"*. Dans leur motion, Muna, Mayi Matip et leurs copains racontent notamment les choses suivantes :

" Considérant les efforts inlassables déployés depuis 1958 par son Excellence Ahmadou Ahidjo en vue de concrétiser le rêve d'unité nationale nourri par le peuple camerounais,

.. Considérant la dimension des résultats obtenus par le peuple camerounais qui, suivant les traces de son leader bien-aimé, a célébré, le 20 mai 1982, dans la paix, la concorde, la dignité et la fierté, le 10è anniversaire de l'avènement de la République Unie du Cameroun (après le fiasco, il faut le faire, ça ! M.Z.)

Considérant que le caractère providentiel de sa mission lui a permis, dès le début de sa carrière politique, d'entrevoir les aspirations d'unité nationale du peuple camerounais et que, au stade actuel de notre évolution sa vision et sa clairvoyance légendaires lui permettent de conduire le développement total et irréversible de la nation camerounaise vers des cimes de progrès encore plus élevés;

Considérant qu'il y a lieu d'encourager sans cesse celui qui, avec abnégation et un civisme exemplaire, a consacré sa vie entière au service de la nation camerounaise qu'il a su forger avec patience et persévérance;

Adressent à Son Excellence Ahmadou Ahidjo leur soutien inébranlable et inconditionnel pour les sacrifices qu'il ne cesse de consentir en vue de faire du Cameroun un pays uni et prospère s'affirmant de plus en plus en Afrique et dans le concert des nations...

Lui réitèrent leur appui indéfectible pour toute initiative qu'il peut prendre en vue de consolider les acquis de la révolution pacifique du 20 mai 1972..."

(Voir Cameroon Tribune, 20-21 juin 1982, page 4)

Toute personne ayant un minimum de jugement politique reconnaîtra dans ce texte, quelque chose comme un air de défense d'une personne assiégée. Et des motions de soutien-défense comme celle-là, peu avant une session du Comité Central, même dans un pays où les dignitaires sont de véritables "machines à motions", laissent percer quelque chose de pas clair. Le rappel des mérites d'Ahidjo depuis 1958 semble dire à certains qui, au sein du parti, contesteraient, qu'il ne se

rait tout de même pas juste d'oublier tout ce que le leader "bien-aimé" a fait depuis 24 ans. Pour qui ? S'il y avait encore un doute, la fin du texte le balaie, puisque les signataires renouvellent leur soutien inconditionnel et, surtout, appuient par avance, toute initiative qu'Ahidjo pourrait être amené à prendre... Il est absolument clair qu'à cette date du 21 juin 1982, la crise a dû atteindre des proportions explosives. C'était 4 mois avant la démission d'Ahidjo...

3. Le 4 Novembre 1982 : premier acte de l'épilogue

Malgré le torrent de romans-feuilletons publiés un peu partout pour cacher la véritable cause fondamentale de la démission du dictateur sanglant, même une simple lecture attentive de la presse du régime livre le morceau si l'on peut dire. Suivons *Cameroon Tribune* pour cette journée :

" Après midi : Réunion du Comité Central de l'UNC, sous la présidence de Ahmadou Ahidjo, président national.

M. Paul Biya est désigné membre du Comité Central. Il est ensuite élu au poste de Vice-Président de l'UNC. Sur proposition du président national, M. Paul Biya est également élu (?) membre du Bureau Politique. Le président national demande au Vice-Président Biya de veiller au bon fonctionnement du parti en cas d'empêchement du président national. Enfin, le président national fait part aux membres du Comité Central de sa décision de démissionner de ses fonctions de président de la République Unie du Cameroun à compter du 6 novembre 1982, à 10 heures, démission entraînant l'entrée en fonction de son successeur constitutionnel, M. Paul Biya.

Après 20 heures . Dans un message radiodiffusé à la nation camerounaise, le président Ahmadou Ahidjo annonce effectivement sa décision de démissionner de ses fonctions de président de la République Unie du Cameroun. Il indique que cette décision prendra effet le sa-

medi 6 novembre à 10 heures. Dans le même message, Ahmadou Ahidjo fait un bilan positif de son action. Il invite par la même occasion toute la nation à faire confiance à son successeur constitutionnel, M. Paul Biya"

Cette prose révélatrice peut se lire dans le numéro spécial "Rétrospective 1982" du journal gouvernemental, daté 1, 2 et 3 janvier 1983.

Il est évident ici que la manière dont M. Biya est désigné (ou élu...), ajoutée aux motions de soutien à Ahidjo juste avant, le fait même qu'Ahidjo reste président de l'UNC, tout en demandant à Biya de s'occuper du parti en cas d'empêchement alors même qu'il existait déjà d'autres Vice-Présidents bien avant la désignation surprise de M. Biya à ce poste, tout cela exprime, même dans des formes feutrées, des luttes dans le groupe dirigeant du parti unique.

2. La presse face à la démission d'Ahidjo

" A Paris, de sources dignes de foi, on n'excluait pas l'hypothèse que M. Ahidjo ait pris en considération des raisons de santé... "

Le Monde, daté 6.11.1982

" Les raisons véritables du départ soudain de M. Ahidjo ne sont pas encore claires... Selon les observateurs compétents, M. Ahidjo se serait vu en quelque sorte poussé à abdiquer un pouvoir jugé absolu et trop personnel... "

Le FIGARO, daté 6/7.11.1982

" A Paris, des sources généralement bien informées croient savoir que M. Ahidjo, qui n'est âgé que de 58 ans, souffrirait d'un diabète et d'un ulcère à l'estomac. On se refuse à spéculer sur les rumeurs selon lesquelles la situation intérieure — notamment des pressions convergentes de fonctionnaires, d'hommes d'affaires et de militaires — aurait joué dans sa démission... "

Le Monde, daté 7/8.11.1982.

Pour la bonne compréhension du lecteur, rappelons que Le Monde, paraissant l'après-midi, porte la date du lendemain. Le n° daté 6 novembre est donc paru à Paris le vendredi 5 novembre. Ahidjo quitte le pouvoir le samedi 6. Le Figaro lui, paraît normalement le matin du 6. En somme, son n° du 6 répond donc au Monde daté 6 mais paru la veille. Et le traite d'"incompétent". A la suite de quoi, l'après-midi même du samedi 6, Le Monde, daté 7/8 (dimanche et lundi) charge violemment en traitant Le Figaro de "spéculateur". Continuons.

Le jeudi 4 novembre 1982, peu après 20 heures, les média audiovisuels à l'étranger annoncent la nouvelle de la démission d'Ahidjo sans faire de commentaire. Ils restent tous prudents, et surtout interrogatifs. Il en sera de même le lendemain 5 novembre, en ce qui concerne les journaux quotidiens. Même le *"Grand Quotidien National d'informations"*, *Cameroon Tribune*, se contente d'un grand titre sur l'évènement, mais sans aucune explication : les kamerunais n'ont aucun droit de savoir pourquoi ni comment *"Le Père de la Nation"* se retire.

C'est le journal négrier français *Le Monde*, un des faiseurs d'opinion en France, surtout dans les milieux cultivés (ou dits tels), c'est donc ce journal qui, le premier, dans son n° daté 5 novembre, consacre deux articles (et en première page !) à la démission d'Ahidjo. Un éditorial intitulé *"Habile mais risqué"*, sur lequel nous reviendrons plus loin. Le second article est intitulé : *"Après vingt deux ans de présidence, M. Ahidjo cède le pouvoir au premier ministre M. Paul Biya"*. En page intérieure (6), on lit ce qui suit :

"Bien que des rumeurs de retrait volontaire aient couru à plusieurs reprises à Yaoundé, la démission du chef de l'état camerounais — qui n'en a pas indiqué les raisons — a créé la plus grande surprise jusque dans les milieux politiques. Dans l'opinion publique, la nouvelle a fait l'effet d'une bombe. D'une voie émue, M. Ahidjo s'est contenté de qualifier sa décision de "circonstance capitale". La radio nationale n'a pas modifié ses programmes.

A Paris, de sources dignes de foi, on n'excluait pas l'hypothèse que M. Ahidjo ait pris en considération des raisons de santé. Il avait regagné Yaoundé mercredi soir à l'issue d'un séjour de six jours dans sa propriété de Grasse. Il n'aurait informé ses plus proches collaborateurs de sa décision que jeudi, en fin d'après-midi, peu avant son allocution "

Les choses sont donc claires : c'est à Paris que, pour

la première fois, est avancée la thèse, attribuée à des *"sources dignes de foi"*, et selon laquelle la démission d'Ahidjo aurait pour cause sa santé défectueuse. Bien entendu, c'est fait en termes prudents, mais quiconque connaît Le Monde sait que cela fait partie de sa déontologie : user du plus de conditionnels possible et imaginables pour pouvoir jongler après, avec l'air de dire à ses lecteurs considérés comme complices *"on se comprend n'est-ce pas ?"*. Pour le moment donc, on ne dit pas encore qu'Ahidjo est très malade, presque mourrant comme ce sera affirmé plus tard. Non ! Simplement, on *"n'exclut pas l'hypothèse que M. Ahidjo ait pris en considération des raisons de santé"*.

Etant donné que ce journal est généralement considéré par l'intelligentsia non-communiste de France comme sérieux et même très sérieux et très objectif (ah ouiiii!) et ses sources étant *"dignes de foi"* (ah ça ouiiii!), on ne comprend pas pourquoi il ne dit pas clairement à ses lecteurs la chose suivante : l'après-midi du 4 novembre, une réunion du Comité Central de l'UNC a eu lieu et c'est à l'issue de cette réunion que la démission du dictateur a été annoncée. C'est pourtant simple ça !

La phrase *"il n'aurait informé ses proches collaborateurs de sa décision que jeudi, en fin d'après-midi"*, est pour le moins un mensonge du Monde.

Dans le même article, on lit :

" L'hommage à la "vraie démocratie" venait d'un homme toujours craint, généralement respecté mais rarement aimé(ah ha !), excepté dans le Nord du pays, d'où il est originaire... Pourtant, par tempéramment c'est un modéré que les circonstances ont amené à une rigueur étrangère à sa nature ". (Un peu comme Hitler était modéré, mais ces satanés circonstances.. Si ça ne s'appelle pas une canaillerie, c'est que les mots ne veulent plus strictement rien dire, NDLR).

Mais comme il est impossible de parler du Kamerun et surtout de la carrière d'Ahidjo sans parler de l'UPC,

en bien ou en mal, au présent ou au passé (généralement en mal et plutôt au passé), l'auteur de l'article, l'inévitable Philippe Decraene, ajoute ensuite :

" Confronté à une rébellion qui contrôla longtemps une partie des campagnes, notamment dans le sud-ouest du pays, il s'engagea dès la proclamation de l'indépendance, en 1960, dans une répression militaire et policière implacable. Simultanément, le mouvement révolutionnaire de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) fut adroitement noyauté, le président Ahidjo menant de front la lutte armée et l'action diplomatique. Au nom de l'efficacité, il n'hésita pas à recourir à des méthodes qui suscitèrent un tel mouvement de réprobation à l'étranger — après l'exécution d'Ernest Ouandié, en janvier 1971, par exemple —, que les dirigeants camerounais y virent une "ignoble campagne de dénigrement ". "

Ceux qui connaissent les articles élogieux que le même Decraene a écrits jadis sur Ahidjo et sa politique, n'ont pu qu'être quelque peu surpris par celui-là.

Quant à l'éditorial du même journal le même jour, nous avons déjà cité son titre : *"Habile mais risqué"*. Pourquoi habile ? Si l'on en croit le petit Larousse, habile se dit d'une personne (ou de son comportement) qui agit avec adresse, ingéniosité, finesse, ou ruse. Mais alors, avec qui et pourquoi Ahidjo ruse-t-il ? Et pour quoi cette action est-elle risquée ? Pas d'explication. Si ce n'est que

" Certes, on n'ignorait pas, depuis deux ou trois ans (ne pensons pas à 1980, au congrès de Bafoussam, NDLR), que M. Ahidjo se montrait parfois, en privé, las d'un pouvoir exercé d'une poigne de fer et que sa santé laissait à désirer. A la tête de l'état depuis bientôt 22 ans, il peut se targuer, depuis la sanglante épreuve de force qui l'opposa à la rébellion de l'Union des Peuples du Cameroun, d'avoir effectivement unifié son pays et de l'avoir engagé sur la voie de développement. Toutefois, le retrait volon

taire — comme celui de M. Senghor au Sénégal à la fin de 1980 — constitue un pari éclatant sur la stabilité des institutions qu'il a marquées d'une personnalité puissante ".

En gros, si Ahidjo a démissionné (retrait volontaire), c'est parce qu'il a écrasé l'UPC, unifié le pays qu'il a par ailleurs engagé dans la voie du développement. Alors, las du pouvoir, il a décidé de jouer un peu, et il a fait un "pari éclatant" sur la stabilité des institutions. Il est vrai que, par un de ces hasards dont l'Histoire humaine est coutumière, cette lassitude du pouvoir l'a pris subitement vers 1980, après des rumeurs de coup d'état par des sous-officiers qui auraient été trahis par un général qui a vendu la mèche, et pour ainsi dire à l'occasion du congrès UNC de Bafoussam. Mais, pour écarter tous ces éléments, il n'y a qu'à "se refuser à spéculer", et à s'en tenir aux "sources dignes de foi".

En fait, il ressort de ce qui précède, que dès le 4 novembre, il y a deux versions des causes de la démission du dictateur. La première, visant à tromper le peuple kamerunais et l'opinion afin de masquer la crise du régime et, ainsi, empêcher toute intervention des masses populaires kamerunaises dans les événements pour accentuer cette crise et en tirer profit pour leurs luttes. C'est la version de la santé et de la lassitude du pouvoir, c'est-à-dire en réalité, la version qui raconte n'importe quoi, pourvu qu'on cache la vérité. La deuxième version, c'est tout simplement que la démission d'Ahidjo a été causée fondamentalement par une crise profonde du régime de l'UNC.

La version de la maladie d'Ahidjo sera largement répandue par les media les plus divers, mais à l'extérieur du pays essentiellement. Car dans le pays même, la presse ligotée ne donne *absolument aucune* explication sur la démission. Cela pourrait délier rapidement beaucoup de langues et libérer des énergies. Bandolo se contente de raconter qu'Ahidjo *achève son épopée*.

grandiose, sous les applaudissements, les you you et autres vivats de la foule émue mais enthousiaste, par une marche auguste vers le Trône des Héros Vivants de l'Histoire. Etc, etc.

Quant à la deuxième version, au départ, il y a avant tout l'UPC à la diffuser de manière conséquente. Bien sûr, d'autres gens la diffusent, mais avec tellement de précautions, avec tellement de volonté de la cacher, qu'on a parfois peine à s'y retrouver. Que dit l'UPC ? Simplement que le régime UNC est en crise depuis au moins 1970. Que cette crise n'a fait que s'aggraver depuis, sous l'effet conjoint du mécontentement populaire stimulé par la progression certes lente mais sûre de l'opposition organisée incarnée depuis 1975 par le MANI DEM guidé par l'UPC. Et que cette crise avait atteint un stade où l'UNC était bloquée. Voilà la cause profonde de la démission du dictateur Ahmadou Ahidjo.

Voyons de près comment la grande presse s'est conduite face à cette situation et à cette double explication

I - LA PRESSE DIFFUSE LARGEMENT LA VERSION DE "LA MALADIE ET LA LASSITUDE D'AHIDJO"

La passation de pouvoir entre Ahidjo et Biya est prévue pour le samedi 6 novembre. Ce jour-là, la plupart des quotidiens français (et hors de France) se font l'écho de la démission d'Ahidjo et de la situation au Kamerun. C'est aussi le jour où Bandolo se surpasse avec son éditorial sur *"la montée d'Ahidjo vers le Trône..."*

Le quotidien français *Le Matin de Paris*, étiqueté comme proche du Parti Socialiste au pouvoir, consacre les 3/4 de la page 10 à notre pays. Sous le titre *"Cameroun Paul Biya remplace Ahmadou Ahidjo"*, Elio Comarin, en chapeau à son article, écrit à propos du dictateur :

" Sa sortie spectaculaire serait due à des problèmes de santé, liés à une "certaine lassitude du pouvoir". En fait, tout indique qu'Ahidjo avait préparé la relè-

ve de longue date, et notamment à partir de 1979, une année qui a marqué un tournant dans la vie politique camerounaise ".

Ce passage fait apparaître deux choses : une hypothèse, à savoir que la démission serait due à des problèmes de santé, etc, etc; et une certitude ou presque puisque, en fait, etc, etc.. "En fait", et pour parler comme l'auteur, tout semble indiquer que M. Comarin, qui connaît plutôt bien le Kamerun, ne veut pas s'en tenir à la fable des problèmes de santé et autre lassitu de d'Ahidjo, fable à laquelle se rallieront beaucoup d'autres journalistes de France et d'ailleurs.

Un autre quotidien de gauche a parlé de l'événement c'est *Libération*, dirigé par M. Serge July, qui a négocié l'achat du journal contestataire de 1968 par les banques et des grosse multinationales comme BSN et autres. M. July, en France, passe pour certains, pour "l'homme qui sait, parmi les hommes du Président" (présentation faite par le journal français lui aussi, *l'Emoi-gnage Chrétien*, n° 2048 du 10 au 16 Octobre 1983). M. July serait donc une "voix autorisée". Dans son journal donc, et sous le titre "*Cameroun : Ahidjo passe la main à son premier ministre*", le journaliste Pierre Haski écrit :

Apparemment pour des raisons de santé, le président camerounais a démissionné. Paul Biya, un technicien discret, lui succède aujourd'hui à la tête d'un pays en plein boom économique (visiblement, Haski n'a pas lu les travaux du congrès UNC de Bafoussam, sans parler des publications de l'opposition, NDLR). Ahmadou Ahidjo ne profitera pas de son nouveau palais. L'austère président camerounais, au visage généralement affublé de lunettes noires, a démissionné de ses fonctions aujourd'hui, apparemment pour des raisons de santé. Le somptueux palais bâti aux prix d'une année du budget, reviendra à son successeur constitutionnel, son discret premier ministre Paul Biya ".

Le sous-titre et le passage cité sont significatifs. Ahidjo a démissionné "apparemment pour raison de santé". Autrement dit, à en juger selon ce qui apparaît, de l'extérieur, ou encore selon ce que l'on veut faire croire aux gens. Cela est encadré par des mots sibyllins tels que : l'austère président, le somptueux palais bâti au prix d'une année de budget (signalons que celui-ci correspond à 40 fois le budget annuel de la santé publique !), etc, etc. Curieuse association, qui laisse au lecteur le soin de voir si possible, si ce palais peut avoir été une cause même lointaine de la démission. Et si des gens, dans le pays, avaient trouvé que c'en était trop, de ce palais, alors que le Kamerun manque cruellement d'hôpitaux et d'écoles...? Mais ça, ce sont des choses qu'il ne faut pas dire. Pas encore, et en tout cas pas crûment. Reconnaissons, par objectivité, que Pierre Haski parlera de la situation sociale désastreuse du Kamerun par la suite, plusieurs mois après, quand il visitera le pays en 1983. Mais nous n'en sommes pas encore là. Pour le moment, il poursuit :

" La décision du président, âgé de 57 ans et au pouvoir depuis 24 ans, a été subite. Rentré mercredi soir de France, Ahidjo a réuni son conseil des ministres, avant d'annoncer la nouvelle dans une brève allocution radiodiffusée jeudi soir. L'Elysée n'a été prévenu que peu de temps avant que la démission ne soit annoncée. (Qui peut croire un roman pareil ?)

A Paris comme à Yaoundé, l'explication des problèmes de santé liés à une "certaine lassitude" n'est guère mise en doute. (Oui bien sûr!). Le président camerounais se faisait soigner à chacune de ses visites privées en France et, lors de son dernier séjour dans sa propriété de Grasse, ses médecins auraient tiré la sonnette d'alarme. Des rumeurs sur son état de santé circulaient régulièrement et cette semaine, une lettre confidentielle publiée à Paris par "Nord-Sud Export Consultants" titrait : "Ahidjo part-il ?". Ahidjo reviendrait d'ailleurs très prochainement en France, sans doute pour se faire soigner d'un mal

dont on ignore la nature. Il est probable qu'il passera plus de temps de sa "retraite" dans les Alpes Maritimes que dans son pays !".

Plus que jamais, la version "santé-lassitude" est, à Paris comme à Yaoundé, la version officielle. Elle est désormais amplifiée par les journaux, y compris ceux "de gauche et tiers-mondistes révolutionnaires", qui ne trouvent pas bizarre qu'Ahidjo, en "bon nationaliste" (comme dirait Béchir Ben Yamed de *"Jeune à Fric"*), et alors que son pays est en plein boom économique (constat de gauche de Libération!), qu'Ahidjo donc, vienne passer le plus clair de sa retraite dans les Alpes Maritimes, sans doute onzième province du Kamerun. Incroyable, mais vrai !

Dans le quotidien *L'Humanité*, organe central du Parti Communiste Français, on est quand même plus réservé sur ces fantaisies de "santé et lassitude". Sous le titre *"Monsieur Ahidjo passe la main"*, on lit :

"...La nouvelle a été accueillie avec surprise dans la capitale camerounaise où si, à plusieurs reprises, le bruit du retrait possible de M. Ahidjo avait couru, rien ne laissait présager cette brusque décision. Le président démissionnaire n'a donné aucune explication, se contentant de présenter son successeur et de lancer un appel à l'unité du pays. Selon certaines informations qu'il convient d'interpréter avec prudence, l'état de santé de M. Ahidjo, âgé de 58 ans, aurait motivé sa décision".

Si le journal du PCF donne aussi l'information sur la santé d'Ahidjo, il est à mettre à son crédit qu'il ajoute la réserve qu'il faut interpréter cette version avec prudence. Le même journal relève aussi que le dictateur n'a donné aucune explication, ne fût-ce qu'aux kamerunais, sur les raisons de sa démission.

La plupart des hebdomadaires paraîtront seulement quelques jours plus tard. Ils ont un avantage certain : c'est de pouvoir aborder l'évènement avec un

peu plus de recul et donc de sérénité d'une part. De plus et surtout, ils auront l'avantage d'avoir pris connaissance de la *Déclaration du Bureau Politique du Comité Central de l'UPC*, rendue publique le 7 novembre, et sur laquelle nous reviendrons plus loin. Mais, version officielle oblige !

L'hebdomadaire *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, pourtant généralement considéré (avec raison) comme bien informé et quelque peu lucide, préfère cette fois, pour présenter l'article de Pierre Chauleur, rédacteur en chef, écrire la chose suivante :

"Cependant, tout en surprenant par la soudaineté de sa révélation, la décision du président Ahidjo n'a pas absolument étonné ceux qui savaient à Paris (eh oui, il faut commencer par là !NDLR) comme à Yaoundé ou Douala, que son état de santé risquait de ne plus lui permettre d'assumer pleinement les charges très lourdes qui étaient les siennes, depuis plus de vingt ans, à la présidence de la République Unie du Cameroun.

Il semble bien que le président "démissionnaire" (bizarres, ces guillemets-là, M.Z.) ait longuement mûri sa décision, et qu'il ait soigneusement préparé la transmission de ses pouvoirs à son Premier Ministre, tout en conservant — il convient de le dire — la présidence nationale de l'UNC (Union Nationale Camerounaise), le parti unique du Cameroun".

Le lecteur apprendra avec étonnement que cette passation de pouvoirs si bien préparée, le jour où elle devait avoir lieu, le samedi 6 novembre, eh bien, Ahidjo s'est livré à la grossièreté de ne pas y assister. Tout simplement ! Sans doute la lassitude...

Mais comme pris par un doute, Pierre Chauleur, ancien administrateur des colonies au Kamerun, s'interroge en ces termes dans son article : *"Comment s'expliquer cette décision inattendue, qui peut être gra-*

ve de conséquence ? Il est encore bien difficile de le dire, d'autant que le caractère du président démissionnaire prête mal à des interprétations simplistes.. "

Evidemment qu'on ne peut plus rien expliquer, dès lors qu'on tourne le dos aux faits et à la réalité pour épouser des versions officielles fabriquées de toutes pièces pour tromper l'opinion.

Le numéro du 12 au 18 novembre de l'hebdomadaire *L'Express* livre à ses lecteurs ce qui suit :

" Cette démission apparaît d'autant plus surprenante que ce "président à poigne", selon l'expression de l'un de ses proches, semblait vouloir assumer ses fonctions jusqu'au dernier souffle. Certes, on n'ignorait pas, depuis deux ou trois ans (il copie purement et simplement Le Monde, mais "la pompe est un sport national", dit-on là-bas, NDLR), que le chef de l'Etat camerounais se montrait, en privé las d'un pouvoir exercé depuis vingt deux ans. Sa santé (ça y est!), en outre, laissait à désirer. Son récent voyage en France, n'avait d'autre but, dit-on, que celui d'y subir des examens médicaux (qui a prétendu autre chose ?). Mais à l'exception d'une poignée d'intimes, personne n'envisageait qu'il assurerait, à la hussarde, une transition sans heurt"

Très bien. Laissons là la presse européenne. Après tout, pour eux, *"l'Afrique, c'est si loin; ces contrées inhospitalières, encore qu'on sait très bien y aller "quand y a du fric à prendre"..."*

A la mi-novembre, paraît le n° 1141 de l'hebdomadaire afro-parisien *Jeune Afrique*, conçu et publié à Paris pour les Africains par les milieux néo-colonialistes et qualifié pour cela de "modéré". Le journal est daté 17 novembre 1982. Sur la une, une photo du dictateur en couleur, et un titre qui accroche : *"Ahi djo, les secrets de son départ"*. Beaucoup d'Africains se ruent, car enfin, ils vont connaître la vérité sur le départ, puisqu'on annonce des secrets. En fait de

secrets, c'est un roman policier qui est proposé aux lecteurs : des kamerunais qui avalent leurs fourchettes, d'autres qui pleurent, comme si une énorme bombe lacrymogène était tombée sur la pays. L'article de Siradiou Diallo approche de la fin, et l'on attend toujours les secrets promis. La plupart des choses dites sont déjà connues, sauf peut-être que

" Ahidjo n'avait pas fini de vanter les qualités de son successeur que sa voix était couverte des protestations des uns et des autres. Devant la panique, le brouhaha et le remue-ménage indescriptibles qui s'ensuivirent, tandis que des hommes et des femmes pleuraient parfois à grands cris comme au village lors d'un décès, le chef de l'Etat se leva tranquillement pour gagner un bureau à deux pas"

C'est fanastique ! Tout simplement. Car Siradiou Diallo, selon ses propres dires, était à Douala le 4 novembre 1982 à 22h30 (page 33 de son article). Il n'a donc pu être à Yaoundé qu'après cette heure là. Or, ce monsieur nous raconte la séance du Comité Central de l'UNC après laquelle Ahidjo a annoncé sa démission, comme s'il y avait été en personne. On lui a peut-être raconté. Qu'aurait donc vu Diallo ou que lui a-t-on raconté ? Biya, le président sudiste chrétien et les autres "hommes et femmes pleurer comme au village lors d'un décès". Et le chef de l'Etat, ce grand Peuhl venu de Guinée (comme Siradiou Diallo) se lever, comme un roi pendant que les chiens pleurnichent à chaudes larmes. Diallo a quand même manqué d'imagination. Car Bandolo lui, à la même place, aurait alors ajouté que, *"comme un roi, Ahmadou Ahidjo, laissant tout ce monde parmi les mortels, s'avança alors, d'un pas auguste, vers le Trône des Héros vivants de l'Histoire"*. Il n'aurait plus manqué qu'un dessin, pour mieux mettre en évidence le contraste. Il faut sans doute rappeler ici que Siradiou Diallo est un théoricien émérite de la supériorité peuhle sur les autres nationalités négro-africaines. Cela vient de lui coûter un peu dans le groupe d'opposants guiné-

ens qu'il dirigeait il y a encore peu, lequel groupe a fini par trouver que Siradiou en faisait un peu trop avec ses histoires tribalistes de supériorité des peuhls sur les autres.

Ce même n° de l'hebdomadaire est plein d'histoires rocambolesques sur la démission d'Ahidjo, certains passages contredisant purement et simplement d'autres. C'est ainsi que le même Diallo conclut un deuxième article intitulé *"Une si longue lassitude"*, en ces termes :

"..Arrivé à Garoua l'après-midi du 6 novembre, Ahidjo s'y affichait dès le lendemain, avec la mine épanouie d'un heureux retraité. On l'a même vu rire aux éclats au milieu d'un groupe d'amis avant d'embarquer pour Grasse.

La fatigue a donc surtout servi de prétexte pour abandonner le pouvoir..."

C'est ce que confirme d'une certaine manière l'article de Jean-Paul Guetny dans le même numéro de l'hebdomadaire, article intitulé *"Le pouvoir, c'est pas la santé"*. L'auteur n'y va pas par quatre chemins : *"Quoi qu'il en soit, l'ancien chef de l'état camerounais ne paraît pas, Dieu merci, à l'article de la mort. En témoignent ses nombreuses activités des dernières semaines, y compris l'aller et retour qu'il a effectué entre Grasse et Yaoundé"*.

En ce qui le concerne, le bi-mensuel *Afrique-Asie* restera très discret sur les causes de la démission d'Ahidjo. Le journaliste A. Fall se contentera d'écrire que,

"En quittant le pouvoir, Ahmadou Ahidjo a volontairement détruit son propre mythe. Le mythe qui faisait de lui l'homme providentiel indispensable à la nation camerounaise". Celui qui tient ce propos est un familier du régime de Yaoundé. A sa manière, peut-être voulait-il souligner le sens des res-

ponsabilités d'un président qui, sachant sa santé menacée, a préféré passer la main plutôt que de s'accrocher au pouvoir ".

Et d'affirmer que le départ du dictateur est volontaire, et conduit à un changement de dynastie. Etc, etc

Nous pouvons dire, pour conclure sur cette thèse, que l'explication de la démission d'Ahidjo pour cause de santé et de lassitude, cette thèse là ne convainc absolument personne, pas même ceux qui l'avancent.

Même le quotidien français *Le Figaro*, bien connu pour ses idées franchement et fièrement colonialistes et négrières, un journal qu'on aurait beaucoup de mal à faire passer pour sympathisant de l'UPC, ne croit point à cette thèse. Dans son n° daté 6/7 novembre, le journal écrit dans un encadré au titre de "*Transition dangereuse*", la chose suivante :

" Les raisons véritables du départ soudain de M. Ahidjo ne sont pas encore claires. Il est vrai que, depuis longtemps déjà, le président camerounais faisait des allusions sur son état de santé qui lui imposerait de quitter le pouvoir. Mais rares sont ceux, au Cameroun, à être convaincus que la décision annoncée jeudi soir, soit due uniquement à ce genre de motivations ".

Quant à la lassitude du pouvoir, *Le Figaro* n'estime pas digne d'intérêt de la mentionner.

II - LA THESE DE LA CRISE DE L'UNC COMME FONDEMENT DU DEPART DANS LA PRESSE

L'auteur de l'article sus-cité du *Figaro*, qui signe des initiales S.M., poursuit sa théorie comme ceci :

" Selon les observateurs compétents (A djé !), M. Ahidjo se serait vu en quelque sorte poussé à abdiquer un pouvoir jugé absolu et trop personnel.

Le président se serait vu confronté à une alliance groupant les militaires, des notables musulmans du Nord et certains représentants d'une haute bourgeoisie camerounaise qui estiment l'économie du pays trop étroitement contrôlée par l'Etat ".

Voilà comment, selon *Le Figaro*, "les observateurs compétents" expliquent la démission d'Ahidjo. Bien que le mot ne soit pas explicitement prononcé, il y a clairement que cette démission est bel et bien le résultat d'une crise au sein de l'UNC et de toute la clique dirigeante. Le fond de cette crise ? C'est que, selon certains, "l'économie est trop étroitement contrôlée par l'Etat". En somme, la situation économique dans laquelle se trouve le pays. Sans se proclamer et sans être marxiste, voici donc ce journal qui, involontairement, rejoint le point de vue des marxistes pour qui, en dernière analyse, si vous cherchez les causes profondes des modifications politiques, il faut regarder dans l'économie. Mais évidemment, l'auteur de cet article prend soin de ne pas dire un mot du mécontentement dans le pays. Et surtout...

A chacun sa compétence. Le journal également français *Le Monde* s'est sans doute immédiatement senti du coup accusé d'incompétence par *Le Figaro*. Aussi dans le numéro daté 6/7 novembre (donc paru dès ce même samedi (Le Figaro cité est paru le matin), on peut lire dans *Le Monde* que

" Jeudi soir, lors d'une réunion de l'Union Nationale Camerounaise (UNC), M. Biya a été réélu Vice-Président de cette formation (ici, Le Monde ment, en disant réélu, car Biya n'avait jamais été élu au paravant à ce poste, NDLR). Monsieur Ahidjo conserve pour l'instant la présidence du parti unique ce qui laisse penser qu'il n'a pas renoncé, dans l'immédiat, à tout rôle politique ".

Les termes utilisés ci-dessus sont d'une "délicatesse" évidente; mais ne masquent pas, lorsqu'ils ne la traduisent pas d'une autre manière, la crise de l'UNC.

D'abord il y a donc eu une réunion (du Comité Central) de l'UNC. Il a dû s'y passer des choses. Mais tout ce dont fait état *Le Monde*, c'est que Biya, à la réunion, a été "réélu Vice-Président". On sait que M. Biya a été "élu" à ce poste seulement après avoir été désigné membre du Comité Central par Ahidjo, ainsi que nous l'avons vu plus haut. Comme avec un certain soulagement, le journal nous apprend que, Ahidjo, "pour l'instant, conserve" la présidence du parti unique, et donc aspire sans doute encore à un rôle politique. Tous ces mots "de rien du tout" mais qui traduisent quelque chose comme un affrontement au sein de l'UNC, affrontement que veut taire *Le Monde*, lequel poursuit :

" M. Ahidjo n'a toujours pas fourni l'explication de sa retraite, qui suscite une certaine appréhension chez les camerounais (du genre Le Monde sans doute ? NDLR). Selon l'AFP à Yaoundé, on indiquait vendredi de source autorisée, qu'à deux reprises ces derniers quinze jours, lors d'une cérémonie officielle et d'un conseil des ministres, l'ancien président avait paru "las et fatigué". Il éprouvait notamment de "sérieuses difficultés d'élocution" en s'adressant le 21 octobre, aux membres du Conseil de l'Enseignement Supérieur. De source officielle, on se borne à indiquer que des "problèmes de santé sont vraisemblablement à l'origine de sa décision".

A Paris, des sources généralement bien informées croient savoir que M. Ahidjo, qui n'est âgé que de cinquante-huit ans, souffrirait d'un diabète et d'un ulcère à l'estomac. On se refuse à spéculer sur les rumeurs selon lesquelles la situation intérieure — notamment des pressions convergentes de fonctionnaires, d'hommes d'affaires et de militaires — aurait joué dans sa décision. On estime généralement que M. Ahidjo n'eut pas toléré de telles pressions. M. Ahidjo aurait pris sa décision lors du séjour qu'il a effectué à Grasse du 28 Octobre au 3 Novem

bre ".

Le mensonge du Monde est donc complet. Ahidjo, selon ce journal, est tellement malade qu'il a pratiquement perdu la parole. Deux mois plus tard, il fera le tour des provinces du Kamerun pour, dit-il, apporter son soutien à Biya...

Mais l'article du Monde est visiblement la réponse du berger à la bergère, comme disent les français. En effet, aux raisons des "*observateurs compétents*" du Figaro, qui deviennent des spéculations sur des rumeurs, répondent les affirmations "*des sources généralement bien informées*" du Monde, lesquelles sources, il est vrai, se contentent de "croire savoir que", tout en se refusant, bien entendu, à spéculer... Incroyable, mais vrai. On ne dément pas catégoriquement les affirmations du confrère d'à côté, d'autant qu'il fait référence à des observateurs compétents !

Tout ce mic mac a un nom, si on veut enfin appeler un chat un chat : c'est de la malhonnêteté. Point à la ligne. Et on y va.

Il reste que, même parmi les journaux qui se sont contenté de colporter la version officielle des causes de la démission d'Ahidjo, certains n'ont pas manqué de décrire le contexte politique dans lequel cette démission s'était produite; un peu comme pour corroborer la thèse donnant les vraies raisons du départ du dictateur.

C'est ainsi que, dans un encadré paru dans le journal *Libération* (n° daté 6/7 novembre 1982, page 15) et sous le titre "*Biya : une nouvelle génération au pouvoir*", on pouvait lire que

"...Paul Biya a la réputation d'être honnête, ce qui n'est pas négligeable dans un pays où la bourgeoisie naissante a un appétit financier sans limites; et ce technocrate discret est plutôt populaire chez ses collègues.

L'ascension au pouvoir d'un homme qui incarne

une nouvelle génération, plus instruite et mieux à même de gérer le "boom" pétrolier, constitue en tout cas un soulagement pour les cadres de plus en plus frustrés du pays. Paul Biya devra leur prouver qu'il peut transformer en douceur le pays ".

Donc le maintien d'Ahidjo aiguissait, selon Libération l'appétit financier sans limites de la bourgeoisie naissante. Il fallait mettre un terme à tout ça, et faire en sorte que le pouvoir revienne aux cadres, nouvelle génération "bardée de diplômés", mieux instruite et capable de gérer le boom pétrolier. En somme, voilà pourquoi Ahidjo est parti et pourquoi Biya est arrivé. Il n'y a pas là-dedans ni d'histoire de santé du dictateur, ni question de lassitude de quelqu'un. C'est clair ! Et c'est d'autant plus clair que sous la plume de Pierre Haski, *Libération* précise :

" Le maintien d'Ahmadou Ahidjo au pouvoir accroît les frustrations d'une génération de "jeunes lions" du régime. Son départ ouvre une ère nouvelle, même si Biya ne se démarquera pas, au début, de son prédécesseur auquel il doit le pouvoir ".

Si malgré tout ceci, la grande presse continue de colporter la version de la maladie et de la lassitude, le lecteur comprendra que ça ne peut être que pour chercher quelque chose (la crise de l'UNC) et en éviter une autre (l'entrée autonome des masses kamerunaises dans le processus politique déclenché par la démission du dictateur). C'est la raison pour laquelle peu de gens se posent des questions sur la réunion du Comité Central de l'UNC qui précéda la démission. Mais il y en a quand même qui se la posent :

" Ahidjo a-t-il été "écarté", lors de la réunion des instances dirigeantes de l'UNC, jeudi à Yaoundé, quelques heures seulement avant l'annonce de sa démission ? "

s'interroge Elio Comarin dans *Le Matin de Paris* daté 6 novembre 1982 en page 10; et il ajoute aussitôt qu'

"on ne peut l'exclure".

Si la presse française dans l'ensemble patauge dans les marécages d'une version officielle fabriquée de toutes pièces à Paris puis déversée au Kamerun par le biais de *"canards aussi divers que boiteux"*, si, visiblement, quelques journalistes en France sont obligés de glisser subrepticement, comme à la dérobée, dans leurs articles, ce que leur dicte le bon sens ou leur relative connaissance du Kamerun et de son système politique, on est réconforté de trouver que certaines publications, qui (heureusement !) ne se réfèrent pas à des *"sources généralement bien informées"* essayaient de présenter à leurs lecteurs la vérité. Malheureusement, c'était des publications non destinées au grand public.

Dans son n° 23, vol. 23, *Africa Confidential*, (daté 17 novembre 1982), feuille confidentielle publiée par les milieux d'affaires britanniques, livre à ses lecteurs, sous le titre *"Trouble below deck"* (Troubles sous le pont), la chose suivante :

" A latent political and social crisis forced the abdication of President Ahmadou Ahidjo. Officially, the explanation was the rapid deterioration of his health. If Ahidjo was known to be afflicted with a number of illnesses, they alone cannot justify his decision. We understand that his son, Mohammadou Ahidjo, was in Paris in last September and made no secret that his father was on the verge of retiring. The final decision was taken in early November at the presidential hideaway near the town of Grasse in southern France. Before returning to the Cameroun, Ahidjo went to Paris where he confirmed the rumours with senior French officials.

Westerners familiar with Camerounian affairs were astonished by his retirement. Most Camerounians expected that he would go only towards the end of his fifth presidential term of office, perhaps late 1983 or early 1984. However, jostlings

among the regime's ambitious young technocrats, and regional tensions, had already reached a potentially dangerous pitch. By retiring, Ahidjo has at least temporarily defused circumstances which threatened to destabilise his government..."

TRADUCTION : Une crise sociale et politique latente a obligé le président Ahmadou Ahidjo à démissionner. La raison officiellement invoquée est la détérioration rapide de sa santé. Si on savait Ahidjo affecté d'un certain nombre de maladies, ces dernières ne sauraient cependant justifier seules sa décision. On sait que son fils Mohammadou Ahidjo était à Paris en septembre dernier, et il ne cacha pas que son père était sur le point de se retirer. La décision finale fut prise début novembre, à la maison où le président se retire souvent près de Grasse dans le sud de la France. Avant de rentrer au Cameroun, Ahidjo s'est rendu à Paris où il a confirmé la rumeur à de hauts dirigeants français.

Les occidentaux familiers des affaires camerounaises ont été surpris par son départ. La plupart des camerounais s'attendaient à ce qu'il ne se retire que vers la fin de 1983 ou le début de 1984, plus en avant dans son 5^e mandat présidentiel. Cependant, les bousculades pour le pouvoir parmi les jeunes technocrates du régime, et les tensions régionales, avaient déjà atteint un degré potentiellement dangereux. En se retirant, Ahidjo a, au moins temporairement, écarté les éléments qui menaçaient de déstabiliser son régime.

Dans le même article, est donnée l'information selon laquelle, lors du congrès de l'UNC à Bafoussam, fut passé une sorte de compromis : Ahidjo reprendrait le pouvoir pour 5 nouvelles années, à condition que Biya soit nommé Premier Ministre. Une information qui, bien évidemment, confirme les analyses de notre parti sur l'existence d'une crise interne au parti unique. Le journal confidentiel anglais signale aussi l'e-

sistence de tensions dans les forces armées kamerounaises, et qui auraient contribué à la démission du dictateur.

Le lecteur peut donc à présent se faire lui-même une idée précise, sur la question de savoir si c'est un diabète et un ulcère, ou alors une fatigue consécutive à 24 ans de pouvoir, qui ont poussé Ahmadou Ahidjo, dictateur impénitent imposé par les néo-colonistes français au Kamerun, à démissionner le 4 novembre 1982. Ou bien si c'est bel et bien une crise de son propre régime.

3. L'UPC et la démission du dictateur

Dans la mesure où elle avait été, depuis plusieurs années, intégrée comme possibilité, dans notre démarche d'ensemble, la démission d'Ahmadou Ahidjo ne pouvait plus, tout au plus, avoir pour l'UPC, que deux inconnues d'ailleurs relativement secondaires: d'une part, la façon exacte, et d'autre part le moment précis, (dont) et où cette démission se produirait.

Mais surtout, la rapidité avec laquelle l'UPC a réagi à cet événement, prouve à l'évidence que notre parti était prêt à faire face à cette situation.

Dès le 7 Novembre, lendemain de la prise du pouvoir par Paul Biya (ou plus exactement de l'installation de ce dernier à la présidence), le Bureau Politique du Comité Central de l'UPC rendait publique notre position, conformément à l'orientation dégagée par le 3^e Congrès de l'UPC. Cette déclaration dit notamment :

" 1. La démission du dictateur Ahidjo au lendemain de la tenue du 3^e congrès de l'UPC n'est pas le fait du hasard. L'un et l'autre événement traduisent deux aspects étroitement liés de la situation dans le pays : d'une part, la montée des forces du changement démocratique, et d'autre part, la crise profonde, irréversible, du régime dictatorial, sanguinaire et corrompu de l'UNC.

2. Quelques mois après l'inauguration de son palais de plus de 300 milliards qui scandalise tout le pays, sans parler d'autres folies des grandeurs cachées au Peuple Kamerunais, Ahidjo n'a sûre-

ment pas démissionné de plein gré, sur un simple coup de tête ou sur quelque injonction extérieure. Son départ est la manifestation éclatante d'une crise profonde et irréversible du régime en faillite de l'UNC. Dans ce sens, c'est une première victoire de notre Peuple.

Le Bureau Politique du Comité Central de l'UPC appelle le Peuple Kamerunais à la vigilance, et invite tous les militants révolutionnaires, tous les patriotes dignes de ce nom, à se mobiliser pour faire échec aux manoeuvres néo-coloniales. Car :

Premièrement.....

Deuxièmement, tout en annonçant son départ, le dictateur veut se maintenir à la tête de son parti unique l'UNC.

Troisièmement enfin, alors que notre Peuple aspire à un changement démocratique, les néo-colonialistes et leurs valets kamerunais mettront tout en oeuvre pour tenter de replâtrer ce régime.

Or, l'UPC et tous les hommes de bonne foi dans notre pays, considèrent que le changement ne doit pas se limiter à un changement d'hommes. Il doit aussi et surtout être un changement de politique et un changement de régime.

Dans la situation actuelle du pays, il ne peut y avoir de vrai changement que s'il correspond à un changement démocratique, et à une politique de véritable justice sociale et de progrès.

3. Compte tenu de ce qui précède, et sans exclure que le régime puisse évoluer, l'UPC reste sur ses positions de lutte. Toutefois, dans un esprit d'ouverture, et avec la volonté de contribuer à un véritable changement démocratique, l'UPC se penchera sur tout acte de Paul Biya qui tendrait à sortir le pays de la dictature, de la violation des droits de l'homme, et qui irait dans le sens

de la restauration des libertés démocratiques dans le pays.

A cet égard, vu l'état de délabrement extrême des libertés élémentaires sous Ahidjo, l'UPC considère comme indications fondamentales d'un minimum de volonté de changement

- a) la libération de tous les prisonniers politiques
- b) l'application dans les faits, par l'UNC, de l'article 3 de sa propre Constitution, qui prévoit l'existence de plusieurs "partis et formations politiques"
- c) le respect des droits de l'homme.

En tout cas, quel que soit le chemin qu'empruntera la nouvelle équipe de l'UNC, l'UPC prendra d'importantes décisions. Le pays doit absolument poursuivre la marche vers le changement démocratique et le progrès social, après 25 ans de dictature, de tueries, de corruption et de misère".

(Voir La Voix du Kamerun, n°32, novembre 82)

Cette déclaration informait également l'opinion nationale et internationale de la tenue du 3^e congrès de l'UPC, qui avait eu lieu peu auparavant.

La tenue du congrès de l'UPC exprimait certes la montée des forces de progrès dans le pays, mais encore plus précisément, elle signifiait que notre parti était désormais, à nouveau, en état d'exercer une influence significative sur le cours des événements nationaux. La tenue du 3^e congrès de l'UPC était manifestement un événement historiquement plus important que la démission du dictateur : cette dernière marquait en un sens, la fin d'une époque et d'un système que ses propres contradictions avaient acculé à la faillite, tandis que la première marquait le début d'une époque nouvelle dans la marche des forces kamerunaises de progrès et tout notre peuple vers des lendemains plus exaltants.

Dès le lendemain du 6 novembre, nous avons par ail

leurs attiré l'attention de notre peuple et de l'opinion sur le caractère précaire du replâtrage du régime auquel Ahidjo et ses amis avaient laborieusement travaillé. Le camarade Woungly Massaga, Secrétaire Général de l'UPC élu à l'occasion du congrès, écrivait :

" Le régime Biya (ou Ahidjo-Biya) est un monstre à deux têtes qui ne pourra pas survivre tel quel

....

Il est significatif que Biya observe lui aussi un mutisme total sur la crise qui vient de le porter à la présidence. Il se contente d'affirmer son loyalisme à l'homme (Ahidjo) auquel il doit tout, plutôt qu'au Peuple Kamerunais, auquel Biya, il est vrai, ne doit "rien". Le nouveau "Président" de notre pays ne tire en effet aucune légitimité du Peuple Kamerunais : il doit tout son pouvoir à Ahidjo qui tient le sien des troupes coloniales françaises. C'est précisément ce qui crée pour le pays une situation politique et institutionnelle extrêmement malsaine.

Dans la mesure où Ahmadou Ahidjo reste le maître du parti unique gouvernemental (l'UNC), et où il a flanqué Biya de Sadou Daoudou (Secrétaire Général à la Présidence avec rang de Ministre d'Etat), et de Bouba Bello Maïgari (Premier Ministre), sans parler d'autres hommes de main de son clan féodal du Nord installés à divers postes décisifs de l'appareil de l'Etat, comme Maïkano Abdou laye, ministre d'état des forces armées, Youssoufa Daouda, ministre de l'importante fonction publique, et Aminou Oumarou, qui surveille le ministre des affaires étrangères, etc..., nous nous trouvons aujourd'hui dans la situation extrêmement malsaine suivante qu'un simple citoyen, ancien chef d'Etat, a, en fait, la haute main sur le pays, tandis que son successeur et valet, jouant le jeu de la "fidélité d'ordre politique" (sic), assure un véritable intérim contrôlé.

Ce régime monstrueux à deux têtes ne sera pas plus viable que la dictature directe d'Ahidjo. Et si ce dernier a battu en retraite, nul doute que son valet, Paul Biya, n'a pas plus d'atouts pour bloquer le changement.

La crise qui a acculé Ahidjo à la démission ne pourra donc que s'approfondir : elle acculera Biya à la faillite s'il ne change pas de cap ".

(Voir *La Voix du Kamerun*, n° 32 déjà cité)

Par la suite, nous avons précisé encore plus notre ligne de conduite dans la mesure où, en raison de sa nouveauté, elle aurait pu surprendre et peut-être même désorienter plus d'un patriote. Nous ne demandions nullement des postes ministériels, nous ne demandions nullement à participer à un gouvernement de l'UNC, lequel n'a rien à voir avec un Gouvernement Provisoire d'Union Nationale pour la Démocratie le progrès et la paix" comme le prévoit le Programme Général du MANIDEM. Nous étions conscients qu'aujourd'hui dans le pays, de plus en plus de gens, y compris dans l'UNC, veulent le changement démocratique. Aussi, devons nous dire clairement à notre peuple que le pays se trouvait devant "*Une alternative claire*" qui fut formulé comme suit dans le n° 32 de notre organe central déjà cité, sous la signature du camarade Woungly Massaga :

" Premièrement

Si Paul Biya a le courage d'aiguiller le pays vers le changement démocratique, en commençant par les "indications fondamentales d'un minimum de volonté de changement" ci-dessus (page 92 ici,NDLR) l'UPC apportera son appui à cette orientation et encouragera les mesures gouvernementales, en s'orientant elle-même vers l'action-pacifique-et-légale-dans-la-mesure-des-libertés-démocratiques-garanties. C'est clair et net.

Deuxièmement

Si Biya Paul poursuit la même politique aveugle et malsaine qu'Ahmadou Ahidjo, le pays s'acheminera inexorablement vers une forme ou une autre d'insurrection des forces patriotiques et populaires, notamment vers la révolution armée. C'est aussi clair et net.

Nous ne sommes pas et nous n'avons jamais été des partisans de la violence pour la violence, de la clandestinité pour la clandestinité. Nous sommes pour la paix, la légalité et la démocratie. Mais ce n'est pas parce que le pays a déjà souffert de la guerre qu'il doit accepter pour des générations et des générations l'esclavage néo-colonial et la misère...." (La Voix du Kamerun, n° 32 cité).

Mais comment pouvait arriver le changement démocratique que tous les kamerunais (à l'exception de la poignée de partisans inconditionnels d'Ahidjo) appelaient de tous leurs vœux ?

" Dans la situation que traverse notre pays aujourd'hui, les patriotes kamerunais, tous ceux de nos compatriotes qui aspirent à un véritable changement pour la démocratie, le progrès et la paix, doivent éviter deux illusions particulièrement dangereuses.

La première consiste à croire que le changement démocratique ou même une mesure comme l'amnistie générale, peut dépendre de la seule volonté de Biya, en supposant que ce dernier ait désormais les mains libres par rapport aux autres chefs de file extrémistes de l'UNC et au lobby néo-colonial français...

La seconde consiste à faire dépendre le changement démocratique ou même une mesure d'amnistie générale, de l'intervention d'un parti étranger, en accordant a priori à une telle intervention une importance décisive...

Le danger de telles illusions réside en ceci qu'el-

les provoquent une fausse perception des événements et orientent donc l'action du mouvement révolutionnaire vers de fausses cibles principales...

Pour engager le Kamerun dans la voie du changement démocratique, pour arracher au "régime Biya" une mesure significative comme l'amnistie générale et inconditionnelle (la seule qui pourrait vraiment marquer le début d'une situation nouvelle et autoriser à parler valablement d'un nouveau régime), l'intervention des Kamerunais eux-mêmes de toutes les Kamerunaises et de tous les Kamerunais tant soit peu patriotes, est la vraie solution"

(Voir *La Voix du Kamerun*, n°33, décembre 82)

Ainsi notre parti faisait émerger la seule véritable solution : développer l'intervention populaire.

Les stratégies du néo-colonialisme, habitués aux faibles des innombrables "*coups fatals*" que le quotidien bien-pensant *Le Monde* a déjà assénés à l'UPC depuis des temps immémoriaux, ne s'attendaient sans doute pas à une intervention de l'UPC sur la scène politique kamerunaise de sitôt. Ils ne savaient pas grand chose sur l'UPC depuis des années.

La clandestinité à laquelle notre parti avait été forcé de se soumettre, se retournait ainsi contre ses auteurs. Il leur fallait déchanter.

Dans ces conditions, la réapparition soudaine et bruyante d'Ahmadou Ahidjo, dès janvier 1983, sur la scène politique, brassant beaucoup de vent et tentant d'occuper beaucoup d'espace, avait une signification et un objectif très clairs : il s'agissait de faire catégoriquement obstruction à toute tentative de changement démocratique.

La bataille continuait de plus belle.

II - PREMIER TRIMESTRE 1983

par James Ndick

1. Les faits marquants du trimestre

Au début de l'année 1983, la stratégie de Biya reste couverte d'un épais brouillard, et elle s'exprime par le biais d'une tactique consistant essentiellement à répandre des rumeurs.

On raconte ainsi, par exemple, que *"Biya va changer beaucoup de choses, mais il faut lui laisser un peu de temps, qu'il se retourne un peu"*. A la remarque que les amis d'Ahidjo, dont on sait qu'ils s'agitent déjà dans le pays, ne vont peut-être pas laisser faire "comme ça", on vous répond que *"Biya a plus d'un tour dans son sac; d'ailleurs, il semble même que c'est un ancien upéciste; d'autres disent même qu'il est toujours de l'UPC; mais chuuuttt, faut pas le dire trop haut, car on ne sait jamais. Mais vous verrez, patientez un peu"*. ... La forme la plus élaborée et du coup la plus pernicieuse de ce cinéma est sans doute la théorie du mandat de l'autre, mise en diffusion pratiquement dès le 6 novembre même. Cette théorie séduisante et assez originale raconte en gros que *"Biya ne peut rien faire avant 1985, car jusque là, il ne fait que terminer le mandat de l'autre et n'a pas encore son propre mandat. Il faut donc attendre 1985, quand Biya aura son propre mandat, et c'est seulement alors qu'il pourra appliquer sa propre politique, et qu'on pourra vraiment le juger"*.

L'UPC engage alors un combat public contre cette théorie démobilisatrice qui vise ni plus ni moins, à endormir les masses et donc à laisser les mains libres à Biya et, par voie de conséquence, à tous les clans de l'UNC.

La situation se ramène de plus en plus à ceci : d'un côté, le régime alimente les espoirs de changement, et de l'autre côté, il prend des dispositions pour que

le peuple ne bouge pas, et le laisse faire tranquillement ce qu'il veut; qu'il laisse Biya tranquille pendant 2 ans et demie, sans rien lui demander, sans même exiger la moindre clarification sur la politique que le nouveau président entend poursuivre. Cela ressemble fort à un scénario pour un acteur unique.

I - JANVIER : CALME APPARENT EN SURFACE INTENSE ACTIVITE EN PROFONDEUR

L'année semble donc commencer dans une atmosphère relativement calme. Les bourgeois ont bien mangé et bien bu pendant les fêtes, et ils cuvent le champagne. Dans *Cameroon Tribune* (1,2,3 janvier), Bando lo et ses copains ont imposé de désigner, "*avec objectivité, en ne craignant pas le jugement de leur choix, Ahmadou Ahidjo, homme de l'année 1982*". Si-radiou Diallo, pour ne pas manquer une occasion historique, fait de même dans *Jeune à Fric*. Plus que jamais, Ahidjo avance vers le Trône des Héros Vivants de l'Histoire, puisque M. Biya lui-même, ne laisse passer aucune, mais absolument aucune occasion, d'encenser son prédécesseur. Pour les observateurs superficiels, l'UPC "tombe complètement à côté de la plaque", en prétendant qu'il y a à la tête du pays un "*bicéphalisme*" qui ne durera pas.

Le peuple lui, se débat dans la misère qui, chaque jour, l'assaille toujours plus. Et il espère que Biya va faire quelque chose. Il a tendance à attendre. On invente des "trucs" pour encourager cette manière de voir. Par exemple, la marque de bière NOBRA a été transformée en "*NOble Boulou a Renversé Ahidjo*" (le noble Boulou étant Biya évidemment), ce qui laisse entendre qu'il ne peut que faire d'autres miracles...

Mais le calme apparent est pourtant pontué de quelques faits qui traduisent que la crise de l'UNC con-

tinue et même s'aggrave. Et que, face à cette situation, en parti responsable, l'UPC a pris des initiatives en vue de faire avancer l'action pour le changement.

1. L'épisode Moussa Yaya et autres

Le 10 janvier, un communiqué de l'UNC annonce subitement l'exclusion définitive du "*complotteur Moussa Yaya Serkifada, et 3 autres personnalités : Ibrahim Ninga Songo, Bienvenu Atemengue et Prosper Mbassi, pour attitude jugée inadmissible pour l'unité du parti*". Moussa Yaya, c'était un des bras droits d'Ahidjo. Il fonda l'UC avec Ahidjo. S'il est chassé de l'UNC comme un vulgaire malfrat, c'est qu'il a sûrement fait quelque chose de très grave. Mais le communiqué officiel n'en dit rien. Même les membres de l'UNC doivent se contenter de la rumeur. Que s'est-il donc passé ?

Ahidjo fait raconter que, conscient du choc (nà!) que son départ avait causé dans le pays, il aurait de mandé à Moussa d'aller expliquer le sens de sa démission aux populations et aux militants du parti. Or, délaissant la mission qui lui aurait été confiée, Moussa se serait lancé dans une violente campagne de dénigrement du geste "génial" de l'autre, racontant par exemple à nos compatriotes du Nord du pays que "*Ahidjo est un traître. Quand nous avons pris le pays en mains, le Cameroun n'était rien. Maintenant le voilà qui donne le pouvoir aux sudistes. Il nous laisse tomber*".

Que Moussa Yaya ait tenu ces propos ou non a finalement peu d'importance relativement à ceci : Moussa a, amassé, en 24 ans de régime de l'UNC dont il était une sorte d'Archiduc (si Ahidjo était l'Empereur) une fortune colossale. Peu après qu'il ait ainsi été chassé de l'UNC, des fuites trop belles pour ne pas avoir été organisées en haut lieu, permettaient à notre *Cameroon Tribune* de révéler, dans son numéro du mercredi 9 janvier 1983 (anti-datage évident), que

la seule fortune immobilière de Moussa s'élevait à au moins 4,5 milliards CFA ! Mais tenez-vous bien, le courage de Bandolo ne fut pas bien loin, puisqu'en fait de *Cameroon Tribune*, c'est l'édition anglaise qui publia l'information, sous la plume de Richard Ngwa Nyamboli. Sans doute fallait-il limiter le nombre de kamerunais à savoir une chose pareille, pour ne pas scandaliser trop de monde.

Alors, ce contre quoi s'élevait Moussa Yaya, c'était moins une hypothétique trahison politique d'Ahidjo, que le risque qu'il croyait déceler dans les menaces, pourtant essentiellement verbales de "*moraliser la vie nationale*", menaces verbales que lançait timidement M. Biya sous des applaudissements aussi hypocrites que nourris de ceux-là même qui avaient visiblement ôté toute morale du pays. Moussa savait mieux que quiconque qu'au Kamerun, vouloir moraliser les affaires, vouloir assainir la situation des sociétés d'Etat dont il était président, vice-président ou administrateur d'au moins une dizaine, passait invariablement par s'attaquer à des gens comme Moussa Yaya, ou alors on ne fait que causer pour rien. Voilà le sens de sa révolte.

Son exclusion, prononcée en même temps que celle de quelques autres membres du parti dont les fautes étaient d'une tout autre nature, n'avait pour but que de semer la confusion et de tromper le peuple. Ahidjo tenta de s'approprier tout bénéfice qui pouvait découler de l'opération en insistant pour qu'il soit claironné partout que c'est lui qui avait été à l'origine de la sanction.

2. Un malade mourrant bien bizarre

Le 10 janvier toujours, Ahidjo faisait annoncer qu'il se préparait à faire la tournée des provinces du pays et qu'il passerait dans tous les chefs-lieux : Bafoussam, Bertoua, Buéa, Douala, Garoua et naturellement Yaoundé.

Interrogé par Bandolo sur la signification qu'il convenait de donner à cette tournée, le dictateur déclara, dans un élan de modestie à vous surprendre :

"... Parce que je suis conscient du choc provoqué au sein du peuple par ma démission, (il s'agit) de demander aux militantes et aux militants de l'UNC, d'accorder le même soutien total et sans réserve à mon successeur à la tête de l'Etat, pour lui permettre d'assurer les tâches qui l'attendent dans les meilleures conditions "

(Voir *Cameroon Tribune*, 30-31 janvier 1983)

S'il s'agissait de cela, rien n'empêchait Ahidjo d'aller dans les provinces flanqué de Biya, pour le présenter au peuple, directement, publiquement. Et si Biya, en raison des multiples problèmes qui assaillaient le peuple et auxquels, malheureusement, il ne s'attaquait d'ailleurs pas, si donc Biya ne pouvait pas encore faire un tel voyage, rien n'obligeait Ahidjo de l'entreprendre à ce moment précis. Rien, sauf si la raison invoquée n'était pas la bonne. En d'autres termes, en observant attentivement le comportement des deux chefs du régime, on pouvait déjà se rendre compte que des grincements de dents se faisaient jour, que la mécanique n'était pas (encore?) bien "huilée", selon l'expression alors utilisée par un journaliste africain.

De fait, que pensaient alors eux-mêmes, Ahidjo et Biya à ce sujet ? Écoutons les.

AHIDJO :

" Il n'y a pas de dualisme ou de bicéphalisme dans l'exercice du pouvoir. Le parti et le gouvernement ont chacun un domaine de responsabilités bien défini et distinct. Le parti définit les orientations de la politique nationale. Le gouvernement applique celle-ci compte tenu de nos possibilités et des aménagements qu'appellent les réalités concrètes et les circonstances. Si chacun joue loyalement son

rôle (Ahidjo décide, Biya applique, J.N.) dans le cadre de la collaboration qu'implique notre régime de démocratie gouvernante, il saurait y avoir d'équivoque.

M. Biya est chef de l'état à part entière et il ne saurait y avoir dualité mais complémentarité entre son action et la mienne, et il n'existe pas de dissensions entre nous (menteur, puisqu'en août, il dira que "peu après le 6 novembre 1982, la phobie du coup d'état s'est emparé de l'autre"! NDLR).

Le malentendu proviendrait du fait que certains (c'est qui ça encore ? J.N.) souhaiteraient ne plus me voir à Yaoundé. Il faut cependant qu'ils s'accrochent de ma présence et se résignent à me voir". (Cameroon Tribune, 30-31 janvier, déjà cité)

BIYA

"Le chef de l'état définit la politique de la nation"

En cela, ce dernier se conformait effectivement à la Constitution, article 5, Constitution qu'Ahidjo avait lui-même imposée au pays pour les besoins de sa dictature sanglante. Manifestement, Biya ne voulait pas être un simple garçon de course.

Il est donc aussi clair que seuls ceux qui ne voulaient rien voir pouvaient encore ignorer non seulement le bicéphalisme de fait à la tête du pays, mais encore le fait qu'une lutte sourde était déjà engagée entre les deux présidents pour en finir avec ce dualisme.

3. Deux initiatives inédites de l'UPC

C'est dans ce contexte que l'UPC prit deux initiatives majeures destinées à faire avancer l'action en vue du changement que, visiblement, Ahidjo et ses partisans voulaient étouffer dans l'oeuf.

D'abord, le Comité Central de l'UPC arrêta l'orientation générale, dans une importante Déclaration de sa

2è session plénière. Ensuite, le Secrétariat du Comité Central, dans une initiative hardie, adressa une lettre à M. Biya pour le mettre devant ses responsabilités face à notre Peuple. Dans la mesure où le texte intégral de cette lettre sera bientôt rendu public dans une brochure à paraître qu'éditera notre parti, nous n'insisterons pas dessus ici. Nous parlerons donc surtout de la Déclaration du Comité Central.

La Déclaration du Comité Central de l'UPC, rendue publique le 26 janvier, disait notamment ceci :

" Le gouvernement de M. Paul Biya ayant entamé la libération des prisonniers politiques, l'Union des Populations du Cameroun (UPC) déclare solennellement devant l'opinion nationale et internationale, qu'elle se tient prête à envoyer une délégation à Yaoundé pour poser le problème de sa légalisation et discuter de l'ensemble des questions liées à la démocratie dans notre pays " (Voir par exemple *La Voix du Kamerun*, n° 34, janv.-fév. 83)

Pour bien comprendre le sens de cette double démarche de notre parti, il importe de la situer dans le contexte mouvant du moment. Depuis quelques semaines (et les événements vont alors vite, comme si le mouvement social voulait rattrapper "le temps perdu" par plus de 20 ans de blocage par la dictature d'Ahidjo), Biya laisse l'impression (et sa campagne de rumeurs développe cette impression) de faire l'effort de mieux comprendre la situation qui prévaut dans le pays, et d'être, dans une certaine mesure, disposé à engager une transition démocratique, même timide. Il laisse dire qu'il souhaiterait dialoguer avec l'opposition ; il libère quelques prisonniers politiques. Ce n'est pas beaucoup, mais par rapport au système crispé pendant 20 ans et totalement bloqué d'Ahidjo, les masses ont le sentiment de vivre une "vraie libération", de "respirer". D'autant que quelques "gadgets" leur sont donnés :

on n'est plus obligé d'attendre des heures durant sous le soleil sous prétexte que "Son Excellence" revient d'un voyage, et autres lubies du dictateur...

Au total, quand s'achève le mois de janvier, l'observateur attentif sait que nous sommes à la veille de nouveaux rebondissements. Et il n'a pas tort.

II - INITIATIVES DE L'UPC EN FEVRIER, POSITIONS CONTRADICTOIRES DE BIYA

Les événements du mois de février ont une importance considérable et, à certains égards, révèlent les positions fondamentales des forces en présence.

1. Première conférence de presse upéciste depuis plusieurs dizaines d'années

Le 11 février, le Secrétariat du Comité Central de l'UPC organise une conférence de presse à Paris. Etant donné le statut imposé à l'UPC en France par la droite française depuis plus de 20 ans, cette rencontre avec les journalistes est semi-clandestine. Ce sont les camarades Siméon Kuissu, Secrétaire Général Adjoint (chargé des finances) du parti, et Daniel Ngon, Secrétaire du Comité Central et Responsable du Département International du CC, qui parlent au nom du parti.

Etant donné que M. Biya doit effectuer une visite officielle en France quelques jours plus tard, il ne lui est possible de contourner totalement les questions politiques essentielles qui se posent au pays et auxquelles les kamerunais attendent des réponses. Nos camarades rappellent les trois conditions minimales posées par notre parti depuis le 7 novembre 1982 et renouvellent notre proposition d'envoi d'une délégation à Yaoundé. Manifestement, la balle se trouve dans le camp de M. Biya. Pour une "première", cette

conférence a un retentissement certain tant dans la presse écrite que dans des radios en Afrique.

2. La visite officielle de M. Biya en France

La visite qu'il effectue en France les 15 et 16 février constitue aussi son premier contact sérieux, en tant que chef d'état, avec l'extérieur. Quelques commentateurs diront qu'il s'agit d'une "*quête de légitimité*" de sa part, formule qui trahit l'idée selon laquelle la présence d'Ahidjo commence à se faire agaçante et pesante, un Ahidjo pratiquement revenu aux affaires, et qui se comporte de plus en plus comme une espèce de "Premier Président" dont Biya ne serait que le "Second", cependant que, dans une sorte de manoeuvre d'encerclement de l'intérieur, Boubou Bello Maïgari, pourtant Premier Ministre nommé par Biya, se comporte ostensiblement comme le "Troisième Président" prêt à faire face à toute éventualité...

La visite est préparée par la grande presse comme d'habitude, c'est-à-dire avec force bruit dans les journaux français importants. Fidèle à lui même, le quotidien *Le Monde* donne des interviews et accorde des pages de publicité. Dès ce moment, chacun sent que l'UPC occupera une place importante dans cette visite.

C'est d'abord l'interview au *Monde* qui donne le coup d'envoi à ce sujet. Répondant à une question qui lui est posée sur le multipartisme, le président Biya lance officiellement sa fameuse théorie fumeuse des 200 ethnies et se livre à une autocritique de taille sur le caractère insuffisamment démocratique du parti unique UNC, ce qui est déjà de nature à faire tressailler Ahidjo et ses inconditionnels. Voici ce qu'il dit :

" L'unité nationale est trop récente pour permettre une telle évolution (vers le multipartisme, NDLR) Le Cameroun est composé de plus de deux cents ethnies, et le moment n'est pas venu pour le pluripar-

tisme. Presqu'aussitôt créés, les nouveaux partis politiques risqueraient d'épouser les contours des principaux groupes ethniques, comme ce fut le cas jusqu'en 1966, date où fut institué le parti unique. En revanche, nous sommes fermement résolus à démocratiser ce parti, ne fût-ce qu'en y élargissant le débat politique entre dirigeants et militants". (Voir Le Monde, 15 février 1983).

En refusant de légaliser notre parti sur la base d'une argumentation aussi légère, se mettant ainsi en contradiction avec la Constitution qu'il avait juré de respecter, M. Biya faisait donc un aveu de taille à l'opinion internationale : l'UNC n'est pas démocratique, il n'y a pas de débat en son sein. Ce que confirment du reste les textes de ce parti.

Cette interview avait été publiée peu avant le début de sa visite. Aussi, les journalistes, qui avaient, quelques jours auparavant, assisté à la conférence de presse de l'UPC, se firent-ils un devoir de lui de mander des éclaircissements au sujet de l'UPC.

Dans une démarche non exempte de bizarrerie puis qu'il abordait un problème de cette importance, pour la première fois, non seulement à l'étranger mais en core en sortant à peine de ses entretiens avec un chef d'état étranger, M. Biya déclara sur le perron du palais présidentiel français de l'Elysée où venait de le recevoir M. Mitterand la chose suivante :

" L'UPC en tant que telle n'a pas d'existence légale au Cameroun. Il y a des Camerounais qui se réclament de cette tendance. S'ils veulent rentrer au Cameroun, ils peuvent le faire "

(Le Figaro, 16 février 1983)

Bien que venant après les déclarations légères au Monde rapportées ci-dessus, ces phrases constituaient une nouvelle gifle politique à Ahidjo, dont la politique avait consisté, pendant plus de 25 ans, à faire le silence sur le nom même de l'UPC pour enfon-

cer notre Peuple l'oubli de sa propre Histoire et lui ôter toute espérance, sans parler des upécistes tués, torturés, emprisonnés ou contraints, pour certains, à l'exil. Le nom de l'UPC sur les lèvres d'un chef de l'état kamerunais, c'était, du point de vue du dictateur déchu, *"une légalisation de fait de l'UPC"*. Cette irritation d'Ahidjo n'était pas entièrement sans fondement puisque, depuis ces phrases, considérées à tort par beaucoup de kamerunais comme une "autorisation officielle et définitive du président pour le retour des upécistes exilés", le nom de l'UPC est à nouveau sur des milliers de lèvres de kamerunais. Même Bandolo a pu l'écrire une fois dans son journal

Aux kamerunais qu'il reçoit, et auxquels il demande d'être solidaires du destin national, M. Biya s'adresse en ces termes :

" Oui, je l'affirme ici avec force, il n'y a pas, il ne saurait y avoir sur le vaste et unique chantier de l'édification du Cameroun, des Camerounais à part mais des Camerounais à part entière, des Camerounais qui, respectueux des institutions nationales et des lois de la république, ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, des Camerounais qui, enfants d'une même patrie, doivent participer pleinement, sans prévention ni conditions, mais au contraire dans l'ardeur patriotique et le loyalisme, à l'édification de leur jeune pays ".

(Cité par *Cameroon Tribune*, 17 février 1983)

L'UPC pour sa part, relève qu'elle ne viole aucune loi, au contraire de l'UNC qui viole sa propre Constitution.

Par ailleurs, "l'autorisation" donnée par M. Biya, président du Cameroun, aux upécistes exilés de rentrer s'ils le désiraient, rendait désormais quelque peu anachronique les mesures répressives (genre interdiction de séjour) prises par tel ou tel pays étranger contre des upécistes, dirigeants ou non. Le

Secrétariat du Comité Central attirait l'attention de l'opinion sur cet aspect des choses et chargeait le camarade Siméon Kuissu de rencontrer à nouveau la presse pour donner le point de vue de l'UPC sur les événements qui avaient marqué la visite de M. Biya en France, et les déclarations qu'il avait faites.

3. Appréciation par l'UPC du "petit pas positif"

Ce point de vue, que le camarade Kuissu exposa à la presse dans une conférence de presse le 25 février, c'était d'abord que notre parti, tout en relevant les contradictions et la légèreté de l'argumentation du président de la république, "*considérait comme un petit pas positif*" sa déclaration sur le perron de l'Elysée. En même temps, confirmant notre volonté d'envoyer une délégation à Yaoundé, nous rendions publique la liste de 13 camarades désignés pour faire partie de la délégation.

Dans le camp réactionnaire, cette position fit l'effet d'une véritable bombe. Dans le pays, ce fut une véritable explosion de joie : on se demandait constamment quand est-ce que la délégation de l'UPC allait arriver.

A la fin du mois de février, Ahidjo et son clan pouvaient faire un bilan pas très positif pour eux : Biya prenait des initiatives à leurs yeux saugrenues, allant jusqu'à légaliser de fait l'UPC; et l'UPC n'arrêtait pas de harceler politiquement le régime, à partir de positions et d'arguments dont tout le monde de bonne foi reconnaissait le bien-fondé. Il fallait préparer une contre-offensive, et vite.

III - EN MARS, CONTRE-ATTAQUE DU CLAN

Le fait le plus significatif de l'actualité politique au cours du mois de mars, c'est la réunion du Bureau Politique et de la 9^e session plénière du Comité Cen-

tral du parti unique UNC, le 22 mars.

Cette réunion est importante. Il s'agit d'une véritable contre-attaque du clan réactionnaire, dont le recul a été net en février.

Le clan commence par frapper sèchement un *Groupe de Réflexion* qui s'était constitué dans la section de France de l'UNC, groupe qui dénonçait toutes les tares bien connues de l'UNC par tous les kamerunais qui réfléchissent un peu; et qui se prononçait plutôt pour la primauté de l'Etat sur le parti. Sabal Lecco et Aminou Oumarou furent chargés de la "normalisation". Le Comité Central, disait sa décision, "*a entériné les sanctions (d'exclusion) proposées par le Bureau élargi de la Section de France à l'encontre des principaux responsables du Groupe de Réflexion de l'UNC, pour attitude fractionniste et indiscipline*" (Cameroon Tribune, 23 mars).

Après quoi, le clan contraint M. Biya et ses partisans à battre en retraite à propos de sa déclaration sur le perron de l'Elysée. D'après le communiqué officiel de la session du Comité Central, visiblement rédigé sous la dictée d'Ahidjo en personne, non seulement M. Biya ne reprend plus ses propos à Paris, mais encore, pire, ceux qui lui sont (à tort ou à raison) attribués constituent un véritable reniement silencieux de ses paroles. En effet, selon le communiqué publié le 23 mars dans *Cameroon Tribune*,

" Le chef de l'Etat a profité de l'occasion de cette visite (en France) pour réaffirmer que seul le parti de l'Union Nationale Camerounaise a une existence légale au Cameroun, étant entendu que les Camerounais résidant à l'étranger peuvent à tout moment rentrer au pays pour participer à l'oeuvre de construction nationale, dans le respect des institutions des lois et des règlements du pays "

Le communiqué précise bien que la session s'est tenue "*sous la présidence de Ahmadou Ahidjo, en présence de Paul Biya*", précision qui, vu le contexte, a

une signification politique évidente, montrant que le "patron" lui-même était à la barre, et que Biya assume comme tous ses pairs le contenu du communiqué.

Toujours est-il que le recul est net : on ne parle plus du tout d'UPC, et, en fait, on appelle ceux des kamerunais qui vivent en exil et qui veulent se rallier à l'UNC à le faire sans tourner autour du pot. Or, cet appel en lui-même est une façon de reconnaître indirectement l'importance de l'UPC, l'importance du retour des upécistes exilés, qui ne sont pas des exilés comme les autres puisque, pour un kamerunais exilé quelconque, point n'est besoin, pour son retour que le président de la république dise quelque chose de spécial, encore moins est-il besoin que toute une session plénière du Comité Central de l'UNC en fasse son affaire.

2. L'activité de l'UPC durant les trois mois

Il s'agit ici des éléments (en plus de ceux qui ont déjà été signalés plus haut) de l'activité politique publique, dans la mesure où les upécistes et leurs camarades du MANIDEM menaient, en même temps toutes sortes d'activités d'agitation, d'organisation et autres. Outre ce qui a donc été relevé dans le chapitre précédent, notre activité est orientée vers trois directions spécifiques, avec trois objectifs précis devant concourir à approfondir le mouvement pour le changement démocratique en y faisant intervenir, sans attendre, les masses kamerunaises.

I - LE PRESIDENT BIYA EST LE PRESIDENT

En réponse à la théorie consistant à prétendre que M. Biya ne faisant encore que "*terminer le mandat de l'autre*", il fallait le laisser tranquillement faire ce qu'il voulait sans rien lui demander du tout, notre parti faisait remarquer que c'est là

".. Une théorie bizarre, logiquement inconsistante, constitutionnellement fausse et politiquement inacceptable parce que dangereuse..."

Paul Biya est le président de la république. Paul Biya est pleinement responsable de sa politique. Le Peuple Kamerunais doit le juger dès maintenant sur ce qu'il fait et ne fait pas depuis le 6 novembre 1982...

L'argument selon lequel il ne faut rien demander à Paul Biya, parce qu'en fait, on ne peut pas le

juger avant 1985 puisqu'il ne fait encore que terminer "le mandat de l'autre", pendant...deux ans et demi, cet argument donc, est constitutionnellement faux. C'est un non-sens juridique...

Cette théorie insinue subrepticement, comme à la dérobée, sans en avoir l'air, l'idée fondamentale selon laquelle, en 1985, c'est déjà cuit. Car c'est Biya qui sera automatiquement élu président...

Ce qui est pourtant vrai, ce dont chacun doit être profondément conscient, c'est que bonne foi ou pas, toute personne qui colporte cette théorie, ou même qui se la met dans un coin du crâne, même sans la répéter à un autre, fait en réalité la propagande de l'UNC..."

(Voir l'éditorial du n° 34, janvier-février 1983, de *La Voix du Kamerun*).

Quand on connaît la suite, les complots fomentés par la bande d'Ahidjo, on se rend compte combien était juste l'argumentation que développait ici le camarade Elenga Mbuyinga.

Par ailleurs, ceux qui voulaient attendre 1985 pour porter un quelconque jugement sur la politique de M. Biya, après l'avoir "vu à l'oeuvre" pendant 2 ans ceux-là sont à présent bien malins, après que le nouveau président, non seulement ait pris l'UNC en charge, mais encore à retailé la Constitution à sa mesure pour enfin précipiter son"élection" dès janvier 1984, avec, en prime, les mêmes méthodes de candidature unique, de truquage des votes, et de proclamation de 99,98%, quelques jours à peine après des grèves un peu partout, sans parler des émeutes à Bamenda. Bref, passons à autre chose.

II - MAIS BIYA EST DIFFERENT D'AHIDJO

Pousser l'argumentation précédente aussi loin qu'il

fallait était également nécessaire parce qu'il fallait bien montrer aux masses que, M. Biya ayant déjà le pouvoir, il devait s'en servir et n'avait qu'à s'en servir notamment pour se démarquer nettement du dictateur démissionnaire. De la sorte, il fallait bien montrer que, les conditions même de son arrivée au pouvoir faisaient obligation à Biya de ne pas être comme son prédécesseur, à moins de prendre de gros risques, pour lui-même et pour le pays. Il devait s'orienter vers une ouverture politique démocratique réelle, concrète. Or, la théorie décrite précédemment consistait justement à raconter que, bien que désireux de changer effectivement les choses, M. Biya était paralysé du fait qu'il n'avait pas encore son propre mandat, puisqu'il ne faisait encore que "*finir le mandat de l'autre*"...

D'ailleurs, tout ceci mettait aussi en évidence le bi céphalisme dont nous avons déjà parlé dès novembre 1982 (éditorial du camarade Woungly Massaga dans le n° 32 de *La Voix du Kamerun*). Les tensions de plus en plus vives entre Ahidjo et Biya n'étaient pas une vue de l'esprit, et seuls ceux qui ne voulaient pas les voir ne les voyaient pas encore. Il était déjà visible que ces tensions découlaient "*des contradictions qui opposent leurs intérêts immédiats et les aspirations des forces de classe qu'ils représentent*", comme le notait le camarade Massaga dans sa brochure *Le Peuple trompé*, publiée en mai 1983.

Afo Akom écrivait à ce sujet que

" Ce qui se passe au Kamerun aujourd'hui, ce n'est pas la lutte du Sud contre le Nord. Ce qui se passe, c'est qu'une poignée de féodaux du Nord corrompus et sanguinaires veulent à tout prix garder la main-mise sur l'état pour continuer leur politique malfaisante, au Sud comme au Nord du pays car ces gens là font beaucoup de mal au Nord-Kamerun. Les ouvriers et les paysans y vivent dans une misère qu'on imagine à peine au Sud ".

(Article dans le n° 34 de *La Voix du Kamerun*)

Au cours d'un meeting public à Strasbourg dans l'est de la France, sur le thème *"Perspectives démocratiques au Kamerun après la démission d'Ahidjo"*, meeting auquel il participa, Siméon Kuissu, commentant l'exclusion de Moussa Yaya de l'UNC, déclara : *"en fait, le tort de Moussa Yaya, c'est d'avoir dit trop haut et trop tôt, ce que Ahidjo pense tout bas"*

Notre parti insistait donc pour que les masses populaires interviennent dans le processus en cours, de manière à pousser le président Biya à faire preuve de courage politique pour engager le pays dans la voie d'un changement démocratique, en neutralisant les forces rétrogrades du *"clan pervers d'Ahidjo"*.

III - ARGUMENTS FAIBLES CONTRE L'UPC

Nous avons également à montrer à notre peuple et à l'opinion internationale l'inconsistance des arguments sur lesquels se basait le refus de légaliser notre parti et d'instaurer le multipartisme dans les faits alors même qu'il est clairement inscrit dans la Constitution du pays.

Dans un éditorial au titre judicieux, Jean-Marie Piembou écrivait à la fin du mois de mars en posant la question *"L'unité nationale contre la démocratie?"* :

"Non seulement il est dangereux et pas sérieux de prétendre opposer à la volonté de démocratie la nécessité d'union nationale, mais aussi il est clair à la moindre analyse du problème, que la démocratie est justement le seul moyen pour stimuler l'intégration nationale, et qu'elle est ainsi une nécessité pour l'unité nationale, la vraie, celle qui est fondée sur l'unité du peuple et non l'unité nationale version UNC..."

L'unité nationale ne peut pas servir de prétexte à un pouvoir autocratique. La démocratie est nécessaire pour l'unification nationale. A l'heure ac-

tuelle encore, le peuple kamerunais est exclu de la vie publique. Il est faux de prétendre que c'est pour l'unité nationale ".

(Voir La Voix du Kamerun, n° 35, mars-avril 83)

Ainsi, le premier trimestre 1983 a donné lieu à une activité politique intense de l'UPC (comme aussi du reste, de la part des autres forces politiques véritables du pays). A la suite d'initiatives parfois hardies et inédites, l'UPC a au moins en partie, contribué à poser de façon incontournable des problèmes qui, depuis des années, étaient devenus tabous dans le pays, réveillant ainsi en partie de larges couches de la population dont on aimait volontiers dire dans certains cercles, qu'elles ne comprenaient rien à rien.

Il est à présent intéressant de noter quelles furent les réactions de la grande presse au cours de cette période.

3. Les réactions de la presse

Nous avons déjà vu comment une version entièrement fabriquée à Paris, lancée par le quotidien *Le Monde*, selon laquelle la santé et la lassitude avaient été les causes de la démission d'Ahidjo, comment donc une pareille version, bien que d'une totale inconsistance avait fait "la une" de plusieurs journaux qui en avaient profité pour se faire de l'argent.

Nous avons vu comment, alors que l'UPC annonçait dès novembre 1982, qu'Ahidjo avait imposé un bicéphalisme de fait à la tête du pays, tout le monde prétendait ne rien voir à ce sujet, jusqu'en décembre 1982 au moins.

Il faut à présent continuer à observer attentivement les réactions de cette presse au fil des mois, et en particulier au cours du premier trimestre de 1983.

I - FACE AUX TENSIONS ENTRE AHIDJO ET BIYA

La presse française commença timidement à faire comme s'il y avait un certain "dualisme" (et non pas bicéphalisme, notez-le bien!), peu avant la mi-janvier par un article du journal *Libération*. Celui-ci, commentant l'exclusion de Moussa Yaya, écrit alors :

" Ces mesures viennent confirmer (!) pour la première fois publiquement les tensions qui semblent exister entre M. Biya et son prédécesseur qui, tout en ayant abandonné volontairement ses fonctions pour raison de santé (là il exagère quand même!) entend conserver un rôle sur la conduite des affaires du pays, et aurait exprimé des désaccords avec certaines initiatives de son successeur " (11.1)

Le journal du Parti Communiste Français lui, est plus net, puisqu'il écrit peu après que "*Monsieur Ahidjo n'a pas renoncé, après vingt deux ans de pouvoir, à intervenir dans les affaires du pays. D'où une dualité qui ne rend pas facile la tâche du nouveau président*". (Voir L'Humanité du 15 février)

Mais pour le journal de M. Béchir Ben Yamed et son ami Siradiou Diallo, "tout ça, ce sont des histoires". En effet, *Jeune à Fric* raconte toujours que

" Ahidjo joue le jeu... Voilà qui coupe court aux rumeurs faisant état de frictions entre l'ancien président et son successeur ". (26 janvier, Diallo)

" Ce retour du président Ahidjo (allusion à la tournée effectuée dans les provinces du 23 au 29 janvier, J.N.) était dans la logique des choses après les réactions diverses provoquées dans le pays par sa démission ". (16 février, Guetny)

Mais alors, s'il s'agissait seulement de "calmer les réactions", pourquoi Ahidjo lui-même raconte-t-il à qui veut l'entendre que, dans le système en place, le parti a la primauté sur le gouvernement c'est-à-dire l'Etat ? Une telle question ne vient même pas à l'esprit des journalistes de *Jeune à Fric*. Ce journal rapporte bien les propos de Moussa Yaya contre le changement (qu'il déclare ne pas aimer), taxant Ahidjo de "traître". Mais, ils ont, à Jeune Afrique, la douce explication suivante de l'exclusion de Moussa: "*Il (Ahidjo) asseoit son autorité (celle de Biya), se charge même, l'immense popularité dont il jouit après sa démission le lui permet, des basses besognes*" (n° 1154 du 16 février, déjà cité). Il asseoit tellement l'autorité de Biya, qu'il raconte partout que celui-ci doit exécuter les décisions du parti (c'est-à-dire de M. Ahidjo).

Que raconte au même moment notre *Cameroon Tribune* nationale ? Répétant encore sottement ce que racon-

te Ahidjo, qualifié par Sabal Lecco en début janvier (n° daté 1,2,3 janvier 1983) de *"grande figure de notre continent et même, sans fausse modestie, de notre planète"*, le journal dirigé théoriquement par Zambou Zoléko, mais en fait par Bandolo, rapporte dans son n° daté 30-31 janvier les propres propos du dictateur : *" Il n' y a pas de dualité dans l'exercice du pouvoir là où il s'agit de complémentarité entre le parti et le gouvernement qui ont chacun son domaine de responsabilités bien défini et distinct "*. Très bien. Il est vrai que, fin août, le même journal dirigé par les mêmes hommes, racontera exactement le contraire, en reprenant à 100,98% les thèses de M. Biya sur cette question.

II - LA PRESSE ET L'ACTIVITE DE L'UPC

Le jour même, 11 février, où les camarades Kuissu et Ngon rencontrent les journalistes dans la première conférence de presse de l'UPC depuis des dizaines d'années, *Radio France Internal* en diffuse de larges extraits à plusieurs reprises.

Dans *Le Matin de Paris* daté 12 février, Elio Comarin écrit : *" L'opposition veut être légalisée; l'Union des Populations du Cameroun veut envoyer une délégation à Yaoundé pour demander l'instauration du multipartisme "*. Après avoir noté que cette conférence de presse est un *"évènement de taille"*, il poursuit en écrivant que les dirigeants de l'UPC *"ont reconnu au nouveau président qui a succédé à Ahmadou Ahidjo en novembre dernier, un certain esprit d'ouverture, et se sont félicités de la libération de quelques prisonniers politiques"*. Puis il remarque judicieusement que *"cette initiative (la conférence) fera l'objet des entretiens de Paul Biya avec François Mitterand"*. On sait déjà que, c'est en sortant de ses premiers entretiens avec ce dernier, que le président Biya, sur le perron même de l'Elysée, lan-

cera sa fameuse phrase sur le retour des upécistes en exil, phrase qu'il reniera de fait par la suite.

Le 12 février, sous le titre "*L'UPC relève la tête*", *Le Figaro* écrit :

" Hors de l'UNC bien sûr, pas de fonction au gouvernement. Mais un nouveau danger se dessine. Ce sont les efforts de l'UPC, parti interdit par les autorités coloniales françaises, pour revoir le jour au Cameroun. Ce mouvement fondé en 1948 par le syndicalo-marxiste (nà!) Um Nyobé, engagé dans la lutte contre Ahidjo jusqu'en 1970, relève aujourd'hui la tête. Il vient de tenir une conférence de presse à Paris et réclame — selon la Constitution — son droit à la libre expression. Ahidjo devra, là encore, intervenir en lieu et place de Paul Biya, contre Woungly Massaga, le leader de l'UPC ".

La droite française, pure et dure, parle : elle a au moins parfois le mérite de la clarté.

Le journal catholique *La Croix* écrit sous la plume de sa collaboratrice Julia Ficatier, la chose suivante :

"Le plus sérieux et le plus ancien (des mouvements d'opposition kamerunais) : l'Union des Populations du Cameroun, interdite d'abord en 1958 (il s'agit de 1955, NDLR) par les autorités coloniales françaises, a, sous Ahidjo, choisi la lutte armée puis "reconnu" Paul Biya. Fondée par le syndicaliste Um Nyobé en 1948, l'UPC demande aujourd'hui sa légalisation en se basant sur la Constitution camerounaise qui prévoit l'existence de plusieurs partis. Pour ce faire, elle a décidé d'envoyer une mission à Yaoundé". (16 février 1983)

Sans doute Julia Ficatier ignore-t-elle que ce n'est nullement l'UPC qui "*a, sous Ahidjo, choisi la lutte armée*"; mais que cette lutte armée a été imposée à l'UPC dès juillet 1955 quand le gouvernement français de M. Edgar Faure prononça l'interdiction de l'UPC, pourtant reconnue par les français eux-mêmes comme

l'incarnation du nationalisme kamerunais représentative de notre peuple et de ses aspirations à la liberté.

Le 16 février, *Le Figaro* rapporte la fameuse déclaration faite la veille par M. Biya, sous la forme déjà citée plus avant. Le journal *Cameroon Tribune* en donnera le 16 également la version quelque peu différente suivante : " *L'UPC en tant que telle n'a aucune existence légale au Cameroun. Mais je sais qu'il y a des Camerounais qui se réclament de cette appellation, dont certains se trouvent en France. Mais je dis que, s'ils veulent rentrer au Cameroun, ils peuvent le faire* ". Le lendemain 17 février, la même version sera donnée par *La Croix*.

Le 25 février, comme vu plus haut, Siméon Kuissu a tenu une deuxième conférence de presse à Paris. *L'Humanité*, organe central du Parti Communiste, en parle le 26 comme ceci :

" *Plusieurs responsables de l'UPC vont demander à rentrer à Yaoundé...* "

Les responsables qui souhaitent rentrer au Cameroun n'entendent pas aller demander a priori la légalisation de l'UPC, mais s'informer des conditions dans lesquelles le président Biya entend faire appliquer ou réviser la Constitution...et vérifier sur place, avec l'assistance d'observateurs internationaux, si les prisonniers politiques sont tous libérés, et si les membres de l'UPC peuvent répondre plus complètement à l'invitation de M. Paul Biya ".

Tandis que, de son côté, l'hebdomadaire *Révolution* se fait l'écho de cette actualité tout en restant fort justement prudent quant à la volonté de M. Biya de tenir ses engagements pris à Paris sur le retour des upécistes exilés : "*reste à passer des promesses aux actes*", conclut le journal. dans son n° du 4 mars.

Quant à *Libération*, il titre le 26 février "*Cameroun*

l'UPC demande à rentrer", puis note que " l'UPC prend au mot Paul Biya qui, de passage à Paris la semaine dernière, avait déclaré que les membres de l'UPC qui le désiraient pouvaient rentrer ".

Evidemment, nous comprenons que le lecteur se demande où est passé *Le Monde* pendant toute cette période : discrétion totale. Aucun mot sur les tensions entre Ahidjo et son successeur. Aucune trace des prises de positions de l'UPC malgré les conférences de presse. C'est le "black out" total sur l'activité et la position de notre parti. Dans le même temps, est offerte à ses lecteurs plus que jamais pris pour des "corniauds", la suite du roman-feuilleton sur les mérites imaginaires d'Ahidjo et de sa politique économique qui aurait laissé le pays dans une excellente santé économique. Etc, etc, etc.

Dans ce silence, le quotidien a comme compagnon le bi-mensuel progressiste *Afrique Asie*, mais pour ce dernier, le silence ne va plus trop durer; et quand il démarrera, Afrique Asie, eh bien on sentira son démarrage...

III - LA QUESTION DU MULTIPARTISME DANS LA PRESSE NON-UPECISTE

Une place à part mérite d'être accordée à l'exploit réalisé, en matière de dénigrement de l'UPC, par le journal kamerunais *La Gazette des Cinq Continents*.

Dans son n° daté 27 février 1983, et sous la plume d'un certain Kati Depesquidoux, *La Gazette* de M. Abodel Karimu publie un article intitulé : " *Le multipartisme, que peut-il apporter ?* ". Ce chef d'oeuvre d'insultes à l'égard de l'UPC mérite d'être cité largement, ne serait-ce que pour éviter que les grossièretés de Kati ne sombrent dans l'anonymat et que plus tard, ce monsieur ne vienne tromper les générations futures sur ce que fut sa position dans les années 80

à l'égard de l'UPC en lutte :

" C'est clair comme l'eau de roche : légalement, l'UPC n'existe pas au Cameroun (en somme, Kati et ses amis parlent pour ne rien dire, puisqu'ils répètent des évidences ! NDLR). Et même on peut se demander, mis à part quelques nostalgiques enfermés dans le refus de voir en face les réalités camerounaises (comme les nombreux camps de concentration où l'on torture des innocents, J.N.) et d'apprécier objectivement l'évolution qu'a connue le pays depuis plus de 25 ans, à quoi peut servir au jourd'hui l'UPC. A exhumer les vieux démons ou à ranimer les vieilles querelles ? Peut-être à recréer le multipartisme que certains, au mépris de nos réalités, veulent nous faire admettre comme la meilleure expression de la démocratie... "

Que 23 ans après l'indépendance, 22 ans après la réunification, 11 ans après l'instauration de l'Etat unitaire, scellant définitivement l'unité de la nation camerounaise (dans sa tête, il y a du foufou à la place d'un cerveau; même Biya a dit que cette unité reste très fragile; alors, Kati ? NDLR), on continue de parler de l'UPC comme d'un quelconque recours paraît tout simplement anachronique...

L'indépendance, qui était la base de la lutte de tous les nationalistes a été obtenue et, 23 ans après, le bilan du Cameroun a dépassé les prévisions des revendications les plus extrémistes inscrites dans les programmes de la centaine de partis dont l'UPC, que comptait jadis le Cameroun (visiblement, il est payé ce gars-là, et plus malhonnête encore qu'on l'imaginait, NDLR). Le Cameroun est donc parti du multipartisme vers un mouvement unifié...

Prenant tout le monde de court, le président Biya qui de plus en plus apparaît comme un grand libéral, a rappelé le danger de recourir au multipartisme maintenant. Ces dangers sont entre autres,

les contours tribalistes ou religieux que ne manqueraient pas de prendre certains mouvements...

Si l'UPC renaissait aujourd'hui, à quoi pourrait-elle exactement servir ? Ses revendications d'avant l'indépendance ont été oubliées ".

Juste quelques éléments de réponse à des questions importantes.

1. Comment fut instauré le parti unique UNC ?

Par la force. Voilà une première vérité. On a commencé par interdire l'UPC par la force, alors que la majorité écrasante des kamerunais étaient mobilisés par notre parti dans la lutte pour l'indépendance et la réunification du pays. Ensuite, on a écrasé un à un tous les autres partis ou mouvements qui pouvaient se réclamer de l'opposition : Bebe Eyidi, André Marie Mbida, Okala Charles, aujourd'hui décédés. Interrogez donc Mayi Matip, cher Kati. Mayi a beaucoup de choses à dire là-dessus.

Le fait même que Kati soit obligé de reprendre les revendications de l'UPC (et pas celles de l'UC d'Ahidjo, ancêtre de l'UNC actuelle), à savoir indépendance et réunification du pays, c'est reconnaître que ce furent les seules revendications effectivement populaires.

Kati raconte que l'UNC a réalisé même les revendications les plus "extrémistes" de la centaine de partis qu'il y avait avant 1960. La jeunesse kamerunaise devrait demander à Kati de citer, disons 50 de ces 100 partis. Juste pour voir !

2. L'unité nationale contre la démocratie ?

L'unité nationale, définitivement scellée selon Kati, peut-elle servir de prétexte à un régime autocratique et de surcroît sanguinaire comme celui que l'UNC a imposé aux kamerunais depuis des années ? Lequel est éloigné des réalités nationales d'aujourd'hui, de Kati qui a les yeux fermés sur toute cette pourriture

que l'UNC a instaurée, ou de l'UPC, qui appelle les Kamerunaises et les Kamerunais à se battre parce que c'est l'intérêt du pays, pour la démocratie (qui passe nécessairement aujourd'hui par le multipartisme) et de meilleures conditions de vie ?

3. L'UPC n'est pas un parti à créer

L'UPC est plus vieille que l'UNC. Elle date de 1948, alors que c'est seulement en 1966 qu'Ahidjo et ses amis ont imposé l'UNC, laquelle a pris la place de leur UC. Mais même l'UC est née longtemps après l'UPC. L'UPC est l'un des plus vieux partis révolutionnaires de toute l'Afrique. Cela tous les gens sains d'esprit le savent, au Kamerun, en Afrique et dans le monde.

L'UPC n'est donc un parti à créer, et qui risquerait *"d'épouser les contours tribaux, religieux ou autres"* Kati ferait bien d'aller raconter ses fables à d'autres mais pas aux upécistes.

4. Finalement, à quoi pourrait servir l'UPC ?

L'UPC pourrait servir, par exemple, à défendre les travailleurs, les ouvriers, les paysans, les pauvres gens. Car elle est le parti de ces gens là. Le parti de la vaillante jeunesse, le parti des femmes du peuple.

Si l'UPC était légale, avec elle, Kati et ses acolytes verraient pour la première fois, de vrais ouvriers et d'authentiques paysans pauvres entrer, comme députés, à l'Assemblée Nationale, ainsi que des femmes du peuple et des jeunes autres que des griots comme avec votre UNC.

L'UPC enverrait encore à l'Assemblée des petits éleveurs, les "maïrouwa", les "moï rondi", et tous ces gens que les caïds de l'UNC exploitent sans honte et méprisent, tous ces gens que les Kati, payés par l'UNC, passent leur temps à tromper dans des journaux torchons.

L'UPC servira à libérer le Kamerun du néo-colonia-

lisme où l'a enfoncé et maintenu le régime de l'UNC.

EN RESUME

Une activité politique intense largement alimentée par des initiatives de notre parti a marqué le trimestre.

1. Les lignes de clivage au sein de l'UNC deviennent de plus en plus prononcées. Le bicéphalisme est manifeste, bien que toujours nié par beaucoup, à commencer par Ahidjo et Biya eux-mêmes, qui jouent aux *"grands politiciens"* avec le peuple à qui ils mentent. Pour Ahidjo, Biya a sa confiance, et *"ceux qui parlent d'opposition entre le nouveau président de la république et moi prennent leurs désirs pour la réalité"* déclare-t-il à *Cameroon Tribune* (30-31 janvier). Pour Biya, son *"illustre prédécesseur"* est *"(Un) homme d'état imbu de patriotisme, de sagesse et de réalisme, doué de courage et de tenacité. Il a toujours fait prévaloir les intérêts supérieurs du Cameroun et du peuple camerounais. Il demeure le père de la nation ainsi que l'artisan de son unité et de son développement"*, déclare-t-il à *Cameroon Tribune* le 16 janvier. Bref, les deux hommes disent n'importe quoi.
2. Le caractère illégal de l'UNC, qui viole sa propre Constitution et celle du pays, est mis au grand jour par les revendications de l'UPC.
3. Les idées du changement font leur chemin. L'ouverture démocratique n'est plus seulement un rêve et une abstraction, mais un problème politique immédiat, sur tout après la déclaration de Biya à Paris en février, et la publication de la liste des 13 dirigeants de notre parti prêts à rentrer d'exil.
4. Ces points importants marqués par les forces du changement amènent la réaction à riposter à partir de la fin mars, à partir surtout de la 9^e session plénière du Comité Central de l'UNC, en vue de s'opposer à tout changement démocratique véritable. Ce sera le sens des batailles du 2^e trimestre.

III - DEUXIEME TRIMESTRE 1983

par Claudine Yandélé

Au cours du 2^e trimestre, toutes les informations officielles tendent à accréditer l'idée que les élections législatives prévues pour le 29 mai constitueront le seul fait important dans la vie politique du pays. Elles invitent aussi à admirer *la cohésion parfaite* qui existe entre les deux chefs du pays : le chef de l'état Paul Biya et le chef du parti unique Ahmadou Ahidjo. Cette cohésion se manifesterait, dit la presse officielle, dans la préparation et plus tard dans le déroulement de ces élections.

Aussi, quand, le 18 juin, M. Biya procèdera à son deuxième remaniement ministériel en 8 mois, les chantres de la légalité du parti unique se retrouveront-ils pris à leur propre piège. Eux qui voyaient mais voulaient tromper, se rabattent sur deux attitudes peu revalorisantes : soit se poser en informateurs prolixes... avec quelques mois de retard malheureusement; soit se taire encore plus qu'avant, tout simplement.

En fait de cohésion, il s'agit de la poursuite de cette âpre lutte politique que plusieurs indices avaient déjà révélée au cours du premier trimestre.

Courant avril, la riposte des forces opposées à tout changement démocratique, déjà amorcée fin mars, se poursuit. Le limogeage du ministre Engo Pierre qui, semble-t-il, voulait que la rigueur passe du stade du bavardage à celui des faits, est attribué par de nombreux observateurs à cette riposte réactionnaire.

Au mois de mai, Biya qui, apparemment, était favorable à des "primaires" même seulement au sein de l'UNC, doit battre en retraite devant le clan pervers d'Ahidjo, qui impose son système habituel de désignation de candidats uniques sans contestation. Biya se console en organisant des fuites calculées qui permettent au public de savoir ce qui s'était passé au sein du groupe dirigeant. Il apparaîtra plus tard que la lutte pour ces désignations des candidats avait en réalité un enjeu de première importance : Ahidjo tient

à avoir le contrôle de l'Assemblée qui sera élue parce qu'il a déjà en tête son projet perfide d'amender la Constitution en y faisant entrer le système du parti unique, comme son ami Bongo l'a fait en hâte au Gabon.

Dès la fin du mois de mai, des rumeurs de complots circulent déjà partout dans le pays et dans les colonies kamerunaises à l'étranger. Des dates sont même avancées (on parle notamment du 20 mai). La tension est grande y compris sur le plan militaire. Tout le monde craint un coup de force.

Dans une déclaration datée du 16 avril, l'UPC note le recul de M. Biya par rapport à ses déclarations de février à Paris. Néanmoins, lorsque, le 18 juin, M. Biya chasse du gouvernement des fidèles d'Ahidjo, le Secrétariat du Comité Central de l'UPC lui apporte le soutien de notre parti et de l'ensemble du Mouvement Révolutionnaire incarné par le MANIDEM, en le mettant en garde contre la poursuite de sa politique d'hésitations et demi-mesures, et en disant bien clairement qu'il s'agit d'un soutien pour le changement démocratique, dont le limogeage des "barons" ahidjoïstes ne peut représenter qu'un petit signe annonciateur... à condition de continuer.

Nous avons choisi de porter plus précisément l'attention sur quatre points un peu arbitrairement découpés puisqu'ils sont naturellement imbriqués les uns dans les autres. Il s'agit de la question du multipartisme, des élections législatives du 29 mai, du problème du bicéphalisme à la tête du pays, et enfin des initiatives de l'UPC durant ces trois mois.

1. La question du multipartisme

Le lecteur l'a déjà vu plus haut : après la visite en France de Paul Biya, au cours de laquelle, en réponse aux revendications de l'UPC sur le multipartisme et la légalisation de notre parti, le nouveau président de la république avait exprimé l'idée curieuse selon laquelle *"le moment n'est pas venu pour le multipartisme (car) le Cameroun est composé de plus de 200 ethnies"* (sous-entendu : prêtes à se bouffer les unes les autres), la presse et la radio gouverne mentales, ainsi que des journaux étrangers, s'étaient largement fait l'écho de cette étrange conception de la vie démocratique.

C'est ainsi que le bi-mensuel tiers-mondiste et très anti-impérialiste *Afrique Asie*, sortant subitement de son silence qui datait de l'époque de Mathusalem en ce qui concerne le Kamerun, transmettait docilement dans son n° 294 (du 25 avril au 5 mai) ce qui suit :

" Le moment du multipartisme n'est pas venu et le parti unique continue à s'imposer... Le Cameroun est prêt à accueillir tous ceux qui l'avaient quitté et qui désirent y revenir, pourvu qu'ils restent dans le cadre des institutions et des lois "

Là, visiblement, le journal de M. Simon Malley surpassait même *Jeune à Fric*, dont les performances à ce sujet sont pourtant déjà hors du commun. Mais *Afrique Asie* poursuivait en affirmant (à tort comme nous le verrons plus loin), que *"les modalités d'investiture définies cette année (pour les élections législatives, C.Y.) traduisent un souci de démocratisation interne "* (de l'UNC évidemment!).

Quant à Henri Bandolo, dans un article pour la re-

vue *Africa* de juin-juillet 1983, il n'hésitait pas à tenir des propos fallacieux délibérés, destinés à brouiller encore plus les cartes et à sauvegarder l'omnipotence de l'UNC corrompue et fasciste ; il disait :

" On sait qu'une certaine opposition, résidant notamment en France, et se réclamant de la défunte UPC, avait espéré que l'accession au pouvoir le 6 novembre dernier de M. Paul Biya pouvait se traduire à court ou moyen terme par une "ouverture"

On avait même proposé de Paris la formation d'un Gouvernement d'union nationale. Le président Paul Biya, lors de sa dernière visite en France en février devait trancher dans le vif pour ne laisser subsister ni illusion ni équivoque : "l'UPC lui était inconnue". "

Il est inutile d'insister ici sur les grossièretés de Bandolo sur l'UPC qui n'existerait qu'en France. Il suffit à ce sujet de rappeler au lecteur la version publiée par *Cameroon Tribune*, le propre journal de Bandolo, de la déclaration de Biya sur l'UPC à Paris le 15 février (voir page 121 ci-dessus). Il est par contre bon de noter que Bandolo, écrivant pour une revue comme *Africa*, vise manifestement à intoxiquer au maximum l'opinion africaine et mondiale. De plus, en forçant ainsi un peu la dose sur le caractère anti-upéciste des propos de Biya, Bandolo pousse à se demander s'il ne joue pas tout simplement le rôle que lui demande de jouer les gens du clan d'Ahidjo, intéressés évidemment à gêner le plus possible Biya...

Toujours dans le souci d'apporter une contribution positive, sincère et dynamique aux réponses adaptées aux interrogations des masses kamerunaises, notre parti revenait largement sur cette question du multipartisme, dans le n° 36 (mai-juin 1983) de *La Voix du Kamerun*, sous la plume d'Augustine Abena qui, d'entrée de jeu, dénonce l'UNC comme "le parti des hauts fonctionnaires, des gros commerçants, des propriétaires terriens, des gros éleveurs, tous des

gens qui ont des richesses au soleil...Le parti (qui défend) les intérêts des riches au nom de l'unité nationale...contre les intérêts des paysans pauvres, des ouvriers, des petits artisans".

Et, en réponse à la prétendue alternative préconisée par le président Biya pour *"la démocratie au sein de l'UNC"*, Augustine Abena faisait judicieusement remarquer :

" Ainsi, les Kamerunais, en dehors de l'UNC, seraient des être immatures, inaptes à profiter pleinement de la démocratie. Dès qu'ils prennent la carte de l'UNC, ils deviennent subitement mûrs pour la démocratie ! "

Elle interpellait les partisans d'une telle tromperie :

" Pourquoi la démocratie dans l'UNC et non la démocratie pour l'ensemble du Peuple Kamerunais ? Biya et l'UNC ont-ils si peur d'entendre la voix des milliers de Kamerunais, ont-ils si peur de leurs revendications ? "

Quand on voit comment l'UNC et son nouveau président ont monté leur cinéma à la fin de l'année 83 et au début de 1984, on ne peut que répondre oui à ces questions. Oui, M. Biya et son parti ont effectivement peur d'entendre la voix des millions de gens qui souffrent dans le pays, et qui en ont de plus en plus assez de cette misère. M. Biya et son parti ont peur des revendications populaires. M. Biya semble décidé à tourner de plus en plus le dos au Peuple Kamerunais.

2. Les élections législatives du 29 mai

Prévues pour avoir lieu tous les 5 ans, les élections législatives devaient se dérouler en 1983. C'est-à-dire dans un contexte politique tout nouveau, inédit depuis l'indépendance, après la démission du dictateur de la présidence de la république depuis le 4 novembre 1982.

Dès le début de l'année, et particulièrement à partir du moment où Biya fait sa tournée des 7 provinces, les rumeurs commencent à circuler, racontant que ces élections ne seront pas comme les autres...

Nous avons déjà cité plus haut la profession de foi du bimensuel *Afrique Asie*, selon lequel *"les modalités d'investiture définies cette année traduisent un souci de démocratisation interne du parti unique UNC"*. En fait de démocratisation interne, on a attendu en vain. Tout simplement ! M. Biya s'est plié si totalement aux quatre volontés du clan d'Ahidjo. C'est Bandolo lui-même qui l'affirme, notamment dans le n° de juin-juillet 1983 de *Africa*, en ces termes :

" Certaines investitures sans doute commandées par la "raison d'état" ont provoqué quelques déceptions, relançant le débat parmi ceux des militants et cadres qui ont souvent souhaité l'organisation de "primaires" à l'américaine... "

Mais le problème est le suivant que

" Au Cameroun, (ce sont) les responsables (des organes de base) réunis en commissions (qui) désignent ceux de leurs camarades ayant fait acte de candidature, pour représenter les populations au

sein des instances nationales.

Une Commission Nationale présidée par le Président National du parti et composée de membres du Comité Central examine ensuite les choix opérés par la base qui peuvent alors être entérinés ou faire l'objet de quelques correctifs ".

Il se trouve que c'est exactement cette même procédure qui a aussi fonctionné pour ces élections de 1983 qui, au départ et selon des rumeurs visiblement lancées par les dirigeants de l'UNC pour tromper le peuple, ne devaient pas être comme les autres...

Une fois de plus, ce sont les organes dirigeants de l'UNC qui ont choisi et imposé les candidats, non seulement à la population, mais même à leurs propres militants. C'est une Commission d'une dizaine de membres, présidée par Ahidjo, qui a, une fois encore, voté à la place des Kamerunais. Cette commission a usurpé le droit de vote des kamerunais, et leur a imposé de ratifier ses choix partisans répondant aux seuls intérêts d'un petit groupe de profiteurs : les caïds de l'UNC opposés au changement démocratique.

D'ailleurs, et comme d'habitude, les bulletins de vote étaient glissés d'avance dans les enveloppes, et on avait "oublié" de prévoir des isoloirs. Il est clair que, dans l'esprit de l'ex-dictateur luttant désormais pour récupérer la totalité du pouvoir, cette étape électorale, où rien n'avait été laissé au hasard, préparait l'étape suivante : faire voter par l'Assemblée "élue" la modification constitutionnelle qui devait institutionnaliser le parti unique UNC avec Ahidjo à sa tête bien entendu.

Aussi, les prétentions des griots de l'UNC, selon lesquelles, le fait qu'il y ait eu 2931 candidats à la base est la preuve éclatante de la démocratie qui régnerait dans le parti et dans le pays, sont-elles purement et simplement des inepties.

Une autre originalité de ces élections devait être le

nombre des candidats finalement présentés au suffrage des kamerunais. On parlait alors de 120 candidats au "premier tour", parmi lesquels 72 députés sortants, et 48 nouveaux candidats. Puis il y aurait 30 autres députés à désigner dans un "deuxième tour", plus exactement lors d'élections législatives partielles prévues après l'installation de la nouvelle assemblée. Dans le numéro du 11 mai, l'inépuisable puits à inepties qu'est Henri Bandolo explique ainsi les choses :

" C'est pour répondre au souci exprimé par le Parti d'une plus grande représentation parlementaire correspondant à l'évolution démographique (que) le chef de l'état a informé le Bureau Politique de sa décision de faire modifier l'article 12 de la Constitution en vue de porter le nombre de députés de notre Assemblée Nationale de 120 à 150 ".

Ceci est tout simplement grotesque. A quel Kamerunais fera-t-on croire qu'en augmentant le nombre de députés de l'UNC, les populations de notre pays seront mieux représentées dans leurs aspirations profondes à une vie meilleure et à plus de liberté ?

Au contraire, investir 150 au lieu de 120 caïds de l'UNC aux fonctions de députés, c'est alourdir les charges financières qui pèsent sur les épaules des travailleurs kamerunais, et donc leur imposer encore plus d'impôts. C'est en réalité une machination pernicieuse.

A propos de cette augmentation du nombre des députés, plusieurs versions ont circulé, avant et aussi après les élections, au sujet de la question de savoir qui, de Biya ou Ahidjo, en avait vraiment eu le premier l'idée. Apparemment, il y a même eu des altercations à ce sujet entre les deux hommes. Et l'inévitable Bandolo rapporte que, à la fin de la réunion du Bureau Politique qui arrêta la liste des candidats, " Ahmadou Ahidjo insiste pour que le communiqué pu

blié souligne que c'est sur sa proposition que le président de la république a décidé de demander à l'Assemblée Nationale une augmentation du nombre des députés de 120 à 150 ".

Chacun des deux présidents se battait donc pour apparaître comme celui qui pense le plus à renforcer la domination du parti unique UNC dans le pays.

Sous cet angle, on peut écouter encore une fois Bandolo qui écrit dans le n° déjà cité de *Africa* :

" La liste présentée par l'UNC ne courait en réalité aucun risque. Il s'agissait de la seule et unique liste soumise au suffrage populaire... Bien que la Constitution camerounaise ne consacre pas formellement le fait d'un parti unique et qu'elle admette que "les partis et formations politiques concourent à l'expression du suffrage". "

Mais il y a manifestement un autre aspect autrement plus important de cette bataille apparemment anodine que se livrent les deux hommes sur la paternité de cet accroissement du nombre des députés : l'enjeu est le contrôle politique de la future assemblée. Et il s'agit donc de bien montrer que les nouveaux députés doivent leur présence à l'Assemblée à Ahidjo ou à Biya, et par conséquent qu'ils puissent, si nécessaire, voter en toute reconnaissance, pour celui qui leur aura procuré leurs 500.000 francs et plus de salaires. En effet, bien que Bandolo prétende que, au vu des décisions prises, *"le président Paul Biya peut s'estimer comblé"* (*Africa*, juin-juillet 1983 déjà cité), un petit calcul simple livre d'autres sujets de réflexion.

A priori, il est parfaitement raisonnable de penser que les anciens députés, dans leur globalité, étaient susceptibles de pencher pour Ahidjo en cas de conflit aigu avec Biya, et cela d'autant que le premier restait encore président de l'UNC qui donne les sièges à l'Assemblée. En tout cas, ces anciens députés étaient incertains pour Biya dans l'hypothèse d'un

tel conflit qui, pour chacun des deux hommes, était manifestement inscrit dans la logique des événements.

De même, les nouveaux députés, s'il devait être entendu que leur promotion sociale était due à Biya, auraient été des éléments incertains pour Ahidjo dans la même hypothèse de conflit.

Or, il était clair que la bataille pour la suprématie du parti ou de l'Etat, c'est-à-dire, en réalité, pour savoir qui, de Ahidjo ou de Biya (représentant les intérêts de classe respectifs vus plus avant dans ce travail) finirait par avoir le pouvoir, cette bataille donc, aurait des manifestations à l'Assemblée. Nous avons déjà vu plus haut qu'Ahidjo avait déjà clairement en tête son projet pernicieux de faire modifier la Constitution pour y introduire le parti unique.

Or, 48 nouveaux députés + 30 nouveaux députés, cela fait plus que 72 anciens députés. Par suite, si les 78 se rangeaient tous derrière Biya, le projet d'Ahidjo avait du plomb dans l'aile. Si par contre les 30 nouveaux députés pouvaient se sentir redevables de quelque chose à Ahidjo, le coup était encore jouable.

Dans ces conditions, le moment où devait avoir lieu ledit "deuxième tour" pour élire les 30 députés supplémentaires prenait, aux yeux des deux présidents une importance capitale. Visiblement, et d'une manière générale, Ahidjo avait intérêt à ce que cette élection partielle se déroule "après" un certain danger : avec ses 78 "inconditionnels" de l'ancienne assemblée cela lui assurait de bonnes conditions pour son projet. Au contraire, Biya, qui ne doit sans doute pas être naïf au point de croire à la neutralité d'une Assemblée comme on croit au Saint Esprit, cherche évidemment à manoeuvrer aussi, surtout après qu'il ait été obligé de reculer à propos des "primaires" qu'il semblait souhaiter. Il n'a donc pas de raison spéciale de se sentir "comblé", comme l'affirme Bandolo.

3. Le problème du bicéphalisme à la tête du pays

Admettre officiellement qu'il y avait "*bicéphalisme*" à la tête du pays à propos du tandem Ahidjo-Biya, pour utiliser l'expression de certains observateurs pour ne parler clairement comme l'UPC, aura été une chose difficile pour la plupart des journaux et journalistes, kamerunais ou étrangers. Mais à partir du moment où ils se décident à parler de notre pays, ils sont bien obligés de parler des manifestations de ce bicéphalisme. Il est intéressant de noter comment les choses, pour ainsi dire, progressent pas à pas dans ce sens.

C'est dans son n° 294, daté 25 avril-5 mai, que le bimensuel tiers-mondiste révolutionnaire *Afrique Asie*, en quelque sorte se jette à l'eau, mais encore tout habillé car il faut garder une certaine "prudence journalistique" :

" Une sorte de dyarchie s'est établie, (du fait qu') Ahidjo est resté à la tête du parti unique, l'UNC.

On comprend que, dans ces conditions, les cadres à quelque échelon qu'ils se situent dans la hiérarchie de la fonction publique ou des grandes entreprises, observent une prudente expectative.

Chacun attend les prochaines élections législatives et surtout présidentielles qui, pense-t-on, devraient accorder au nouveau chef de l'état une plus grande liberté de mouvement. "

Dans son édition du 13 avril, *Cameroon Tribune* annonce une réorganisation du gouvernement : le minis

tère de l'économie et du plan est scindé en deux : le ministère du commerce d'une part, et le ministère du plan et de l'industrie de l'autre. Mais surtout, il y a eu un remaniement ministériel, à la suite duquel le premier ministre de l'économie et du plan de Biya, Engo Pierre, est destitué : il devient directeur général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, autrement dit, directeur de rien, puisque l'UNC et son gouvernement n'ont jamais rien fait en matière de prévoyance sociale dans le pays. *Cameroon Tribune*, qui se présente comme le "*Grand Quotidien National d'informations*", n'est même pas capable de faire la moindre analyse de ces événements. Ou plutôt ne veut pas en faire.

Tout cela se passe au moment même où déjà, *Radio Trottoir* véhicule largement les rumeurs et les commentaires : Engo a été limogé parce qu'il était du côté de Biya, et qu'il voulait réellement appliquer la rigueur; mais les "gens d'Ahidjo" ont eu peur de ne plus pouvoir "bouffer" comme avant. Ils ont donc demandé à Ahidjo de le faire chasser du gouvernement.

Dans le n° 36 de *La Voix du Kamerun*, le camarade Tchanang Mawa révèle certains dessous de cette affaire : Engo s'est heurté au lobby des spéculateurs et autres affairistes louches, notamment ceux qui sa faisaient des profits sur le commerce du ciment. Et la plupart se trouvaient être du clan d'Ahidjo.

Dans une longue tirade confuse qu'il publie dans le n° 364 (mai 1983) du mensuel *Bingo*, Philippe Essomba croit percevoir malgré lui, que

" Le pouvoir semble quelque peu diffus, d'autant que les choses n'ont jamais été claires en ce qui concerne les rapports entre l'Etat et le Parti.

Jusqu'ici, les deux leviers du pouvoir étaient entre les mains d'un seul homme, et le problème d'attributions ne se posait pas ".

En conséquence de quoi le plus grand souhait d'Essomba est donc que *"l'accord se fasse dans les esprits de l'argumentation, et surtout, dans les textes"*.

LE REMANIEMENT MINISTERIEL DU 18 JUIN ET LA GRANDE PRESSE

Au milieu de ce doux ron-ron, le remaniement ministériel-surprise du 18 juin va donc faire l'effet d'une véritable bombe, puisque, selon l'opinion répandue, *"rien ne laissait prévoir de tels développements"*

Il faut chercher longuement pour trouver dans le "Grand Quotidien National d'informations", la composition du nouveau gouvernement. L'alibi est sans doute que la visite du président français au Kamerun éclipse le reste...

Dans le n° daté 19-20 juin de *Cameroon Tribune*, la nouvelle tient sur moins d'un tiers de la page 3. Et surtout, elle n'est suivie d'aucun commentaire ! Au Kamerun de l'UNC, c'est quelque chose d'in vraisemblable, puisque chaque remaniement gouvernemental était toujours présenté comme un nouveau *"coup génial"* du "Grand Camarade Président de la République". Encore une fois, Bandolo et ses amis estiment que les kamerunais n'ont aucun droit de savoir ce qui se passe là-haut, ce qu'on décide pour eux. Il est vrai que la transition s'avérait plutôt difficile un mois après avoir publié les propos du petit dictateur qui, sous couvert du titre de "président national" du parti unique, flippait encore au milieu de mai en déclarant :

" Dans notre régime de démocratie gouvernante, le fonctionnement normal de l'Etat implique que l'Exécutif et le législatif, dans des domaines appropriés et sous l'impulsion de notre grand parti national, collaborent étroitement à l'expression et à

la réalisation de la volonté générale du Peuple Kamerunais ". (Cameroon Tribune, 14 mai)

A l'annonce de ce remaniement, les journaux français "explosent" littéralement.

Si le journal catholique *La Croix* du 21 juin se refuse encore à admettre l'évidence, en estimant qu'

" il n'est pas encore question, pour le moment, d'un "bicéphalisme", (mais que) le remaniement ministériel survenu il y a tout juste 48 heures (est une) nouvelle preuve de cette tension cachée officiellement "

le quotidien de droite *Le Figaro* du même jour, découvre lui, qu'au contraire,

" la dualité du pouvoir existait au Cameroun depuis que l'ex-président avait abandonné sa place à Paul Biya en novembre dernier "

et accuse

" le président Paul Biya (d'avoir) bel et bien profité de la trêve de 48 heures qui mobilise le Cameroun autour de cette visite (de Mitterand), pour exclure de son gouvernement plusieurs amis de M. Ahidjo et...asseoir considérablement son autorité sur l'appareil d'état "

Pour Pierre Haski du journal *Libération*, le diagnostic est clair et sans appel :

" Le Cameroun est le "pays aux deux patrons". Il "souffre aujourd'hui de bicéphalisme aigü" et la personnalité du "père de la nation" pèse lourd sur la marge de manoeuvre du nouveau chef de l'état".

Pour *Libération*, pas de doute possible :

"Ahidjo considère Biya en fait comme un "super premier ministre"

Quant au *Monde*, il essaie de se conformer à son ima-

ge de marque de "journal neutre et objectif"...

On note tout de même que, dans le n° daté 18 juin, Jean-Claude Pomonti, qui semble avoir définitivement assimilé la déontologie du couple Biarnès-Decraene au sujet de l'Afrique "francophone", rassurait en assurant que

" Au delà de leurs entourages respectifs, MM. Ahidjo et Biya seraient avant tout des complices et gouverneraient (comme) un solide tandem s'étant fixé pour objectif principal le succès de la transition. (souligné par C.Y.)

Il existe en effet un argument en faveur de cette thèse : pour M. Ahidjo, l'échec de la succession signifierait la faillite de sa propre oeuvre. Quels que soient ses sentiments à l'égard de son successeur, il ne peut en dernier recours, que l'aider à s'affirmer dans les meilleures conditions possibles"

Du Kamerun, où elle fait alors office d'envoyée spéciale du journal pour la visite de M. Mitterand, la journaliste Françoise Chipaux dément pourtant catégoriquement les spéculations (!) de son confrère en écrivant :

" Il y a vraiment lutte entre Ahidjo et Biya... En écartant brutalement quatre fidèles de son pré décesseur, M. Ayissi Mvodo, ministre d'état chargé de l'administration territoriale, M. Samuel Eboua, ministre d'état chargé de l'agriculture, M. Guillaume Bwélé, ministre de l'information et de la culture, et Sadou Daoudou, Secrétaire Général à la présidence de la république, M. Biya a marqué un point très net, réglant au moins pour un temps, la querelle larvée qui l'opposait à M. Ahidjo demeuré président du parti, sur la primauté de l'Etat ou du parti sur les institutions "

Puis, comme pour couper court pour de bon à toute autre spéculation hypocrite qui tenterait quelqu'un d'autre à la rédaction du Monde, elle conclut :

" Le remaniement constitue une sorte de coup de force...et il marque un nouveau tournant de la politique camerounaise, donnant à penser que la lutte ouverte après la succession de M. Ahi-djo est loin d'être terminée et que, dans l'entourage de M. Biya, certains voudraient le voir en core prendre plus vite les rênes d'un pouvoir sur lequel pèse encore de façon très significative l'ancien président ".

Il faut dire que , si les journaux français se sont particulièrement "mis au pas" durant cette période c'est qu'elle correspondait au voyage du président français au Kamerun. En plus des objectifs de "co opération nouvelle" (qu'on attend toujours) et d'accords en tous genres, celui-ci se retrouvait (et se posait de fait) comme le médiateur idéal dans la lutte entre les deux présidents, et même comme le "garant naturel" de la stabilité du pays, tels que ces deux rôles pouvaient être conçus par les dirigeants de l'UNC et peut-être aussi de la France.

Françoise Chipaux ajoutait que *"la visite de M. Mitterand, prévue pourtant de longue date, ne manque pas d'apparaître à certains comme une consécration internationale précieuse pour le président Biya à un moment où il joue un jeu difficile."*

Au même moment, dans *Libération*, Pierre Haski prévoyait que *"l'entreprise tentée par Biya constitue en tous cas la carte que semble décidée à jouer la France qui souhaite le succès du nouveau président ".*

Mais, évidemment, cette brève revue de presse sur la crise du bicéphalisme ne serait pas complète sans le propre témoignage d'Henri Bandolo. Le lecteur sera sans doute rassuré en apprenant que nous-même avons mis un certain temps avant d'admettre que quelqu'un pouvait être à la fois sournois et obséquieux par ici (en l'occurrence à Came

roun Tribune), et "rapporteur" et abondant en détails par là (en l'occurrence au journal abidjanais *Fraternité Matin*).

Aussi, ce qui nous intéresse ici, ce ne sont pas tellement les "révélations" de Bandolo, qui n'en furent pas en réalité puisque sa prose est publiée le 14 septembre 1983, soit plus de deux semaines après que Ahidjo ait été officiellement renié par tous ses amis et courtisans d'hier (parmi lesquels Bandolo lui-même!). Ce qu'il y a d'intéressant, c'est plutôt le parallèle qu'on peut faire avec les "alléluia" clamés par le même Bandolo, haut et fort à l'époque. Deux exemples devraient suffire :

D'abord, dans le n° de *Cameroon Tribune* daté 11 mai, parlant de l'ambiance précédant les élections législatives, Henri Bandolo écrivait :

" Il fut remarquable à cette occasion de voir à quel point les préoccupations du parti et du gouvernement sont en symbiose et se rejoignent.

...La concertation et la collaboration qui ont toujours présidé aux rapports entre le parti et le gouvernement se révèlent ainsi, assurément garantes des intérêts de la nation "

Voici maintenant ce que le même Bandolo raconte dans le n° daté 14 septembre de *Fraternité Matin* :

" A la veille des élections, au démarrage de la campagne électorale le 14 mai, se substituant au président de la république, seul habilité à adresser des messages à la nation, le président national (de l'UNC s'est adressé) par l'intermédiaire de la radiodiffusion nationale aux camerounaises et camerounais, alors que l'on se serait attendu à ce qu'il s'adressât plutôt aux militantes et militants de l'UNC "

...Ce nouvel incident provoqué par le président national du parti (fait suite à une) succession de "bavures" qui pouvait apparaître comme une

série de provocations sinon de défis à l'autorité du président de la république ".

On serait tenté de dire : eeh A Bandolo ! N'est-ce pas que toi-même tu étais aux premières loges le 14 mai ? Est-ce que tu n'avais pas vu tout ça ? Alors pourquoi n'as-tu rien dit alors au peuple kamerunais ? Tu attendais, opportuniste, qu'Ahidjo soit totalement à terre pour lui cracher dessus et faire tes découvertes...

Deuxième exemple : nous avons déjà souligné la morosité du journal de Bandolo lors de l'important remaniement ministériel du 18 juin ; il y eut à peine quelques lignes, et pas un mot sur les implications que cela pouvait avoir sur l'évolution politique ou la vie quotidienne dans le pays.

Eh bien, c'est ensuite tout seul, comme un grand, que le monsieur se confesse à *Fraternité Matin*, à Abidjan, le 14 septembre (3 mois après donc!), et tente de rendre quelque peu justice au peuple, en avouant qu'en fait,

" La population accueille dans le plus grand enthousiasme le remaniement spectaculaire du samedi 18 juin, d'autant que le chef de l'état fait partir du gouvernement un certain nombre de personnalités auxquelles l'opinion avait fait certaines réputations ".

Si ça n'est pas une nouvelle canaillerie de Bandolo ça, c'est que, décidément, les mots ne veulent plus rien dire du tout. Admirez la "tournure journalistique" qui permet à Bandolo de ne pas dire son opinion à lui sur les barons, pour sauvegarder le futur : on ne sait jamais... Non ! C'est seulement *"l'opinion (qui) avait fait une certaine réputation"* aux barons. Quelle réputation ? Silence.

A la fin du mois de juin, tout le monde est pratiquement d'accord, pour reconnaître ce que l'UPC avait perçu et dit dès le début, à savoir qu'il y a-

vait bicéphalisme, et que ça ne devait pas durer. Des rumeurs de tentatives d'assassinats contre M. Biya circulent. Il faut en finir avec cette situation malsaine. L'opinion de l'écrasante majorité des kamerunais, avec l'UPC, est alors qu'il faut aider M. Biya à se débarrasser pour de bon de la tutelle d'Ahidjo et son clan, pour engager le Kamerun dans la voie du changement démocratique et du progrès.

4. Les initiatives de l'UPC

Dès l'annonce du remaniement du 18 juin, l'UPC publie une déclaration dans laquelle elle dévoile la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, et qui a conduit au remaniement :

"La rupture entre le président Biya et M. Ahidjo a été provoquée par une manoeuvre de ce dernier visant à faire adopter à la sauvette par la nouvelle Assemblée Nationale, à l'insu du chef de l'état, avec la complicité de M. Sadou Daoudou, un projet de loi scélérat qui devait amender la Constitution. L'amendement aurait rendu le parti unique constitutionnel. Il aurait ainsi donné à l'UNC d'Ahidjo le pouvoir de désigner pratiquement le chef de l'état et de le révoquer à tout moment. L'UNC ne pouvait mieux reconnaître qu'elle est et reste un parti illégal "

En décidant aussi brusquement , peu après avoir été informé du projet secret, d'éliminer du gouvernement des membres influents de l'UNC impliqués dans cette affaire (Sadou Daoudou, Ayissi Mvodo, Samuel Eboua, Bwele Guillaume), M. Biya mettait un frein aux ambitions inassouvis de l'ancien dictateur et ses partisans fidèles. Et c'est ce que l'UPC décida d'encourager, en décidant de soutenir cette orientation positive du nouveau président.

Et quand, quelques heures seulement après l'annonce officielle du remaniement, Ahidjo tentera encore une nouvelle manoeuvre, en proposant aux ministres originaires du Nord du pays de démissionner en bloc, ce sera encore un fiasco lamentable.

Aussi, l'UPC replacera-t-elle les choses en place,

en précisant :

" Ahidjo voulait se présenter comme l'artisan de l'unité nationale kamerunaise. Il a fait falsifier l'Histoire de manière grotesque, par toutes sortes de griots, pour usurper la place de Ruben Um Nyobe.

Aujourd'hui, il fait peser sur le pays la menace de la sécession du Nord, annulant du coup tous les discours qu'il a tenus pendant plus de 20 ans sur l'unité nationale, discours dont le caractère démagogique apparaît mieux maintenant ".

Pour Ahidjo, le compte à rebours se précipitait, au grand soulagement de tous les kamerunais.

Le meeting du 21 mai

Etant donné les conditions de clandestinité imposées à l'UPC dans le territoire national et l'impossibilité où elle se trouve de ce fait (pour le moment) de tenir des réunions publiques, c'est à Paris que, le 21 mai, l'UPC organise un meeting avec les kamerunais en France. Il s'agissait de discuter avec eux sur la nécessité et les implications nationales d'une délégation de notre parti à Yaoundé : le président Biya prétend vouloir le changement, les Kamerunais ont soif de démocratie. Seule une mobilisation générale de tous les kamerunais, seul un soutien massif à l'action et aux initiatives politiques de l'UPC peuvent constituer une base solide le changement et la démocratie dans notre pays. Ce meeting était aussi consacré à la célébration du 35^e anniversaire du parti.

Escarmouches à l'ambassade du Kamerun à Paris

M. Biya avait officiellement et publiquement autorisé les kamerunais exilés *"qui se réclament de l'UPC"* à rentrer dans leur pays. Prenant au sérieux cette déclaration, cinq dirigeants de notre parti avaient

informé l'ambassadeur du Kamerun en France qu'ils viendraient demander leurs passeports le 14 juin en vue de préparer leur retour. La suite est ainsi relatée dans le n° 36 (mai-juin 1983) comme suit :

"...Grande fut leur surprise de trouver un dispositif policier impressionnant : pas moins de 80 agents et fonctionnaires de police et de nombreux véhicules de police bouclant la rue devant l'ambassade.

L'employé de l'ambassade qui se tenait devant la grille d'entrée fit savoir aux upécistes que M. l'ambassadeur ne les recevrait pas, et fit aussitôt appel à la police française ...

Le commandant de police du 16^e arrondissement répondit qu'il avait des ordres de ses chefs de ne pas laisser entrer. Sitôt dit, sitôt fait; il fit refouler les upécistes au-delà des barrières fermant les entrées de la rue qui passe devant l'ambassade..."

Quelques journaux français reprendront l'information. Ainsi, le 17 juin, *L'Humanité*, organe central du parti communiste français, commente :

" La libéralisation promise (par le président Biya) se fait attendre. Pire, des informations encore non confirmées semblent indiquer que la répression politique se poursuit au Cameroun.

Alors que la Constitution camerounaise prévoit le multipartisme, un parti unique, l'UNC, de l'ancien président Ahidjo, a confisqué depuis des années le pouvoir et interdit l'expression démocratique "

De son côté, l'hebdomadaire *Révolution* interroge dans son n° du 24 juin "le président Paul Biya(qui) semble plus occupé d'affirmer son pouvoir contre son prédécesseur et ses hommes, que de mettre en oeuvre les promesses d'ouverture qu'il a multipliées"

puis le journal interroge plus directement la police française : *"les forces de l'ordre parisiennes n'avaient-elles pas mieux à faire ?"*

Pour sa part, *Le Matin de Paris* semble préférer l'ironie en remarquant que *"..la délégation (de l'UPC) a été reçue par plusieurs dizaines de CRS et a été éconduite"*.

Dans une conférence de presse le 15 juin à Paris, puis le 17 juin dans un meeting à Strasbourg, le camarade Siméon Kuissu tirera les conclusions qui s'imposent à la suite d'un acte aussi irresponsable et en même temps que très significatif :

" Pourquoi cette grossière mise en scène ? Les membres de l'UPC ne sont pas des terroristes. ...Si le président Paul Biya voulait empêcher nos membres de rentrer au pays, il ne s'y prendrait pas autrement... Il s'agit là d'un recul de la part du président Paul Biya, et les conditions posées préfigurent une nouvelle menace de répression politique ".

Malgré toutes ces reculs de M. Biya, l'UPC continuera d'avoir une attitude d'ouverture conforme à l'intérêt supérieur du pays.

La Déclaration du Bureau Politique du CC le 21 juin

Au lendemain du remaniement ministériel du 18 juin, cette déclaration de l'UPC sera particulièrement décisive pour la suite des événements et des réactions dans le pays.

Le Bureau Politique mettait encore plus l'accent sur la proposition de l'UPC de mettre sur pied par tout des Comités d'Action pour le Changement Démocratique (CACDEM) en vue de soutenir le président Biya pour le changement démocratique et contre les barons réactionnaires du clan Ahidjo. Par cette proposition, l'UPC se plaçait véritablement à

la tête du mouvement de masse qui devait aboutir à l'éviction du dictateur Ahidjo de la scène. On ne pouvait par ailleurs pas confondre de bonne foi cette initiative avec une quelconque politique de ralliement à l'UNC ni à M. Biya.

CONCLUSION

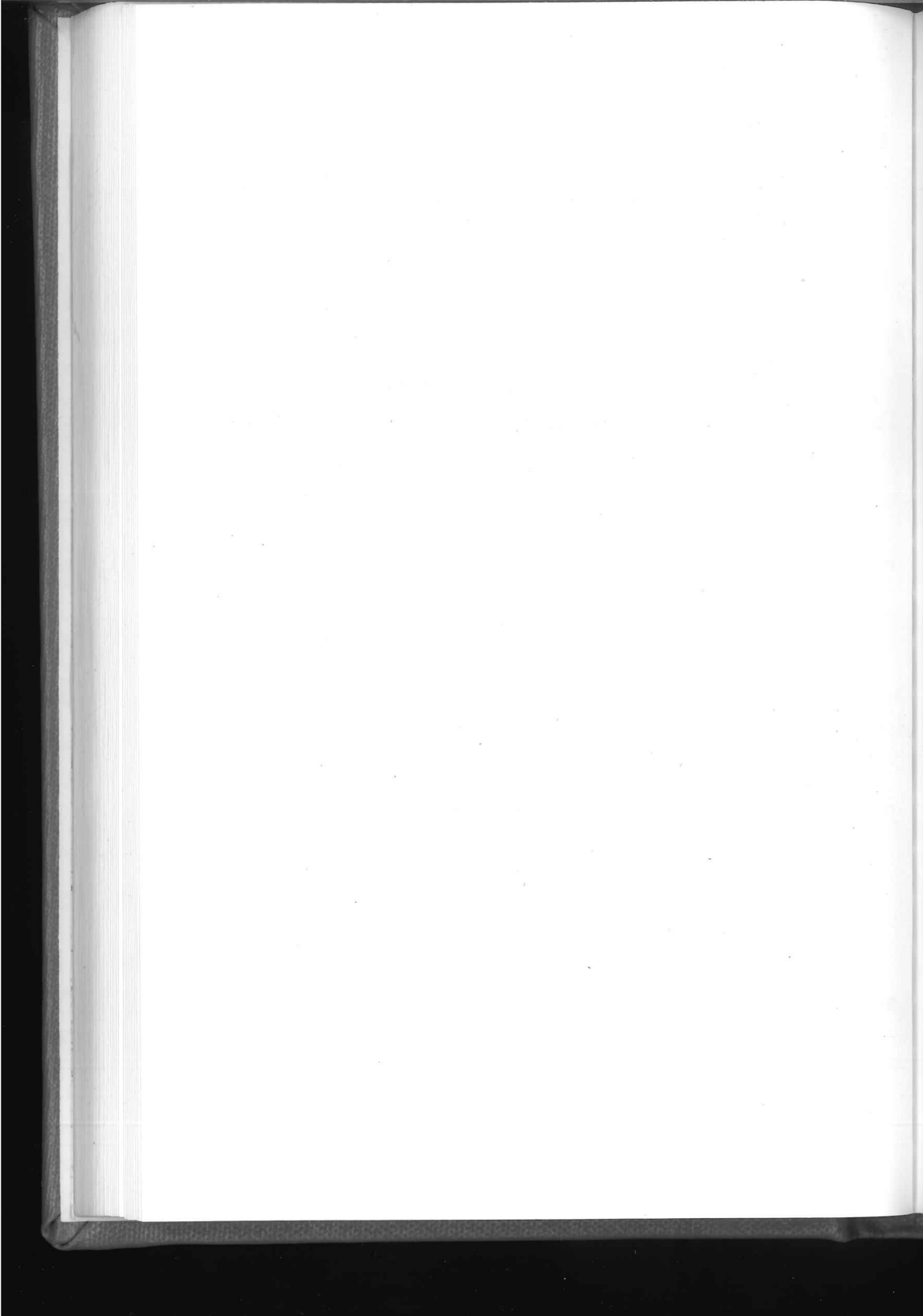
A la fin juin, Ahidjo et les forces rétrogrades viennent de subir de cinglantes défaites :

- tentative d'institutionnaliser le parti unique qui se solde par un échec ;
- manoeuvres régionalistes de déstabilisation du gouvernement à la suite du remaniement du 18 juin qui se solde aussi par un fiasco ;
- tentative de coup de force par l'armée qui elle aussi échoue.

Ces défaites sont liées à une assez forte mobilisation, effective ou potentielle, en faveur du changement, dans les masses.

L'UPC soutient les efforts de M. Biya qui vont dans le sens de sortir le pays de la dictature ahidjoïste, et elle propose au peuple kamerunais de donner un contenu précis et une forme organisationnelle à ce soutien à travers le projet de Comités d'Action pour le Changement Démocratique.

Alors que beaucoup d'observateurs pensaient que la crise se terminait, elle allait connaître au mois d'août des développements encore plus explosifs qui allait entraîner la mise en accusation implicite mais claire d'Ahidjo par M. Biya, et une attaque en règle lancée contre ce dernier par son prédécesseur.



IV - TROISIEME TRIMESTRE 1983

par Haman Bako

Le 18 juin 1983, comme relaté plus haut, quelques heures avant l'arrivée du président français Mitterrand en visite officielle dans notre pays, M. Biya annonce un remaniement ministériel. Sept ministres dont quatre barons fidèles notoires d'Ahidjo (l'éternel Sadou Daoudou, Ayissi Mvodo, Samuel Eboua et Guillaume Bwélé) sont remerciés.

Pour les fans d'Ahidjo, désormais, l'évidence devient impossible à cacher. On passe donc aux demi-aveux : "*De l'avis de beaucoup (nà!), les relations ne seraient pas au mieux entre les deux hommes*" (Ahidjo et Biya, évidemment), concède finalement Siradiou Diallo dans *Jeune à Fric* daté 29 juin. Quant à A. Fall d'*Afrique Asie*, sans être un fan d'Ahidjo, il renchérit plus prudemment encore dans le n° daté 17 juillet : "*il semble que la coordination entre les deux hommes ne soit pas parfaitement huilée*". Voilà pourtant des mois déjà que l'UPC explique de long en large cette chose absolument évidente. Mais on reste "prudent"... Pour pouvoir vendre son journal et gagner de l'argent. Sur le dos des kamerunais que l'on intoxique par dessus le marché en leur racontant des boniments sur des événements qu'ils sont pourtant les premiers à vivre.

De là, les événements vont se précipiter. C'est ce que nous allons voir, de juillet à septembre.

Mais avant, il nous semble important de mettre en évidence, encore une fois, la conduite inqualifiable de la grande presse occidentale ou faite en Occident pour les Africains, attitude consistant purement et simplement à falsifier les faits quand il s'agit de l'Afrique.

Pour que personne n'oublie... Ou ne dise pas qu'il ne savait pas !

1. Falsification des faits

Depuis le début du conflit tchadien, les français, qui ne sont nullement innocents dans cette affaire, l'ont constamment "expliquée" par l'impossibilité de coexistence au sein d'un même pays entre les musulmans du Nord et les populations chrétiennes ou animistes du sud du pays. D'où l'idée, maintes et maintes fois avancée (par exemple encore au mois d'août 1983 par le président français F. Mitterrand) de créer une fédération entre une République du Nord du Tchad et une autre du "*Tchad utile*", c'est-à-dire le sud.

S'agissant du Kamerun, l'explication miracle des conflits africains a été remise à l'honneur pour saisir la nature de la lutte qui s'y mène depuis novembre 1982. Certains journaux, dont quelques uns sont visiblement payés par l'ex-dictateur Ahidjo, s'empressent d'"expliquer" que, si Ahidjo complotait c'est sous la poussée d'une "*inquiétude grandissante du Nord*" d'une part; et d'autre part, tout le conflit est la conséquence logique des difficultés à "*surmonter le tribalisme et les divisions Nord-Sud, ces maladies endémiques de l'Afrique*" (*L'Express*, Paris, septembre 1983).

Il est instructif de citer quelques unes de ces perles pour convaincre le lecteur que nous caricaturons pas du tout le point de vue des faiseurs d'opinion en Occident, "*pays de la liberté etc, etc*".

Tout en reconnaissant que ce n'est pas forcément "*l'élément le plus significatif*", L. Zecchini écrit dans *Le Monde* du 21 septembre 1983, que "*le problème ethnique a été, est et restera une donnée essentielle pour comprendre ce qui se passe au Came-*

roun" . Son collègue Philippe Decraene lui, s'ingénie à ramener le problème, tantôt à un conflit entre jeunes technocrates et vieux politiciens, tantôt à *"une querelle de personnes"*. Mais le 24 août de la même année, l'éditorialiste anonyme du même journal avait appris à ses lecteurs que, la question, c'est en fait que, *"originaire d'une petite ethnie du sud du pays, M. Biya n'a jamais été bien accepté par les Nordistes, de religion musulmane qui, par M. Ahidjo interposé, détenaient les rênes du pouvoir depuis l'indépendance"*.

Ce faisant, *Le Monde* semble copier mot pour mot les âneries qu'on pouvait lire la veille dans le quotidien d'Abidjan *Fraternité Matin*, équivalent en Côte d'Ivoire de notre *Cameroon Tribune* :

" L'arrivée à la tête de l'état de M. Biya, qui appartient à une ethnie minoritaire du sud du Cameroun, les Boulous, n'a jamais été véritablement acceptée par les hommes du Nord, de religion musulmane, dont M. Ahidjo est originaire, et qui se trouvaient ainsi dépossédés du pouvoir suprême ".

Ceci n'a rien d'étonnant, puisque les deux journaux s'abreuvent à la même source : l'Agence Française de Propagande (AFP).

Six jours après cet éditorial du 24 août, *Le Monde* récidive. Avec un peu plus de cohérence que le pauvre Decraene. Françoise Chippaux feint de se demander, conformément au style du journal qui par ces détours interrogatifs, se donne ainsi une image d'*"objectivité"*, si *"au delà d'une querelle d'hommes, ne s'agit-il pas d'une tentative de revanche des "sudistes" du président Biya sur les "nordistes" de l'ancien président Ahidjo, qui pourrait faire éclater une unité chèrement acquise et qui semble aujourd'hui plus fragile que jamais ?"* (Le Monde, 30 août 1983).

Pour sa part, le journal catholique *La Croix* parle de la "tchadisation" du Kamerun, et écrit le 24 août : "Le Cameroun glisse inéluctablement vers l'affrontement Nord-Sud". Cette idée est encore reprise le 26 août et l'on peut lire dans ce n° que, par ses déclarations injurieuses, Ahidjo lance "un appel au peuple à peine voilé, qui peut trouver un écho dans les provinces musulmanes du Nord où l'on digère mal d'avoir perdu le contrôle de l'Etat (et le pouvoir économique) au profit des chrétiens et animistes du sud".

A quel point ces âneries Nord-Sud aliènent les esprits en occident, notamment en France, on en a une illustration dans le fait que, même un journaliste connaissant assez bien le Kamerun comme Elio Comarin tombe sous leur influence, en écrivant le 28 août dans *Le Matin de Paris* que "ce match (entre Ahidjo et Biya) n'opposait pas uniquement deux hommes, mais aussi le Nord (Ahidjo) et le Sud (Biya) du pays.

Dans son article de *L'Express* déjà cité, Christian d'Epenoux, sous le titre "Le divorce entre l'ancien et le nouveau président ranime les vieux démons du tribalisme", prétend que "l'accrobate Ahidjo méritait bien, sans enflure verbale, son nom de père de la nation". Puis il se demande si "Biya s'est-il trop pressé de placer ses hommes ?". Et il falsifie immédiatement : "c'est ce que lui reprochent aujourd'hui les Nordistes, et Ahidjo, le premier d'entre eux".

A un moindre degré parce que plus prudent, *Jeune à Fric* accrédite cette thèse sous la plume de l'inévitable Siradiou Diallo le 7 septembre 1983. Il raconte que, à un niveau plus restreint, "les cercles d'alliances politiques (autour de Biya et Ahidjo) font place à des côteries à caractère régional et ethnique : barons du Nord contre jeunes intellectuels du Centre-Sud".

Dans la mesure où les idéologues bourgeois inventent des théories ineptes du *"tribalisme et autres divisions Nord-Sud, maladies endémiques de l'Afrique"* pour expliquer tout ce qu'ils ne peuvent pas mettre sur le compte des *"rivalités Est-Ouest"*, dans la mesure où ils essaient particulièrement de mettre en avant cette "théorie" pour cacher la lutte de notre peuple (et des peuples africains) pour la démocratie, et nier les luttes des classes au Kamerun et en Afrique, dans ces mesures là, il nous faut continuer notre combat de façon rigoureuse et soutenue contre leurs inepties, véritables camelotes-pour-nègres.

L'affirmation contenue dans l'éditorial cité du journal *Le Monde*, à savoir que, *"originnaire d'une petite ethnie du sud du pays, M. Biya n'a jamais été bien accepté par les Nordistes, de religion musulmane qui, par M. Ahidjo interposé, détenaient les rênes du pouvoir depuis l'indépendance"*, cette affirmation contient quatre informations fausses et tendancieuses.

1. La première : les Nordistes de religion musulmane

Selon le sens de la phrase, les Nordistes seraient tous, ou tout au moins en majorité, de religion musulmane. D'ailleurs, le 30 août 1983, *Le Monde* est encore plus clair à ce sujet, puisque Françoise Chipaux écrit que *"l'intérim du premier ministre est confié à un Nordiste chrétien, alors que la majorité des gens du Nord est musulmane"*.

Cette affirmation inexacte traduit, ou une ignorance complète, ou de la malhonnêteté politique. Les "Nordistes", c'est-à-dire les kamerunais qui habitent les actuelles provinces de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord, sont dans leur majorité animistes et chrétiens. L'UPC a déjà mis l'accent sur cette réalité à plusieurs reprises dans ses publications. Sur les 60 à 70 ethnies que comptent ces trois

provinces de l'ancien Nord, 7 seulement sont entièrement islamisées; les autres (à quelques rares exceptions près) sont animistes ou chrétiennes en majorité. D'ailleurs, dans le mensuel *Le Monde diplomatique* (août 1983), Philippe Decraene (le même!) reconnaît que "on ignore trop souvent, que ce sont les adeptes de ces deux religions qui sont les plus nombreux, même dans le Nord, et non les musulmans". Etant donné que cette phrase de Decraene date de juillet (car publiée dans *Le Monde diplomatique* daté août, paraissant au début du mois) tandis que l'éditorial cité plus haut, et l'article de F. Chippaux datent de fin (24 et 30 août respectivement), il est clair que les messieurs et dames du Monde (ce sont les mêmes personnes qui dirigent *Le Monde diplomatique* ou presque) se moquent royalement des gens, à commencer par leurs lecteurs Or, en Afrique, la religion, on vous le dit, est une donnée importante du pouvoir politique, puisque, par exemple, Christian d'Epenoux nous explique qu'il faut "concilier l'islam, le christianisme et l'animisme", sous peine de courir le risque de la désunion. Il en découle donc que, quand *Le Monde* falsifie aussi grossièrement les informations sur la religion au Kamerun, ce journal tend à déstabiliser le pays. *Le Monde* tend à accréditer l'idée chimérique d'un Nord musulman, uni derrière son chef religieux et politique Ahidjo, idée déstabilisatrice dans la mesure où c'est Ahidjo qui paie les gens pour l'entretenir (l'idée), tout ceci afin de justifier une éventuelle tentative de sécession du Nord.

2. La deuxième : les Nordistes détenaient le pouvoir

Cette assertion est aussi fausse et tendancieuse. Selon le sens de cette phrase, sinon tous les Nordistes, au moins la majorité, détenaient le pouvoir depuis l'indépendance. D'abord le pouvoir au Kamerun depuis 1960, n'a jamais été et n'est toujours

pas démocratique. C'est une minorité qui gouverne depuis cette date. Jusqu'à la démission du dictateur, cette minorité a gouverné sous la direction d'Ahidjo et sous les ordres de leurs maîtres néo-coloniaux de Paris et, à un moindre degré, de Londres. Il est faux de prétendre que les rênes du pouvoir étaient détenus par les Nordistes, dans la mesure où, parmi les barons d'Ahidjo, il y avait des gens comme Ayissi Mvodo, Samuel Eboua, Fou-da André, Muna Tandeng, Sabal Lecco, Egbe Tabi et sans parler des hommes de main comme Fichivé Mama etc, tous du Sud.

Enfin, il est évident que l'information du Monde tend à susciter des sentiments anti-nordistes dans la population du sud du pays.

3. La troisième : les Nordistes...par Ahidjo interposé

C'est une assertion mensongère que de prétendre que les Nordistes détenaient le pouvoir par Ahidjo interposé; cette assertion est également tendancieuse. En d'autres termes, Ahidjo était un pion des gens du Nord. Chacun sait que c'était exactement le contraire. Ahidjo prenait des fidèles parmi l'aristocratie islamo-peuhle, pour qu'ils le servent docilement à des postes-clés. Par ailleurs, il opprimait sévèrement les Nordistes, les maintenait dans l'abrutissement pour obtenir facilement leur soutien; il recrutait les hommes de troupe de son armée parmi les populations non-islamisées du Nord, appelés globalement *Habé* ou *Kirdi*.

Mais le mensonge ici tend à "laver", à disculper Ahidjo de tous les crimes odieux qu'il a commis contre notre peuple, et dont il doit encore répondre.

Le journal ivoirien *Fraternité Matin*, dans son n° daté 23 août 1983, va même jusqu'à présenter Ahidjo, non seulement comme innocent, mais comme ce-

lui qui tempérait l'ardeur de ses hommes : *"les appels répétés de M. Ahidjo n'ont apparemment pas été entendus par ses partisans, qui auraient pris l'initiative de déstabiliser l'actuel pouvoir de M. Biya"* écrit le journal de Houphouët-Boigny.

Bien entendu, tous ces articles présentent Ahidjo comme un "sage" qu'il a toujours été, retiré paisiblement à Garoua puis à Grasse (France), tempérant *"les ardeurs d'un entourage qui n'a toujours pas su pourquoi"* il a démissionné, calmant *"l'inquiétude grandissante dans le Nord"*. Et pourtant !

La vérité est que les masses kamerunaises ont suivi les changements et la décomposition d'Ahidjo avec sympathie et même enthousiasme. Et il serait ingrat de feindre d'ignorer qu'elles ont apporté une contribution décisive à l'évolution de la situation. La phrase suivante de quelqu'un de Garoua exprime bien le sentiment général dans la capitale de l'ancien Nord comme dans toute cette partie du pays : *"C'est Allah qui nous a débarrassé d'Ahidjo; sa tentative de retour va donc contre la volonté de Dieu"*

4. La quatrième : M. Biya refusé par le Nord

Enfin, l'assertion selon laquelle, *"originaire d'une petite ethnie du sud du pays, M. Biya n'a jamais été accepté par les Nordistes"* est fausse et tendancieuse.

Ici dans le Nord, nous n'avons eu aucune information de ce genre, et nous n'avons constaté aucun indice de haine des populations contre Biya du fait de son origine ethnique. Au contraire, les masses ont même plutôt accueilli Biya avec un certain enthousiasme qui a d'ailleurs grandi après le 22 août. Nous upécistes, n'avons aucun intérêt à déformer les sentiments des masses dans le sens d'une exagération en faveur de Biya. Mais nous devons également relever scrupuleusement les sentiments et attitudes des masses tels qu'ils sont vraiment. Surtout

lorsque, comme c'est le cas ici, ces sentiments et attitudes ne sont pas entièrement fondés. L'UPC dit en effet au peuple, au sud comme au nord, qu'il faut soutenir Biya contre Ahidjo et son clan, mais aussi et surtout pour que Biya applique la démocratie et respecte la Constitution en laissant exister le multipartisme. Nous mettons le peuple en garde contre la tentance de plus en plus visible chez Biya, à tromper le peuple en agitant Ahidjo comme un épouvantail puisqu'il sait que, contre la politique d'Ahidjo, n'importe qui réunira encore les kamerunais qui en ont assez de la dictature; alors que Biya lui fait cela juste pour consolider son propre pouvoir personnel et, en définitive, contre les masses populaires qui ne voient rien changer dans le bon sens.

Il est donc faux de dire que les nordistes n'ont jamais accepté Biya du fait qu'il est du sud. Decraene dans son article du *Monde Diplomatique* d'août 1983, cerne d'ailleurs assez bien, pour une fois, "*les limites de l'antagonisme Nord-Sud*". Il n'est pas inutile de le citer même longuement, pour mettre en évidence la canaillerie de l'éditorial du *Monde* le 24 août :

" Dans le nord même du pays, ... M. Biya dispose d'alliés certains. Autochtones, majoritaires, brimés par les conquérants peuhl, les populations kirdi ou les Toupouri, les Massa et autres tribus, voient avec satisfaction l'installation du nouveau président; animistes ou chrétiens (...) ils pensent qu'un chrétien ayant succédé à un musulman à la magistrature suprême, leur promotion politique en sera accélérée... Enfin, au sein de la minorité peuhle elle-même, soit par conviction, soit par opportunisme, les ralliements à M. Biya ont été très nombreux et sur tout rapides ".

Le lecteur peut s'étonner de voir Decraene écrivant des choses pareilles, alors que *Le Monde* débite par ailleurs des inepties sur les oppositions Nord-Sud. En fait, c'est que Decraene et ses amis portent plusi-

eurs habits : quand ils écrivent pour la revue mensuelle *Le Monde Diplomatique*, ils s'efforcent de ne pas raconter trop d'âneries; tandis que le lecteur du quotidien est pris pour un imbécile à qui l'on fait avaler n'importe quoi (contrairement au lecteur moyen du mensuel, celui du quotidien n'est pas un spécialiste relativement bien informé sur l'Afrique, comme d'ailleurs sur les autres sujets). De plus, dire certaines vérités dans le quotidien pourrait conduire le lecteur de chaque jour (des millions de gens) à réfléchir un peu plus sur ce qu'on fait aux colonies au nom de la France, c'est-à-dire du peuple français...

Evidemment, il ne faudrait pas en déduire qu'au Nord, tout le monde acceptait Biya, et que celui-ci n'y avait pas d'ennemis. Tous les barons d'Ahidjo qui ont été écartés, les Moussa Yaya, Sadou Daoudou Ousmane Mey, Bouba Bello Maïgari, etc, et Ahidjo lui-même, n'accepteront sûrement pas leur défaite sans broncher. Au contraire, compte tenu de leurs moyens financiers, de leurs relations avec la bourgeoisie d'affaires et les féodaux du Nord, les barons déchus engageront une bataille contre Biya; et dans leur campagne, il est certain qu'ils tenteront d'exploiter les sentiments ethniques et religieux. C'est pourquoi l'UPC et le MANIDEM ne cessent d'ailleurs de mettre Biya en garde contre ses frères ennemis qui, surtout depuis le 14 septembre 1983, ne cessent de proclamer que "*le combat a cessé faute de combattants*".

L'affirmation du *Monde* démasquée ici, cherche à fonder l'idéologie libérale-négrière selon laquelle tout ce qui se passe en Afrique, ce n'est qu'une "*explosion tribale, du tribalisme, des divisions Nord-Sud, maladies endémiques de ce continent*", etc, etc. En fait, cette idéologie tend à diviser encore plus les pays.

Les autres interprétations que nous avons relevées en introduction contiennent d'autres falsifications tendancieuses qu'il convient de démasquer et dénon-

cer.

5. La fable de la "querelle d'hommes"

Après avoir échaffaudé quelques minables explications des changements du 18 juin, Decraene, qui n'y voyait alors, de façon indirecte, qu'une détérioration des rapports entre les deux présidents, fera de la thèse d'*"une querelle de personnes, ou plus exactement un débat d'autorité"*, la thèse fondamentale du *"psychodrame"* d'Ahidjo. Si F. Chippaux elle, considère cette thèse comme secondaire, elle la mentionne quand même au passage.

Eh bien, cette thèse est aussi fausse ou en tout cas superficielle. Ahidjo et Biya ont étroitement collaboré pendant 15 ans. Dans une charge de dépit contre Biya au lendemain des événements du 22 août 1983, le journaliste ex-OAS français Jean Marc Kalflèche du journal réactionnaire *Le Quotidien de Paris* écrit que Biya n'est *"rien d'autre, au départ, que la création de M. Ahidjo, un vulgaire diplômé des sciences politiques de Paris"*. Kalflèche fait semblant d'ignorer, évidemment, que, sans le colon Aujoulat, Ahidjo lui, qui n'est pas diplômé comme Biya, ne serait absolument rien. Il n'empêche que la remarque du journaliste ne manque pas totalement de pertinence. C'est une vérité qu'Ahidjo aurait pu gommer Biya à tout moment lorsqu'il était encore le président de la république. Il l'a au contraire confirmé comme son dauphin après sa tricherie constitutionnelle de 1979, et lui a laissé la suite, le pouvoir, en novembre 1982. Bien sûr qu'Ahidjo avoue par la suite qu'il n'est qu'un piètre observateur, puisqu'il s'est totalement trompé sur celui qu'il a pourtant mis 15 ans à surveiller. Mais tout de même, il peut paraître bizarre qu'une querelle de personnes surgisse brusquement dès que Biya accède au fauteuil du "père". A moins que l'ingratitude de Biya ne soit monumentale. Car, n'oublions pas que, selon *"la première explication crédible"* donnée par Henri Bandolo sur *"Comment et pourquoi"*

Biya a "effacé" Ahidjo ?", les deux bonshommes se seraient disputés pour des prunes; à la suite de quoi Biya *"répudia"* Ahidjo, lequel se vengea en insultant copieusement son successeur. Selon Bandolo, il s'agit d'une histoire de *"blindés en vadrouille, poisson d'avril, étui mal fermé, protocole..."* (Africa, octobre 1983). On en ritait s'il ne s'agissait pas de choses sérieuses mettant en cause la vie de millions de personnes : les kamerunais et au delà les Africains.

Manifestement, la thèse d'une querelle d'hommes est trop légère. Une querelle qui a eu tant de conséquences dans un pays qui est l'espoir des multinationales impérialistes, une telle querelle ne pouvait être une simple querelle de personnes. Derrière les personnes, il y a des enjeux autrement plus sérieux. L'ironie veut que le même Decraene et son journal, qui prennent les français pour des demeurés en leur racontant la fable d'une querelle de nègres, se trouvent d'accord avec nous pour dire que *"l'enjeu est de toute façon capitale. En effet, évrivent-ils, une déstabilisation du Cameroun serait doublement criminelle"*. Nous y reviendrons. Notons pour le moment que cette présentation des faits n'est pas innocente. Car la conclusion qui en découle est éloquente : *"l'un des deux protagonistes du psychodrame camerounais doit, soit se soumettre, soit se démettre"*, commande Decraene dans Le Monde. Pour cela, il faut les laisser se battre jusqu'au "finish". Et donc, *"aucun étranger — qu'il soit européen ou africain —, aucun camerounais, ne dispose d'une autorité suffisante pour s'entremettre avec succès entre MM. Biya et Ahidjo; tout au plus, les tiers ont-ils la possibilité — et donc le devoir — de ne pas empoisonner l'atmosphère"*. Ainsi, très sérieusement et sans en avoir l'air, ce monsieur battit donc un édifice qui semble tenir debout. A savoir que le "psychodrame camerounais (car c'en est un), c'est une bagarre entre Biya et Ahidjo; comme on ne peut plus les séparer, "y a ka" les laisser se battre à mort; le monde, le peuple camerounais compris, doit rester à l'écart, en spec-

tateur de ce duel sans merci. Mais comme (Bandolo parle) à présent, Biya a "effacé" Ahidjo, l'un des protagonistes s'est démis, donc il n'y a plus de problèmes. CQFD. Il est impossible de laisser passer des naïseries apparemment naïves mais dangereuses comme celles là. Dangereuses car elles visent à tenir le peuple kamerunais en dehors d'une série de luttes qui décident de son sort, pour laisser l'avenir de notre pays se décider par divers milieux néo-coloniaux louches, et les divers clans de barons tous aussi corrompus les uns que les autres ou presque.

6. La soi-disant "revanche" des sudistes

La thèse de la *"revanche des sudistes du président Biya sur les nordistes de l'ancien président Ahidjo"* découle tout naturellement de la falsification qui faisait des nordistes les détenteurs du pouvoir par Ahidjo interposé, depuis l'indépendance. En effet, tous ceux qui, au Kamerun ou hors de notre pays, ont toujours considéré de façon erronée ou malveillante, qu'Ahidjo a gouverné pour le compte des nordistes ne pouvaient plus voir les changements intervenus le 18 juin et le 22 août qu'à travers leurs oeillères étriquées.

Quand il ne s'agit que du point de vue d'une journaliste, on peut à la limite se contenter de le réfuter. Mais quand on sait que les journalistes en question répandent là les allégations d'Ahidjo et sa clique, qui cherchent à entraîner derrière eux les populations du Nord du pays, les choses sont plus sérieuses en core. Malheureusement, au Kamerun même, il s'est trouvé des gens qui, par leurs pratiques et leurs déclarations, visaient à rendre crédible la thèse de la revanche du sud sur le nord.

Ainsi, les auteurs de la fameuse motion du 11 juin, renouvelée après le 22 août. Ces gens là décrétèrent la province du Centre-Sud siège *"naturel (??!) et historique des institutions"*, et qui par conséquent,

devait "*naturellement*" produire le président de la république ! De même que l'archevêque réactionnaire de Yaoundé, Jean Zoa, qui se félicitait, au cours d'une homélie, que le président soit maintenant un catholique. Tous ces gens là ne pouvaient que cautionner sinon susciter des sentiments revanchards.

Certaines nominations effectuées par M. Biya dans cette période (avant comme après le 22 août) étaient également de nature à alimenter les remarques en ce sens. L'UPC, dans une déclaration du Bureau Politique de son Comité Central, a mis en garde M. Biya contre ces tendances, et a clairement averti qu'elle combattrait des attitudes discriminatoires à l'égard du Nord si elles se manifestaient, tout comme elle le fit sous la dictature d'Ahidjo en ce qui concerne le sud du pays (et aussi le Nord et le West-Kamerun).

Ceci dit, il faut se poser la question de savoir quelle est la revanche dont il est question. S'il s'agit d'une "revanche des sudistes contre les nordistes", l'opinion de l'UPC est qu'elle est très dangereuse pour notre peuple, et du reste sans aucun fondement, vu que, comme nous l'avons fait observer plus haut, les "nordistes" n'ont jamais exploité les "sudistes".

Encore une fois, les masses populaires du Nord à aucun moment, n'ont vécu un régime de faveur de la part d'Ahidjo. Au contraire, les trois provinces actuelles du Nord restent aujourd'hui encore bien plus déshéritées dans de nombreux domaines que celles même du Sud. C'est la propagande mensongère d'Ahidjo qui a inventé et inculqué ce mythe à nos compatriotes du sud, dans le seul but de rendre plus difficile l'Union des populations du Kamerun contre son travail sordide d'oppression du peuple et de pillage du pays. Le danger d'une telle conception n'est évidemment pas difficile à prouver. Chacun peut comprendre que, il aurait suffi qu'un agent d'Ahidjo ou même un simple virus tue Biya le 19 juin ou le 23 août 1983, pour que les revanchards tentent avec

quelque chance de succès, de soulever les masses "sudistes" contre celles du Nord, et exécutent ainsi leur vieux rêve de détourner les masses opprimées du combat pour la démocratie et le bien-être.

Notre Peuple recèle sans aucun doute des sentiments patriotiques et unitaires profonds, et il en a fait la démonstration plusieurs fois. Mais, avec les Ahidjo et sa bande d'un côté, propageant des idées malsaines parmi les populations du Nord; et des prétendues "élites du Centre-Sud" ou de toute autre région attisant de l'autre côté des haines non fondées, on peut et on doit s'attendre à tout et être vigilant. De nombreux cadres et hommes d'affaires "nordistes" à Yaoundé, avaient discrètement fait leurs affaires et se tenaient aux aguets. Dans un tel climat, l'assassinat d'un "haoussa" dans une ville du sud peut se révéler grave de conséquences, quel qu'en soit par ailleurs les causes.

La seule manière de prévenir une telle situation, c'est de combattre résolument tous ceux qui prétendent que, *"maintenant, c'est le tour des sudistes de prendre leur part; et les haoussa vont voir..."* etc.

Si par contre on veut parler d'une revanche du clan des bourgeois du sud qui veulent ravir les postes-clés au clan de l'aristocratie féodale islamo-peuhle du Nord, cela peut avoir quelque sens, dans la mesure où c'est précisément Ahidjo qui a inventé cette méthode de gouvernement. Mais cette bataille entre deux clans de la bourgeoisie n'est pas la principale préoccupation de 99% des kamerunais, même si les masses sont intéressées à cette lutte et doivent s'y intéresser de près, y intervenir pour l'orienter le cas échéant dans un sens qui leur soit favorable.

Ahidjo s'était entouré aussi de barons du sud. Mais il n'en reste pas moins vrai que, même après son premier départ (4 novembre 1982), il s'était arrangé pour entourer Biya d'un "carré d'as" composé de Saïdou Daoudou, Bouba Bello Maïgari, Abdoulaye Maïka-

no, Youssoufa Daouda, sans parler d'Aminou Oumaru chargé de surveiller le ministre des affaires étrangères, tous ces cinq là barons de l'aristocratie islamo-peuhle. Mais il est évident que, même dans un cas pareil, l'UPC et tous les patriotes véritables ne peuvent qu'être résolument contre le remplacement d'un système ségrégationniste par un autre du même genre.

7. A propos de "l'unité chèrement acquise...menacée"

Il s'agit là, évidemment, du mensonge favori d'Ahidjo. Il aimait à dire que sa plus belle réussite, c'est l'unité nationale que lui, *"l'acrobate Ahidjo"*, a réussi à construire. Il l'a encore rappelé à Biya, de la manière que l'on sait, au soir du 22 août : Biya, dit il alors, veut *"couvrir des opérations irréfléchies qui risquent de remettre en cause l'unité que j'ai patiemment et opiniâtrement instaurée au Cameroun pendant 25 ans"*. Et il ne riait pas ! A quoi son ancien griot, Henri Bandolo, qui l'a abandonné et pris un nouveau maître dans la nuit même du 22 au 23 août, répliqua : *Ahidjo tu mens, l'unité, "c'est le travail collectif de tous les camerounais qui y ont oeuvré avec courage et abnégation. (Tu n'es qu'un) "usurpateur du produit des sacrifices accomplis par tout un peuple"*. Seulement voilà : Bandolo et les canailles de son espèce ont chanté cette fable d'Ahidjo bâtisseur de l'unité pendant 25 ans. Il y a de cela seulement quelques mois, un certain...Paul Biya colportait aussi cette fable d'un Ahidjo *"géant de l'Histoire, véritable bâtisseur de la Nation Camerounaise..."* etc, etc. Aujourd'hui, plus personne au Kamerun n'ose dire qu'Ahidjo est (ni même a été un jour !) le père de la nation. La Nation serait-elle subitement sans père ? C'est que Ruben UM NYOBE, le seul et vrai Père de la Nation, a la peau dure.

Dans la résolution sur l'unité nationale votée au 3è congrès de l'UPC tenu en 1982, notre parti a encore montré, sans discussion possible, qu'Ahidjo

n'a pas construit l'unité nationale du Kamerun. Bien au contraire, il laisse un pays où les divisions ethniques, régionales et autres, ont été soigneusement construites et entretenues : entre le Nord et le Sud, entre les "anglophones" et les "francophones", entre les Habé du Nord et les musulmans, entre la classe des oppresseurs bourgeois néo-coloniaux et les masses ouvrières et paysannes opprimées, etc. C'est quand même bizarre, cette unité chèrement acquise, cette unité *"chèrement, patiemment, opiniâtement instaurée pendant 25 ans"* et qui, en même temps, s'avère si fragile que, sitôt son bâtisseur parti, se met à se disloquer. Si l'édifice ne tenait que sur une personne, alors cet édifice n'avait aucune solidité. Et le tort est alors grand, de ceux qui ont trompé le peuple à propos d'une unité aussi branlante. La vérité est encore que les véritables *"démons du tribalisme"*, ce sont les Ahidjo et leur régime dictatorial et de 25 ans; ce sont ceux qui, aujourd'hui, mettent en exergue le fait que le président actuel est de leur ethnie ou de leur religion ou région.

EN RESUME

L'examen des faits montre la chose suivante : la thèse selon laquelle les événements de 1983 au Kamerun s'expliquent par une revanche des *"sudistes"* sur les *"nordistes"*, et par la non-acceptation d'un président sudiste par les gens du Nord, cette thèse, est une falsification malintentionnée de la réalité. Des barons du sud ont comploté avec Ahidjo contre Biya, et ont été limogés par ce dernier pour cette raison. Par ailleurs, des responsables nordistes se sont désolidarisés ouvertement du projet d'Ahidjo invitant les nordistes à une démission en bloc (ce fut le cas de Wadjiri par exemple). Les populations du Nord ont clairement exprimé leur satisfaction devant la déroute (même partielle et provisoire à l'époque) d'Ahidjo et son clan, surtout chez les non-musulmans (majoritaires) il y avait une ambiance de véritable libération.

Pour un non-musulman du Nord, le fait que, depuis le 22 août, les invectives humiliantes du genre "*kaa-do*", "*birawandu*", etc, se fassent plus rares, c'est une sorte de libération. Enfin, les gens de Maroua et N'gaoundéré ont été réjouis de sortir de la tutelle étouffante de Garoua.

Une analyse socio-politique confirme que ladite thèse est sans fondement. D'ailleurs, même les journalistes réactionnaires liés aux milieux néo-colonialistes ultra français, ou payés par Ahidjo, reconnaissent maintenant ce que nous étions seuls à l'UPC à dire depuis plus de 20 ans, à savoir que les populations majoritaires du Nord, animistes ou chrétiennes, étaient brimées et opprimées par l'aristocratie islamo-peuhle et, de ce fait, constituaient des alliés objectifs potentiels de Biya. Beaucoup de gens qui niaient cette évidence hier encore, l'admettent aujourd'hui. Ainsi John Angulu, envoyé spécial du mensuel *Africa*, rapporte-t-il dans le n° d'octobre 1983 que "*La vérité est qu'au Nord même du pays, on était de plus en plus excédé par l'arrogance de quelques privilégiés que l'ex-administration avait sécrétés, aussi bien dans les milieux politiques que dans le monde des affaires*" ! C'est quand même fantastique, comment un journal peut changer de langage en si peu de temps!

Encore d'autres vérités que nous avons dites sans relâche dans notre presse, moyennant quoi on nous répondait que nous disions toujours la même chose! La famine sévit au Nord; la sous-scolarisation est générale, notamment celle des filles; l'infrastructure sanitaire est lamentable; les paysans peuhl et Mbororo sont expropriés sans arrêt par les Hadj dans l'A-damaoua; les impôts sont trop lourds pour les paysans soumis à la dictature du coton, une culture qui ne paie pas, etc. Tout cela montre suffisamment que les populations du Nord-Kamerun n'étaient pas les chouchous d'Ahidjo, et qu'elles ne peuvent donc qu'accueillir avec soulagement son départ, en espérant que soit installé un régime meilleur pour eux.

Par conséquent, notre parti explique aux populations du sud, qu'elles doivent comprendre que, si elles ont souffert de l'exploitation terrible pendant 25 ans, eh bien, elles ne doivent pas mettre cela sur le dos des kamerunais du Nord.

Tous les kamerunais qui travaillent ont un ennemi commun : le régime néo-colonial et dictatorial, anti-populaire, construit par Ahidjo et son groupe, et que Biya semble désireux de continuer.

Les masses kamerunaises ont donc intérêt à lutter ensemble, unies, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, pour la démocratie et l'avènement d'un régime populaire de progrès et de justice sociale.

Pour cela, il n'y a qu'une solution véritable : se mobiliser massivement dans le MANIDEM et l'UPC, les vraies organisations populaires du pays.

2. Le problème du soutien de l'UPC à Biya

Le 7 juillet 1983, un évènement de taille se produit sur la scène politique kamerunaise : au cours d'une conférence à Paris, le camarade Siméon Kuissu, secrétaire général adjoint de l'UPC, annonce que le Bureau Politique du Comité Central de l'UPC a décidé d'apporter le soutien du parti aux initiatives de M. Biya qui vont dans le sens du changement démocratique.

L'UPC considère en effet que, en limogeant les barons importants du clan Ahidjo, Biya se libère ainsi de la tutelle du clan et de son chef; et que cela représente un pas en avant vers le changement démocratique. Ceci d'autant que, dès novembre 1982, notre parti avait dénoncé cette tutelle et le bicéphalisme qu'Ahidjo avait imposé à la tête du pays, comme obstacles majeurs à une transition démocratique.

Le limogeage des barons apparaissait aussi comme une victoire des forces démocratiques qui n'avaient cessé de revendiquer cette mesure.

Mais ce soutien de l'UPC était naturellement tout sauf un ralliement au régime, en dépit des incompréhensions et même des interprétations malveillantes et ridicules de certains. La déclaration du Bureau Politique disait notamment : *" Le soutien de l'UPC aux efforts du président Biya est un soutien à l'orientation politique que vient de prendre le chef de l'état en se libérant de la tutelle de M. Ahidjo. L'UPC soutiendra tous les efforts qui iraient dans le sens du changement et eux seuls. C'est un soutien de principe qui n'appelle aucune contrepartie a priori. Ce soutien n'est pas et ne saurait être une cau*

tion à l'ensemble de la politique de M. Biya qui se rat-
tache encore malheureusement à la politique réaction-
naire de l'UNC".

Au cours de sa conférence, S. Kuissu dénonce aus-
si les complots du clan Ahidjo contre Biya. A l'ocasi-
on de cette déclaration, l'UPC appelle aussi les kame-
runais sans exclusive, à former partout des *Comités*
d'Action pour le Changement Démocratique (CACDEMY)

Dès le lendemain et dans les jours qui suivent, les
réactions de la presse internationale (notamment fran-
çaise), montrent que les observateurs ont compris la
portée de la position de l'UPC. Le 8 juillet, dans *Le*
Matin de Paris, et bien qu'il titre son article "*Combat*
de chefs au Cameroun", Elio Comarin écrit : "*Hier à*
Paris, les opposants de l'Union des Populations du Ca
meroun (UPC) ont apporté un "soutien franc" à Biya
... Soutien précieux mais également encombrant, au
moment où le Cameroun vit à l'heure du bicéphalisme"
Dans son n° du 15 juillet, l'hebdomadaire des milieux
néo-coloniaux *Marchés Tropicaux*, qui ignorait l'UPC
depuis des temps immémoriaux, fait une analyse sem-
blable et s'inquiète même : "*Cet appui de l'UPC, que*
M. Ahidjo a vainement recherché naguère, est une
arme à double tranchant. Quelle que soit la représen
tativité actuelle de ce parti, son ralliement (notez la
malhonnêteté, H.B.) au chef de l'état est symbolique
ment très important et donne de lui une image de ras
sembleur des Camerounais qui pourrait éclipser d'au
tant celle de son prédécesseur comme créateur de l'u
nité du pays. Mais l'UPC embarrasse aussi dans la me
sure où elle n'abandonne pas son programme politique
(demandant notamment trois actions "minimales" : libé
ration des prisonniers politiques, établissement du
multipartisme et respect des droits de l'homme et des
"libertés démocratiques"), et où le conflit entre le
président Biya, favorable à l'expression libre des par-
tis politiques et à un gouvernement des compétences,
et son prédécesseur, qui souhaite renforcer le rôle
du parti unique de l'UNC qu'il dirige et insiste sur

le facteur d'audience politique dans le choix des dirigeants, se ressentira des effets d'une intervention volontaire et inattendue de l'UPC en faveur du premier. Cette proclamation publique n'est pas non plus sans danger pour la stabilité future du Cameroun... (C'est) une prise de position de nature à envenimer la querelle sur le "bicéphalisme" de l'Etat plutôt qu'à l'apaiser".

Le lecteur peut avoir trouvé la citation longue. Mais cela était nécessaire, pour plusieurs raisons. D'abord mis à part la tricherie consistant à faire passer notre soutien pour un ralliement à Biya (alors même qu'au début, l'auteur anonyme a lui-même signalé que, selon la déclaration qu'il cite, *"ce soutien à M. Biya ne constitue pas un "ralliement au parti unique"*), mis à part cette tricherie donc, on doit rendre justice à la revue d'avoir été l'un des rares journaux à avoir rapporté presque intégralement nos trois demandes minimales. Ceux qui parlent des "anciens de l'UPC", ou "d'anciens opposants" ou encore de "l'UPC décimée" tout en se réclamant de l'Afrique Jeune ou de la révolution Tiers-Mondiste anti-impérialiste, feraient mieux de méditer cela. Le deuxième intérêt de cet article, c'est que l'analyse qui est contenue est plutôt juste". Le soutien de l'UPC est qualifié de "très important", et l'auteur pense que cela devrait aider Biya à "éclipser l'image de créateur de l'unité" accolée à Ahidjo. De même, le journal considère que notre soutien aura des effets sur le conflit entre Ahidjo et Biya (plus exactement entre leurs conceptions politiques d'ailleurs exposées, même si c'est assez brièvement). En fin, la nature même du journal est une référence si l'on veut "sonder" les "états d'âme" des milieux néo-coloniaux français.

Le mois de juillet va être marqué par la mise en application de cette politique de *"soutien au président Biya pour le changement démocratique"*. L'UPC relève par exemple que la crise dont elle avait parlé dès le départ est à présent admise par tous, vu que cet-

te crise est allée en s'accroissant, au point que "même la presse européenne s'en est aperçu". Ainsi sont démasqués ceux qui spéculaient sur "la prétendue complémentarité et complicité entre les deux présidents" ou sur le fait que "Ahidjo roule pour Biya". Le 16 juillet, S. Kuissu explique dans un meeting que "La donnée nouvelle dans la situation politique actuelle, (c'est que) le remaniement ministériel du 18 juin a donné un coup dans l'aile aux ennemis du changement démocratique. De sorte que Biya n'apparaît plus comme un otage, ou plus précisément ne donne plus l'impression d'être un otage consentant... Les analyses simplistes aussi ont pris un coup dans l'aile". Les analyses simplistes sont celles par exemple qui assimilaient purement et simplement Biya à Ahidjo, ou encore prétendaient qu'il fallait attendre sagement 1985 pour juger le nouveau président qui, actuellement, ne faisait encore "que terminer le mandat de l'autre".

L'UPC se démarque de toutes les analyses simplistes pour adopter une opposition réaliste et responsable, consistant à "soutenir tout ce qui va dans le sens du progrès, et juger le pouvoir sur ses actes". C'est cette attitude responsable que notre parti adopte encore à présent, en juillet, parce que, "en boutant hors du gouvernement les principaux ennemis du changement, Biya a marqué nettement sa volonté de se dégager de la tutelle du président de l'UNC : c'est cette orientation-là que l'UPC soutient". Plus encore après avoir rappelé ce que Ahidjo et l'UNC représentaient comme souffrances pour notre peuple, Kuissu souligne que, "dans ces conditions, l'UPC est prête à considérer certains actes négatifs du président Biya comme étant dictés par les contraintes d'une collaboration difficile avec le président de l'UNC" (par exemple, au sujet du retour des exilés politiques). Mais, maintenant que Biya a posé les bases d'une action autonome, la proposition d'envoi d'une délégation au parti à Yaoundé est renouvelée : "l'échéance des élections présidentielles de 1985 représente une autre raison importante pour laquelle Biya doit libé-

rer les forces populaires et s'appuyer sur elles". Car les conditions de ce mois de juillet, où Ahidjo est encore président d'une UNC qu'il contrôle apparemment bien, et où, d'après la Constitution, toute candidature à l'élection présidentielle doit, pour être recevable, être *"investie et présentée par un ou plusieurs partis ayant une existence légale"*, dans ces conditions donc, il apparaissait que Biya avait tout intérêt à créer son propre parti, s'il voulait s'assurer l'investiture comme candidat à l'élection de 1985 : il n'était pas du tout évident que l'UNC accepterait de l'investir, bien au contraire!

Le discours du camarade Kuissu a, en effet, relevé une situation qu'il sera utile d'avoir en mémoire pour comprendre la suite des événements : il s'agit de *"la paralysie de l'UNC (qui) est à la mesure de l'imposture et du discrédit d'Ahidjo, son président national"*. Ce discrédit est si grand qu'à cette date, certains organes de presse à l'étranger le qualifient déjà d'*"être vindicatif, cruel et ambitieux"* (voir le n° daté 15 juillet 1983 du bulletin d'informations politiques et économiques de l'Agence TransContinentale de Presse, ATP). Le dirigeant upéciste termine son discours en appelant les kamerunais à intervenir *"pour pousser Biya vers la démocratie"*, et il en indique la voie : les Comités d'Action pour le Changement Démocratique (CACDEM). Dans l'ensemble, la position de l'UPC a été appréciée par le public au meeting, qui a même observé une minute de silence et voté une motion appuyant *"l'Appel de l'UPC à encourager les initiatives du président Biya qui vont dans le sens du changement démocratique (et) l'idée de la formation de Comités d'Action pour le Changement Démocratique"*.

Parallèlement à l'activité de l'UPC et du MANIDEM, divers petits groupes politiques qui ont commencé à s'organiser depuis l'arrivée de Biya au pouvoir, s'activent aussi pour *"soutenir Biya en vue du changement"* et, pour certains même, en vue du changement démocratique. Le peuple kamerunais dénonce de plus en plus ouvertement les forces qui veulent s'opposer à l'évolu-

tion démocratique du pays, réunies autour d'Ahidjo. La presse kamerunaise (non upéciste) commence à passer du côté de Biya plus ouvertement. C'est ainsi que le journal *Le Messenger*, de Douala, dans son n° du 22 juillet, titre en page 1 : *"Qui gouverne au Cameroun? Paul Biya répond : c'est l'Etat"*. Il était évident que le journal prenait ainsi ouvertement position pour Biya dans la lutte qui l'opposait à Ahidjo sur la question de la primauté du parti ou de l'état; et donc il y avait une crise. Mais même à ce moment encore, le journal tente de cacher la chose d'une façon ou d'une autre. Car, écrit-il, de là *"à conclure à un conflit des compétences voire à une crise, il n'y avait qu'un pas que la rumeur publique a allègrement franchi à la faveur du remaniement ministériel (audacieux, il faut le reconnaître) du 18 juin 1983"*. Comme les gens du Messenger doivent être malins à présent ! Il faudra qu'ils expliquent aux kamerunais comment tout ce petit jeu (sans crise) a pu déboucher sur des condamnations à mort d'Ahidjo ! A l'époque, ce journal racontait que ceux qui voient une crise entre Ahidjo et Biya ont *"une vision apocalyptique"* des choses.

Malgré le départ discret d'Ahidjo dans sa villa somptueuse de Grasse en France, les forces du clan n'ont pas renoncé à récupérer le pouvoir. De son bunker niçois, l'ex-dictateur dirige encore des activités anti-démocratiques vers le Kamerun. Quelques détails sont révélateurs de la façon dont Ahidjo voit sa position au moment de son départ. Pour son départ de Yaoundé, le 20 juillet, Ahidjo exige l'avion présidentiel auquel, évidemment, il n'a plus aucun droit spécial. Il ne recevra de Biya qu'un passage en 1ère classe, avec cependant environ 4 tonnes de bagages. Au grand étonnement des passagers et de leurs accompagnateurs, l'ex-*"Camarade génial"* devra cependant faire la queue comme le voyageur anonyme. Ce départ avec toute la famille et 4 tonnes de bagages ne pouvait laisser beaucoup de doute sur le fait qu'il ouvrait une période d'exil, sauf changement radical (vers l'arrière) à la tête du pays.

En ce mois de juillet, les amis d'Ahidjo en Afrique, et le lobby néo-colonial en France, s'inquiètent de plus en plus du sort de leur homme et de la situation politique au Kamerun. La médiation du président français n'ayant visiblement pas réussi à "reconcilier" les deux hommes, d'autres missions de bons offices se succèdent à Yaoundé et à Grasse, promue nouvelle capitale de notre pays. Le 7 juillet, Denis Bra Kanon, lieutenant de Houphouët-Boigny porte un message de celui-ci à Biya que le président ivoirien veut d'autant plus "calmer" que des voix s'élèvent aussi en Côte d'Ivoire pour suggérer que le vieux réactionnaire de Yamoussoukro ferait mieux de partir lui aussi.

On notera, avant de sortir de juillet, que comme Ahidjo voulant modifier la Constitution en cachette, Biya en réalité, s'en tient aux mêmes méthodes, sans même informer officiellement les kamerunais des manigances de son adversaire. Lui aussi, ne pense qu'à modifier la Constitution. Mais comment fait-il ? Il fait appel à des "spécialistes" français du droit africain, dont le professeur français Gonidec. Alors qu'on présente les propres conseillers de M. Biya comme "bardés de diplômes", sans parler de Biya lui-même. Ah, mentalité de colonisé, quand tu nous tiens...

3 . Août : explosion et confirmations

Aucun observateur sérieux de l'évolution de la situation politique dans le pays depuis plusieurs mois, ne se trompait quant à la question de savoir si le départ d'Ahidjo signifiait que le calme politique était revenu pour de bon. Au contraire, comme notre parti, chacun attendait "la suite des événements", sûr et certain qu'il devait se produire quelque chose.

1 - DEBUT AOUT : CALME APPARENT ET TROMPEUR

Effectivement, si on ne note pas d'événement exceptionnel au début du mois, tous les symptômes enregistrés jusque là, de même que les activités de chaque camp, se poursuivent intensément. Ainsi, c'est seulement plus tard, qu'on apprendra que les premières arrestations ont eu lieu début août.

Le camp démocratique gagne de l'ampleur. Par exemple, le 14 août, à l'initiative d'un *Groupe de réflexion* dissident de l'UNC, un meeting réunit des kamerunais à Paris (France). Le correspondant de *La Voix du Kamerun* note (n° 37 juillet-août 1983) que, "tous, hormis les nostalgiques impénitents de l'UNC, tous réclament donc, la démocratie, le multipartisme, la neutralisation par tous les moyens d'Ahidjo et son groupe de "barons" aigris". Un des responsables du groupe, M. Ndicka, "expose l'origine du groupe, la crise secouant la section de France de l'UNC, dénonce les magouilles, le clientélisme, les détournements de fonds... le scandale (qui) éclabousse l'UNC toute entière".

De leur côté, les réactionnaires accentuent leur action souterraine, cependant que l'activité diplomatique continue. Le 6 août, Mustapha Niasse, ministre sénégalais des affaires étrangères, est porteur d'un message de son président Diouf à Biya.

Au niveau des masses kamerunaises, dans le pays et à l'étranger, tout le monde est largement au courant, et on ne discute pratiquement plus que de la guerre entre Ahidjo et Biya, des complots d'Ahidjo pour revenir au pouvoir et empêcher toute évolution démocratique du pays. Abandonnant, pour des raisons évidentes de marché pour le journal qui l'emploie, A. Fall, d'*Afrique Asie*, décrit assez bien cette ambiance dans le n° du 1er au 14 août. Il note que la dégradation des relations entre Ahidjo et Biya "affecte le climat socio-politique général. A Yaoundé, Douala, Nkongsamba ou Garoua, leurs divergences alimentent discussions et conversations. Dans les foyers familiaux comme sur les lieux de travail, dans les cercles politico-intellectuels comme dans les bars et les salons autour du rituel "pot de bière". Bref, c'est le sujet du jour". Même avis du côté de Philippe Decraene qui, dans le n° d'août 1983 du *Monde Diplomatique*, admet, avec les déchirements douloureux que l'on devine, que "l'impopularité de l'ancien président va croissant et, après s'être exprimée de façon feutrée, tend à s'exprimer publiquement. Toujours prompt à régler des comptes avec ceux qui, après avoir exercé longtemps un pouvoir sans partage (tiens tiens! Ahidjo en était un, Decraene? H.B.) s'en trouvent dépouillés, l'opinion publique ne ménage pas ses critiques à M. Ahidjo". Sous la plume de Decraene, cela est incroyable !

Mais on note aussi des "bizarreries", comme le rapporte le n° 37 (juillet-août) de *La Voix du Kamerun*. Par exemple, en juillet, Biya a annulé de façon bizarre le voyage officiel qu'il devait effectuer en Allemagne Fédérale du 11 au 18. Biya manque le rendez-vous qui était fixé avec ses pairs de l'UDEAC du 12 au 15 août à Brazzaville. Il a failli escamoter la finale de la Coupe du Kamerun de football alors que c'est traditionnel que le président de la république assiste à ce match.

Enfin, alors que les Bandolo (dans la presse kamerunaise) et les *Jeune à Fric* hors de nos frontières, gardent un silence aussi lourd que suspect, la presse inter

nationale fait maintenant étalage de ce qui ne lui semblait alors qu'un malheureux contentieux, probablement limité, entre Ahidjo et Biya. Ainsi, Fall, qui n'est pas totalement guéri des démons de la fausse interprétation des faits, rapporte (début août) dans *Afrique Asie*, que désormais, "le doute n'est plus permis : les relations sont difficiles entre le président Paul Biya et son prédécesseur, El Hadj Ahmadou Ahidjo". Quelle découverte!

II - DU 22 AOUT AU 3 SEPTEMBRE : CONFIRMATION

Subitement (pour certains), le 22 août, M. Biya, qui semble en avoir assez de jongler, lâche le morceau.

1. Les événements d'abord

Le 22 août donc, le président de la république, Paul Biya, adresse un message radiodiffusé "à la nation... dans des circonstances qui revêtent un réel caractère de gravité". Par ce message, il annonce que "les services nationaux de sécurité ont appréhendé des individus dont la mission était de porter atteinte à la sécurité de la république. Ces individus, contre lesquels les sanctions appropriées à leurs activités criminelles seront prises conformément à la loi, sont passés aux aveux complets... Il importe, en effet, que le peuple mesure les périls auxquels l'expose l'ambition de certains individus...". Puis il ajoute qu'en conséquence, il prend, "en vue de sauvegarder la sécurité nationale, toutes les mesures (qu'il juge) nécessaires dans les domaines politique, administratif et militaire. Sur le plan militaire, j'ai décidé de créer un Etat-Major Général des Forces Armées, dans le but de donner à celles-ci les moyens d'assumer, dans une plus grande cohésion et une efficacité accrue, leurs missions de défense de la nation et de protection de la légalité républicaine. J'ai décidé aussi, sur le plan administratif, de faire éclater les provinces actuelles du Centre-Sud et du Nord, respectivement en deux et trois unités nouvelles... J'ai, enfin, décidé sur le plan politique, de procéder à un remaniement ministériel. Il est indispensable, en effet, mainte-

nant plus que jamais, que l'équipe gouvernementale soit plus solidaire et mieux tendue vers les objectifs définis par le président de la république, chef de l'état et chef du gouvernement". Au passage, M. Biya reconnaît, lui aussi et enfin, "l'importance de l'étape décisive de l'histoire de notre pays que nous vivons".

L'Etat-Major Général des forces armées créé, est dirigé par le général de division Pierre Semengue. Le remaniement ministériel annoncé n'est plus un simple réajustement technique. C'est une décision politique importante qui emporte deux personnalités de premier plan : le premier ministre Bouba Bello Maïgari, et le ministre des armées Maikano Abdoulaye. Ils sont remplacés respectivement par Ayang Luc (par intérim) et Gilbert Andze Tchoungui. Des limogeages politiques affectent aussi les Délégués Généraux à la Sécurité Nationale et à la Gendarmerie, secteurs désormais confiés respectivement au commissaire Martin Mbarga Nguele et à M. Amadou Ali. On note aussi l'entrée au gouvernement du Yérima (prince) de Garoua, Sadou Haya tou (ministre de l'agriculture). Entrent aussi au gouvernement Foumane Akame et Georges Ngango.

Sur le plan administratif, trois provinces sont créées au Nord du pays : l'Extrême-Nord (chef-lieu Maroua, gouverneur : le coxeur Ekono Nna Albert); le Nord (Garoua, avec à sa tête un commissaire de police : Fon Yakum Taw Joseph); et l'Adamaoua (N'gaoundéré, dirigée par Hamadou Malloum). Ce remue-ménage consacre le limogeage de l'omniprésent Ousmane Mey, gouverneur de l'ancienne province du Nord depuis une éternité, et inconditionnel copain d'Ahidjo. Pour sa part, l'ancien Centre-Sud fait place aux nouvelles provinces du Centre (Yaoundé, avec Namvou Benoît comme gouverneur) et du Sud (Ebolowa, avec Luc Loé). Les kamerunais notent que des gouverneurs originaires du sud sont nommés dans deux provinces du Nord tandis qu'un originaire du Nord, Haman Saïd, est nommé gouverneur de la province de l'Est.

Voilà pour ce qu'annonce M. Biya dans son message.

Dès le lendemain du message de Biya, les kamerunais réagissent en adoptant des motions de soutien au président de la république et dénonçant le complot.

Le Secrétariat du Comité Central de l'UPC envoie un télégramme à Biya. Il y condamne le complot contre la république, réaffirme le soutien de l'UPC au président en vue du changement démocratique, le met en garde contre les dangers que des hésitations font courir au pays et au président lui-même; enfin, l'UPC demande qu'un mandat d'arrêt international soit lancé contre Ahidjo, que les comploteurs soient jugés publiquement et que tous les 900 milliards détournés par Ahidjo soient récupérés. Nous y reviendrons.

Le 23 août au soir, de sa villa de Grasse en France, l'ex-dictateur Ahidjo réagit violemment, par une déclaration à Radio France International. Après avoir rappelé les circonstances de sa démission en novembre 82 et de l'accession de Biya au pouvoir, ainsi que les tournées qu'il fit en janvier à travers le pays, il poursuit : *"Immédiatement, la phobie du coup d'état s'est emparée de M. Paul Biya et de son entourage... On a déjà instauré au Cameroun un régime policier de terreur, de menace, de mensonge, d'intoxication. Exemples : des tables d'écoute des téléphones des responsables, arrestation et interrogatoires arbitraires, etc. En plus, les ministres limogés se voient retirer leur passeport, et interdire la sortie du Cameroun... On a fabriqué un dossier mensonger, qu'il n'était pas difficile d'extorquer par torture au besoin. Je n'en suis pas dupe (Ah ça, évidemment ! H.B.) et personne de bonne foi, au Cameroun, ne le sera. Tout cela a pour but, de couvrir des opérations irréfléchies qui risquent de remettre en cause l'unité que j'ai patiemment et opiniâtrement instaurée au Cameroun, pendant 25 ans. En plus, on fait diversion. Au lieu de s'occuper de la situation sociale, politique et économique saine que j'ai laissée au Cameroun, et qui se dégrade à vue d'oeil"*

Après cette déclaration d'Ahidjo, les motions de souti

en à Biya redoublent d'intensité, et les accusations visant l'ex-despote se font beaucoup plus précises. Des manifestations de rue sont même organisées dans quelques villes, notamment Yaoundé et Douala.

Le samedi 27 août, dans la journée, interrogé sur les rumeurs qui courent dans le pays à propos d'un congrès extraordinaire de l'UNC, Ahidjo répond, véhémentement : *"Je suis encore le président de l'UNC. Moi seul suis habilité à convoquer un tel congrès, sauf si les deux tiers des membres de l'UNC le demandent"*. Ce fut son baroud d'honneur, car quelques heures plus tard, dans la soirée du même jour, Ahidjo annonce son abdication sans condition : *"Je sens que le Cameroun est actuellement au bord d'une crise grave. Compte tenu de tout cela, et dans l'intérêt de mon pays et de tous mes compatriotes qui risquent de s'entredéchirer, j'ai décidé librement de démissionner de la présidence de l'UNC à partir de samedi"*. De dire qu'il l'a fait "librement" soulève justement des doutes à ce propos. Puis Ahidjo, visiblement "en forme", se laisse emporter (chassez le naturel, il revient au galop, disent les français). Il raconte sa déception : *"Je me suis trompé. J'ai fait un mauvais choix. C'est un échec"*, lâche-t-il, en renouvelant ainsi ses propos du 23 août contre Biya.

Après cette 2^e démission d'Ahidjo, l'UNC, qui depuis le 22 août, avait pratiquement disparu de la scène, se réveille subitement. C'est d'abord la section départementale du Mfoundi (Yaoundé) qui adopte une motion de soutien à Biya et l'exhorte *"à se porter candidat à la présidence nationale de l'UNC, à l'occasion (du) congrès extraordinaire"* dont elle demande la convocation. Peu après, d'autres sections en feront de même.

Le 1^{er} septembre, c'est la fête anniversaire de l'UNC. Pour la première fois, le nom d'Ahidjo n'apparaît dans aucun discours des dirigeants de l'UNC. Peu avant, en effet, *"quatorze des membres présents à Yaoundé du Comité Central de l'UNC ont adressé mardi soir (29 août) au président Biya un important message de soutien"*,

dans lequel ils demandent la convocation d'un congrès extraordinaire de l'UNC et exhortent aussi Biya à se porter candidat à la présidence de ce parti. Ces 14 membres du Comité Central sont : John Ngu Foncha, Simon Pierre Tchoungui, Sabal Lecco, Bol Alima Gibe ring, Ayissi Mvodo, Charles Assalé, Thomas Ebongalame, H. Bala Mbarga, Tsanga Delphine, Guillaume Bwele, Egbe Tabi, Etemé Oloa Athanase, Théodore Mayi Matip, Jérôme Abondo .

Le même jour, 1er septembre, un autre événement important se produit. L'UPC rend publique une déclaration de la 3^e session plénière de son Comité Central . Cette déclaration apprend à l'opinion nationale et internationale deux nouvelles de taille pour notre pays :

" Le Comité Central de l'UPC annonce que notre parti est prêt, si les trois demandes minimales (...) sont satisfaites, (1) à pousser sa politique d'ouverture jusqu'à s'abstenir de présenter un candidat contre M. Biya à l'élection présidentielle de 1985; (2) à adopter la même attitude d'ouverture à l'égard de ceux des députés actuels qui auront travaillé et éventuellement voté pour la satisfaction des trois demandes minimales".

Par ailleurs, le Comité Central de l'UPC *"annonce au Peuple Kamerunais et à l'opinion africaine et internationale, que l'Union des Populations du Cameroun (UPC) tiendra son 4^e Congrès en 1984, pour tirer les conclusions qui s'imposeront"* au sujet de la politique de Biya

Le vendredi 2 septembre, à l'appel de l'UPC, une manifestation publique de soutien à Biya est organisée à Paris devant l'ambassade du Kamerun en France. Les partisans d'Ahidjo, parmi lesquels l'ambassadeur Bakotto Salomon, sont dénoncés; les manifestants demandent le départ de Bakotto qui a appelé la police anti-émeute française, l'arrestation et le jugement d'Ahidjo et on lit sur les pancartes : *"Vive l'UPC et le MANI-DEM", "Multipartisme et Démocratie", "Comploteurs : jugement", etc.*

Le 3 septembre, Biya publie un décret portant mouvement préfectoral : 41 départements sur les 49 que

compte alors le pays, sont affectés : 36 changent de titulaire et 5 préfets nouveaux sont nommés pour les départements qui viennent d'être créés.

A Paris, un meeting de soutien au président Biya est organisé, par un collectif de mouvements qui se déclarent pour le changement dans le pays.

Tels sont les événements majeurs qui ont eu lieu pendant les 10 jours qui suivirent l'annonce d'un complot par M. Biya.

2. Quelques commentaires sur les déclarations de MM. Biya et Ahidjo

a) Donc, selon M. Biya, ses services de sécurité auraient déjoué *"un complot contre la République"*. Notre propos ici n'est pas de juger ou de présumer de l'authenticité de ce complot. Mais l'UPC, que son sérieux et le respect qu'il porte au Peuple Kamerunais et à l'opinion africaine et internationale, poussent toujours à être pointilleux sur les questions d'intérêt national, a, dans son télégramme adressé le 23 août 1983 à M. Biya demandé que les comploteurs soient jugés publiquement. Il s'agissait, pour l'UPC, de permettre à M. Biya d'apporter les preuves du complot à notre peuple, et de confondre ainsi, devant l'opinion, les coupables.

Or, lorsque, fin février 1984, après avoir assuré son élection anticipée et précipitée à la présidence de la république dans une *"élection à la Ahidjo"* à 100,98%, M. Biya se décide enfin à organiser un procès, celui-ci se passe et se termine dans des conditions qui ôtent toute crédibilité à l'entreprise : non seulement on ne voit plus que des kamerunais du Nord comme comploteurs et personne du Sud (alors que des barons sudistes, il y en a des tas qui ont dû être mêlés à cette affaire), mais encore, l'acte d'accusation escamote totalement la corruption et les détournements par milliards que combattent tous les kamerunais sérieux, et que Biya lui-même prétend vouloir combattre. Plus encore, le vérita-

ble procès de M. Biya, non seulement tourne au burlesque (avec des inculpations supplémentaires séance tenante!), mais encore se limite en tout et pour tout à 3 conjurés plus deux comparses qui vendront la mèche), le principal conjuré étant *"en fuite à l'étranger"* cependant que la cheville ouvrière de la conjuration, un capitaine qui n'en veut pas, semble perdu dans ce dédale.

b) Sur le plan militaire, M. Biya, en créant un Etat-Major Général des forces armées, prétend qu'il veut accroître l'efficacité de celles-ci. Nul au Kamerun n'ignore qu'Ahidjo émiétait le "pouvoir militaire" dans le but de prévenir l'émergence d'un éventuel "homme fort" susceptible de faire le consensus dans l'armée, et de réduire ainsi les risques d'un coup d'état. Il est évident que c'est le même souci d'éviter le putsch qui a conduit M. Biya à adopter une tactique inverse. En effet, pour éviter un coup des officiers originaires du Nord que son prédécesseur avait installés presque partout et dont la plupart lui étaient dévoués, Biya veut avoir le contrôle de l'armée .

c) S'agissant de la partition de l'ancienne province du Nord en trois nouvelles, Biya se justifie par la nécessité de rapprocher *"l'administration des administrés"*. Evidemment. Mais on doit se rappeler que c'est la même justification qu'Ahidjo donnait de sa décision, au début des années 1960, de subdiviser la région de Mbida, considérée alors comme une "zone de subversion". On peut en tout cas voir deux raisons sérieuses à la décision de Biya. D'abord, en subdivisant le Nord, considéré à tort comme le fief acquis à Ahidjo, Biya voulait se prémunir contre une sécession éventuelle de cette région, sécession dont l'ancien dictateur rêvait à haute voix. Deuxièmement, Biya était sans aucun doute au courant des conflits d'influence qu'il y avait entre Garoua et N'gaoundéré d'une part, et surtout Garoua et Maroua. Ces conflits, profonds (ils remontent au 19^e siècle lors que les différents clans fulbé conquièrent le Nord-Kamerun) tiennent à la volonté de chaque clan dont la capitale fut installée dans chacune de ces 3 villes, d'éten-

dre sa suprématie régionale. Avec l'installation de la capitale régionale à Garoua (entraînant la concentration du pouvoir politique et les quelques réalisations en infrastructures dans cette ville), les Fulbés de N'gaoundéré et surtout ceux de Maroua acceptaient mal la suprématie de fait donnée à Garoua. C'est pourquoi il y eut toujours une sourde exigence d'autonomie politique de N'gaoundéré et Maroua vis-à-vis de l'ancienne capitale régionale. En donnant satisfaction à cette aspiration, Biya se faisait des alliés objectifs dans l'Extrême-Nord et dans l'Adamaoua. Et en plus, il réduisait le poids politique des Fulbés de Garoua. Cette seconde considération rejoint donc la première, à savoir rallier le clan féodal du Nord et réduire le risque (réel ou imaginaire) de sécession. La division du Centre-Sud, province natale de Biya, en deux, apparaît quant à elle essentiellement comme une manoeuvre de diversion destinée à faire passer la pillule, de sorte que personne ne puisse accuser le président de faire du régionalisme

d) Quant aux décisions politiques, à savoir le limogeage du premier ministre et du ministre des armées, le rapprochement avec le "complot" est évident. Il s'agissait, expliqua le président, de rendre *"l'équipe gouvernementale plus solidaire et mieux tendue vers les objectifs définis par le président de la république..."*. On est donc fondé à penser que les exclus attentaient à cette solidarité, en étant plus portés à écouter d'autres sirènes définissant d'autres objectifs. Ce qui a autorisé le quotidien sénégalais *Le Soleil* de titrer dès le 23 août sur le *"complot au sein du gouvernement"* (sic) kamerunais. Et aucun observateur ne manquera de relever cette vérité, qui fait de Boubou Bello Maïgari, Maïkano Abdoulaye et leur patron Ahidjo, des commanditaires évidents (il y en a peut-être d'autres) du "complot" dénoncé par Biya. Aucun observateur, sauf ceux de la presse réactionnaire kamerunaise (radio, Cameroon Tribune, etc..)

En précisant par ailleurs que l'équipe gouvernementale doit exécuter les objectifs définis par le président de

la république, chef de l'état et du gouvernement, Biya veut mettre les points sur les i; il veut faire comprendre à Ahidjo et à tous les fidèles du dictateur que le chef, c'est désormais lui Biya.

Il convient aussi de noter que, pour la première fois dans l'histoire du pays, un "Nordiste" non musulman accède à de hautes responsabilités gouvernementales. Même si le rôle du Premier Ministre se trouvait à cette occasion déprécié, la nomination de Luc Ayang est une opération politicienne destinée à briser l'unité supposée du Nord. Ayang est de l'ethnie Toupouri; et chacun sait que les Toupouris ont fourni beaucoup d'hommes de troupe à l'armée d'Ahidjo, tout en restant systématiquement exclus (comme les autres ethnies non-musulmanes du Nord) du pouvoir politique, national ou même régional. Par l'opération Ayang, Biya se livre donc à une sorte d'opération de charme en direction des populations non-islamisées du Nord.

On ne peut manquer de noter que Biya, cependant, "oublie" de donner des responsabilités politiques importantes à des ressortissants du West-Kamerun. Et ce ne sont pas les quelques phrases en anglais qu'il a prononcées lors de ses tournées dans cette partie du pays qui feront oublier cette conduite pour le moins difficile à expliquer.

Alors même qu'on félicite les services de sécurité d'avoir permis de déjouer le complot, le limogeage du responsable de la Sécurité apparaît comme une contradiction qu'il faudra bien expliquer un jour au pays. Au moment même où le commissaire Mbarga Nguele est propulsé à la tête des services de sécurité, un autre commissaire de police, Fossi Yakum, est installé gouverneur à Garoua, c'est-à-dire dans ce qui reste comme région potentiellement favorable à Ahidjo. Face à ce durcissement de son emprise sur Garoua, la nomination du prince de cette ville au gouvernement apparaît dès lors comme une autre opération politicienne de corruption des féodaux par les postes.

Le limogeage d'Ousmane Mey, inamovible gouverneur de l'ancienne province du Nord sous Ahidjo ressemble à plus d'un titre, au départ d'Ahidjo lui-même. Mey, par son despotisme, sa corruption, ses vols, et qui se comportait dans le Nord en véritable sultan, était déjà Inspecteur Fédéral avant de passer Gouverneur. Il détournait même la farine envoyée au titre d'aide aux victimes de la sécheresse. Il détournait même de l'argent offert par des européens au titre de l'opération "*Sahel Vert*". Mey était le chef du gang des trafiquants des céréales; et il avait même une société pour organiser les rapines : l'Office céréalier. Mais, comme cela arrive souvent, Mey avait, pour son malheur, eu la maladresse de soutenir quasi-ouvertement les menées d'Ahidjo. Dès que des "pépins" ont surgi entre les 2 présidents "complémentaires" et "complices", Ousmane Mey se savait en sursis. C'est lui qui avait fait venir à Garoua, 1000 délégués de chaque arrondissement de l'ancienne province du Nord, pour rendre les honneurs à Ahidjo à l'occasion du Ramadan 1983, alors que l'ex-dictateur n'était plus chef de l'état. Selon des informations concordantes, Biya n'a pas apprécié : il adressa une note de demande d'explications à chaque sous-préfet concerné. Le moment venu, Mey a payé. Il est aujourd'hui un homme décrié, que les gens ne veulent plus sentir même dans sa région natale de Kousséri. Il passerait désormais le plus clair de son temps au Nigeria, sans doute à dépenser les milliards détournés et à cacher son impopularité.

e) Passons aux propos d'Ahidjo. Il accuse donc son successeur d'avoir instauré "*un régime policier, de terreur, de menace... de torture*", etc. Si tout se passe normalement, connaissant le personnage qui parle ainsi, on devrait éclater de rire. Mais compte tenu de la gravité et des propos et de la situation dans notre pays, il ne faut pas rire.

L'ancien despote admet donc que des difficultés ont surgi entre lui et son successeur "*immédiatement*" après l'arrivée de ce dernier à la tête de l'état, puisque

dit-il, c'est dès ce moment que *"la phobie du coup d'état s'est emparée de M. Paul Biya"*. Or, souvenez-vous que longtemps après (fin janvier 1983 par exemple) il prétendait publiquement que ceux qui veulent voir le moindre nuage entre Biya et lui, *"prenaient leurs désirs pour des réalités"* (sic).

Plus important, peut-être sans le faire exprès, Ahidjo informe l'opinion de certains aspects de sa dictature. Car qui, sinon peut-être lui-même, peut se tromper sur le sens de son discours ? Quand Ahidjo raconte que Biya a instauré le système des tables d'écoute au Kamerun, les kamerunais entendent : Ahidjo parle des tables qui existaient déjà sous son règne. Quand Ahidjo dit que les passeports de ses anciens ministres se trouvent confisqués, les kamerunais comprennent qu'il parle des pratiques de sa police politique de Fochivé depuis des dizaines d'années. Quand Ahidjo parle des aveux extorqués sous la torture, les kamerunais et même les observateurs qui connaissent le pays sourient et se disent : il est bien placé pour en parler. Etc, etc. Et quand il conclut en disant *"je n'en suis pas dupe"*, chaque kamerunais se dit : *"mais bien sûr, tu sais de quoi tu parles"*.

Un journaliste, ayant appris l'accusation de Biya contre Ahidjo (complot) et les injures de ce dernier contre son successeur, a écrit : *"qui l'eût cru ?"*. Eh bien nous lui répondons : l'UPC l'a toujours su et dit, cher monsieur. Nous avons toujours dit qu'Ahidjo était un grossier personnage, utilisé par l'étranger pour maintenir notre pays sous domination. Ahidjo pouvait faire illusion tant que ses maîtres et conseillers griots l'aidaient à faire ceci ou cela. Mais abandonné à lui-même son naturel est revenu au galop. Beaucoup de gens se sont trompés sur Ahidjo, mais pas l'UPC, ni le peuple kamerunais dans ses profondeurs, car les quelques griots comme Bandolo et compagnie ne représentent pas notre peuple. Malgré les mensonges du tyran pendant 25 ans, *"la vérité finit toujours par triompher"*!

3. L'attitude du peuple face à ces évènements

Nous avons déjà vu que, dès l'annonce par Biya de la découverte d'un "*complot contre la république*", les motions de soutien ont afflué. Elles émanent de ressortissants de différentes régions (ce qui fait sombrer la thèse propre de M. Biya sur les 200 ethnies prêtes à se manger les unes les autres), des différents corps de métiers, des entreprises, des étudiants, des petits commerçants (transporteurs, taximen, stations d'essence, barmen, directeurs d'auto-écoles, etc.), des hommes d'affaires, et d'un parti politique : l'UPC, puis de sections locales de l'UNC (le propre parti de Biya), des directions de l'OFUNC et de l'UNTC (organisation des femmes de l'UNC et syndicat unique), des organisations religieuses, de chefferies traditionnelles, de colonies kamerunaises à l'étranger, de certaines ambassades, etc. Puis finalement, "quatorze membres du Comité Central de l'UNC" (le propre parti de Biya) se décident à leur tour à envoyer une motion comme des gens majeurs...

Toutes les motions condamnent le complot, assurent le chef de l'état du soutien de leurs auteurs. Mais là s'arrête la similitude. Car les préoccupations qu'elles expriment ne seront pas toujours les mêmes. Nous allons analyser quelques unes de ces préoccupations, les plus importantes.

D'abord, à propos du jugement porté sur le règne de l'ex-dictateur Ahidjo. Certaines motions n'en disent rien. C'est le cas par exemple, de celle envoyée par Mamadou Bako, membre du C.C. de l'UNC et maire de Garoua, au nom des sections UNC, OFUNC et JUNC de la province du Nord. Mutisme significatif. D'autres motions considèrent comme importants les "*acquis politiques économiques et sociaux de vingt années d'indépendance et de paix au Cameroun*". En un mot, "le pays est bien quoi. C'est le cas des motions de la province du Centre, de la section UNC du Wouri (que dirige El Hadj Tanko Hassan !), de l'"*Elite extérieure de la province*

du sud à Mbandjock", etc.

Mais plus significatif est le jugement de ceux qui considèrent que ça allait mal *"avant le 6 novembre 1982"*. A cet égard, la motion sans doute la plus étonnante est celle des hommes d'affaires, qui estiment que l'économie camerounaise était caractérisée par un désordre. Ce texte est si significatif qu'il est utile de la citer encore ici

" Considérant le désordre qui régnait dans l'économie camerounaise au moment de votre accession à la magistrature suprême, désordre caractérisé par :

- 1) un favoritisme scandaleux dans la réglementation des importations des biens et services consommés au Cameroun;*
- 2) un oubli volontaire des hommes d'affaires au profit d'aventuriers sans patentes ni autres titres réglementaires, aventuriers ayant perturbé profondément les circuits commerciaux et donnant ainsi à notre pays l'apparence d'une économie saine;*
- 3) un octroi complaisant de crédits bancaires sans garanties ni possibilités de remboursement;*
- 4) une tolérance, voire un encouragement d'une fraude douanière organisée;*
- 5) une généralisation des contrebandes par terre, mer et par air;*
- 6) une libre circulation sur notre territoire national d'une monnaie n'ayant pas cours dans nos banques..."*

Cette reconnaissance claire et explicite, par les hommes d'affaires du pays, de la vérité selon laquelle la santé de notre économie n'était qu'apparente, suffit en elle-même pour démentir tous ceux qui s'accrochent encore aux vieux mythes.

De leur côté, en *"considérant que l'Etat camerounais (est) aujourd'hui plus que jamais résolument engagé dans le processus de démocratisation"*, les étudiants à Yaoundé, tout comme les médecins qui considèrent que *"les Camerounais (sont) désormais dans un état démocratique"*, dénoncent par là même la dictature d'Ahidjo, même si leur sentiment d'être *"désormais"* dans un Etat

démocratique peut paraître (et est) quelque peu rapide

Sur un autre plan, celui du développement régional équilibré, relevons les motions des ressortissants de Mokolo et de Kaélé vivant à Yaoundé, qui *"condamnent un régime révolu où des régions entières étaient laissées pour compte et soumises à toutes sortes d'exactions et de vexations"*. Là encore, même s'il est très prématuré de considérer qu'un tel régime soit *"révolu"* désormais, on peut voir dans ce texte un démenti cinglant à la motion de l'UNTC qui, elle, considère que le pays a suivi un *"développement économique et social harmonieux et continu"*. Non seulement ce développement n'était qu'apparent selon les hommes d'affaires (qui s'y connaissent un peu quand même), mais encore il n'était certainement pas harmonieux sur le plan des régions.

Ensuite sur le bilan de Biya et ce qu'on attend de lui. Il est révélateur que de nombreuses motions *"considèrent (déjà) les qualités exceptionnelles d'homme d'état dont a su faire preuve Son Excellence Paul Biya, et notamment son patriotisme, son attachement à la légalité, à l'unité nationale, à la paix et au progrès, sa détermination à préserver jalousement les précieux acquis de la construction nationale, sa clairvoyance, sa compétence, sa vigilance, sa patience, son sens de la mesure et de l'intérêt général"* (par exemple Section UNC du Mfoundi, Yaoundé, avec Emah Ottou Basile). Les notables et patriarches de la chefferie de Nkol-kosse (Monatéle) ajoutent même sans rire, que Paul Biya est ni plus ni moins, *"l'Homme Providentiel qu'il fallait (au peuple) en ce moment décisif de son histoire"* ! Ces dignitaires et patriarches de Nkol-kosse *"considèrent (déjà) le bilan hautement positif de votre (Biya) action à la tête de l'Etat depuis votre accession à la magistrature suprême le 6 Novembre 1982"*. Ce bilan hautement positif qu'on dresse ainsi après 9 mois va-t-il décevoir le neveu Paul Géard, qui *"croyait que les bilans et les appels se faisaient six ou douze mois après"*? (voir *Le Messager* du 22 juillet). Un bilan au bout de 9 mois, c'est pratiquement du jamais vu. Si on ajoute à tout ceci le *"vi-*

brant hommage" rendu par les ressortissants de l'Ouest et résidant hors de la province (où ont-ils bien pu se concerter pour le texte ?), hommage rendu donc *"aux exceptionnelles qualités d'homme d'état, d'humanisme, d'intégrité morale et intellectuelle..."* (sans oublier évidemment la rigueur...), on se retrouve exactement dans la caricature des louanges hier encore faites à Ahidjo. Cette chose se retrouve dans pratiquement toutes les motions, sauf évidemment dans le télégramme envoyé par l'UPC.

On fait donc confiance d'office à l'intégrité, à sa compétence et à son humanisme; bref, on lui donne une espèce de chèque en blanc. Et on se range derrière lui. Même les anciens combattants du Wouri, qui *"ont appris avec fureur"* le complot annoncé par Biya, *"se considèrent malgré leur âge comme entièrement mobilisés"*, et prêt à exécuter leur ordre de mise en route vers le front...

Mais évidemment, tout le monde ne se mobilise pas en réalité pour les mêmes raisons, sauf peut-être une qui revient très souvent dans les diverses motions : contrecarrer *"la subversion"*. Vocabulaire révélateur puis qu'on retrouve là, le véritable abus de langage qui, au Kamerun, entoure ce mot depuis pratiquement 1955. La subversion, au moins en droit international, ça consiste en des actions entreprises par un Etat pour s'assurer le contrôle d'un pays étranger, en manipulant une organisation ou un groupe d'homme vassalisés dans le pays visé. Alors, Ahidjo était-il à la solde d'un Etat étranger qui veut contrôler notre pays ? Mais il l'a toujours été, et pourtant, on ne l'avait jamais accusé de subversion avant août 1983. En réalité, si Ahidjo est soutenu discrètement par le lobby néo-colonial en France et dans d'autres pays impérialistes, les complots qu'il nourrissait visaient aussi (et peut-être sur tout) à reprendre sa place de dictateur impénitent.

Donc, mis à part la *"subversion"* généralement dénoncée, les raisons de la mobilisation derrière Biya sont

diverses. Certains, comme *"les populations et l'élite de la province du Centre"*, donc tout le monde en fait (?) *"se déclarent en état de mobilisation et de vigilance, pour barrer la voie à tous les revenants, professionnels de la division, de la subversion et de la nostalgie"*. D'autres, c'est le cas des hommes d'affaires, se mobilisent dans le soutien à Biya pour qu'il assainisse l'économie, applique vraiment la rigueur qu'il prône tant verbalement. D'autres encore, veulent sauvegarder ce qu'ils considèrent comme des acquis : la paix, le progrès, la justice, etc, etc, même si ces acquis sont plus imaginaires les uns que les autres. Enfin, d'autres veulent que Biya garantisse la démocratie au pays : c'est le sens du télégramme envoyé par l'UPC et aussi, dans une certaine mesure, la motion des étudiants de Yaoundé et de certaines universités d'Europe, plus les médecins qui considèrent que la démocratie existe *"désormais"*.

La question de savoir si des motions comme celles de Mamadou Bako, Tanko Hassan, Ayissi Mvodo, Bwele Guillaume alias Abdelkader, et autres barons notoires de l'UNC et fidèles d'Ahidjo, si ces motions ne constituaient pas une sorte de ruse pour *"embobiner"* Biya dans leur forfaiture contre le changement démocratique. Les événements de septembre confirmeront malheureusement cette vision des choses.

Enfin, presque toutes les motions ont exigé le châtiment des comploteurs. Pour sa part, l'UPC demande un procès public, et un mandat d'arrêt international contre Ahidjo avec récupération de toute la fortune qu'il a volée au pays (notamment sur l'argent du pétrole).

L'attitude du peuple, ce ne sont pas seulement les motions, qui reflètent plus ou moins fidèlement ses sentiments profonds, étant donné que ce sont des *"élites"* qui les rédigent souvent sans consultation des masses. Mais le peuple, partout, pointe du doigt l'ancien dictateur et ses fidèles, et les conspue. Ahidjo atteint alors le summum de son discrédit dans le pays. C'est un démenti cinglant à l'illusion que des gens comme Bandolo Biya et d'autres, ont voulu répandre, d'un Ahidjo Hé-

ros National vivant et Père de la Nation, Grand Homme d'état, etc, etc, illusion qui s'est ainsi totalement évacuée. Ahidjo, le héros fictif d'un moment est redevenu ce qu'il a toujours été pour le peuple : un homme cynique, méchant et sans cœur. Les gens parlent. Comme finira par le noter le journaliste Fall d'*Afrique Asie* en octobre 1983 pour des raisons mercantiles désormais évidentes, *"l'écrasante majorité du peuple (kamerunais évidemment) renoue, après une longue parenthèse d'un quart de siècle, avec ses traditions de liberté, de créativité et de combat pour la démocratie"*.

En vérité, le peuple s'empare du droit à la parole, il s'en sert, sans que personne ne lui en donne l'autorisation et sans d'ailleurs la demander à personne. Des milliers d'étudiants, des jeunes des quartiers et des travailleurs descendront dans les rues de Yaoundé, de Douala, mais aussi de Fako, Garoua, Maroua, N'gaoundéré, pour scander des slogans contre la dictature, et pour la démocratie. Sur la place publique de Douala, les jeunes déchirent et brûlent les habits de l'UNC portant l'effigie d'Ahidjo. C'est tout un symbole : l'UNC et Ahidjo resteront associés; car, Ahidjo, c'est le *"Père fondateur et premier théoricien de l'UNC"*, comme le dit si bien le *Guide du militant de l'UNC*.

4. L'attitude des diverses forces politiques

Cette période qui suit le 22 août restera dans les annales de l'Histoire du Kamerun comme celle d'une étrange contradiction. Voici en effet un parti au pouvoir depuis 1966 : l'Union Nationale Camerounaise, ou UNC. Il est le seul parti autorisé par ce pouvoir à exister légalement. Il est le seul parti à faire ce pouvoir. C'est un parti unique. Le président de la république est le Vice-Président de ce parti (on devait dire l'un des Vice-présidents, mais les autres ne comptent pratiquement plus). Tous les membres du gouvernement et de l'administration centrale et même ceux qui ont une autorité réelle localement, sont de ce parti. Certains en

sont même des dignitaires. Or, le président de la république, dans un message solennel à la nation, dit : l'heure est grave, la sécurité de la république est menacée; on a voulu me tuer; le peuple doit se mobiliser pour me défendre et, avec moi, la république. Dès le lendemain, le parti d'opposition, clandestin parce que victime privilégiée de la répression des pouvoirs et du pouvoir qui dirigent cette république, l'Union des Populations du Cameroun, envoie, de sa clandestinité imposée, un télégramme de condamnation du complot annoncé, et de soutien au chef de l'état. Mais ! Mais le parti au pouvoir, l'UNC, se tait, face aux menaces contre la sécurité de la république. Mieux encore ! Le président national du parti unique au pouvoir, l'UNC, Ahmadou Ahidjo, affirme devant la presse internationale, que les déclarations de son Vice-Président et président de la république, sont parfaitement mensongères; puis il l'accuse d'avoir, au contraire, instauré *"la terreur, la torture, un régime policier, l'intoxication"*, etc, etc. Oui, l'UNC s'est effectivement réfugiée dans le silence. Pire encore, son président a dit des tas de choses désagréables sur le président de la république.

Cette vérité, personne n'a assez de moyens licites qui lui permettent de la nier. Quelle aurait été l'attitude d'un parti responsable face à une pareille situation ? Le soir même du message du chef de l'état, le président national de l'UNC, qui se trouvait alors à l'étranger, aurait regagné sans délai le pays. Il aurait, pour le moins, appelé les militants du parti à une mobilisation générale pour protéger l'Etat et la république. L'organisme dirigeant de l'UNC, son Comité Central, aurait, sans délai, dans la nuit même au plus tard, tenu une session extraordinaire pour examiner la situation. Il aurait confirmé les premières mesures du président, et appelé les militants à la mobilisation pour riposter aux comploteurs, avec des instructions précises aux sections. L'UNC aurait appelé les organisations "de masse" à organiser la défense de l'Etat et à faire échec aux auteurs du complot et à leur projet criminel. Voilà ce qu'

aurait été l'attitude de l'UNC si elle avait été un parti responsable. Au lieu de cela, qu'avons-nous constaté après le message de Biya ? Le président national de l'UNC réfute la thèse du complot, démentant ainsi la thèse de son camarade de parti, président de la république. Il porte contre lui des accusations d'une extrême gravité.

L'initiative pour défendre la république, vient plutôt des militants de la base, des sections locales et des organisations soumises à l'UNC (femmes et jeunes), et ce sont ces gens-là qui envoient des messages de soutien. Ce sont surtout les masses inorganisées, hors de l'UNC et de ses courroies que l'OFUNC et la JUNC qui passent à l'offensive. Et il est clair que ces actes ne peuvent en aucun cas, être mis au compte du parti unique.

Ce n'est que le 29 août au soir, trois jours après une démission pour le moins bizarre du président national de la tête du parti, et huit jours après le message du chef de l'état sur un complot qui menacerait la république, que *"quatorze des membres présents à Yaoundé du Comité Central de l'UNC ont adressé un important message de soutien"* à leur très cher camarade Paul Biya, pourtant nouveau *"guide éclairé du parti et de la nation"*(sic).

Quant au Comité Central en tant que tel, il faudra attendre le 7 septembre, soit 16 jours après la dénonciation d'un complot par Biya, pour qu'il se réunisse. Il est alors raconté que, à cette occasion, *"le secrétaire politique a présenté un rapport sur les réactions du peuple camerounais consécutives au message du président de la république sur la découverte d'un complot contre la sécurité de l'Etat, le lundi 22 août 1983"* (on peut lire cela dans *Cameroon Tribune* du 8 septembre).

Un fait très significatif : les éditoriaux de ce journal quasi-officiel, du 24 au 27 août inclus, signés par Henri Bandolo et Ahmadou Vamouké, directeur-adjoint et

rédacteur en chef, ne font aucune référence à l'UNC. Pas une seule fois les trois lettres UNC ni le nom complet du parti "Union Nationale Camerounaise". Rien. Zéro! Tout se passe comme si on "oubliait" que Biya est aussi Vice-Président de l'UNC. On parle simplement de Paul Biya, ou du Chef de l'Etat.

Le samedi 27 août, dans les conditions déjà rappelées plus haut, Ahmadou Ahidjo, l'homme-UNC, démissionne de la présidence de son parti. Sans qu'aucune section, aucun organisme de base, aucun membre du Comité Central du parti, ne l'ait demandé, ni dans une quelconque motion de défiance ni autrement.

La vérité est donc qu'Ahmadou Ahidjo a fui de la tête de l'UNC sous la pression populaire. Il a voulu sauver la face quand il a vu la montée du mécontentement populaire. On racontera qu'il a été poussé à la démission par des pressions de son entourage et de ses visiteurs du moment envoyé par la France qui veut "*sauvegarder l'empire*". Mais la vérité restera que, même ces pressions là n'auraient jamais existé sans la profonde vague de mécontentement du peuple kamerunais qui a totalement prouvé qu'Ahidjo, on n'en voulait plus.

Dès que la démission d'Ahidjo est connue, la section de l'UNC du Mfoundi (Yaoundé), où le traître Emah Ottou magouille sec, et alors qu'elle a perdu la langue quand il fallait prendre position contre le président national (Ahidjo) et ses menées "subversives", la section du Mfoundi donc, saute sur la trop belle occasion, pour demander à Biya d'occuper tout de suite le fauteuil à présent vide. Le journal *Cameroon Tribune*, qui rapporte ces deux informations dans son n° daté dimanche 28 et lundi 29 août, qualifie la démission d'Ahidjo d'évènement qui arrive "*à point nommé*". (sic).

Et alors, se produit la version UNC du miracle de la résurrection : dès le n° suivant de *Cameroon Tribune*, l'UNC renaît et reparaît, sous la plume de l'inénarrable Henri Bandolo dont l'éditorial du 30 août raconte que "*le voeu massivement exprimé de voir le président*

Paul Biya accéder à la présidence du parti, traduit concrètement la solidarité à son égard des militantes et militants de l'UNC" ! Après les silences aux heures les plus cruciales du 22 au 27 août, "il faut le faire".

Aucun doute n'est donc permis. Les dirigeants de ce parti-bidon qu'est l'UNC, ont été incapables du moindre petit mot au moment où le chef de l'état appelait à la mobilisation pour sauvegarder la république menacée.

La question importante est : est-ce un hasard ? Quel est le "fourbe et hypocrite" qui peut encore oser nier aujourd'hui, qu'au moins le président national du parti unique, et visiblement une bonne partie des dirigeants de l'UNC, se trouvaient à la base de ce complot ?

Voilà qui aide à mieux comprendre pourquoi l'UPC et d'autres patriotes kamerunais sont fondés, quand ils estiment que le "plébiscite" de Biya à la tête de l'UNC le 14 septembre lors du congrès de ce parti à Yaoundé, est en réalité un coup monté du clan des réactionnaires. Le "plébiscite" apparaît comme *"le complot de substitution"* qu'ils ont concocté, après avoir râté celui qui devait consacrer leur victoire totale en août.

Tout cela rend tout à fait fantaisiste l'interprétation que M. Biya donne des événements dans son discours de clôture du fameux congrès extraordinaire de l'UNC quand il dit :

"Il s'agissait d'abord, une menace contre la sécurité de l'Etat ayant été décelée et maîtrisée par des mesures énergiques et efficaces, de montrer que le parti est toujours prêt à assumer ses responsabilités en apportant son soutien à l'action du gouvernement pour garantir de façon permanente la sécurité de la République, l'unité nationale et la tranquillité des citoyens".

Ce n'est pas faire injure au président Biya, que de dire clairement que ça, c'est quand même trop gros. Le Peuple Kamerunais, il ne faut pas en douter, saura

apprécier lequel, du parti de Um Nyobe (l'UPC) ou de celui d'Ahidjo (l'UNC) est vraiment un "grand parti national" et le prouve lors d'évènements importants de la vie nationale.

A côté de l'UPC qui a fait preuve d'un patriotisme exemplaire, et de l'UNC qui n'a rien fait de bon, il faut saluer d'autres forces, plus modestes sans doute, mais infiniment plus patriotiques et démocratiques que le parti unique illégal UNC. Il s'agit des patriotes et démocrates regroupés autour du bulletin "*Demain le Cameroun*", et aussi de bon nombre de ceux qui se retrouvent dans le "*Groupe de Réflexion (Pilote)*". La plupart, pour ne pas dire tous, ont aussi apporté au président Biya un soutien patriotique pour le changement démocratique, même si, pour diverses raisons, quelques uns avaient encore tendance à se méfier de l'UPC alors même que la pratique de notre parti à leur égard était d'une loyauté sans reproche. Nous ne pouvons que nous féliciter de ne plus être les seuls, en cette fin d'année 1983, à lutter pour la démocratie dans notre pays. C'est signe que la lutte du peuple a avancé, quelles que soient les tentatives visant à le frustrer de ses succès en 1983. Et quelles soient aussi les différences d'approche et même les divergences (à ne pas escamoter artificiellement) parmi ceux qui se réclament de la démocratie.

Il convient enfin de noter que, pendant toute cette période de crise politique aigüe du mois d'août, la valse diplomatique a continué autour de MM. Biya et Ahidjo.

Le 25 août, Camille Alliali, ministre ivoirien de la justice, est porteur d'un message de Houphouët à Biya. Le 27 août, le jour même de la démission d'Ahidjo de la présidence de l'UNC, un autre émissaire sénégalais, Madame Maimouna Kane, ministre du développement social, est envoyée à Yaoundé par Abdou Diouf. A deux reprises, les 17 et 27 septembre, Bongo envoie Léon Augé avec un message pour "son ami et frère camerounais" Biya.. Même les américains, inquiets, se manifestent.

tent en envoyant un nouvel ambassadeur au Kamerun. Ahidjo, de son côté, recevra le conseiller spécial du président français pour les affaires africaines, Guy Penne.

Evidemment, le contenu de ces messages et celui des entretiens, ne sont jamais portés à la connaissance du Peuple Kamerunais. Mais on devine sans peine, compte des "*inquiétudes*" ressenties dans tel ou palais présidentiel à l'étranger (Paris, Dakar, Abidjan, ...) à propos de la situation au Kamerun, que tout ce branle-bas de combat, avait pour but de sauver la face à Ahidjo et, surtout, de sauver l'essentiel : la néo-colonie menacée de "*déstabilisation*". Il faut agir à temps pour empêcher "*les soviéto-cubains*" de profiter de la situation, ou encore, comme l'écrira gaillardement un journaliste payé, "*éviter que les cancrelats ne s'engouffrent dans le mur lézardé*" (sic). Peu d' "*observateurs compétents*" doutent que Guy Penne ait dû conseiller à Ahidjo de se retirer rapidement, sous peine de subir encore plus d'humiliation, et de contribuer à rendre la situation plus favorable encore aux forces populaires et démocratiques.

5. L'attitude de la presse dans cette période

Il y a en gros trois groupes de journaux dont l'attitude mérite d'être analysée rapidement mais sérieusement

a) La presse upéciste et celle des Kamerunais de progrès

Compte tenu du rythme de parution très lent des journaux de cette catégorie (rythme imposé par les conditions de lutte très difficiles dues au régime de l'UNC), nous n'aurons pas une réaction véritablement "*à chaud*" de cette presse. Cependant, l'étude des numéros parus depuis lors (nous remontons donc jusqu'à ceux de novembre) est très instructif.

Le n° 37 de *La Voix du Kamerun* (juillet-août) est en impression lorsqu'éclatent les événements du 22 août et

après. Ce n^o, qui publie par ailleurs l'hommage rendu à Ruben Um Nyobe à l'occasion du 25^e anniversaire de son assassinat, nous livre le texte du télégramme envoyé par le Secrétariat du Comité Central de l'UPC à Biya, texte dont nous avons déjà parlé plus haut. Dans le même journal, on apprend également que l'UPC a tenu une conférence de presse le 1^{er} septembre et une manifestation devant l'ambassade du Kamerun à Paris le 2 septembre pour soutenir Biya. Un article de "dernière minute" nous livre les principales nouvelles pour la période du 22 au 27 août. Dans un supplément à ce n^o 37, daté du 12 septembre, un Communiqué du Bureau Politique du Comité Central de l'UPC sur les événements d'août est rendu public. "A l'occasion de ces événements, qui marquent l'effondrement total du tyran le Bureau Politique du Comité Central de l'UPC rend hommage à toutes les victimes de ce sinistre instrument du néo-colonialisme, à tous les patriotes qui ont lutté pendant plus de 25 ans contre son régime sanguinaire de terrorisme d'Etat". Après avoir attiré l'attention sur le fait que "c'est Ahidjo qui a fini par mordre la poussière" tandis que l'UPC "est restée debout", le Bureau Politique analyse le soutien populaire à Biya comme "une forte aspiration à un changement démocratique et à de meilleures conditions de vie"; puis il "félicite et encourage tous les patriotes, tous les Kamerunais de progrès, qui se sont mobilisés à travers tout le pays et à l'étranger, pour isoler le groupe réactionnaire de l'UNC". L'UPC met "le Président Biya en garde contre la tentation de remplacer une domination d'un groupe nordiste par la domination d'un groupe sudiste, un pouvoir de clan musulman par un pouvoir de clan catholique". Après avoir également noté que, malgré son importance politique et psychologique, la démission d'Ahidjo de la présidence de l'UNC "laisse cependant encore sans solution des problèmes essentiels" comme les problèmes économiques et sociaux qui assaillent les masses, les problèmes du multipartisme et de la légalisation de l'UPC, etc., notre parti propose des actions concrètes aux masses populaires. Ce supplément au n^o 37 de *La*

Voix du Kamerun apporte par ailleurs des preuves irréfutables des vols commis par Ahidjo sur l'argent du pétrole kamerunais (plus de 900 milliards CFA pour les seules années 1979 à 1982), ce qui justifie la requête de l'UPC d'un mandat d'arrêt international et d'un procès public contre l'ex-dictateur sanguinaire.

Le n° 38 du journal paraît en octobre. Tout en revenant sur les événements, il commente surtout le congrès extraordinaire de l'UNC qui s'est tenu le 14 septembre. Nous y reviendrons.

De son côté, le journal *Demain Le Cameroun* (bulletin de liaison des Camerounais de progrès), dans son n° 5 daté août-septembre 1983, a relaté les événements. Il reproduit les déclarations de Biya et Ahidjo, ainsi que les commentaires de la presse française (coupures de journaux). Par ailleurs, le responsable de ce bulletin, M. Enoh Meyomessse, publie une "Réponse à un aigri..." (l'aigri en question n'est pas un upéciste !). Dans cet article, il retrace quelques tristes événements qui ont émaillé le règne d'Ahidjo. Depuis l'instauration de l'état d'exception (non encore levé à ce jour!!) au Kamerun en mai 1959 (de fait, il existait déjà avant), l'incendie du quartier Kongo à Douala en avril 1960 au cours duquel Tanko Hassan guidait les soldats et policiers qui mettaient le feu pour leur indiquer, en bon mouchard, les "cases upécistes"; la création du triste SEDOC avec les BMM, les emprisonnements arbitraires, l'assassinat d'Ernest Ouandié et ses compagnons, les arrestations massives de juillet 1976, jusqu'au rasage du village de Dollé dans le Nord du pays en 1979.

b) La presse réactionnaire Kamerunaise, ou
"Le lamido change, les griots continuent"

Nous nous arrêterons au cas particulier du journal du gouvernement, *Cameroon Tribune*, laissant de côté pour le moment *La Gazette* ou *Le Messenger*. Car, le quotidien du gouvernement est, au même titre par exemple que *Fraternité Matin* à Abidjan, le "*Grand Quotidien National d'Information*". Mais quand on regarde

ces informations même, on les cherche en vain...

Le n° daté 23 août de *Cameroon Tribune* se contente de livrer le message du président Biya et les mesures qu'il a annoncées. Le lendemain 24 août, la pluie des motions de soutien au chef de l'état commence, et on y ajoute des biographies des nouveaux responsables désignés. Mais surtout, il y a un éditorial, signé du super-grand éditorialiste, Directeur-Adjoint du journal : Henri Bandolo, de plus en plus connu sous son nom véritable en voie de popularisation par les frères Manda Maati, et qui est *Henri Le Rigolo, alias De Rigobert Bando, alias Rigo*. L'éditorial de Bandolo prétend prouver que, comme Ahidjo le disait, "*La vérité finit toujours par triompher*". Et c'est le titre. On lit l'article en vitesse, puis on le relit lentement et on recommence une troisième fois, cherchant la vérité triomphante. La vérité, cette vérité-là, a effectivement fini par triompher :

" Ce qui n'était que rumeurs, supputations ou soupçons, ne l'est plus désormais.

... les démons de la subversion et les ennemis de la Nation travaillaient à saper les institutions dont le chef de l'état est le garant...

Les faits aujourd'hui établis de cette conspiration contre la république et de ce complot contre le peuple camerounais cessent à présent d'être seulement troublants. Ils sont désormais évidents..."

Quel bonhomme ! Donc cette vérité-là ayant fini par triompher, Bandolo dit en substance :

" On parlait certes depuis près de six mois déjà de manœuvres de déstabilisation et de diverses tentatives d'attenter à la vie même du président Biya. Certes aussi la presse étrangère avait-elle fait des révélations inquiétantes et s'était-elle livrée à des commentaires alarmistes que, faute d'indications plus précises, on pouvait mettre sur le compte du sensationalisme " (souhgné par Haman Bako).

Oui, encore une fois, quel bonhomme ! Voyons d'assez près son baratin. Les deux "on" que j'ai soulignés ne signifient pas la même chose. Le premier, visiblement, c'est l'UPC et les forces de progrès dans notre pays. Car c'est l'UPC qui a attiré l'attention de l'opinion sur les manoeuvres de déstabilisation et les tentatives contre la vie même de Biya. Cela est écrit dans toutes nos publications (journaux ou tracts), et dit dans toutes nos prises de position publiques faites par les dirigeants de l'UPC. La presse étrangère s'en est effectivement fait l'écho. Quant au deuxième "on", il s'agit bien évidemment de Bandolo et son journal, ainsi que les autres presque pareils tels *Le Messenger*. Ce dernier écrivait par exemple le 22 juillet que, *"Ceux-là qui parlent de divisions ne sont que des alarmistes... La rupture de l'équilibre relève d'une analyse vieillotte dépassée, émise par les spécialistes de la combinaccion... Pas de panique. Du calme. Pas d'alarmisme"*. Le 22 août, dans le même journal, *"Monsieur Abondo lui-même a sonné l'alarme"*. Or, M. Abondo, c'était *"le Directeur de la coopérative"*. Quand le lecteur saura que, dans le roman feuilleton que *Le Messenger* servait alors à ses lecteurs, roman d'un anti-upécisme *"vieillot"*, eh bien, la coopérative c'était le Kamerun, et Abondo n'était nul autre que Biya, il aura compris ce que sont les journalistes officiels de notre pays à l'heure actuelle et depuis 25 ans.

On notera que, selon Bandolo, la presse upéciste est aussi comprise dans *"la presse étrangère"*. Qui vivra verra, cher Henri... Mais lui et son journal, qui sont de la presse nationale, n'ont rien dit à leurs lecteurs, de toutes ces révélations tout de même *"troublantes"* de la presse étrangère. Sans doute conformément à la même stratégie : du calme, pas d'alarmisme"; il ne faut pas dramatiser les choses, afin de ne pas *"démoraliser les populations"*, ce dernier terme ayant dans la bouche de ces messieurs de l'UNC, toujours et automatiquement, un sens méprisant. Mais, finalement, la vérité, cette vérité-là, ayant toujours fini par triompher, eh bien, *"les circonstances ont obligé (Biya) à porter à*

la connaissance de l'opinion publique" les révélations.

Dans son éditorial, le rigolo Bandolo, qui ne tarit désormais plus d'éloges pour Biya, lâche subitement "*Le Grand Camarade El Hadj Ahmadou Ahidjo*", qu'il accuse visiblement sans le nommer bien sûr. On ne lui en avait pas encore donné l'ordre. Il raconte que les individus appréhendés "*ne disposent assurément pas de moyens ni intellectuels ni matériels, pour pouvoir envisager, de leur seule initiative, une entreprise de déstabilisation dans un pays comme le nôtre... C'est dire qu'au terme de l'enquête actuellement en cours, et déjà fort édifiante, nous pourrions nous trouver devant des surprises*". Quelle surprise Bandolo, puisque l'UPC avait déjà clairement dit que c'est Ahidjo qui complotait avec son clan pervers pour reprendre le pouvoir, et que à cette fin, ils se servaient des fortunes colossales provenant des détournements et vols commis sur le dos du pays depuis 25 ans ? Quelle surprise allons-nous encore avoir ? Et maintenant que le procès a eu lieu, quelle a été la surprise de Bandolo : n'est-ce pas qu'on a retrouvé exactement les mêmes Salatou, Ibrahim et Ahidjo, pas un baron sudiste, rien de rien ?

En fait de surprise, il pouvait y en avoir une tout au plus quant au niveau des ramifications que la sédition éventuelle aurait pu avoir eu aux divers niveaux de l'UNC (direction) et de l'état. Autrement dit, quant aux identités des barons impliqués. Car, même un enfant de 3 ans ne croira pas que même Ahidjo ait pu organiser un tel complot sans s'assurer des complicités dans divers rouages de son parti unique et de l'administration qu'il avait tout de même mise en place en 25 ans. Aussi sommes-nous toujours entrain d'attendre la liste complète des gens impliqués dans ce complot bizarre.

Après avoir appelé les kamerunais à se ranger "*sous la seule autorité du président de la république*" (c'est-à-dire celui qui assure à Bandolo son bifsteack du jour) le rigolo crache sur son ex-patron et bienfaiteur, le "lamido" Ahidjo en des termes d'une méchanceté jusque

là inégalée : *"Si alors par malheur et quelque leurre, ne pouvant se résoudre à concevoir sans leur "concours" l'avenir de notre peuple, et, contre celui-ci travaillent, notre peuple, pour se soustraire de l'abîme auquel le vouent ces funestes desseins, se doit avec résolution, de sauver son avenir contre les dieux eux-mêmes"*, conclut en effet Bandolo. Pauvre Ahidjo!

Le 26 août, Bandolo signe un autre éditorial intitulé *"L'inébranlable consensus"* derrière Biya. Evidemment voyons ! C'est encore un de ses chefs-d'oeuvre, que sans doute lui seul peut produire, où les louanges se mêlent aux mensonges. Quel est ce *"projet national que le peuple camerounais s'est assigné sous la conduite du président Paul Biya"* et dont parle l'éditorialiste ? Quelles sont ces *"options"* que notre peuple se serait ainsi données ? Depuis quand est-ce que *"nous avons choisi (Biya) pour les conduire"* ? Bandolo fait semblant d'ignorer ce que le camarade Mbuyinga rappelait dans le n° 34 (éditorial) de *La Voix du Kame-run* (janvier-février 1983), à savoir que , le 6 novembre 1982, *"M. Biya s'est retrouvé président de la république sans avoir jamais de sa vie affronté même une véritable élection de quartier à Ondong-Adjap"*. En organisant dans la précipitation son *"élection sur mesure"* le 14 janvier 1984, M. Biya, non seulement reconnaissait un peu ce fait d'ailleurs irréfutable, mais encore, ne réussissait pas à se défaire de cette espèce de tâche indélébile dans la mesure où, en fait d'élection, ..., avec un candidat unique monopolisant la totalité des moyens de propagande, ... enfin bref.

Le 27 août, c'est au tour du rédacteur en chef de *Cameroon Tribune*, Amadou Vamouké, de monter en première ligne, et de se mouiller, en signant l'éditorial. On l'intitule *"Le vrai combat"*. Vamouké dénonce les *"commanditaires, et la poignée de nostalgiques incriminés sur lesquels ils s'appuyaient"* pour faire leur complot. Il dénonce surtout les manoeuvres tendant à dresser une partie du pays contre une autre (Nord-Sud) et à présenter le *"combat"* comme une guerre in-

ter-régionale. Là dessus, soit dit en passant, nous autres upécistes, sommes entièrement d'accord, puisque pendant des années, nous avons été les seuls à dénoncer cette présentation de la situation politique kamerunaise par la presse étrangère que les gens de l'UNC et autres *Cameroon Tribune*, leurs Bandolo et autres Fame Ndongo approuvaient alors bruyamment. Pour Amadou Vamoulké, *"le combat d'aujourd'hui est d'une simplicité éblouissante. Il y a d'un côté les partisans d'un certain ordre qui a sans doute eu ses mérites* (il est possible que, plus que Bandolo, Vamoulké ait quelques scrupules à cracher totalement sur ce qu'il adorait hier encore : le régime d'Ahidjo, mais les mérites, on aimerait les voir, NDLR), *mais qui n'a manifestement plus de ressorts imaginatifs et moraux pour faire face à des défis croissants et à une dérive visible; et de l'autre ceux d'une alternative plus ambitieuse et très généreuse"*. Nous ne sommes pas de ceux qui distribuent des bons points par ci, des mauvais points par là. Mais il faut reconnaître que l'éditorial de Vamoulké est nettement plus sérieux que les inepties de Bandolo. Ce que dit Vamoulké n'est pourtant pas exactement *"le vrai combat"* pour les masses populaires kamerunaises ! Cel les-ci veulent tout simplement en finir avec la dictature, le pillage de nos richesses, l'exploitation et la mise à re, pour l'avènement d'un Kamerun réellement démocratique, de progrès et de justice sociale. Cependant, Vamoulké exprime très bien le point de vue de la classe dont il est le porte-parole et dont des représentants entourent Biya et livrent bataille pour s'accaparer du pouvoir : la bourgeoisie commerçante et intellectuelle. Ce point de vue est que la vieille troupe des bourgeois féodaux et ignares a certes eu ses mérites et sa raison d'être à un moment donné de notre histoire; mais ces temps sont passés maintenant. Cette vieille troupe, en somme, a fait son temps; elle *"n'a manifestement plus de ressorts imaginatifs ni moraux"* ! Dans le Kamerun d'aujourd'hui, c'est l'heure de la compétence, c'est-à-dire l'heure des technocrates. Il faut donc *"une alternative plus ambitieuse"*. Voilà exactement le discours

qui plaît à Biya; et non seulement à Biya, mais aussi à tous les gens dits "*bardés de diplômes*" (pourtant parfois obtenus en trichant au baccalauréat, comme ce petit Ngayap n'est-ce pas ?) qui entourent le nouveau président et qui pensent que leur heure a enfin sonné à l'horloge de l'histoire du Kamerun. Vamoulké a d'autant plus de mérite aux yeux de Biya et ses amis, qu'il ne se laisse pas aller au lyrisme ridicule et "griotique" de Bandolo, dont on se demande parfois s'il comprend lui-même tout ce qu'il écrit... Mais, évidemment Vamoulké "glisse" aussi quelques contrevérités évidentes. Par exemple, il raconte que "*chaque Camerounais où qu'il se trouve, dénonce et combat ces maux*" (que sont le tribalisme, le clientélisme, la corruption, le favoritisme, etc). Ahidjo et ses barons aussi ?

Dans tous les numéros de *Cameroon Tribune* du 24 au 27 août inclus, les motions de soutien sont rapportées de même que les cérémonies d'installation de nouveaux responsables. Mais aucun commentaire, ni dans les éditoriaux, ni dans un autre article, ne fait référence à l'UNC. La seule exception, qui confirme la règle, se trouve comme perdue dans ce titre sur le conseil ministériel de mercredi 24 au palais de l'unité, paru dans le n° daté vendredi 26 août : "*Le président Paul Biya convie toutes les populations, l'Etat et le parti, à combattre le banditisme*". Il s'agit donc évidemment du parti UNC, apparemment ainsi ravalé au rang de mercenaire anti-banditisme. Ahidjo a dû faire une crise cardiaque en lisant cela. Dans l'article même, on retrouve encore une seule fois cette même phrase, mais avec Biya désigné seulement comme "*président de la république, chef de l'état et chef du gouvernement*", comme il s'était lui-même présenté le 22 août dans son message sur le complot. Donc, on ignore qu'il est aussi Vice-président de l'UNC. Seules les motions qui arrivent des quelques sections permettent donc de penser que l'UNC existe encore quelque part. C'est que, à ce moment encore, l'UNC signifie toujours Ahidjo. Et Ahidjo, on ne veut plus le sentir dans le pays. Alors,

chacun s'efforce de se démarquer du dictateur le plus possible. Mais comme on continue quand même encore à le craindre (car on ne sait jamais...), on n'ose pas encore s'attaquer ouvertement à son parti, d'autant plus qu'il pourrait être utile par la suite. On laisse donc le peuple asséner les coups au dictateur. Mais dès qu'Ahi djo démissionne le 27 août, tout le monde se précipite pour crier "*Vive l'UNC, avec comme président Biya*". Ben voyons. En première page de *Cameroon Tribune* daté 28-29 août, en même temps qu'ils annoncent que cette démission d'Ahidjo "*tombe à point nommé*", les dirigeants du journal mettent un gros titre "*UNC : vers un congrès extraordinaire*". Dès le 30 août, l'UNC a repris sa place pleine et entière sous les plumes de Bandolo et Vamoulké : c'est le début du 3^e Testament, par un nouveau miracle de la résurrection ! L'épisode est significatif .

On ne peut taire cet autre acte de haut journalisme auquel se sont livrés les dirigeants de *Cameroon Tribune* et de la radio nationale. Le 23 août au soir, Ahidjo a fait ses fameuses déclarations insultant sopieusement Biya, l'accusant d'avoir d'ores et déjà instauré une dictature et de favoriser une dégradation "*à vue d'oeil*" de la situation paradisiaque que lui, Ahidjo, avait laissée. Radio France International, que des milliers de gens suivent au Kamerun, a largement diffusé les propos d'Ahidjo. Toute la presse internationale qui s'intéresse au Kamerun les a rapportés. Eh bien, la presse réactionnaire du Kamerun n'en souffle mot. Mais naturellement, malgré la censure et la désinformation manifeste, les kamerunais avaient appris les propos de l'ex-dictateur. Par ailleurs, le 14 septembre, Bandolo apprendra aux lecteurs de...*Fraternité Matin* (en Côte d'Ivoire !) que depuis plusieurs semaines donc, "*la copie (des propos) circule d'sormais au Cameroun comme une sorte de tract de l'opposition*" ! Donc, comme les kamerunais étaient déjà au courant des furieuses déclarations d'Ahi djo, certaines motions en ont parlé, ont été lues à la radio et reproduites dans le quotidien que dirige Zambou

Zoléko.

Pourquoi la presse réactionnaire kamerunaise n'a-t-elle pas parlé des propos aussi graves que ceux tenus par Ahidjo ? L'ex-dictateur aurait-il dit quelques vérités que l'on voulait absolument cacher au peuple ? Avait-on peur de prendre position contre l'ex-dictateur avant l'issue encore incertaine de la bataille qui se déroulait ? Etait-ce la difficulté à montrer ainsi à nu celui que les mêmes journalistes avaient pendant de nombreuses années, présenté comme le génie ? Ou alors, ces mêmes journalistes avaient-ils simplement peur d'accentuer les sentiments de révolte populaire, qui n'auraient peut-être pas touché seulement Ahidjo et ses amis de son clan pervers ? Sans doute un peu de tout cela à la fois.

Non seulement les propos d'Ahidjo ne sont pas diffusés par la presse réactionnaire, mais encore celle-ci ne donne aucune information sur l'identité des personnes arrêtées du fait du complot, à savoir le commandant Ibrahim Oumarou et le capitaine Adamou Salatou. C'est encore une fois la presse étrangère qui, la première, livre cette identité. La presse gouvernementale ne fait non plus aucun commentaire sur le limogeage du Premier Ministre Bouda Bello et du ministre des armées Maikano Abdoulaye, limogeage annoncé en même temps que la découverte du complot par Biya. Même les écoliers kamerunais font pourtant d'eux-mêmes la liaison entre le complot et ce limogeage.

Naturellement, la presse réactionnaire kamerunaise a évité de faire mention, parmi les nombreuses motions de soutien à Biya, du télégramme de l'UPC. Tout comme elle a jusque là censuré les prises de position de l'UPC. Elle s'était bornée à attaquer le multipartisme ayant rarement eu le courage politique de nous affronter dans un débat quelconque. La veille de l'annonce qu'un complot avait été découvert, *Le Messenger* fit un gros titre sur toutes ses colonnes : "*Le multipartisme aujourd'hui, pour quoi faire ?*". Dans un éditorial intitulé "*Hurler avec les loups ?*", le journal s'en pre-

naît à ceux qui veulent "*la résurrection — officielle — de l'UPC*", alors que "*treize années se sont écoulées de puis l'exécution à Bafoussam du dernier leader upéciste Ernest Ouandié*". L'objet n'étant pas ici d'étudier la question du multipartisme, nous n'insisterons pas sur ce que raconte le journal. Peut-être reviendrons nous dessus plus loin. Bornons-nous ici à attirer l'attention du lecteur sur le fait que la presse réactionnaire corrompue par l'UNC refuse de bien informer notre peuple et que cette presse a peur même d'un simple télégramme de l'UPC pour soutenir Biya !

c) La presse internationale et les événements d'août

La réalité a forcé la plume et la parole des journalistes occidentaux. Maintenant habituellement un black-out total sur tout ce qui n'est pas de nature à corroborer la thèse d'un Kamerun stable, bien géré et sain, etc, etc les journaux français ou anglo-saxons et leurs satellites en Afrique, ont dû parler des événements politiques de notre pays depuis novembre 1982 et spécialement ceux d'août 1983, vraiment à leur corps défendant.

Dès le 23 août, *Le Matin de Paris*, dans un titre quelque peu neutre, annonce que "*Biya échappe à un autre complot*" ". Le journal, qui reprend les principaux passages du message de Biya, note l'"important remaniement ministériel qui semble indiquer qui étaient les vraies têtes pensantes du complot" ". Le lecteur a noté que, pour ce journal, prudent, le mot complot est systématiquement entre guillemets. Il fait aussi le commentaire suivant à propos du démembrement de la province du Nord : "*Très vraisemblablement pour "casser" toute velléité sécessionniste*".

De son côté, *Le Quotidien de Paris*, dont le spécialiste des questions kamerunaises semble être l'ex-OAS Jean-Marc Kalflèche, et qui donne l'identité des personnes arrêtées, observe que, "*entre Ahidjo et Biya, le conflit est désormais évident, peut-être mortel*". Une fois n'est pas coutume, reconnaissons à Kalflèche d'avoir prévu le verdict du procès fait à Ahidjo par M. Biya!

En Afrique, *"Le Grand Quotidien Ivoirien d'Information"*, *Fraternité Matin*, tout comme *Le Soleil* de Dakar recopient purement et simplement le texte que leur a envoyé l'Agence Française de Publicité (AFP). Ils citent des passages du message de Biya, et donnent la liste des personnalités nommées au gouvernement ou à d'autres postes. On peut relever dans le texte repris par les deux quotidiens quelques commentaires significatifs du genre suivant : *"Ce complot qui vient d'être déjoué traduit le climat d'inquiétude voire de malaise qui prévaut au Cameroun depuis la démission, le 4 novembre 1982, de son chef "historique", M. Ahmadou Ahidjo, soulignent les observateurs"*. Les observateurs de l'AFP, de *Fraternité Matin* et du *Soleil*, naturellement. *"La découverte de ce complot par les autorités camerounaises et l'annonce du remaniement gouvernemental constituent sans nul doute le dernier acte d'un conflit longtemps larvé mais désormais ouvert semble-t-il, qui oppose depuis des mois adversaires et partisans de M. Biya"* (souligné par Bako. En fait de "dernier acte sans nul doute", on peut rire n'est-ce pas ?). Comme on le verra par la suite, la même AFP distribuera encore ses "nouvelles", reprises par les mêmes journaux le 13 septembre, à propos du congrès extraordinaire de l'UNC. Notez bien, cher lecteur : *"Il s'agira alors, estiment encore les observateurs, du dernier épisode — sur le plan politique — de la lutte de plus en plus ouverte qui s'était déjà en gagée depuis quelques mois entre MM. Biya et Ahidjo"*. Alors cette fois, il s'agira vraiment du dernier ultime épisode final, c'est juré ! Revenons au 23 août. Il s'agit d'un conflit entre partisans et adversaires de M. Biya. Ahidjo, qui est alors encore président de l'UNC et qui peut peut-être encore revenir au pouvoir, doit être pris pour tel : il ne faut pas le mêler à ces histoires là, soulignent les observateurs ! Au contraire même, *"les appels répétés de M. Ahidjo n'ont apparemment pas été entendus par ses partisans, qui auraient pris l'initiative de déstabiliser l'actuel pouvoir de M. Biya"*. Il survient malheureusement que, le soir même

du jour où ils écrivent cela dans leurs dépêches et articles de journaux, Ahidjo fait ses déclarations anti-Biya que tous "*les vrais observateurs*" connaissent depuis.

Mercredi 24 août. *Le Monde* qui porte cette date étant paru le 23 dans l'après-midi, n'est apparemment pas encore au courant des furies d'Ahidjo. Il titre sur le message de Biya : "*Crise au Cameroun*". Puis il note aussi que "*Le conflit, latent depuis plusieurs semaines, entre le président Biya et l'ancien président Ahidjo semble désormais ouvert au Cameroun*". Dans son n° daté 25 août, après avoir pris connaissance des invectives d'Ahidjo, le même journal écrira que "*la crise est désormais ouverte au Cameroun...*" (tout est souligné par Haman Bako). On doit donc prendre acte de ce que, selon *Le Monde*, c'est Ahidjo qui a ouvert la crise au Kamerun.

Quant aux autres journaux, ils commentent dans leurs éditions du 24 au 27 août, les déclarations d'Ahidjo, qui sont largement rapportées. Dans l'ensemble, les journalistes "sourient" des déclarations d'Ahidjo, et rappellent qu'il est très mal placé pour porter de telles accusations contre son successeur. A ce propos, dans *Fraternité Matin* et *Le Soleil*, numéros datés samedi 27 et dimanche 28 août, on peut lire le commentaire suivant : "*Chacun sait, souligne-t-on de source officieuse, que le régime de M. Ahidjo était servi par une force de sécurité impitoyable, et avait créé des centres d'internement redoutés, dont le plus connu se trouve à Tcholire à l'est de Garoua (Nord-Cameroun)*". Ces véritables "révélations" pour les Africains ont même été reprises textuellement par le journal de M. Albert Omar Bongo, *L'Union*, dans son numéro daté 27-28 août ! Bien entendu, le journal "objectif" *Le Monde*, quant à lui, ne sourit pas des bêtises d'Ahidjo; mais il s'abstient de rappeler ne serait-ce que les tristes centres d'internement et la sécurité impitoyable du régime de l'ex-dictateur.

Le quotidien catholique *La Croix*, qui ne cesse de répéter que "*le conflit est désormais ouvert*" entre Ahidjo et Biya, écrit dans sa livraison du 24 août : "*Le Cameroun glisse inéluctablement vers l'affrontement*".

Nord-Sud". On sait que c'est là la thèse favorite des journaux néo-coloniaux français, et notamment du *Monde*, qui voit dans le dernier remaniement ministériel rien moins que "*la défaite des Nordistes*". ...On ne répond pas toujours à la bêtise.

Le 27 août. Ahidjo démissionne de la présidence de l'UNC, son parti unique. Dans leurs éditions qui paraissent après cette annonce, les journaux étrangers la commentent abondamment. Ils citent l'essentiel des propos de l'ex-dictateur, qui prétend avoir démissionné dans l'intérêt du pays et des kamerunais ! On aura vu des choses ! Presque tous "*les observateurs*" consentent enfin à dire désormais, qu'il y avait, au Kamerun et depuis novembre 1982 (!) "*un bicéphalisme*" encombrant. Les journaux notent également qu'Ahidjo a, à l'occasion de sa démission de la présidence de son parti, renouvelé ses attaques contre Biya. Ils soulignent le fait qu'Ahidjo se trouve ainsi battu. Dans *Le Monde* daté 30 août, le commentaire suivant de Françoise Chippaux mérite d'être relevé : "*En quittant la présidence du parti unique, M. Ahidjo désamorce la crise qui l'oppose à M. Biya. Mais ses partisans n'ont pas encore dit leur dernier mot*". On peut ajouter que, si la crise entre Biya et Ahidjo est désamorcée, la crise du régime de l'UNC, elle, est profonde et irréversible. Sa solution suppose l'instauration de la démocratie et du multipartisme dans le pays, dans le respect de l'article 3 de la Constitution.

Après cette deuxième démission d'Ahidjo, ses amis en occident tentent de le sauver, ou ce qu'il en reste. Le 29 août, *Le Matin de Paris* écrit que "*sa décision ne peut que l'honorer*". *Le Monde* renchérit sous la plume de Mademoiselle Chippaux qui, le lendemain, raconte que "*Cette démission offre un démenti cinglant à tous ceux qui accusaient l'ancien président de vouloir revenir aux affaires*". Ben voyons : c'est un peu comme le récent procès d'Ahidjo à Yaoundé (23-28 février 1984) n'offre pas "*un démenti cinglant*" à la dame Chippaux. Pour sa part, Jean-Marc Kalflèche, toujours aussi ma-

lin dans *Le Quotidien de Paris*, passe même à l'offensive, tel un Bandolo du 6 novembre 1982, et vante Ahidjo avec fierté. Mais à la différence de son confrère kamerunais, l'ex-poseur de bombes OAS s'en prend violemment à Biya. *"Le montage de Biya ne tient pas debout... On peut à la rigueur prêter des intentions homicides à des collaborateurs subalternes du fondateur de l'unité camerounaise; mais leur ancien patron n'est certainement pas dans le coup"*. Ce que les kamerunais doivent considérer comme grave en lisant de telles choses, c'est moins le fait qu'elles soient écrites (car ce que la presse occidentale écrit chaque jour sur nos peuples...); c'est surtout, entre autres raisons, que Kalflèche soit payé par Ahidjo, avec l'argent volé par ce dernier à notre peuple et à notre pays, donc le fruit du dur travail de nos paysans, ouvriers et autres masses laborieuses qui triment sans relâche. Le journal se vante même d'être *"le premier à dire"* ça. Une fois qu'Ahidjo est ainsi blanchi comme neige par le tribunal de l'OAS, Kalflèche peut alors *"sabler proprement"* Biya : *"Mais qui est Biya ? Rien d'autre, au départ, que la créature de M. Ahidjo. Un vulgaire diplômé des Sciences politiques de Paris"* (là, ressort le côté aigri et anti-intellectuel qu'on rencontre dans les milieux "petit peuple" à tendances poujadistes de France). Le lecteur a remarqué que, en peu de temps, Biya est passé du statut d'*"intellectuel bardé de diplômes et sacrément compétent"* à celui de *"vulgaire diplômé de sciences politiques"*. Biya a commis de nombreux crimes, dont l'un des plus graves, est qu'il *"soutient tellement (l'UPC), au point que l'UPC a pu demander un mandat d'arrêt international contre M. Ahidjo, sans que le président, son successeur et son "enfant" (!!) dise un mot"*. Au cours de sa conférence de presse le 5 mars 1984 à Paris à la suite de sa condamnation à mort par le tribunal militaire de Yaoundé (visiblement commandité par le gouvernement de M. Biya), Ahidjo a ressorti cette thèse de la filiation (*"Biya fils d'Ahidjo"*). On ne peut donc que noter la *"parfaite symbiose et concordance de vues entre Ahidjo et l'ex-OAS Kalflèche"* qui doit maintenant

être dans tous ses états depuis que son ami est condamné à mort par Biya. Mais revenons à ses coups de sabre du mois d'août. "M. Biya, qui a peur, qui est faible, ferait mieux de prendre la mesure de son pouvoir... M. Biya, que seriez-vous sans Ahidjo ?".

Les journalistes du *Messenger* qui se fatiguent à s'attaquer au multipartisme, feraient mieux de reporter leur hargne sur des gens comme ce journaliste français qui injurient "M. Abondo"(Biya) et qui sont parfois des conseillers occultes d'Ahidjo.

Pour terminer avec les réactions de la presse quotidienne internationale, signalons aussi qu'elle a rapporté parfois des prises de position de l'UPC. Ainsi, le 2 septembre, dans sa page Afrique et Monde, *Fraternité Matin* titre : "Cameroun : l'opposition clandestine demande à Paul Biya de créer son propre parti". L'article traduit fidèlement les déclarations faites au cours de la conférence de presse de l'UPC le 1er septembre et reprend en particulier les demandes minimales de notre parti. On ne peut que s'en féliciter, lorsqu'on connaît le mutisme de *Cameroon Tribune* sur ces mêmes déclarations de notre parti, et sur les demandes avancées par l'UPC au président Biya.

En ce qui concerne les hebdomadaires, bimensuels et mensuels, nous noterons les commentaires de trois d'entre eux, tous africains.

D'abord *Jeune Afrique*. Ce journal, qu'on peut sans exagération considérer comme organe de propagande d'Ahidjo au niveau africain et international, a fini par se démasquer totalement. Souvenez-vous ! Lorsque Siradiou Diallo, alors directeur-adjoint du journal, apprend la nouvelle de la démission d'Ahidjo, des gros titres et longs articles sur le Kamerun, sur Ahidjo et sur Biya, qui parurent sans discontinuer dans *Jeune à Fric*. Or, depuis fin juin 1983, pratiquement plus rien ! Il n'est pas nécessaire d'être sorcier pour comprendre le motif : il s'avère qu'Ahidjo ne roule pas pour Biya. Au contraire, "de l'avis de beaucoup, les

relations ne seraient pas au mieux entre les deux hommes". Le 22 août, Biya dénonce un complot, limoge Bel lo Bouba Maïgari et Maikano Abdoulaye; Ahidjo injurie son successeur, puis démissionne de la présidence de l'UNC le 27 août. Le 31 août, un n° de *Jeune Afrique* sort avec un gros titre et 11 pages sur...le Tchad ! Il y a à peine la moitié de la page 30, qui est consacrée à la nouvelle qui *"a fait l'effet d'une bombe"* à Yaoundé dans tout le Kamerun et au delà ! L'article, du reste, n'est qu'une mise en garde malhonnête à Biya, contre les dangers que le pays puisse, *"au moindre faux pas, basculer, comme la plupart de ses voisins, dans des troubles aux conséquences imprévisibles"*. En somme, le journal joue au prophète de malheur. Alors que, selon l'auteur anonyme (comme par hasard!), *"un délicat équilibre politique et régional (a été) patiemment édifié par Ahmadou Ahidjo"* et que le pays est *"dynamique"*. Le journal récite donc purement et simplement les inepties d'Ahidjo contenues dans sa déclaration remise à la presse internationale le 23 août et répétées le 27. Au numéro suivant, daté 7 septembre, *Jeune Afrique* prend son courage à deux mains, pour...mentir. Et grossièrement en plus. *"A Jeune Afrique, nous étions depuis longtemps déjà informés de la détérioration constante des rapports entre les deux anciens amis"*. Bien sûr! Nous n'avions pas écrit la chose dans l'intérêt du Kamerun. Puis, ajoute le journal, si on l'avait écrit, *"nous aurions écrit toutes les semaines et été les seuls à le faire"*. C'est là un mensonge hors classe, qui mérite de figurer dans une anthologie du mensonge une escroquerie intellectuelle monumentale, une piraterie journalistique sans pareille. Et Siradiou Diallo de faire du bla bla bla dans un article où il ne réussissait pas à cacher son regret qu'Ahidjo soit parti. Puis, apparemment pour épater les Africains, on présente ensuite l'opinion d'un *"observateur digne de foi"*. Qui ça pouvait être ? L'inévitable Philippe Decraene of course *"bardé de ses titres"* de Directeur du Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes, et professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. En som-

me l'école dont Biya n'est qu'un vulgaire diplômé selon Kalflèche. Alors, le grand professeur nous explique les choses. Et il dit : il s'agit d'un "psychodrame" d'Ahidjo. "Ce ne sont ni des causes régionales ou tribales, ni de byzantines controverses d'ordre idéologique sur la primauté du parti unique, qui sont à l'origine de l'affrontement entre l'ancien et le nouveau chef de l'état camerounais. Ce qui figure au coeur du drame actuellement en gestation à Yaoundé, c'est une querelle de personnes, ou plus exactement un débat d'autorité". Dans son message à la Nation le 31 décembre, Biya reprendra aussi subrepticement cette thèse du conflit d'autorité qui aurait été à la base des événements principaux de l'année. Comme quoi, il continue d'avaler comme la communion ce que dit n'importe quel professeur de "Sciences Po". Le journal aurait aussi pu faire parler un Kamerunais, même non upéciste. Mais depuis ce moment, Siradiou Diallo s'est éclipsé, et jamais plus vous ne l'avez lu dans le journal au sujet de notre pays. Que se passe-t-il ? Vous n'y êtes pas ?

C'est évident ! C'est que l'on doit négocier le virage qui conduira à un alignement sur Paul Biya, car on ne s'appelle pas *Jeune à Fric* pour rien. Or, négocier un tel virage ne peut pas se faire avec les mêmes figures. Diallo laisse donc la place à de jeunes paumés comme Hillali, lequel déclare d'entrée de jeu que, contrairement à ce qu'on lui a raconté au journal depuis des temps immémoriaux, il fut "stupéfait" par ce qu'il a vu en débarquant au Kamerun. Incroyable, mais vrai !

Un autre journal qui dispute la palme au journal de Béchir Ben Yamed, c'est *Africa*. Dans son n° 154 (octobre), ce mensuel prétend apporter la "première explication crédible" (nà!) sur ce qui s'est passé au Kamerun depuis sept mois. Quand on sait que c'est Bandolo P. Bernetel et J. Angulu qui doivent donner cette fameuse "explication crédible", franchement, je préfère ne pas fatiguer le lecteur.

Enfin, se détachant assez nettement des autres jour-

naux, le cas *Afrique Asie*. D'une façon surprenante, pour un journal généralement considéré comme anti-imperialiste et progressiste, *Afrique Asie* explique dans son n° de fin août (compte tenu des contraintes techniques d'imprimerie, ce n° ne pouvait évidemment pas parler des événements du 22 août et après), qu'"A Yaoundé, le plus urgent ne semble pas être la création d'un nouveau parti, mais la canalisation du puissant courant populaire qui se manifeste". Comme c'est inno-
 cemment dit ! Or, il est évident qu'à cette date, le régime de Biya et le journal sont au courant du fait que l'UPC demandent l'application effective de l'article 3 de la Constitution qui prévoit le multipartisme. Mieux encore, ces gens là savent que le Comité Central de notre parti a adopté une déclaration importante qui, dans un souci patriotique évident, demande à Biya de créer son propre parti, s'il veut réellement se libérer des incertitudes que font peser sur l'élection présidentielle de 1985, les barons ahidjoïstes. Or, visiblement, Biya, qui compte "*rouler tout le monde*", ne veut pas créer son parti, car il ne veut pas du multipartisme, comme cela sera confirmé en novembre et, en fait, dès le 14 septembre quand il réalisera son opération de récupération de l'UNC corrompue d'Ahidjo. Par conséquent, *Afrique Asie* aura ici beaucoup de mal à convaincre un Africain progressiste, que Biya n'a pas promis ou fait des faveurs quelconques au journal afro-asiatique... Si le n° 307 (24 octobre-6 novembre) semble amorcer un timide retour à plus de dignité journalistique, l'argent pèse si lourd dans la balance qu'*Afrique Asie* se voit contraint de rechuter dans sa maladie désormais apparemment irrémédiable. Même si, dans le n° daté 12 septembre, A. Fall répond aux accusations d'Ahidjo contre Biya en écrivant "*Ahmadou Ahidjo a-t-il oublié si vite qu'il a gouverné son pays pendant 23 ans avec le feu, le sang, la torture, les camps de concentration, les assassinats et la corruption ?*", malgré donc cela, il est évident que cracher sur Ahidjo battu et surtout pour défendre Biya devenait une opération facile et de justification à bon compte pour un journal anti-

impérialiste et progressiste. D'autant plus que, quand Ahidjo était au pouvoir, *A Fric Asie* s'est particulièrement illustré par son... silence de mort sur notre pays

CONCLUSION

Au mois d'août, la crise de l'UNC explose donc, et chacun peut s'en apercevoir. Ce ne sont pas les récupérations "temporairement" réussies qui pourront effacer cette vérité.

Le conflit entre Ahidjo et Biya, une des manifestations de la crise de l'UNC et du conflit entre Ahidjo et sa dictature d'un côté, le peuple kamerunais de l'autre, explose lui aussi, jusqu'à un dénouement significatif : Ahidjo mord de manière provisoirement définitive la poussière, en attendant un éventuel nouveau rebondissement.

La colère et la joie mêlées au sein du peuple explosent aussi. Les gens s'emparent de la liberté d'expression et on vivra 3 semaines de relative liberté d'expression jusqu'au moment où, par une contre-attaque pernicieuse où Biya semble trouver aussi son intérêt immédiat (garder le pouvoir, mais pourquoi faire ?), eh bien, les barons les barons organisent la mascarade du 14 septembre par laquelle ils récupèrent un Paul Biya visiblement consentant. Après quoi, les quelques journaux nés spontanément dans la période "libre" sont étouffés par un Foumane Akame qui joue à l'apprenti sorcier.

Mais les événements d'août, c'est aussi la confirmation éclatante des thèses défendues par notre parti, et des explications à la situation que l'UPC n'a cessé d'avancer : à savoir notamment que, le 6 novembre 1982 traduit une crise profonde et irréversible du régime et de son parti unique UNC. Sont confirmés aussi, les complots et manoeuvres d'Ahidjo, dont l'UPC parlait depuis; la nécessité de l'intervention populaire pour orienter les événements. Et le bilan du régime Ahidjo.

4. La contre-attaque anti-démocratique

Le mois de septembre marque une involution publique dans la conduite de M. Biya qui, à la stupéfaction générale dans le pays, refuse l'appel à lui lancé par tout ce que le Kamerun compte de progressiste pour qu'il crée son propre parti, et prend à son compte l'opération consistant à remettre à jour le parti UNC d'Ahidjo, provoquant une énorme déception parmi ses propres partisans désorientés, et développant un scepticisme profond dans le peuple quant à savoir s'il veut réellement changer les choses.

" Les barons viennent de rouler Biya, et les forces de progrès viennent de perdre une bataille. Espérons malgré tout qu'elles ne perdront pas la guerre... "

(Lettre d'un Kamerunais de Suisse, publiée dans le journal *Demain Le Cameroun*, n°6, oct-nov 1983)

" Ce congrès n'a-t-il pas été une sorte de ruse des barons et des caïds de l'UNC, qui ont ainsi réussi un "coup fourré" consistant à enfermer le président Biya dans le carcan du parti unique dont tout le monde connaît le haut degré de corruption et la totale incapacité à accepter le moindre changement que veulent les millions de kamerunais ? "

(Editorial d'Elenga Mbuyinga dans le n° 38 , oct-nov 1983, de *La Voix du Kamerun*).

Voilà le point de vue exprimé à la fois par un kamerunais de progrès et par le parti des progressistes kamerunais, l'UPC, après le congrès extraordinaire du parti unique d'Ahidjo, l'UNC, tenu le 14 septembre 1983. Tel est en réalité le point de vue de l'écrasante majorité des kamerunais au lendemain de ce congrès, qui a marqué le début du reflux de la confiance des masses

en M. Biya.

Du 3 septembre à la fin de ce mois, la tenue du congrès extraordinaire de l'UNC va être l'un des événements les plus marquants de la vie politique nationale.

Nous avons déjà dit que, de la dénonciation par Paul Biya d'un "*complot contre la république*" jusqu'à l'annonce de la démission d'Ahidjo de la présidence de l'UNC, ce parti n'a rien entrepris. Sinon que son président national (Ahidjo) a copieusement insulté, devant la presse internationale, son camarade vice-président du parti et président de la république (Biya), et que quelques sections du parti ont envoyé des motions de soutien à ce dernier, que ses camarades et collègues membres du Comité Central ont en fait abandonné. Pendant toute cette période, l'UNC n'apparaît plus dans les commentaires de *Cameroon Tribune*. Or, dès qu'Ahidjo annonce sa démission le 27 août, l'UNC renaît de ses cendres; on retrouve les membres du Comité Central dont on apprend finalement qu'au fond, certains étaient à Yaoundé tout ce temps là. Alors, ces membres du CC de l'UNC commencent à s'agiter dans tous les sens autour d'un congrès extraordinaire pour élire Biya président du parti. Le 31 août, l'édition hebdomadaire en anglais de *Cameroon Tribune* annonce même que Biya est un "*social-démocrate*" ayant déjà canalisé les espoirs : "*il a à parcourir une certaine distance à une certaine vitesse sur la voie social-démocratique pour ne pas décevoir ces espoirs*".

Il est donc raisonnable d'avancer que, du 22 au 27 août au moins, Biya et son camp ont hésité, et ont peut être eux-mêmes envisagé la création d'un parti social-démocrate, aussi longtemps qu'Ahidjo restait à la tête de l'UNC.

Le silence de la presse contrôlée par le gouvernement sur l'UNC pourrait bien signifier qu'ils préparaient l'opinion à accepter ce changement du paysage politique. Le silence des membres du Comité Central pourrait bien signifier que chacun attendait prudemment de pou-

voir choisir et que personne n'entendait trop mouiller au nom d'une UNC peut-être sans avenir désormais. Car il n'est même pas interdit de penser que, si Ahidjo n'avait pas démissionné de la présidence de l'UNC, celle-ci aurait pu être interdite. Cette démission apparaît de ce point de vue comme une bouée de sauvetage des barons et de leur système pourri. Objectivement, Ahidjo a été sacrifié (en tant qu'individu) pour le bien de la classe bourgeoise kamerunaise, afin de sauver l'UNC et de tenter de mettre un terme à la crise du régime. En tout cas, cette démission a permis une récupération immédiate de Biya par les barons.

Toujours est-il que, du côté populaire, on tenait l'UNC pour finie. Comme l'écrivait le camarade Mbuyinga dans l'éditorial du n° de septembre-octobre de *La Voix du Kamerun*, "la vérité est que l'écrasante majorité des gens qui réfléchissent, qu'ils soient dans les villes ou dans les villages, voulaient en finir avec l'UNC, le parti d'Ahidjo et son clan pervers". C'est pourquoi, en prenant la voie qu'il a prise, on pouvait légitimement avancer que M. Biya venait de commettre là une de ses fautes les plus graves; et, plus grave encore, il venait de faire manquer au pays une occasion en or de changer complètement, en instaurant le multipartisme et la démocratie. En effet, dès lors que l'hypothèque Ahidjo était levée, les conditions se trouvaient encore meilleures et réunies pour engager une transition démocratique. Imaginons que, après avoir essuyé les invectives et les accusations d'Ahidjo le 23 août, Biya, le lendemain, ait pris le peuple à témoin en disant : "cette UNC là, que vous subissez depuis 20 ans ou presque, non seulement elle ne fait rien de bon, mais elle n'assure même pas la sécurité de l'état. Mais pire encore, son président national m'insulte et m'accuse d'avoir instauré la dictature. Dans ces conditions, moi, Paul Biya, démocrate convaincu, je démissionne de l'UNC, je la laisse à ses propriétaires, et je crée, à dater de ce jour, mon propre parti qui s'appellera le Parti Social-Démocrate Camerounais. Du coup, tous ceux qui veulent en

faire autant peuvent le faire. De plus, les partis déjà existants, comme l'UPC, peuvent désormais fonctionner légalement sans problème. Les lois qui interdisaient hypocritement les partis autres que l'UNC (et notamment l'UPC), sont abrogées. Nous verrons plus tard s'il est nécessaire de voter de nouvelles lois sur l'existence et le fonctionnement des partis politiques". Dans une telle situation, et sans faire de la politique-fiction, on ne peut que facilement imaginer ce qui se serait passé. Le lendemain, Bandolo, disputant l'éditorial à Amadou Va moulké, aurait écrit dans *Cameroon Tribune* les lignes suivantes :

" Grandi par une épopée qu'il rend de plus en plus grandiose, c'est donc par un geste de grandeur que Paul Biya inaugure une ère de bonheur que tous nos compatriotes unanimes souhaitent jusqu'à la fin de ce siècle et loin en avant dans le prochain.

Car, nul n'est sensé ignorer que, malgré les chants parfois pathétiques et enflammés que nous nous sentions obligés d'entonner à la gloire d'Ahmadou Ahidjo et de son parti UNC, lui attribuant même, malgré nous, une grandeur qu'il n'a pas toujours mérité autant que son illustre successeur à la magistrature suprême, et nonobstant les mises en garde répétées de nos compatriotes de l'UPC, nul parmi nous n'a jamais réellement cru aux mérites du parti unique.

C'est que Paul Biya ne nous surprend pas dans nos convictions. Il rejoint les plus profondes aspirations qui ont toujours été les nôtres, mais qu'un régime qui, sans doute, eût ses mérites en son temps, mais n'a plus de ressort, nous a longtemps empêché d'exprimer.

C'est dire combien Paul Biya, en nous rejoignant, a su, par ce geste auguste, et sous les vivats et les applaudissements de toute la nation en liesse, gagner sa place vers le trône des héros vivants de l'histoire"

Même Pius Njawe qui, le 22 août, se demandait dans *Le Messager* à quoi peut bien servir le multipartisme au

jourd'hui, eh bien, Njawe aurait dit qu'"au fond, le multipartisme, c'est ça même qu'on attendait depuis". La radio nationale aurait proclamé tout haut que c'est dans l'allégresse générale que le pays a accueilli l'annonce du président Biya sur l'instauration du multipartisme.

Notre peuple, effectivement, aurait accueilli cette décision avec une grande joie. Toutes les forces de progrès dans le pays auraient été un peu plus convaincues que M. Biya est un démocrate sincère et sans doute un patriote désireux de sortir notre pays de l'ornière. Les amis d'Ahidjo auraient été coincés. La mobilisation des forces populaires qui aurait résulté d'une telle décision eût été telle, qu'elle aurait conjuré tous "*les démons de la subversion*".

Il n'y aurait vraisemblablement que trois forces politiques significatives : (1) les féodaux et les bourgeois les plus réactionnaires, opposés à tout changement, corrompus, qui allaient récupérer les débris sans âme de l'UNC autour d'Ahidjo ; (2) le parti de M. Biya, composé alors d'hommes d'affaires "éclairés", d'intellectuels technocrates, ne rêvant que carrière, soi-disant "bardés de diplômes", imbus d'élitisme et de soi-disant compétence ; tout ce monde allait se regrouper autour de leur idole, "*Paul Biya superstar*"; (3) les ouvriers, les paysans pauvres et expropriés par les barons de l'UNC et conscients de leur situation de classe, les jeunes au chômage, les étudiants inquiets à juste titre pour leur avenir, les intellectuels réellement patriotes et révolutionnaires, les petits fonctionnaires et employés, les femmes du peuple, bref toute la partie vitale de notre peuple, aurait rejoint le camp des forces progressistes avec le MANIDEM conduit par l'UPC. Même si d'autres partis venaient à se créer, ils auraient irrémédiablement été amenés à se positionner par rapport à ces 3 forces fondamentales. Fondamentales parce que représentant les forces de classe de base de la société kame runaise à l'heure actuelle. En tout cas, il n'y aurait pas eu de parti par région ou par ethnie, contrairement à la fable bien connue désormais.

Aujourd'hui, la déception est grande dans le pays, y compris parmi les partisans de M. Biya. Son discours qui considère comme évident que *"l'UNC demeure l'instrument irremplaçable de nos efforts pour une construction nationale axée sur l'unité, la participation de tous, l'équilibre et la justice"*, ce discours n'a pu convaincre personne de sérieux dans le pays. Voilà la véritable évidence. Pourquoi l'UNC est-elle irremplaçable ? Ce machin bourré de crapules, de gens *"corrompus à puer et cupides"* (comme dit *Cameroon Tribune* mais seulement dans l'édition en anglais bien évidemment!), qu'est-ce qu'il peut bien avoir d'irremplaçable ? Est-ce justement sa corruption ? Pourquoi l'UNC devrait-elle et peut-elle être *"l'instrument de rassemblement de tous les Camerounais de bonne volonté et cadre de participation confiante et efficace de tous ?"* Qu'est-ce qui fait que des kamerunais *"de bonne volonté"*, qui voudraient oeuvrer dans un autre cadre, ne le pourraient pas ? Les boniments, tels que le fameux *"notre parti doit devenir un parti vraiment démocratique"*, ça, c'est l'affaire de l'UNC. Si elle n'est pas vraiment démocratique, à la limite, cela n'intéresse et avant tout que l'UNC, ceux qui vont s'enfermer dans ce machin qui n'est pas vraiment démocratique, et ceux qui, tout en sachant cela, acceptent même de le diriger. Mais il est évident que, quand le président de l'UNC dit que son parti est l'instrument irremplaçable dans tout le pays et pour tous les kamerunais, ça, ça regarde tous les kamerunais. Surtout quand le président de l'UNC est aussi le président de la république, et qu'il prétend agir au nom de la démocratie.

Au fond, une question importante est la suivante : pourquoi M. Biya est-il devenu président de l'UNC ?

On pourrait répondre en disant qu'il faut le lui demander, car il serait seul à le savoir. Mais cela est naturellement insuffisant. En septembre 1983, l'éditorial de *La Voix du Kamerun* posait la question de savoir si *"ce congrès n'a-t-il pas été une sorte de ruse des barons et des caïds de l'UNC, qui ont ainsi réussi un*

coup fourré consistant à enfermer le président Biya dans le carcan du parti unique". Un journal kamerunais de progrès, Demain Le Cameroun, titre exactement sur la même inquiétante question : "M. Biya président de l'UNC : victoire des corrompus ?". Dans son éditorial, notre compatriote Enoch Meyomessse s'interroge encore en ces termes : "Mais à présent que M. Paul Biya est devenu président de l'Union Nationale Camerounaise, n'est-ce pas paradoxalement le camp des corrompus d'hier qui a finalement triomphé sur celui du changement et du progrès, dans la mesure où l'instrument principal de son impotence et des innombrables, l'UNC, se trouve au jourd'hui à nouveau placé sous la haute protection du chef de l'état ?". Ce sont là des questions parfaitement légitimes auxquelles la majorité des kamerunais, qui ont peut-être trop facilement cru à la parole des technocrates au langage mielleux, et qui ont aveuglément fait confiance à ces gens-là, répondent par l'affirmative.

En effet, c'est quoi, le Comité Central de l'UNC aujourd'hui ? Rien d'autre que ce qu'il était hier sous Ahidjo ; celui-là même qui a organisé le *"désordre économique"* caractérisé par le favoritisme, les détournements, etc. S'il y a un nouveau à la direction de l'UNC, c'est uniquement Biya, puisqu'il n'est membre titulaire du Comité Central que depuis novembre 1982, et encore grâce au bon vouloir de qui ? D'Ahidjo évidemment. Tous les autres, ce sont des fidèles d'Ahidjo.

Un autre argument en faveur de la thèse de Biya prisonnier des barons et caïds, qui ont organisé un énorme complot sous la forme du fameux congrès extraordinaire de l'UNC le 14 septembre 1983, c'est que la mobilisation populaire suscitée par la dénonciation par Biya d'un *"complot"*, et les propos infâmes d'Ahidjo, ont rendu le clan réactionnaire incapable d'agir directement. Il se savait perdant sans bavure sur le terrain de la confrontation directe avec les masses. Aussi, est-il par faitement logique, que le clan ait cherché un nouveau complot, un *"complot de substitution"* qui, pour le moment, semble encore marcher. L'idée était simple : com

me il est difficile d'éliminer Biya, essayons de l'avoir avec nous : une manière comme une autre de le soustraire pour de bon au risque que ce soit la "populace" qui le prenne avec elle, en tant que petite possibilité de changement démocratique.

Après la tenue du congrès de l'UNC, Biya a reçu les journalistes étrangers. Il leur a tenu un langage flou, où il prétend qu'il est prêt à tirer *"conséquences de la maturité du peuple camerounais et de ses institutions : promouvoir une authentique démocratie et une véritable société de liberté"*. Après ça, que fait-il ? Il se met à nouveau à *"mélanger les choses"* avec l'UNC, comme si ce parti avait quelque chose à voir avec la démocratie et la liberté. Il a aussi admis le principe d'un procès public des comploteurs. Mais surtout, il a fait tenir à son ministre Georges Ngango, les propos suivants, qui n'ont jamais été repris ni à la radio kamerunaise, ni dans aucun journal légal kamerunais. On ne les trouve que dans les journaux français *Le Monde* et *Libération* du 16 septembre 1983. Le premier de ces journaux rapporte le 16 septembre ce qui suit :

" A l'insu du congrès, M. Georges Ngango, ministre chargé de mission à la présidence de la République, a indiqué que l'hypothèse d'élections législatives anticipées, qui pourraient avoir lieu avant la prochaine session parlementaire de novembre, n'était pas exclue. A cette occasion, une certaine démocratisation pourrait intervenir, soit en permettant à plusieurs candidats de se présenter pour les cent cinquante sièges à pourvoir, soit en organisant des primaires entre plusieurs listes du parti. M. Ngango n'a pas non plus exclu l'éventualité d'une légalisation d'un ou plusieurs autres partis politiques, tant pour les élections législatives que pour l'élection présidentielle. Cette mesure pourrait alors bénéficier à l'U.P.C. M. Ngango a, d'autre part, assuré que tous les Camerounais qui se sont exilés pour des raisons politiques pourraient rentrer au Cameroun. Les ambassades du Cameroun à l'étranger recevront des instructions en

ce sens, a-t-il indiqué".

Eh bien, après toutes ces déclarations que les Kamerunais considérèrent comme de bonnes nouvelles, M. Biya n'a pas démenti son ministre et conseiller. Mais rien en core n'est venu confirmer les propos du ministre. Au contraire, certaines ambassades ont déjà déclaré à des upécistes exilés demandant des passeports pour rentrer justement au Kamerun, qu'il n'existait aucune instruction gouvernementale en ce sens. Et c'est par l'intermédiaire du journal afro-parisien *Afrique Asie*, curieusement converti à la défense de M. Biya, que celui-ci a cru devoir faire un démenti implicite des propos de son ministre.

Cependant, faisant preuve d'un esprit patriotique et de responsabilité éminent, les militants de l'UPC et du MANIDEM considèrent encore que les choses ne sont pas définitivement jouées. Beaucoup de questions restent en effet sans réponse de la part de Biya.

Tandis que, pour sa part, l'UPC, dans toutes ses prises de position depuis le 7 novembre 1982, a démontré sa volonté de contribuer à une ouverture démocratique dans le pays. Notamment, dans l'importante déclaration de la 3^è session plénière de notre Comité Central, nous avons clairement dit ce que nous sommes prêts à accepter. Et nous disions que nous rejetons formellement les solutions néo-coloniales même replâtrées, visant à se débarrasser des forces populaires de la vie politique du pays.

Il est évident que c'est maintenant à M. Biya de faire un pas vers l'UPC et le MANIDEM, vers les forces du progrès. Il a eu besoin de ces forces pour éliminer Ahi djo. Elles seront indispensables pour la suite des événements. La solution sage consiste à permettre à ces forces populaires de travailler normalement, comme le permet l'article 3 de la Constitution, dans la légalité, puis que de toutes les façons, elles travaillent déjà, mais en clandestinité.

5. Conclusion générale.

Au moment où se termine le troisième trimestre de l'année 1983, la situation peut en gros se résumer de la façon suivante :

1. Grâce au soutien actif des masses populaires, des forces de progrès et notamment de l'UPC et du MANI-DEM qu'anime notre parti, les projets criminels et anti-démocratiques d'Ahidjo et son clan réactionnaire de la direction de l'UNC ont été en partie déjoués. L'UPC a attiré l'attention de notre peuple sur les complots que concoctaient Ahidjo et sa bande malfaisante, depuis le début de l'année 1983 pour ne pas dire avant. Beaucoup de gens nous disaient alors que nous étions des alarmistes, comme le faisait le journal *Le Messenger* de Douala, puisqu'il faut appeler un chat un chat. Ces gens racontaient qu'il n'y avait pas de quoi paniquer. Mais les réalités ont fini par forcer M. Biya à dévoiler ces projets criminels qu'il voulait lui-même contraindre à occulter. Il a dû appeler le peuple à intervenir pour l'aider à éliminer le clan Ahidjo en tant que force qui le gênait. Le peuple et notamment les forces de progrès sont effectivement intervenus et ont fait échec à certains aspects du plan criminel de restauration de la situation telle qu'elle existait avant sans aucun changement. On peut donc retenir des événements de cette année et spécialement du mois d'août, quelques acquis des forces démocratiques : la reconnaissance explicite et générale, à une grande échelle, du bilan entièrement négatif des 25 années de règne de l'UNC, que malheureusement certains tentent de mettre sur le seul dos d'Ahidjo, dans une manoeuvre tendant à remettre en selle le parti de l'ex-dictateur. Il est vrai que certains aspects de ce bilan resteront u-

niquement pour l'Histoire (mais l'Histoire elle-même ne sert-elle pas l'avenir ?). D'autres aspects exigent qu'on se mobilise dès maintenant pour les enrayer : par exemple les camps de concentration, qui doivent être vidés et fermés sans délai; par exemple aussi les arrestations arbitraires qui doivent cesser pour de bon...

L'écrasement quasi-définitif d'Ahidjo, que son ex-griot Henri Bandolo, en bon opportuniste qu'il est, a proprement redescendu du "*Trône des Héros vivants de l'Histoire*" où il l'avait hissé en novembre 1982. L'homme des français croyait devenir aussi gratuitement un héros, malgré tous ses crimes ! Le peuple kamerunais, sans pourtant encore disposer de toute sa liberté, a sévèrement jugé l'ancien dictateur et l'a jeté là où se reposent déjà les Hitler, Somoza, Chah Reza Pahlavi, Bokassa, Idi Amin, etc, etc.

Autre acquis important : le bloc monolithique que formait l'UNC derrière Ahidjo est profondément fissuré. La crise de ce parti est désormais "*sur la place publique*". Rien ne sera plus comme avant. Et même si Biya, comme il semble, voulait gouverner comme Ahidjo, il ne le pourrait pas. Notre peuple a un peu testé ses capacités de lutte : et elles se sont révélées potentiellement grandes, immenses. Il vient de "vider" un dictateur, et pas n'importe lequel. Un dictateur qui a réussi à terroriser les masses, se faisant passer pratiquement pour un petit dieu sous l'emprise duquel le peuple kamerunais semblait condamné à vivre, souffrir et mourir. Aujourd'hui, le dictateur n'est plus grand chose. En ce sens, c'est une grande victoire, une victoire psychologique importante. Biya devra compter avec cela.

Enfin, il est absolument que, dans les conditions actuelles, les deux clans, celui de Biya et celui des barons qui font semblant de se rallier au nouveau président, ne pourront que se surveiller mutuellement. La confiance ne sera plus ce qu'elle était sous Ahidjo.

2. Se sentant battu sur le terrain de la confrontation

avec les masses, le clan d'Ahidjo a alors organisé une sorte de complot de substitution dès la fin août, contre la démocratie. En séquestrant Biya (consentant) dans ce milieu infecte qu'est l'UNC, le clan d'Ahidjo a visé à le capter définitivement et à récupérer ainsi ce qu'il pouvait encore représenter comme possibilité même minime de changement. En ce sens, le camp ultra-réactionnaire a effectivement remporté une bataille. Le parti UNC n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais un instrument d'unité, de développement et de justice dans notre pays. Il est né dans la forfaiture, il disparaîtra dans la honte. C'est l'instrument privilégié de la dictature, le parti qui a apporté tous les maux que Biya prétend combattre aujourd'hui.

3. L'UNC croit avoir gagné. Mais les patriotes et tout ce que le pays compte de progressiste, disent : la lutte continue.

Nous avons appelé les masses à s'organiser pour pousser Biya dans la voie du changement démocratique. Certains ont prétendu qu'il fallait seulement *"faire confiance à Biya et le laisser faire, tranquillement, sans le brusquer"*. Il fallait faire confiance à sa "rigueur", à ses "qualités intellectuelles", son "humanisme", etc.

Or, il est de plus en plus clair que ça ne marche pas. Car Biya veut en réalité abuser de cette confiance afin de consolider son pouvoir personnel. En même temps le clan pervers des barons, caché derrière Biya, veut se servir des discours au bonbon pour tromper le peuple et poursuivre en douce sa sale politique ahidjoïste. Quand les masses se sont mobilisées pour barrer la route à Ahidjo et ses barons, *ça, ça a marché* : Ahidjo a fui comme un "pakatolo". C'est pourquoi l'UPC dit au peuple de ne pas faire confiance aux technocrates pour changer les choses. C'est le peuple qui est le pilier de tout le pays, et c'est de lui que dépend l'arrivée d'un Kamerun de démocratie, de bonheur, de paix et de justice sociale. Pour cela, le peuple doit se battre, et afin de lutter, il faut rejoindre l'UPC et le MANIDEM.

V - UN BREF BILAN DU REGNE D'AHIDJO

par Haman Bako

*Pour que notre Peuple n'oublie jamais,
Et que notre Jeunesse sache.*

" Jugez de ma stupéfaction, moi qui croyais visiter un pays béni, l'exception du continent, où la passation des pouvoir s'était opérée dans l'harmonie, où l'économie était florissante... "

L'homme qui est ainsi *"stupéfait"* s'appelle Mohamed Hillali, journaliste à *Jeune Afrique*. Il est stupéfait de la situation qu'il a trouvée au Kamerun en septembre 1983.

Mais pourquoi tant de stupéfaction ? Peut-être n'avait-il jamais été au Kamerun auparavant. Et sans doute Mohamed Hillali a-t-il été victime de quelque chose. Comme tant d'autres. De quoi ?

Tout simplement du tableau *"trop idyllique pour être vrai, réaliste"*, selon la formule du kamerunais J.M. Malagal dans le n° 1146 de *Jeune à Fric*. Or, ce qui est véritablement stupéfiant, c'est que ce tableau a été régulièrement brossé par ses confrères, pendant plus de 20 ans, souvent dans son propre journal ! In croyable non ?

Victime aussi de *"la complaisance, la démagogie, le panégyrique, voire l'apologie"*, selon toujours Malagal, dont se répandaient des journalistes tels ce Henri Bandolo et cet autre Siradiou Diallo, dès qu'il s'agissait de parler du Kamerun d'Ahidjo. Pauvre Hillali, à qui on a tout caché ! Il jure qu'on ne l'aura plus...

Dans cette dernière partie de notre travail collectif, il a été décidé de parler brièvement du bilan du régime néo-colonial qu'a dirigé M. Ahmadou Ahidjo pendant pratiquement un quart de siècle. Mais attention ! Il ne s'agit pas du bilan que nous avons fait (et que nous nous bornerons à rappeler chaque fois que nécessaire). Non. Il s'agit du bilan d'Ahidjo et son régime *tel qu'il est apparu dans les journaux nationaux (non upécistes) et étrangers, entre la première démission d'Ahidjo (novembre 1982) et la deuxième (août 1983),*

et tel que le Peuple Kamerunais l'a exprimé, depuis les événements du 22 août 1983, à travers les motions de soutien à Biya et les prises de position dans les villages et les villes.

Nous rappellerons le bilan fait au lendemain de la démission d'Ahidjo de la présidence de la République. Comme le verra le lecteur, ce *premier bilan* n'est que la sublimation de ce qui s'écrivait déjà dans ces journaux avant la démission du dictateur.

Ensuite relèverons ensuite le bilan du même régime d'Ahidjo, mais tel qu'il est perçu et fait *après* la démission d'Ahidjo de la présidence du parti unique UNC, le 27 août, par les mêmes journaux (ou par d'autres) et par le peuple. Le lecteur pourra alors comparer et voir ce que vaut l'information donnée en occident, ou dans la presse légale kamerunaise, sur notre pays.

Au fond, les choses sont assez simples. En réalisant ce travail, notre Parti a voulu quand même marquer un peu quelque chose dans l'histoire de notre pays.

Ce quelque chose, c'est cette étape là, où on voit enfin, l'ensemble de notre peuple, des paysans aux ouvriers, des étudiants aux hommes d'affaires, plus des hommes et femmes qui, hors du Kamerun, écrivent sur notre pays qu'ils observent, étape donc où tout ce monde s'accorde enfin pour reconnaître et dire ce que les patriotes kamerunais et les militants révolutionnaires upécistes, étaient SEULS à dire depuis 25 ans : à savoir que le bilan du régime d'Ahidjo est très négatif, que son "*héritage a un passif très lourd*" (A. Fall dans le journal *Afrique Asie*).

Les paysans, les ouvriers et tous les travailleurs, les jeunes, plus de 99% de notre peuple, étaient bâillonnés et ne pouvaient pas parler. Ceux à qui on donnait la parole, avaient pour charge de nier la vérité, de la déformer, de mentir. Seuls les patriotes, militants révolutionnaires intrépides, malheureusement encore peu nombreux surtout au cours des 15 années qui commencent

en gros au milieu des années 1960, ont osé dénoncer l'injustice sociale, la dictature, dire la vérité et lutter. Pour cela, ils ont été bannis, traqués, parfois obligés à s'exiler; beaucoup ont été arrêtés, jetés dans des camps de concentration, torturés ou tués. Mais comme disait un de ces morts illustres, Ruben Um Nyobe (le Vrai et Seul Père de la Nation Kamerunaise), *"lorsqu' on est souvent coupable d'avoir eu raison le premier, on éprouve quelque satisfaction morale à rappeler de temps en temps quelques faits du passé"*.

I - LE BILAN DEMAGOGIQUE ET MENSONGER

C'est le bilan tel qu'il apparaît dans les mois qui suivirent immédiatement l'abdication d'Ahidjo le 6 novembre 1982.

I.1 - Que dit-on alors de la personne d'Ahidjo ?

Il est instructif de relever d'abord quelques uns des termes ou expressions employés alors pour dépeindre l'homme qui vient de quitter la présidence de la république.

M. Biya, en ce qui le concerne, garde la tête froide en ce qui concerne son prédécesseur, qu'il qualifie de *"(le) géant de l'histoire camerounaise, (le) géant de l'histoire africaine, (le) géant de l'histoire tout court"*. Henri Bandolo, qui n'a pas encore viré de cuti, se contente de qualifier le démissionnaire de *"Héros vivant de l'histoire"*, en précisant que, Ahidjo, *"grandi par une épopée qu'il avait su rendre grandiose"*, nous avait habitués à *"la majesté et la noblesse"*, qu'il apparaissait de plus en plus comme *"l'indispensable repère et me nécessaire rempart face aux grands défis du futur"* (le 6 novembre 1982). Quant au journal d'Abodel Karimu, *La Gazette* (n° 445), il parle d'*"un sacré chef d'orchestre qui a étonné le monde entier (...), le grand camarade, le sage, le bienaimé, le Père de la Nation"*.

Il y en a même une qui parle d'"un illustre époux" (ça, c'est Tsanga Tsanga ! Mais pourquoi ne laisse-t-elle pas au moins dire cela à Germaine ?).

Hors de notre pays, Béchir Ben Yamed, dans son *Jeu ne à Fric*, l'appelle "*le patriote africain et le tiers-mon diste*"; un homme qui "*s'exprimait en agissant, homme politique modéré, l'admirateur de De Gaulle et de Mao*". Quant à Siradiou Diallo, le pauvre, voici ce qu'il aligna alors au sujet d'Ahidjo : "*un homme parti de rien et que rien ne prédestinait à l'accomplissement de la grande épopée qui fut la sienne; observateur avisé* (Ahidjo lui-même dit exactement le contraire, après avoir observé Biya pendant 15 ans, s'être trompé aussi grossièrement ! Mais Diallo... ça vole pas bien haut !), *servi par une intelligence politique hors de pair* (ah ça, c'est Diallo qui est un griot hors de pair, non ?); *un être sensible, passionné, capable d'élans pleins d'humanité et de charmantes boutades; musulman pieux; un timide oui, mais qui, jamais, ne s'avouera vaincu*". Etc, etc, et encore etc.

Jusqu'au mois de janvier 1984, Biya lui-même ne râte aucune occasion de rendre "*un hommage appuyé*" à ce lui qui lui a donné le pouvoir, en apparence gracieusement. Voici un exemple. Le 18 janvier 1983, dans sa première interview à *Cameroon Tribune*, le nouveau chef de l'état déclarait à propos de son prédécesseur que, Ahmadou Ahidjo, c'était un "*homme d'Etat imbu de patriotisme, de sagesse et de réalisme, et doué de courage et de tenacité, il a toujours su faire prévaloir les intérêts supérieurs du Cameroun et du peuple camerounais. Il demeure le Père de la Nation camerounaise, ainsi que l'artisan de son unité et de son développement. Le président Ahmadou Ahidjo est aussi l'une des figures marquantes de l'histoire africaine de ce dernier quart de siècle... Son sens élevé de la dignité et de la liberté de l'homme, ainsi que de la justice et de la solidarité en a fait un fervent défenseur de la cause de la libération totale du continent du colonialisme et de l'apartheid, et l'un des promoteurs de l'unité, de la paix*

et du développement de l'Afrique".

Nous prions le lecteur de bien garder en mémoire ces paroles de M. Biya, qui résument bien tout le discours sur Ahidjo d'avant juin 1983; car elles serviront par la suite à mieux comprendre ce qui se dira après août 1983, et permettront au lecteur de mieux juger ceux qui le diront).

Seule fausse note à ce chœur : la presse de l'UPC, pour qui Ahidjo n'a jamais été et ne sera toujours, au regard de l'Histoire de notre pays, qu'un dictateur, un valet de l'impérialisme et un bourreau du peuple.

Sur les relations entre Ahidjo et son peuple, voici un échantillon de ce qui se disait et s'écrivait.

Selon *La Gazette* de Douala (n° 445), "*il s'était créé entre Ahidjo et ses "chers compatriotes", une communion quasi-mystique*". Il exerçait "*un immense pouvoir quasi-paternel*".

Selon Bândolo dans *Cameroon Tribune* (6 novembre 1982), Ahmadou Ahidjo, eh bien, "*son personnage éminent reflète dans leur diversité tous nos visages, transfigure ceux-ci pour les sublimer*".

Et maintenant, sur son départ.

D'après *La Gazette*, cet acte d'Ahidjo, c'est "*l'art de partir en beauté*"; "*Ahidjo s'en est allé, comme il a toujours gouverné : sans tapage, sans heurt, dans le calme, dans la légalité*".

Cameroon Tribune, pour sa part, et en sa qualité de Grand Quotidien National d'Information, se devait, le 6 novembre 1982, être à la hauteur. Sous le plume de son éditorialiste n° 1, constate : "*C'est par un magnifique geste de grandeur qu'Ahmadou Ahidjo signe l'acte final d'un quart de siècle au service de la Nation Camerounaise... Ahmadou Ahidjo prend sa retraite, son pari avec l'Histoire gagné... Il quitte la scène sous nos applaudissements, pour monter au Trône des Héros vivants de l'Histoire*". (C'est Bândolo qui parle!).

On savait déjà aussi que, au moment où Ahidjo annonce devant le Comité Central de son parti UNC son intention de démissionner, *"les vieux compagnons du parti veulent le retenir... Des ministres éclatent en sanglots. Rien n'y fait"* (ça, c'est Diallo Siradiou, de l'hebdomadaire afro-parisien *Jeune à Fric*). Car, pour Ahidjo, comme pour d'autres Géants de l'Histoire tels *"De Gaulle, Charles Quint, roi d'Espagne et empereur d'Allemagne, le pape Célestin V..., le pouvoir, c'est la santé"* (là, c'est Jean-Paul Guetny, toujours de *Jeune à Fric*, n° 1141).

Comme le lecteur voit, on monte vers des cîmes élevés des Monts Kamerun en somme...

Mais les upécistes, de leur voix encore modeste quant au nombre de journaux qu'ils peuvent faire lire sur la scène africaine et internationale, font encore fausse note : ils disent qu'Ahidjo n'est pas parti pour les raisons qu'on dit un peu partout (santé ou grandeur héroïque) Mais qu'il a quitté la présidence pour cause de crise profonde et irréversible du régime de l'UNC, et qu'il a passé le pouvoir à son successeur sans en référer au peuple qui l'en avait (théoriquement) investi et qui en tout cas en est le véritable propriétaire légitime.

2. Le bilan politique

Pour tous ces louangeurs, Ahidjo avait réussi à *"restaurer l'ordre public"* troublé par les *"maquisards terroristes marxistes"* de l'UPC : c'est *"l'action pacificatrice"*, raconte Siradiou Diallo dans le n°1147-48 de son journal. Après quoi, il a réunifié le pays, pour en faire un *"îlot de stabilité politique dans une région troublée"*. Ahidjo est d'ailleurs *"le véritable bâtisseur de la Nation Camerounaise"* (là, c'est Biya lui-même qui prend la parole), Ahidjo a réussi un modèle de démocratie, même avec ce système de parti unique qui constitue l'éternel et inextricable blocage de la situation politique dans notre pays. Bref, Ahidjo, c'est un véritable génie politique, doté d'une *"intelligence politique hors*

pair". En conclusion, Ahidjo est l'Homme Providentiel, que Le Dieu Tout Puissant a envoyé aux Kamerunais. Et ils le disent, ça, les griots ! On recommence à dire la même chose aujourd'hui de Biya ! Et il laisse faire !

3. Le bilan économique et social

Ainsi donc, *"Ahmadou Ahidjo est parti, laissant le Cameroun dans une santé éclatante, et léguant à son successeur un héritage des plus prometteurs"* (ça, c'est dans *La Gazette* de Douala, n° 445).

Pour sa part, *Jeune à Fric* ne parle pas beaucoup, il se contente de ceci : *"Bilan économique éminemment positif"... "Ahmadou Ahidjo a placé le pays sur la voie du décollage"* (donc on n'avait toujours pas décollé !). *"L'axe principal de (sa) politique économique : le développement de l'agriculture. Cette option n'a pas été un slogan creux. Témoin l'autosuffisance alimentaire réelle à laquelle le Cameroun est parvenu, en dépit d'une croissance démographique rapide... Autre atout : la bonne santé des finances publiques... Ahmadou Ahidjo ne s'est pas laissé griser par les pétrodollars. Il a sagement constitué un budget "parallèle", alimenté par la moitié des revenus pétroliers et destiné à financer les grands travaux d'infrastructure... tels le Palais présidentiel, le Palais du Peuple... L'endettement extérieur est nettement en deça de la capacité du pays à emprunter... Le Cameroun a mieux résisté que les autres pays africains à l'ouragan économique qui secoue le monde depuis le deuxième choc pétrolier de 1979-1980... Un aspect non négligeable du bilan largement positif de la politique économique suivie par Ahmadou Ahidjo, est le nombre important de projets en cours de réalisation".* Seuls points obscurs : *"En matière d'infrastructure, le bilan est moins brillant... La balance commerciale camerounaise est chroniquement déficitaire"* (prose de Mama dou Alpha Barry, n° 1143).

Dans le même numéro du même journal, Jacques Gauchand fait un autre bilan, tout aussi *"largement positif"*

de la même chose, mais qu'importe. Gautrand dégage les *"trois piliers (du) capital confiance du pays : une stabilité politique appréciée, une gestion sage et rigoureuse, et surtout, un faible endettement extérieur souvent cité en exemple dans la communauté financière internationale"*. Et il se demandait, non sans *"inquiétude"* si, avec le départ d'Ahidjo, *"n'était-ce pas le principal pilier de la confiance qui disparaissait ?"*.

Dans le n° 1147-48, c'est au tour de Siradiou Diallo lui-même de rendre *"un hommage appuyé"* à l'homme qu'il sacre solennellement *"l'Africain de l'année 1982"*. Pour Diallo, Ahidjo *"laisse derrière lui une oeuvre gigantesque, mais trop fraîche encore dans les mémoires pour être jugée avec suffisamment d'objectivité. Seuls les historiens de demain pourront l'apprécier finalement à sa juste valeur"*. Après avoir lui aussi passé en revue les piliers de l'oeuvre gigantesque du Héros manqué, Siradiou Diallo indique que *"La Cameroun amorce son décollage (on ne fait qu'amorcer le décollage, ce qui veut dire qu'on n'a toujours pas décollé!) au moment où la plupart des économies du continent se trouvent en chute libre. Le boom camerounais est en soi un véritable défi à la grave crise économique que traverse le monde"* ! Tout cela mérite effectivement des louanges, si seulement c'est vrai ! Malgré un petit problème pour l'unité nationale qui, *"quoi qu'on en dise sur tous les tons, est loin d'être réalisée"*, Diallo conclut à une oeuvre *"globalement positive"* selon la formule qu'il emprunte au vocabulaire politique français. Ce bilan a pu être obtenu grâce évidemment au *"développement auto centré basé sur le libéralisme planifié maîtrisant le développement"*, nouvelle doctrine qui concilie le capitalisme et le socialisme, en *"mêlant le facteur de progrès au gage de sécurité face au gaspillage ou au hasard dans le choix des objectifs"*, selon le Grand Camarade Ahidjo en personne...

La revue européenne des milieux bancaires, *Trends*, écrit, dans son n°-daté 5 mai 1983, la tirade suivante, propre à faire sourire aujourd'hui : *"Le Cameroun pré*

sente aux yeux de l'industriel européen l'image d'un Eldorado africain : une stabilité politique, une gestion économique saine, des ressources pétrolières et minières importantes, une option économique libérale (c'est ça, ce qu'on aime !), une croissance annuelle stable, d'environ 6% ces trois dernières années".

Eldorado, c'est-à-dire le pays doré, que les conquistadores rêvent d'aller exploiter; le pays qui n'appartient à personne, le pays du rêve... "Il est considéré actuellement comme le meilleur risque en Afrique subsaharienne". Venez ! Venez ! Venez donc !

Quant à l'hebdomadaire britannique *The Economist*, Jeune à Fric apprend à ses lecteurs à lui, que son confrère "dresse un bilan de la situation du Cameroun qui est aussi un coup de chapeau argumenté à la politique d'Ahidjo". Il écrit : "Le Cameroun possède à peu près tout ce qu'une nation développée peut désirer pour sa prospérité : des exportations minières et agricoles, du pétrole offshore, une inflation modérée, une monnaie saine, chevillée au franc français (c'est quoi ça ?!), une dette extérieure minime, une bonne situation du crédit, et — plus important —, un gouvernement qui ne met pas son nez dans les affaires des paysans et des industriels" ! Aussi, *The Economist* ne voit-il qu'"un seul nuage : l'élevage". Or, comme chacun sait, un seul nuage n'est quand même pas suffisant pour faire la pluie, n'est-ce pas ? En somme, avec tout ceci, il ne reste plus au Kamerun qu'une chose à faire : devenir une nation développée. *But, to develop or not to develop, that's the question !*

Au plan social, on est malheureusement et évidemment moins bavard chez les apologistes. On se contente seulement de souligner que le "vrai souci" d'Ahidjo a toujours été "*la justice sociale*". Le seul bilan social qui soit brandi est la "*forte scolarisation du pays*".

Voilà donc, en gros, le bilan dressé par tous ceux qui applaudissaient Ahmadou au moment où, le 6 novembre 1982, il "quittait la scène pour monter au Trô

ne des Héros vivants de l'Histoire".

Mais comme le sait à présent le lecteur, le Héros trécha sur la dernière marche de l'escalier menant au fameux trône, et fut obligé de redescendre parmi les hommes. Il est donc important à présent de voir le même bilan, tel que les mêmes gens le faisaient après la redescente de leur héros.

Auparavant, il faut signaler encore que l'UPC et le MANIDEM ont toujours lutté de toutes leurs forces en vue de présenter et dénoncer le vrai bilan du régime d'Ahidjo, au jour le jour, depuis 25 ans. Au moment où les Siradiou Diallo et autres Bandolo jettaient à Ahidjo *"rien que des fleurs"* (comme le déplorera à juste titre Daniel Nkaa dans le n° 1146 de *Jeune à Fric*), l'UPC elle, publiait les Travaux de son 3è Congrès. Ces travaux ont mis en évidence, avec éclat, le bilan négatif dans tous les domaines, du quart de siècle néo-colonial passé sous la dictature d'Ahidjo et ses amis. Le lecteur intéressé pourra s'y reporter afin de juger sur pièces, et de confronter ce bilan à celui qui finira par être fait par tout le monde, y compris par nos adversaires impénitents et griots d'Ahidjo d'hier encore, une fois que leur Héros manqué est redescendu du Trône.

II - LE BILAN VU APRES JUIN 1983 : STUPEFACTION

Le remaniement ministériel surprise opéré par M. Biya le 18 juin semble opérer une sorte de transformation féérique chez la plupart de ces louangeurs d'hier, qui se mettent subitement à découvrir à Ahidjo des choses curieuses.

1. Que dit-on à présent du "simple citoyen" Ahidjo ?

"Lui qui avait atteint le summum de sa popularité lorsqu'il choisit de s'effacer est devenu aujourd'hui l'homme le plus décrié du Cameroun". Cette belle phrase de

Paul Bernetel dans le n° d'octobre 1983 du mensuel *Africa*, exprime à merveille l'évolution des appréciations des apologistes d'Ahidjo (parmi lesquels Bernetel lui-même!) en moins d'un an.

Ils l'avaient porté, avec des applaudissements, au firmament; ils le redescendent de là pour le livrer au fameux "*jugement des hommes*". Contraints par la dure réalité des faits. "*Or, les hommes sont plus sévères que l'Histoire*", dit encore Bandolo. Ahidjo, sans doute plus que quiconque, l'aura appris à des dépens. De fin janvier à fin juin, le torrent d'éloges avait progressivement diminué son débit, pour tarir complètement. Après quoi, commence le déluge des accusations, qui atteindra son sommet après le 22 août... C'est du moins ce qu'on croyait. Mais, attendez la fin de l'histoire...!

Dès qu'il est apparu, après le remaniement ministériel du 18 juin 1983, que "*les relations entre les deux présidents n'étaient pas parfaites et connaissaient parfois quelques heurts*" — c'est ainsi qu'on disait alors dans la presse bien pensante —, dès ce moment donc, Ahidjo était "*livré au jugement des hommes*".

"*La Quinzaine Africaine, bimensuel d'informations politiques et économiques publié par l'Agence Transcontinentale de Presse*", dans un article publié le 15 juillet, qualifie Ahidjo d'"*être vindicatif, cruel et ambitieux*". L'ex-dictateur est accusé (à juste titre), de vouloir jeter le pays dans les "*troubles*".

Mais c'est après le 22 août, qu'il sera vraiment "*jugé*". Tandis que, dans la rue et dans certaines motions de soutien à Biya (celles venant des kamerunais à l'étranger notamment), Ahidjo est conspué comme dictateur, les organes de presse du Kamerun et les motions de soutien à Biya "*chargent*" clairement le dictateur, mais sans le désigner nommément. Il est qualifié de "*égotiste ambitieux démon de la subversion, ennemi de la Nation nostalgique du passé, pêcheur en eaux troubles, revendant, professionnel de la division, de la subversion et de la nostalgie*", etc, etc, et encore etc.

On conspue désormais "son pouvoir de l'ombre ou l'ombre de son pouvoir". Au sein du peuple, il est qualifié de tous les noms (de misère et non plus de grandeur). A Douala, au cours de la manifestation des étudiants et élèves, le jeudi 25 août, les habits de l'UNC portant les effigies d'Ahidjo sont déchirés et brûlés !! Le courant populaire contraint Ahidjo à fuir de la présidence de l'UNC et, pire encore, son parti, l'UNC, est forcé d'enterrer l'ancien dictateur. Le 1er septembre, alors que l'UNC fête son 17^e anniversaire, Ahidjo, pour la première fois dans l'histoire sanglante de son parti, n'est cité dans aucun discours de ses "camarades" ! Incroyable, mais vrai ! Ce seul fait, doit être une épreuve terrible pour le "Grand Camarade Ahmadou Ahidjo, Père-fondateur et Président National". Il est même dépossédé, sans pitié ni reconnaissance, de "son oeuvre gigantesque", ce parti qu'il fut "seul", selon *Cameroon Tribune*, à fonder, contrairement aux prétentions insolentes et déplacées de Moussa Yaya. Bandolo assurera désormais (n° du 14 septembre) que l'UNC et le Kame-run actuel "où il fait bon vivre et où on vit bien, (est) le résultat du travail collectif de tous les Camerounais" et que "nul" (c'est-à-dire Ahidjo) ne "saurait prétendre s'arroger le résultat de cette oeuvre commune sans apparaître comme un Usurpateur", Usurpateur ! Le mot est lâché. Désormais, on vole bien bas chez ces gens là. Manifestement, le Lamido Ahidjo n'a même plus de "Bambado" (griot). Désormais, les choses vont vite.

Laurent Zecchini, qui verse une petite larme sur le sort de cet "autocrate", rapporte, dans *Le Monde* daté 21 septembre, que "le personnel politique (kamerunais) ne reconnaît aujourd'hui guère de mérite à celui qu'il a servi fidèlement pendant vingt-deux ans... Par une sorte d'amnésie collective, la dimension historique du premier chef de l'Etat du Cameroun indépendant est oubliée, voire niée". C'est dire si la faculté d'"oubli" du personnel politique d'Ahidjo est grande. Bandolo le dit et le prouve par ses écrits. Le peuple, lui, n'oublie pas la seule et réelle "dimension historique" d'Ahidjo pour

notre pays : celle d'un dictateur sanguinaire qui a mené le Kamerun dans une longue nuit néo-coloniale.

Ainsi, même dans la presse étrangère, Ahidjo est désormais traité sans ménagement. Pour A. Fall d'*Afrique Asie* (n° 304), Ahidjo était un "despote". D'autres continuent d'user d'un langage en code, que leur lecteur est chargé de décoder chaque fois pour atteindre à la réalité. Par exemple, l'hebdomadaire français des milieux d'affaires coloniaux *Marchés Tropicaux*, considère qu'Ahidjo était un "homme d'autorité" à décoder en "autoritaire, despote"), un homme qui dirigeait le pays "d'une main de fer" (à décoder en "dictateur"). Pour sa part, Paul Bernetel conclut qu'Ahidjo n'est plus qu' "un quidam ambitieux" (*Africa*, octobre 83).

2. Son bilan politique ? Une dictature

Lorsque, deux jours après l'annonce par Paul Biya, le 22 août, de la découverte d'un "complot", 5000 étudiants descendent dans les rues de Yaoundé, "ils scandent des slogans dénonçant LA DICTATURE et la flagrante malfaisance du passé", ainsi que le rapporte *Cameroon Tribune* daté 31 août, mais naturellement en sa seule version anglaise ! L'édition en langue française, qui paraît pourtant chaque jour (l'anglaise est seulement hebdomadaire!), ne dit rien de tout ça. Elle est théoriquement lue ou entendue par 80% des gens dans le pays. On voit l'escroquerie et la manoeuvre politique évidente ! Revenons à la manifestation : c'est du jamais vu à Yaoundé depuis belle lurette !

Il est aussi intéressant de noter que la discrimination à l'égard des populations non-musulmanes et de leurs régions dans le Nord du pays, est, pour la première fois en dehors de l'UPC et du Mouvement Révolutionnaire, clairement dénoncée. Les ressortissants du département du Mayo Tsanaga (Mokolo) résidant à Yaoundé, " Condamnent un régime révolu où des régions entières étaient laissées pour compte et soumises à toutes sortes d'exactions et de vexations. Condamnent a-

vec la dernière énergie ceux qui croient que les peuples n'ont pas de mémoire (bien fait pour Bandolo) et (qu'ils) peuvent leur imposer à tout moment leur bon vouloir". La motion des ressortissants de Kaélé reprend les mêmes termes de condamnation. Quand on sait que Kaélé et Mokolo sont justement ces "régions laissées pour compte", on mesure mieux la portée de ces condamnations.

Dans les revues et journaux étrangers, le bilan qu'on fait maintenant de la politique contraste singulièrement de celui qui fut établi par les mêmes juste après novembre 1982.

Fall écrit dans le n° 304 d'*Afrique Asie*, qu'Ahidjo, au fond, "a gouverné son pays pendant vingt trois ans avec le feu, le sang, la torture, les camps de concentration, les assassinats et la corruption" (tout ça, c'est en lettres grasses dans le texte de Fall!). Dans le n° suivant (305) de son journal, Fall persiste et signe, en racontant que "c'est dans toutes les provinces que l'ancien despote a érigé les camps de concentration de la tristement célèbre Brigade Mixte Mobile. Parmi ces sinistres camps de la honte : Tcholliré, Mantoum, Yoko. Sous Ahidjo, les "opposants" y étaient enfermés sur simples lettres de cachet". Signalons que l'existence de ces camps a été enfin reconnue, y compris par les journaux néo-coloniaux de Côte d'Ivoire (*Fraternité Matin*) et du Sénégal (*Le Soleil*). Dans leurs éditions du samedi 27-dimanche 28 août, donc à peine la démission d'Ahidjo de la présidence de l'UNC connue, ces journaux racontaient que "le régime d'Ahidjo était servi par une force de sécurité impitoyable, et avait créé des centres d'internement redoutés, dont le plus connu se trouve à Tcholliré, à l'est de Garoua (Nord-Cameroun)". Plus loin dans son article, Fall écrit : "Aussi loin que l'on remonte dans le temps, le régime d'El Hadj Ahidjo ne peut rien inscrire de positif à son actif, s'agissant des libertés publiques et individuelles. De 1960 à 1972 — qui l'ignore ? —, le Cameroun fut l'un des rares pays du monde où tout citoyen, se déplaçant d'un départe-

ment à l'autre, était tenu d'avoir un laissez-passer". Un autre pays où un laissez-passer est nécessaire aux nègres, pour voyager d'une région à une l'autre, c'est l'Afrique du Sud de l'apartheid. Enfin, M. Fall nous apprend une "autre certitude : l'histoire ne pourra ja mais dire combien de citoyens camerounais "ont disparu" — à la manière des opposants aux dictatures latino américaines, pour n'avoir pas partagé l'opinion du régime Ahidjo".

Ici, une petite parenthèse utile. Dans une tribune parue dans le n° 305 (26 septembre 1983) d'*Afrique Asie* et intitulée "*La fin d'une mascarade*", le professeur Nanga Bernard, du département de philosophie de l'Université de Yaoundé (en son temps interdit d'enseignement par Ahidjo et son gouvernement!), décrit en ces termes le bilan d'Ahidjo : " *L'image internationale qu'a laissée Ahidjo au terme de 24 ans de pouvoir absolu, c'est celle d'un pays stable et prospère. Une image bien fallacieuse. La stabilité du Cameroun n'était qu'apparente, et la prospérité, un phénomène de survie du peuple camerounais, que les méthodes de gouvernement d'Ahidjo tendaient à réduire à une apathie fataliste*". Selon Bernard Nanga donc, les termes suivants conviennent mieux pour caractériser le régime d'Ahidjo : "*la délation implacable, le banissement, l'assassinat politique et la prison, un climat de terreur et de viol des consciences, le griotisme hypocrite, la tyrannie, etc..*" Comme s'exclame Siradiou Diallo devant les propos tenus par Ahidjo sur Biya le 23 août : "*qui l'eût cru ?*".

Ricanant des injures d'Ahidjo à l'endroit de son successeur, plusieurs journalistes de France (Pierre Haski de *Libération*, Elio Comarin du *Matin de Paris* par exemple pour ne citer que ceux-là), écrivent à peu près ce que nous reproduisons ci-après de *Marchés Tropicaux*, n° daté 2 septembre 1983 : " *Accusant prêtant à sourire, venant d'un homme qui a exercé son autorité d'une poigne de fer et n'a guère ménagé ses adversaires même bien longtemps après qu'il eût achevé de durement mater la rébellion au lendemain de la proclamation de l'in-*

dépendance".

Une autre idée exprimant un des aspects de la dictature dont le Peuple Kamerunais a beaucoup souffert, est aussi généralement admise désormais par ces journaux : *"De nombreuses circonstances concourent à alimenter des conversations dans un milieu politique jusque là peu enclin à s'exprimer ou même à faire mention de ses états d'âme"* (Philippe Essomba, dans *Bingo*, septembre 1983). En d'autres termes, ces journalistes apprennent après coup à leurs lecteurs, que, sous Ahidjo, au Kamerun, il n'existait pas de liberté d'expression. Naturellement, c'est pour mieux faire sentir la différence car, comme par un coup de baguette magique, *"les Camerounais, en tout cas, respirent à pleins poumons un air de liberté, depuis le 6 novembre 1982"* (Fall, dans *Afrique Asie*, 26 septembre 1983).

Mais les habitudes du passé demeurent vivaces en matière de non-information : et on ne dit pas qu'il existe encore des camps de concentration, avec des internés dans ces camps (ceux-là même qu'on a cités déjà). On ne dit pas que la presse d'opposition, en particulier la presse de l'UPC, n'est toujours pas autorisée à paraître librement dans le pays; pire encore, que des kamerunais subissent encore des perquisitions ou sont purement et simplement arrêtés et internés, pour avoir été surpris avec des journaux de l'UPC. Et tout cela après le 6 novembre 1982 !

Toujours concernant le bilan politique, la fameuse unité nationale qu'Ahidjo aurait bâtie durant tout son règne, au point même de *"sacrifier le développement à la construction nationale"* (ex-OAS Kalflèche dans *Le Quotidien de Paris*). Eh bien, cette unité nationale n'était que fictive. Eh oui ! C'est ce qu'on dit à présent.

En effet, non seulement Ahidjo a failli plonger le pays dans la guerre, mais encore, *"confie-t-on dans les cercles proches de Paul Biya, c'est maintenant qu'est engagée la bataille pour une véritable unité nationale, qui ne serait plus maintenue de manière factice"* (Fall, dans

Afrique Asie, n° 305). Sachant qu'il avait "sacrifié le développement à la construction nationale", on peut se demander à présent ce qu'il reste de "l'oeuvre gigantesque d'Ahmadou Ahidjo".

Son parti UNC ? De l'aveu même de son ex-Vice-Président nommé en catastrophe le 4 novembre 1982, aujourd'hui bombardé et séquestré (par les barons ahidjoïstes) Président National Général, c'est seulement maintenant que l'UNC "doit devenir un parti vraiment démocratique". En clair, l'UNC démocratique, c'était une chose factice de plus. La section phare (ou pilote) de l'UNC, comme on aimait alors à dire du temps de l'ancien "Grand Camarade", la section de France, a sombré corps et âme dans les scandales, le clientélisme, les divisions. Les dissidents, fatigués de l'absence totale de démocratie, ont dévoilé avec force détails dans le journal *Demain Le Cameroun*, les magouilles et tripatouillages des barons de l'UNC. Ainsi apprend-on, à côté de sommes énormes volées par les présidents successifs de cette section, les méthodes de recrutement des militants en France. Trois recettes essentielles : l'octroi des bourses d'études, la promesse d'une belle place au retour au Kamerun, et le paiement de billets d'avion pour les vacances au pays. En somme, de véritables appâts, de la corruption donc, pour les kamerunais de France qui, comme chacun sait, sont pour l'écrasante majorité, en situation matérielle plutôt difficile, étant dépourvus de bourse d'études.

Enfin, sur le plan de l'indépendance nationale du Kamerun, *Jeune à Fric* daté 21 septembre 1983 confie à ses lecteurs que "le Cameroun, avec son faible endettement ses ressources naturelles, ses exportations de pétrole, constitue une véritable poire pour la soif, dont nombre de pays industrialisés, la France socialiste en tête, voudraient pouvoir se servir...".

Il est donc clair maintenant, pour tout le monde, que le bilan politique véritable (et non factice) de 25 ans de règne d'Ahidjo et de ses collaborateurs, est très négatif.

3. Le bilan de son administration ? Corruption autoparalyse

C'est le tout premier bilan établi, mais non reconnu comme étant de la responsabilité du régime. En effet dès le premier conseil ministériel, le jeudi 11 novembre 1982, Biya engage son gouvernement à "*combattre ces maux dont la nation est à juste titre préoccupée : le tribalisme, le laxisme, l'affairisme, les fraudes, l'enrichissement effréné et illicite, le détournement des deniers publics, la corruption, le gaspillage, le mauvais entretien du matériel, des bâtiments, des villes et des villages*", comme le rapporte le journal semi-officiel *Cameroon Tribune* le vendredi 12 novembre 1982. Que reste-t-il alors desain ? Le nouveau président indique les remèdes pour "*la lutte contre ces fléaux*" : rigueur et moralisation. Seulement, il évitait soigneusement d'indexer les responsables de ces fléaux. Bien sûr, il n'était surtout pas question de les imputer au Héros vivant, Père de la Nation, ni bien entendu à son régime. S'agissait-il alors d'une simple réthorique démagogique ?

Ce qu'il y aura de nouveau après le 22 août 1983, c'est que les responsables de ces fléaux qui minaient le pays, vont être désignés : ce sont les mêmes qui ont "comploté", parce qu'ils sont des "*nostalgiques du passé*", des égoïstes qui veulent revenir. C'est ainsi qu'un éditorial de l'édition hebdomadaire en langue anglaise de *Cameroon Tribune*, intitulé "*Biya needs genuine support*", écrit que "*l'ancien timonier (Ahidjo avait un) petit mais puissant groupe*" infiltré dans tout le système, à son départ. "*Ce groupe, corrompu à puer et cupide, était déterminé à garder les clés de ces leviers, puisque le nouveau venu de Biya était désagréable à leur goût et menaçait leur belle vie*". C'est pourquoi le groupe a comploté; mais la riposte a brisé ses desseins. "*Et avec le flétrissement de sa principale racine, samedi 27 août — elle*

peut encore récupérer après arrosage et fumure —, on peut dire que l'opposition est temporairement brisée". L'éditorialiste note que "une vague de soutien des mêmes personnes qui hier seulement louaient l'ancien régime jusqu'au comble du vacillement de son incompétence aristocratique et de la corruption effrénée, submerge déjà le Président"; puis il met en garde contre le soutien de "cette race de gens qui, poussés par la graftmania (maladie de la corruption, H.B) veulent toujours être du côté du gagnant". Ce que cet éditorialiste nous apprend, c'est que les responsables des fléaux contre lesquels Biya va verbalement en guerre, ce sont les copains de l'ancien timonier, ce groupe puissant, atteint de la maladie de la corruption, et dont la principale racine a été atteinte le 27 août. Or, on sait ce qui s'est passé ce jour-là.

D'autre part, Mohamed Hillali, ce pauvre journaliste de *Jeune à Fric* qui a été "stupéfait" par ce qu'il a rencontré au Kamerun, écrit le 21 septembre 1983 la chose suivante : "L'administration ...est très lente. Tous les marchés de l'Etat sont traités à la Commission des marchés, qui relève de la présidence. Aucun ministère ne peut en passer dans le cadre du budget qui lui a été alloué. L'administration a ainsi abouti à une véritable autoparalysie".

Enfin, la presse nous fait connaître quelques unes des vedettes de cette administration autoparalysée, qui se sont distinguées par leur record de longévité (et de corruption ?). Ainsi de "Ousmane Mey, gouverneur de la province du Nord...depuis toujours" (*Africa*, n° 154). Ainsi d'"André Fouda, maire de Yaoundé depuis des temps immémoriaux jusqu'à sa mort" (*Africa*, n° 152). Il en est de même de "Moussa Yaya, l'un des vice-présidents de l'Assemblée depuis toujours" (*Africa*, n° 152) . Puis "Sadou Daoudou (...) fut Secrétaire Général à la présidence et surtout ministre des forces armées de façon ininterrompue pendant plus de 18 ans" (*Le Monde diplomatique*, août 1983), "le plus ancien ministre en poste" (*Afrique Asie*, 301)

Tous ces gens là ont été dégomés, à part Fouda, dé-cédé avant : *"place aux technocrates"*, monsieur, annonce le mensuel *Bingo* de septembre 1983. Enfin, l'homme qui a fait son *"autocritique"* (!), c'est-à-dire *"Charles Assalé, un noble vieillard encore aux affaires, est originaire d'Ebolowa dont il est encore aujourd'hui le maire, bien que contesté, depuis près de 20 ans"*! (selon J. Angulu, envoyé spécial d'*Africa* (n° 152)).

Finalement, une administration corrompue à puer, autoperalysée : nous sommes loin de la *"gestion saine"* dont on nous avait tant parlé.

4. Le bilan économique ? Du désordre !

Il faut rendre à César ce qui est à César. Le Peuple ayant vécu douloureusement la politique économique d'Ahidjo pendant 25 ans, il eût peut-être mieux valu lui donner la parole pour l'entendre dire ce qu'il en pense. Mais, par souci d'être encore irréfutable, donnons plutôt la parole à ceux qui étaient en principe les patrons de l'Economie Kamerunaise : les hommes d'affaires du Kamerun.

Dans une motion de soutien à M. Biya, votée le 25 août 1983 lors d'une réunion tenue à la Chambre de Commerce de Douala, les hommes d'affaires kamerunais disent ce qui suit :

" Considérant le désordre qui régnait dans l'économie camerounaise au moment de votre accession à la magistrature suprême, désordre caractérisé par :

1) Un favoritisme scandaleux dans la réglementation des importations des biens et services consommés au Cameroun;

2) Un oubli volontaire des hommes d'affaires au profit d'aventuriers sans patentes, ni autres titres réglementaires, aventuriers ayant perturbé

profondément les circuits commerciaux et donnant ainsi à notre pays l'apparence d'une économie saine;

3) Un octroi complaisant des crédits bancaires sans garantie ni possibilités de remboursement;

4) Une tolérance, voire un encouragement d'une fraude douanière organisée;

5) Une généralisation des contrebandes par terre, mer et air; (Langal ya!)

6) Une libre circulation sur notre territoire national d'une monnaie n'ayant pas cours dans nos banques.

Soutenons sans réserve les mesures de rigueur que vous avez prises pour, entre autres, assainir la situation économique...

Condamnons certaines allégations tendant à discréditer vos efforts de redressement économique, et laissant paradoxalement croire que tout était pour le mieux jusqu'au 6 novembre 1982".

La prochaine étape à franchir pour un bilan complet c'est de reconnaître que l'économie de notre pays est une économie néo-coloniale, et que les travailleurs, ouvriers et paysans pauvres, exploités jusqu'à la casse, ont été les principales victimes de ce désordre économique. Sans doute cette étape ne sera franchie que dans la motion de soutien que les hommes d'affaires kamerunais, s'ils sont de bons patriotes (et nous savons qu'il y en a parmi eux), adresseront au Gouvernement Révolutionnaire et Démocratique sous l'égide du MANIDEM conduit par l'UPC.

Donc M. Biya engage une campagne (verbale) d'assainissement et de redressement de l'économie du pays. Naturellement, nous sommes loin de la "santé éclatante" et du bilan largement "positif". Aussi, *Jeune Afrique* jette-t-il le masque après de longs mois de mutisme complice, et titre dans son n° 1185 du 21 septem-

bre 1983 : *"Cameroun : les projets de Biya. La nouvelle équipe a hâte de moderniser le pays. Mais par où commencer ? Les besoins sont immenses..."*. Ah ! Cette oeuvre gigantesque qui attend ! Hillali note que au plan économique, *"les infrastructures routières sont presque inexistantes, ... l'intérieur du pays est toujours aussi isolé. La voie ferrée Sud-Nord est dans un pitoyable état... L'alimentation en eau, y compris dans les grandes villes, est insuffisante... Les zones rurales sont encore plus déshéritées. A Yaoundé, quelques aménagements urbains ont été réalisés, et de nouvelles routes tracées; mais, au marché, des fruits et légumes sont vendus à même le sol, à proximité quelques fois de rats crevés"* ! Et pourtant, en février 1978, Siradiou Diallo assurait aux lecteurs de *Jeune Afrique* que *"Yaoundé se développe. La capitale du Cameroun se développe et s'étire à vue d'oeil, faisant reculer chaque jour un peu plus l'oppressive végétation de la forêt équatoriale. L'infrastructure administrative donne le ton"*. Fort heureusement, comme dirait Philippe Decraene. Pour sa part, la revue des banquiers européens *Trends* nous promet que *"la capitale administrative et politique devrait d'ici dix ans, avoir l'allure d'un petit Brasilia"*. Patientez donc, rendez-vous en 1993. On va voir ce qu'on va voir.

Le bilan économique établi à ce jour par les hommes d'affaires du pays est donc simple : désordre. Mais il y a de quoi inquiéter les kamerunais. En décembre 1982, Mamadou Alpha Barry, de *Jeune Afrique*, exprimait une opinion alors généralement admise, en écrivant que *"La doctrine du 'libéralisme planifié', qui encourage l'initiative privée et assigne à l'Etat un rôle d'orientation, s'est révélée payante"*. Alors ? Par ailleurs, dans le numéro précédent de son journal, le même Siradiou Diallo nous questionne en répondant en même temps : *"Qui est donc Paul Biya ? Sur le plan strictement économique, Paul Biya n'est que le fidèle continuateur de la politique suivie pendant 23 ans par Ahmadou Ahidjo. Il entend avant tout poursuivre et*

faire fructifier l'acquis légué par ce dernier". Or, cet acquis légué par Ahidjo à son fidèle continuateur s'est finalement révélé n'être que du désordre économique. Donc, sur le plan strictement économique, Biya coïtuera incontestablement le désordre. Il n'est pas nécessaire de chercher midi à quatorze heures. D'où l'inquiétude des masses populaires kamerunaises.

5. Le bilan social ? Manque d'hôpitaux, d'écoles et de logements nécessaires au peuple

Il existe un journaliste français qui avait fini par étonner les patriotes kamerunais par la constance de ses louanges au régime d'Ahidjo depuis l'installation de ce dernier au pouvoir. Et aussi par la constance avec laquelle il comptait les "*coups fatals*" qu'il voyait Ahidjo donner à une UPC pourtant jamais morte, puisque chaque coup fatal était suivi par un autre nécessaire. Ce journaliste, c'est le pauvre Philippe Decraene, du quotidien *Le Monde* et, depuis quelque temps, professeur de sciences politiques, directeur du CHEAAM (Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes. Decraene a souvent visité le Kamerun. Il est donc bien placé pour faire le bilan de son ami et payeur Ahidjo en matière de politique sociale.

Dans le n° d'août 1983 du *Monde Diplomatique*, Decraene écrit, dans un article intitulé "*Face à la montée des périls : une immense espérance*", ce qui suit

" Le Cameroun a considérablement progressé sous Ahidjo, entend-on fréquemment répéter, mais les camerounais, eux, ont stagné... Le sentiment que le petit peuple des villes et des campagnes a été trop souvent sacrifié au profit des sociétés d'état ou des grands investissements, qui contribuent au rayonnement international du Cameroun, est à l'origine moins de revendications brutales que d'espoirs encore très informels, mais dont la nature i-

ra en se précisant".

Comme quoi le "rayonnement international" d'un de nos pays, néo-coloniaux, peut signifier non pas le progrès de ses citoyens, mais leur stagnation. Mais si le "sacrifice" du petit peuple ne débouche pas (encore) sur des "revendications brutales", mais seulement sur des espoirs, n'est-ce pas parce que le régime en place ne permet absolument aucune revendication du tout ? Cela, aussi Decraene aurait pu le dire. Mais non ! Il se tait dessus. Puis il continue en écrivant que *"c'est notamment à la capacité du président Paul Biya de donner à son pays des infrastructures sociales, qui lui font cruellement défaut, qu'il sera jugé par ses compatriotes. Le pays manque d'hôpitaux et de dispensaires, de lycées et d'écoles, de logements dont le prix de location soit accessibles à tous. Fort heureusement, le plan de développement en cours de réalisation ...prévoit...la construction de vastes hôpitaux et de nombreux établissements d'enseignement"*. Ce que Decraene fait semblant d'ignorer, c'est que nous sommes au 5^e plan de développement, et que chacun des précédents a toujours "prévu" de "vastes hôpitaux et de nombreux établissements d'enseignement. Et à chaque bilan du plan, on constatait que ces infrastructures "faisaient cruellement défaut" au pays.

Un autre journaliste bien connu, Pierre Biarnès, de la même écurie que Decraene, vante dans le même n° du même journal, la situation économique du Kame-run en ces termes : *"Un taux de croissance annuel de l'ordre de 7% depuis une vingtaine d'années, tout cela grâce à une stabilité politique constante, une politique économique intelligente, dont les maîtres-mots sont le libéralisme planifié, le développement autocentré..."*. Mais Biarnès ajoute le bilan social suivant : *"Malgré les progrès déjà accomplis, des lacunes et des menaces pour l'avenir ne peuvent cependant pas être passées sous silence. En effet, même si en moyenne et en francs constants, le revenu par*

habitant a été multiplié par 2,2 de 1960 à 1980, le progrès social a été loin de suivre le même rythme du progrès économique, alors que s'accroissaient, souvent trop ostentatoires, les disparités dans la répartition des richesses".

Tout ceci montre bien la vanité des discours de ces messieurs et leurs amis de l'UNC, sur un prétendu *"Cameroun d'aujourd'hui, politiquement stable, économiquement prospère, un pays où règne la concorde, la paix et la justice, une nation saine où il fait bon vivre et où on vit bien"* (Biya et Bandolo, voir par exemple dans *Cameroon Tribune*, 14 septembre 1983).

S'agissant des revendications qui ne sont pas encore brutales comme disait Decraene, il convient de signaler que, pendant les quelques semaines de relative liberté d'expression, les kamerunais se sont livrés à une critique sans ménagement de la politique sociale du régime néo-colonial. Un ami qui a voyagé en train de Douala à Yaoundé pendant cette période (22 août au 14 septembre surtout), me disait qu'il a vécu un moment véritablement historique : *"Le train était littéralement transformé en tribunal populaire, où dans chaque wagon, des groupes s'étaient formés pour juger le bilan d'Ahidjo"*. D'ailleurs, ces préoccupations sociales transparaissaient dans certaines motions de soutien adressées à Biya au mois d'août, malgré des contradictions dans certains cas, faciles à expliquer d'une part, du fait des différences d'intérêts des auteurs de ces textes, d'autre part, du fait que les motions émanant des sections UNC pouvaient difficilement se défaire de la routine de bêtise à laquelle les auteurs avaient été habitués depuis des années.

III - CONCLUSIONS GENERALES SUR LE BILAN

Tout ce que nous venons de voir très rapidement à propos du bilan du régime d'Ahidjo et ses amis, conduit à quelques conclusions simples que nous relevons ci-après.

1. Premièrement, un acquis important pour l'histoire de notre pays : la reconnaissance désormais quasi-unanime, des grandes lignes d'un bilan, jugé négatif, dans l'ensemble, du régime d'Ahidjo, et la sanction très sévère du discours démagogique.

Pendant 25 ans, l'UPC et les autres forces du progrès (le MANIDEM depuis sa naissance), ont été les seules dans le pays à dire : le Kamerun est soumis à une dictature sanglante; le régime y arrête les gens pour leur seule opinion politique, les torture, les enferme dans des camps de concentration, les assassine. Nous avons été les seuls à dire que la santé économique du pays est factice; que c'est une économie de pillage; que les travailleurs sont exploités comme nulle part ailleurs; qu'il y a constamment des détournements de fonds, une corruption généralisée et énorme. Nous avons été les seuls à dire que notre pays manque cruellement d'infrastructures sociales, à dénoncer la misère de l'école, des hôpitaux, des routes, des villes et des campagnes. Les gens comme Bandolo, les Siradiou Diallo et autres Decraene, se débattaient comme de petits diables, pour dire au peuple que tout ce la était faux; qu'au contraire, la démocratie, la santé économique, la belle vie et la justice sociale régnaient partout au Kamerun. Nous étions les seuls à dénoncer Ahidjo comme étant la *"racine principale d'un groupe corrompu à puer"*, un dictateur terroriste. Les mêmes messieurs disaient : cet homme est un héros vivant, un être très sensible, préoccupé de la construction nationale de son pays dont il est le père.

Aujourd'hui, nous nous félicitons de ce que ces messieurs aient démenti eux-mêmes leurs fausses allégations d'hier. En ce sens, c'est un acquis important en ce qui concerne l'histoire de notre pays. Demain, lorsqu'il s'agira de réécrire les manuels d'Histoire pour les enfants kamerunais et africains, de dire ce qu'était réellement Ahidjo et son régime, un *"usurpateur"* selon le terme désormais adopté par Bandolo aussi, lorsqu'il s'agira de rétablir Um Nyobe dans sa place

exacte de Vrai Père de la Nation Kamerunaise, de rendre hommage aux milliers de victimes de la dictature ainsi qu'à nos Héros mort pour la cause du pays et de son peuple; lorsqu'il s'agira de réapprendre tout cela aux filles et fils du Kamerun, la tâche des historiens sera grandement facilitée par les événements de l'année 1983.

En fait et en un sens, il est hautement heureux qu'Ahidjo ne soit pas mort au pouvoir. Il est heureux que le mythe du dictateur se soit écroulé de son vivant et, plus encore, par une voie qui ne puisse en aucun cas être considérée comme étant celle d'une Révolution upéciste triomphante et faisant table rase d'une imposture comme celle d'Ahidjo et son système. Les amis d'Ahidjo, dictateur déchu, qui compatissent au *"drame cornélien ou shakespearien d'Ahidjo"*, ou à son *"psychodrame"*, se demandent vraiment pourquoi diable cet homme, *"qui avait atteint le summum de sa popularité lorsqu'il choisit de s'effacer"*, n'a-t-il pas pris une retraite sage, qui l'aurait rendu heureux grâce, non seulement à sa popularité (usurpée) mais aussi à tous ces milliards (volés) : *"Cruel destin que celui d'un homme qui, vingt-cinq ans durant, s'est attaché à apparaître comme le symbole de l'unité de son pays et qui, par ses déclarations publiques et certains agissements, a failli le briser!"*. Certains se refusent carrément à admettre la réalité, tant elle est douloureuse pour eux : *"On ne peut pas gommer vingt-cinq ans de loyaux services, qui ont permis au Cameroun d'être ce qu'il est. Pour ce faire, ils trouvent à Ahidjo des circonstances atténuantes. Ils se trompent"*. Ces deux dernières citations sont de Paul Bernetel, journaliste à Africa (n° 154).

Ce n'est que justice rendu à l'histoire du Kamerun, et en même temps, un camouflet cinglant aux faux historiens, qui se sont appliqués avec cynisme, à déformer la réalité : le mythe d'un Ahidjo héros national, géant de l'Histoire, père de la nation, etc, etc, ce mythe là, c'est fini et bien fini.

2. Deuxièmement, à partir de cet acquis, deux attitudes sont possibles.

a) Ou bien continuer avec la démagogie, et l'échec est alors garanti

"Les "griots", qui autrefois chantaient les louanges du tyran déchu, ont été les premiers à faire allégeance. Pour eux, le nouveau président est paré des qualités naguère réservées à Ahidjo".

Cette constatation, faite par André Brécourt, dans l'hebdomadaire français *Révolution* (n° 186) en septembre 1983, est une triste vérité. Les puces et autres parasites qui vivent sur le corps des animaux, quittent leurs hôtes immédiatement après la mort de ceux-ci. Parce que le sang dont ils se nourrissent ne circule plus dans les vaisseaux sanguins du cadavre. Il faut rattraper au plus vite, un autre hôte. C'est ce qui s'est produit dans notre pays, surtout après le 22 août. Dans cet exercice, les journalistes de la presse légale ont atteint des cîmes inégalées. Et l'un d'entre eux, M. Bandolo Henri, a dépassé encore tous les autres. Il se livre ainsi à une destruction totale et complète d'Ahidjo qu'il adorait hier (voir annexe pour l'Histoire, après cette conclusion). Après avoir monté Ahidjo au "*Trône des héros vivants de l'Histoire*", il le descend sans pitié et, en même temps, comble Biya de toutes les qualités possibles et imaginables. Le 26 août 1983, dans son éditorial de *Cameroon Tribune*, Bandolo vante "les qualités de coeur et d'homme d'état (qui) constituent la meilleure garantie de la poursuite heureuse de la construction nationale ainsi que le gage le plus sûr des succès futurs". Or il ne faut pas oublier ce que le même Bandolo écrivait à propos de la "*haute stature d'homme d'état*" d'Ahidjo. Il écrit également sur "*la mystique et l'éthique que développe le président Paul Biya, le projet national que le peuple camerounais s'est assigné sous la conduite du président Paul Biya, celui que nous avons choisi, ...*", etc, etc., pour construire nos options

parce qu'il réunit toutes les qualités qui nous assurent la réussite continue, etc, etc. C'est toujours l'éditorialiste Bandolo qui parle. Comme on le voit, le griotisme hypocrite dont parlait le professeur Bernard Nanga n'a pas disparu du tout, et il continue de plus belle. Seul le lamido a changé.

On connaît aussi les "quatorze" qui ont signé l'appel au président Biya, pour qu'il prenne la tête du parti UNC, vacante depuis la démission d'Ahidjo le 27 août. Ce sont notamment Foncha, Ayissi Mvodo, Assa lé Charles, Bwele Guillaume, Tsanga Delphine, Mayi Matip le traître (cette fois, il trahit Ahidjo), Abondo Jérôme. Tous sont des barons qui ont chanté les louanges du *"Grand Camarade Ahmadou Ahidjo"* pendant des années, et qui sont, aujourd'hui, *"pleinement conscients du fait que la dualité des pouvoirs est source de conflits graves"*. Or, il est piquant de noter que les gens avaient *"supplié"* Ahidjo de rester à la tête du parti après le 6 novembre 1982 et, à tout le moins, ils n'avaient pas dénoncé cette *"dualité des pouvoirs, source de conflits"*, avant le 30 août.

L'Ordre National des Médecins du Cameroun considère purement et simplement, qu'à partir du 26 août, *"les Camerounais (sont) désormais dans un Etat démocratique"*. Il n'expliquent pas, les médecins de l'Ordre, à partir de quelle raison et selon quel processus les kamerunais sont désormais entrés dans un état démocratique. Ils n'expliquent pas non plus s'ils ont, dans le passé, constaté que les kamerunais n'étaient pas dans un état démocratique.

Même l'OFUNC qui, vu ses statuts, *"ne fait pas de politique"*, envoie alors une motion au président Biya pour *"réaffirmer (son) attachement à la personne du président Biya"* (Tsanga laisse tomber Ahidjo ! H.B.) ainsi qu'aux idéaux de progrès, d'intégrité et de justice qu'il a su si bien incarner depuis son accession à la magistrature suprême".

Les ressortissants et élites de la province de l'Ouest

résidant hors de la province, eux aussi, "*rendent un vibrant hommage aux exceptionnelles qualités d'homme d'Etat, d'humanisme, de loyalisme, d'efficacité, d'intégrité morale et intellectuelle, et de justice sociale que toutes les masses populaires s'accordent à lui (Biya) reconnaître*".

En somme, voici Biya qui monte à son tour, sous les applaudissements de ses concitoyens, au Trône des héros vivants de l'Histoire. Mais, il est évident que, pour la grande majorité de notre peuple, cette attitude de courtisans sans foi, ne pourra que se terminer par un échec.

b) Ou bien se mobiliser avec courage pour le changement démocratique, le progrès et la justice sociale

C'est la seule attitude responsable et la seule garantie pour que s'inverse le bilan largement négatif des 25 dernières années.

Le Peuple a des moyens de vérifier que le pays a ou n'a pas tourné le dos au passé, que les choses ont ou n'ont pas véritablement changé.

Maintenant qu'il est en effet reconnu que les camps de concentration existent, on ne pourra décerner un brevet authentique "*d'humanisme, d'homme de coeur, d'intégrité morale et intellectuelle, etc*" au président Biya, que s'il vide proprement ces camps, avec possibilité pour tout le monde de vérifier la chose. Maintenant qu'il est reconnu que la liberté d'expression n'existait pas sous Ahidjo, on ne pourra authentiquement reconnaître au président Biya les "*idéaux de progrès, d'intégrité et de justice*" que s'il permet à tout le monde de s'exprimer et donc s'il autorise les partis politiques de fonctionner légalement, conformément d'ailleurs à l'article 3 de la Constitution en vigueur, avec liberté de presse et de parole. Du moment qu'il est reconnu que, sous Ahidjo, "*les infrastructures sociales ont fait cruellement défaut*", et qu'il n'y avait ni écoles, ni hôpitaux, ni logements en

quantité suffisante pour les masses populaires kame-runaises, celles-ci ne pourront réellement reconnaître au nouveau président de la république la qualité d'amoureux de la justice sociale, que s'il construit effectivement *"de vastes hôpitaux et de nombreux établissements d'enseignement"*. A partir du moment où il est admis que le régime d'Ahidjo a légué à notre pays des *"disparités dans la répartition des richesses souvent beaucoup trop ostentatoires"*, le président Biya ne sera bien jugé que s'il s'applique à réduire effectivement et le plus possible ces disparités : en frappant fort ceux qui, par favoritisme ou corruption (ou les deux) , ont accumulé des richesses et fortunes colossales; il lui faudra donner du travail aux millions de jeunes chômeurs, des prix rémunérateurs aux paysans, des salaires dignes de ce nom aux salariés pauvres, combattre sérieusement, et pas seulement par des discours, la hausse des prix à commencer par ceux des denrées nécessaires, lutter efficacement contre la spéculation, réduire les taux d'écolage et les loyers, développer les transports et l'hygiène dans les villes et en dehors de celles-ci.

Voilà pourquoi l'UPC et le MANIDEM disent à nos compatriotes : il ne faut pas signer de chèque en blanc à M. Biya; répéter *"rigueur"* quand il crie ce mot; crier *"moralisation"* lorsqu'il lance *"moralisation"*. Il faut demander au président Biya, non pas des mots, mais des réalisations concrètes, qui ne demandent même pas qu'il dépense pour cela : libération de TOUS les prisonniers politiques, multipartisme, respect des droits de l'homme.

L'UPC a été injustement et anticonstitutionnellement (donc illégalement) exclue de la vie politique nationale, donc de la vie nationale tout court, depuis l'indépendance pour laquelle elle fut *"l'Ame du combat de notre Peuple"*. Pour être crédible, M. Biya doit la rétablir dans ses droits légitimes et, par cet acte, concilier ainsi notre Peuple avec lui-même.

A N N E X E S

Après ces pages édifiantes, le lecteur a sans doute à présent une idée assez claire de ce qu'est la presse légale, et de ce que représente le monde politique officiel dans notre pays, sans parler de la philosophie de la grande presse internationale en matière d'information.

Cependant, nous avons pensé qu'il terminerait avec intérêt (et non sans un certain amusement il est vrai !), sa découverte, en prenant connaissance des quatre textes assez courts qu'il va lire maintenant. Et sans doute certains, comme nous-mêmes, voudront ils les relire, surtout les trois premiers.

Ces trois premiers vont en effet ensemble. Il s'agit de trois éditoriaux qui seront désormais à verser au dossier, quand l'Histoire fera, plus tard, avec plus de "distance" encore, le bilan du régime d'Ahidjo. Il s'agit en effet de textes qui, chacun, font, même involontairement, le bilan de ce régime. On voit alors, avec toute la netteté désirable, *ce que valent les louanges des griots*. Nous ne ferons aucun commentaire ici à propos de ces textes, nous réservant d'en faire ailleurs.

Les trois éditoriaux sont parus dans le journal du gouvernement, *Cameroon Tribune*, sous la même signature. Le premier est paru le 6 novembre 1982, le jour où Ahidjo quitte la présidence de la république, et où Biya prend cette place. Les deux autres ont été publiés le 1er et le 7 mars 1984, juste après le procès du "complot" annoncé au pays par M. Biya le 22 août 1983, procès au cours duquel Ahidjo fut condamné à mort par contumace : le verdict avait été rendu le 28 février.

Le 4^e texte est la Déclaration du Bureau Politique du Comité Central de l'UPC sur ce procès.

Lisez. Et faites-vous une opinion.

CAMEROON TRIBUNE : n°2521 du 6 Novembre 1982

EDITORIAL : DE LA SCENE AU TRONE

Grandi par une épopée qu'il avait su rendre grandiose, c'est aussi par un magnifique geste de grandeur qu'Ahmadou Ahidjo signe l'acte final d'un quart de siècle au service de la Nation Camerounaise.

La majesté et la noblesse auxquelles il nous avait tant habitués nous aident aujourd'hui à vivre notre émotion dans la dignité. Aussi, même s'il y a coup de théâtre, il n'y aura donc pas de drame, sinon au plus profond de notre cœur étreint du chagrin de la séparation que cette solennelle décision nous impose. C'est encore à lui que nous devons la maturité qu'exige la circonstance.

Cependant, comment ne pas souligner que cette séparation avec le Père de la Nation survient au moment où, sans doute plus encore que par le passé, il était révééré, honoré et aimé des fils de ce pays. Aujourd'hui en effet, son personnage éminent reflète, dans leur diversité tous nos visages, transfigure ceux-ci pour les sublimer, et incarnant de ce fait les valeurs dans lesquelles tous les Camerounais s'identifient.

Cette séparation survient aussi au moment où plus que jamais sa haute stature d'homme d'Etat nous semblait devoir constituer pour longtemps encore, l'indispensable repère et le nécessaire rempart face aux grands défis du futur. Sa seule présence avait toujours suffi à nous assurer que nous pourrions sans cesse accroître les conquêtes de l'idéal élevé qu'il nous avait prescrit, et que nous saurions toujours lever l'obstacle, surmonter la difficulté, maîtriser le destin. Car, il avait toujours su conforter notre certitude des lendemains et notre espérance en l'avenir d'un Cameroun toujours plus heureux.

La modestie et la piété de l'homme nous ont pourtant toujours interdit de parler de lui et de la providence pour les rapprocher. Il n'entendait mériter que notre confiance. Et il n'en faisait pas la quête. Il en avait fait l'objet d'une conquête permanente; car, il la sollicitait moins par l'exhortation que par ses propres efforts, ses actes, ses résultats. Que dire de ces résultats ? Le Cameroun connaît l'indépendance et l'unité, le Cameroun connaît la paix et la justice; le Cameroun connaît l'auto-suffisance alimentaire et énergétique; le Cameroun connaît la démocratie et connaît la stabilité qui exprime la réussite politique. Le Cameroun est un pays respecté.

Peu d'hommes, s'ils ne sont hors du commun, s'éclipsent ainsi au moment même où leur peuple et le monde célèbrent la gloire dont ils se sont couverts. Bien des hommes, au contraire, ne se contraignent à quitter le pouvoir que lorsque la faillite de leur politique a anéanti le peuple et la Nation, sinon eux-mêmes.

Ahmadou Ahidjo prend sa retraite, son pari avec l'Histoire gagné. Il nous laisse une Nation saine, un peuple serein, un pays riche dont il a su préparer la prospérité et garantir la postérité. Il aussi préparé les hommes parmi lesquels, avec persévérance, il a cultivé la conscience élevée des responsabilités nationales.

C'est dire qu'Ahmadou Ahidjo ne nous abandonne pas à l'aventure. Il quitte la scène sous nos applaudissements pour monter au Trône des Héros vivants de l'Histoire.

Henri BANDOLO.

Le 28 février 1984, Ahidjo est condamné à mort par le tribunal militaire de Yaoundé. Suivez la plume de Bandolo...

EDITORIAL : INTOXICATION ET DESINFORMATION

La sentence ayant été prononcée à son encontre dans les conditions que l'on sait, devant le tribunal militaire de Yaoundé, Ahmadou Ahidjo ameute agences de presse et journaux pour s'y répandre en injures et outrages au peuple camerounais qui l'a jugé et condamné. L'homme en est désormais si coutumier qu'il faut croire qu'il a trouvé dans la grossièreté et l'inconséquence les moyens de se donner quelque activité pour tromper une oisiveté qui manifestement ne lui réussit pas.

Mais quelle crédibilité peut-on encore accorder à un citoyen en fuite en raison de ses menées subversives et de ses entreprises criminelles manquées, et qui est devenu voyageur pour se soustraire à la justice de son pays ?

Quels qu'en soient l'intensité et les procédés, Ahmadou Ahidjo ne peut ébranler par sa campagne désespérée aucune conviction sur les graves responsabilités qu'il a prises à l'égard de l'Histoire dont le jugement sévère vient d'être rendu par le tribunal devant lequel il n'a pas osé comparaître, ayant perdu toute dignité.

Un citoyen, s'il est responsable, justifie nécessairement d'un domicile légal connu comme tel par l'autorité judiciaire, et auquel celle-ci est sensée se référer si elle doit l'appeler à comparaître devant elle.

Le domicile légal du citoyen Ahmadou Ahidjo étant Garoua où il est né et où il a pris sa retraite, il ne peut que paraître burlesque qu'on doive commettre des "inquisiteurs", ces personnages d'une autre époque, chargés de retrouver sa trace, pour pouvoir lui donner notification d'une convocation de justice à l'une des étapes incertaines de ses nombreux et remuants voyages à travers le monde.

C'est la procédure légale qui a été utilisée. La mairie de Garoua où Ahmadou Ahidjo élit domicile a donné attestation que l'intéressé est parti sans laisser d'adresse. Il s'agit d'une pièce versée au dossier de l'affaire, telle que ceux qui ont eu à en connaître ont pu le vérifier.

Les journalistes de la presse étrangère, s'ils avaient manifesté plus d'intérêt pour ce procès, auraient pu venir au Cameroun comme ils en avaient le loisir pour en constater, comme les observateurs étrangers présents, la régularité et la dignité. La presse aurait pu dans ces conditions se soustraire au caractère univoque des sources d'information sur le procès qui vient d'avoir lieu.

Le Cameroun est un Etat de droit et le demeurera. Aussi ce procès ne fait-il pas l'occasion d'un règlement de comptes entre personnes. Le cas auquel s'est trouvé confronté le peuple camerounais est un problème d'éthique, de principe et de légalité républicaine. La force de la justice se trouve dans sa vertu d'égaliser devant elle tous les citoyens et toutes les conditions humaines : celui qui enfreint les lois doit être puni.

Et sans doute faut-il rappeler que les lois actuelles du Cameroun ne datent pas du 6 novembre 1982, l'accession au pouvoir du président Paul Biya. On les a appliquées dans le passé. Elles viennent une fois en core de s'appliquer dans les conditions les plus loyales.

Si quelque citoyen, inconsolable de ses ambitions déçues, glisse dans l'hérésie après avoir sombré dans le mensonge et la démagogie, il faut espérer que nos confrères de la presse étrangère, soucieux d'une information objective, ne se laisseront pas abuser par ceux qui ne peuvent qu'avoir intérêt à instaurer l'intoxication et la désinformation.

Henri BANDOLO.

EDITORIAL : CONDAMNE A L'ISOLEMENT

Que dire d'un citoyen qui a perdu tout respect pour son pays, parce que ses ambitions égoïstes ont été déçues, sinon qu'il ne l'a jamais aimé et ne fut jamais un patriote ? La rouerie d'Ahmadou Ahidjo était grande. Il ne s'imposa que par la supercherie. Sa dernière ruse ne lui a pas réussi. Il ne lui restait que les voies de la perfidie. Il est tombé dans les rêts de la justice. Il s'y agite désormais comme une vieille hyène chafouine prise dans les filets à l'entrée d'une bergerie, et qui jure tous les diables qu'elle se contentait de passer par là.

Est-il plus triste fin de carrière que celle-là ? Car voilà un personnage qui s'était pris pour un grand comédien, et qui avait fait illusion, contraint par la turpitude aux facéties d'un turlupin. Les Camerounais ne méritaient assurément pas ce spectacle désolant qui finit de déshonorer, son masque tombé, celui dont le discours trompeur leur avait croire, pendant vingt-cinq ans, qu'il partageait leurs idéaux de paix et de progrès dans l'unité et la justice.

Ahmadou ne parla donc si souvent d'unité nationale que pour anesthésier les consciences afin de se donner la liberté de pouvoir faire tout autre chose par des méthodes et des pratiques qui ont conduit tant de compatriotes à la mort violente, et d'autres à prendre le chemin de l'exil.

Jamais plus en effet, les Camerounais ne connaîtront autant de tortures et de flétrissures physiques et morales. Ceux qui n'ont pas péri de tant de sévices sont à jamais invalides, mutilés, estropiés. S'ils venaient à conter les souvenirs atroces des tragédies qu'ils ont endurées dans leur chair, chacun se rendrait compte que la condamnation à mort ces jours-ci d'Ahmadou Ahidjo vient en réalité vingt-cinq ans trop tard.

D'entendre de sa bouche, sur le ton d'un procureur, le mot "torture", laisse penser qu'Ahmadou Ahidjo est celui qui est vraiment torturé de tous les crimes que sa conscience tourmentée dénonce à une raison qui manifeste s'effrite.

Car comment ne pas parler de déraison ? Accusant d'aberrantes insuffisances dans la connaissance de la géographie et du découpage administratif d'un pays qu'il a gouverné pendant tant d'années, voici qu'interrogé par des journalistes sur sa vie aventureuse, il déclare que le Cameroun compte deux provinces : le Nord et le Sud.

C'est que cette division a toujours existé dans son subconscient. Et, incontrôlable dans le désarroi que connaît l'homme désormais, la chose est sortie, énorme, monstrueuse, sordide et vile, traduisant un sombre dessein : celui du séparatisme. Nous voici au coeur du problème.

On comprend mieux alors pourquoi ayant entrepris la tournée des provinces au lendemain de sa démission décidée pour des raisons controversées, Ahmadou Ahidjo se garda d'aller exhorter nos compatriotes de ce qui était à cette époque la province du Nord, à apporter leur soutien au président Paul Biya et à lui accorder leur confiance. Ceux-ci, en patriotes soucieux de l'intérêt national et confiants en l'avenir sous la conduite de Paul Biya, se levèrent néanmoins comme un seul homme, pour apporter au chef de l'Etat leur concours loyal, total et inconditionnel.

On comprend mieux aussi la manifestation sectaire de dévotion à sa personne, qu'Ahmadou Ahidjo orchestra à Garoua en juillet dernier, à la fin du Ramadan, en ameutant les militants des sections UNC des départements de l'ancien Nord-Cameroun, sous le prétexte hardi d'une présentation de voeux à la fin de ce jeûne religieux.

Voilà qui éclaire aussi les desseins d'Ahmadou Ahidjo appelant les ministres originaires de cette ancienne province à démissionner à la suite d'un remaniement ministériel que Paul Biya opéra le 18 juin 1983, sans le "consulter". Et, le tout s'enchaînant, les Camerounais savent aussi désormais pourquoi, sur l'ordre d'Ahmadou Ahidjo, un ancien ministre des Forces armées tint, toujours le 18 juin 1983, une étrange réunion nocturne et clandestine, ne groupant que des officiers d'origine nordiste.

Dans ses lubies et ses utopies, Ahmadou Ahidjo concevrait et conçoit encore sans doute, le Nord-Cameroun comme sa propriété privée. Il concevait et conçoit encore nos compatriotes de cette partie du pays, comme ses serfs, sinon comme des pions et des marionnettes sans conscience et sans âme.

Aucune partie du Cameroun ne peut être isolée de l'ensemble du pays. Car tous les Camerounais, sauf le condamné à mort en fuite, sont attachés à son unité. Ahmadou Ahidjo est seul désormais condamné à l'isolement. Et à cette condamnation, il ne peut échapper.

Henri BANDOLO.

Tout ceci, on en reparlera. Assurément.

Déclaration du Bureau Politique du Comité Central de l'UPC

**L'U.P.C. et le MANIDEM disent NON aux
procès-à-la-Ahidjo, même contre Ahidjo !**

Le procès que le président Biya vient de faire contre Ahidjo n'est pas le procès des comploteurs et des caïds de la corruption que le Peuple Kamerunais, avec l'UPC et le MANIDEM, réclamaient depuis des mois : c'est un règlement de comptes dangereux pour notre pays.

M. Biya contre les droits de l'homme

Avec ce procès, M. Biya, tout en se disant démocrate, reprend à son compte les lois scélérates et fascistes que Ahidjo et ses maîtres étrangers avaient fabriquées contre l'UPC et notre peuple. Il les utilise aujourd'hui contre Ahidjo. Mais contre qui s'en servira-t-il demain ? Est-ce avec de telles lois que les droits de l'homme seront garantis dans notre pays ? Les accusés, comme sous Ahidjo, n'ont pas pu bénéficier de leur droit à être défendus par des avocats de leur choix. S'ils ont été torturés, l'UPC condamne la poursuite de ces méthodes d'Ahidjo. Ce dernier, soutenu et encouragé par la droite colonialiste française, a tué et torturé des dizaines de milliers d'upécistes et de patriotes innocents. Mais pour l'UPC, le respect des droits de l'homme est une ques

tion de principe.

M. Biya contre l'unité nationale

Dans tous ses méfaits, Ahidjo a toujours eu des complices dans le Sud. Certains ont été chassés du gouvernement par M. Biya le 18 juin 1983. **Or, aucun baron sudiste n'est jugé, ni même inculpé.** M. Biya s'en prend seulement à quelques barons du Nord et fait condamner à mort l'ex-dictateur sanguinaire Ahidjo et deux comparses. **Il s'attaque ainsi à l'unité nationale, dans la mesure où il donne un sujet de propagande facile à tout charlatan, du Nord ou d'ailleurs.**

L'UPC demande au Peuple Kamerunais, et en particulier à notre jeunesse, du Nord comme du Sud, de l'Est à l'Ouest, de faire preuve d'une conscience nationale élevée et de sang-froid, pour déjouer le risque grave de division que contient le procès à coloration régionaliste évidente de M. Biya et ses conseillers cyniques et irresponsables.

M. Biya se livre à un escamotage dangereux

En accusant Ahidjo de *"subversion, révolution et injures envers le chef de l'état"*, M. Biya rabaisse l'important problème des crimes d'Ahidjo contre le Peuple Kamerunais et l'Afrique, depuis 1958, à un vulgaire règlement de comptes, et cache mal sa volonté de s'attaquer, sur les mêmes bases, à tous ceux qui demandent un vrai changement dans notre pays.

Un vrai procès d'Ahidjo serait un procès historique celui d'un régime meurtrier qui a duré près de 25 ans. Ce serait un procès libérateur du Peuple Kamerunais, où des centaines de milliers de ses filles et fils accuseraient le dictateur et son régime devant le monde entier. Ce serait le procès pour la réhabilitation enfin possible du SEUL et VRAI Père de la Na

tion Kamerunaise, Ruben UM NYOBE, de ses compagnons Félix MOUMIE, Ernest OUANDIE, KINGUE Abel, et de tous les martyrs de la lutte de notre pays et de l'Afrique pour la Liberté, le Progrès et le Bien-être.

Un vrai procès d'Ahidjo, ce serait aussi celui des barons de l'UNC de toutes les régions, et pas seulement du Nord, qui ont détourné des milliards et des milliards. Tout l'argent volé par chacun d'eux (et pas seulement *"les huit dixièmes"*) doit être repris pour servir le peuple.

Le petit procès à la sauvette organisé par M. Biya est donc une tricherie. Il a tout au plus ramené Ahidjo à sa véritable dimension : celle d'un petit acteur tragique de l'histoire de notre pays, que l'Etranger voulait propulser et imposer par le mensonge et les tueries, à la place de Ruben Um Nyobe, Père de la Nation Kamerunaise.

Le Peuple Kamerunais doit donc continuer à revendiquer le vrai procès du complot et de la corruption. Si ce procès ne vient pas, il saura qu'on a voulu le tromper avec un faux procès, pour détourner son attention de tous les barons corrompus avec lesquels M. Biya s'est reconcilié depuis qu'il a repris l'UNC d'Ahidjo et tous ses *"hommes du passé"*.

L'unique voie du salut : une vraie ouverture politique et une vraie politique de renouveau!

L'UPC a tendu la main au président Biya. Mais ce dernier, au lieu de s'engager dans la voie d'un vrai changement, s'enfonce dans les manoeuvres politiciennes de plus en plus nuisibles au pays.

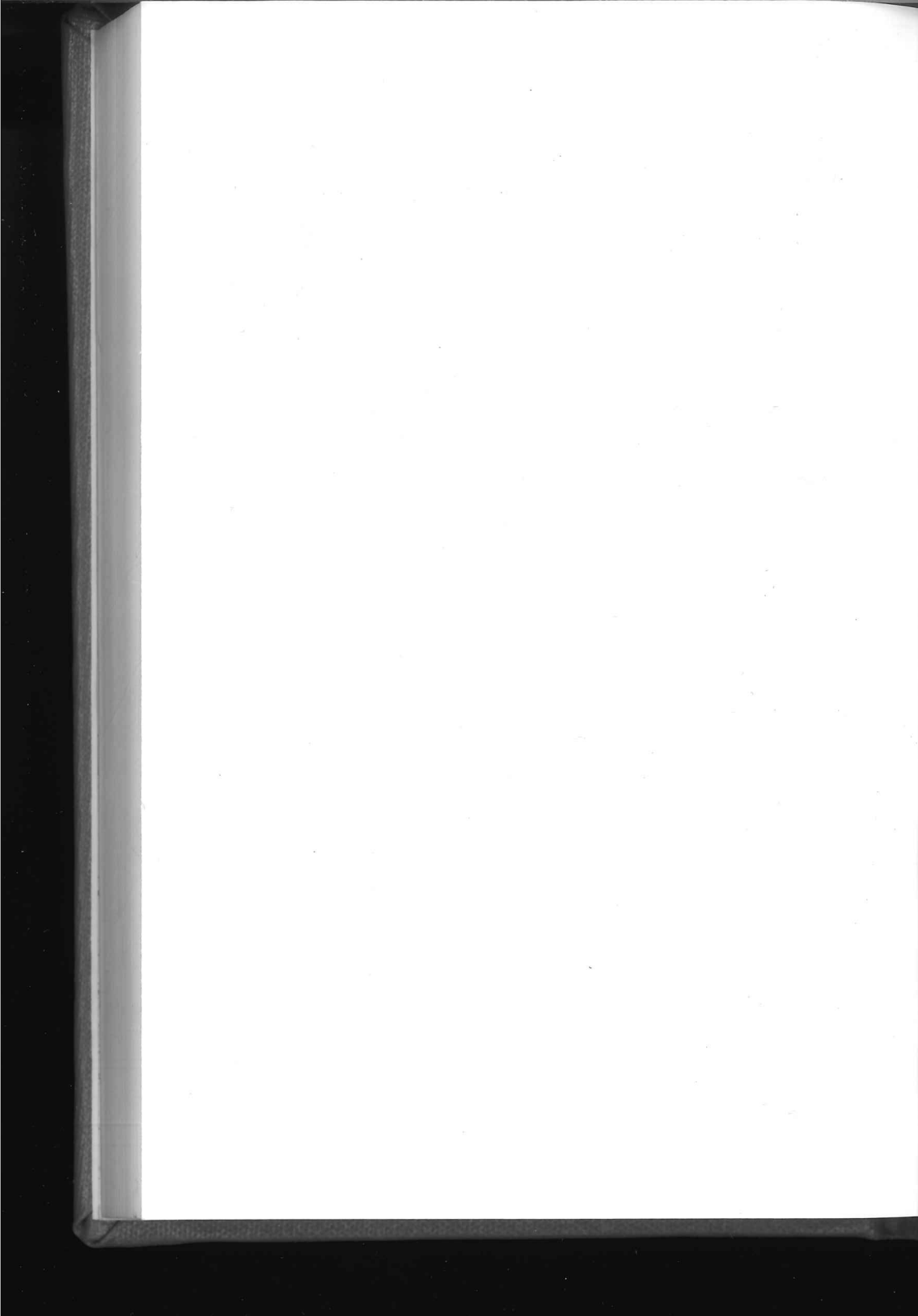
Le 4^e Congrès de l'UPC est convoqué. L'UPC publiera bientôt un important Livre-blanc sur la crise politique, économique, sociale et morale du pays, et sur l'incohérence du régime Biya, intitulé : *"Où va le Kamerun ?"*.

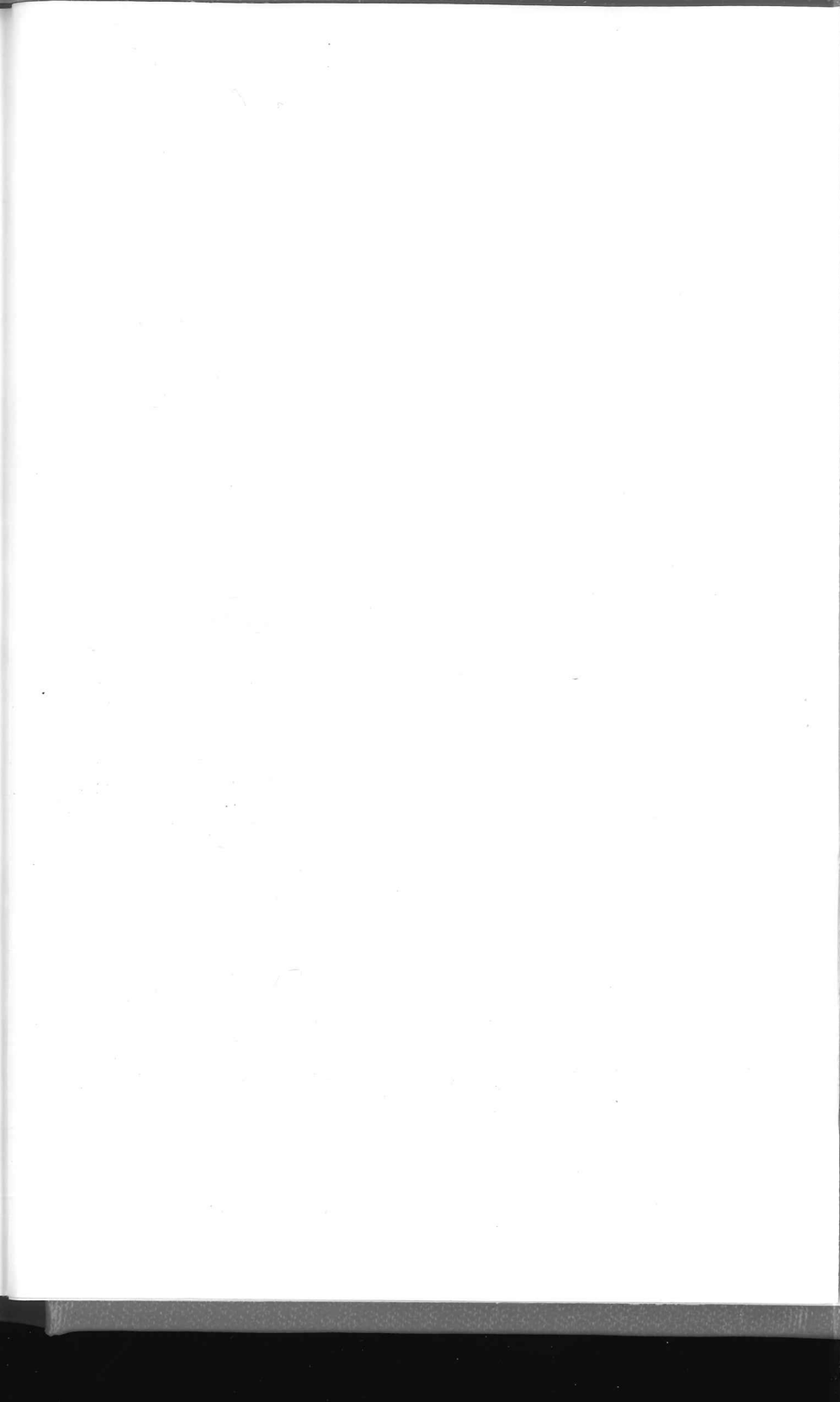
L'heure est grave. L'unique voie du salut, c'est une vraie ouverture politique et une vraie politique de renouveau. Assez de ruses mesquines et de manoeuvres malsaines.

"La crise qui a acculé Ahidjo à la démission ne pourra que s'approfondir : elle acculera Biya à la faillite s'il ne change pas de cap", avait averti l'UPC dès Novembre 1982.

Le 29 février 1984.

Le Bureau Politique du Comité Central
de l'U.P.C.







*Un prix spécial pour un
Numéro Spécial !*

KAMERUN

- Masses populaires et jeunes 200 F CFA
- Autres 500 F CFA

ETRANGER 20 FF